

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°370

JANVIER 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **SYRIE: INCONTOURNABLES, LES KURDES POURTANT EXCLUS DE « GENÈVE III » PAR LA TURQUIE**
- **TURQUIE: LA GUERRE TOUS AZIMUTHS DE M. ERDOĞAN**
- **TURQUIE: 1128 UNIVERSITAIRES APPELANT A LA PAIX KURDO-TURQUE POURSUIVIS POUR TRAHISON**

TURQUIE : 1128 UNIVERSITAIRES APPELANT A LA PAIX KURDO-TURQUE POURSUIVIS POUR TRAHISON

Les derniers événements en Turquie montrent à quel point toute expression de désaccord avec la politique de plus en plus autoritariste menée par le président Erdoğan est immédiatement montrée du doigt et qualifiée de trahison. Il n'est d'ailleurs même plus nécessaire d'exprimer son opposition pour se mettre en danger : dans la présente atmosphère de tension paranoïaque, toutes les personnes représentant un risque potentiel pour le pouvoir de M. Erdoğan risquent de graves ennuis.

Ainsi, le 6 du mois, le procès de Fethullah Gülen s'est ouvert à

Istanbul, en l'absence du principal accusé, qui vit depuis quinze ans aux Etats-Unis. Âgé de 74 ans, cet imam influent, fondateur d'une confrérie possédant un vaste réseau d'ONGs, d'écoles, d'entreprises et d'organes de presse, est accusé de « haute trahison » et le procureur d'Istanbul a requis contre lui la prison à vie. 66 co-accusés se trouvaient quant à eux bien là, pour la plupart d'anciens policiers – dont deux chefs de la police – accusés d'appartenir à une organisation armée, et qui risquent de sept à trois cent trente ans de réclusion...

Longtemps allié au réseau Gülen, Erdoğan s'est brouillé avec la

confrérie après que des accusations de corruption portées en 2014 contre plusieurs ministres AKP et son propre fils aient fait vaciller son pouvoir. Convaincu que ces accusations avaient été téléguidées par Gülen, Erdoğan est parti en guerre contre lui. 1 800 personnes soupçonnées de faire partie de son « réseau » ont été arrêtées depuis 2014 et près de 300 d'entre elles attendent leur procès en prison. Le gouvernement turc tente (jusqu'à présent sans succès) d'obtenir des Etats-Unis l'extradition de l'imam.

Autre exemple, l'enquête criminelle ouverte le 11 par les procureurs

pour « propagande terroriste » contre une émission de télévision de *Kanal D*, le « Beyaz Show » ! Pourquoi ? Parce qu'une auditrice de Diyarbakir a appelé durant l'émission pour tenter de tirer la sonnette d'alarme sur le coût humain de la campagne militaire actuellement menée au Kurdistan de Turquie. Risquant de perdre son emploi, confronté aux menaces des nationalistes, le présentateur du programme a dû s'excuser publiquement.

Mais la cible principale de la vindicte de M. Erdoğan durant le mois de janvier a été le groupe des 1 128 universitaires de 89 universités, à la fois turcs et étrangers, qui ont osé signer le 11 un appel intitulé « Nous ne serons pas complices de ce crime », qui dénonce la politique de violence indiscriminée du pouvoir dans la région kurde du pays. Cet appel, signé à l'étranger par entre autres le linguiste américain Noam Chomsky et le philosophe slovène Slavoj Žižek, demande la fin de la campagne militaire dans le Sud-Est et la reprise des négociations avec le PKK afin de trouver une solution pacifique à la question kurde. On le trouvera reproduit ci-dessous.

Nous ne serons pas complices de ce crime !

Nous, enseignants-chercheurs de Turquie, nous ne serons pas complices de ce crime !

L'État turc, en imposant depuis plusieurs semaines le couvre-feu à Sur, Silvan, Nusaybin, Cizre, Silopi et dans de nombreuses villes des provinces kurdes, condamne leurs habitants à la famine. Il bombarde avec des armes lourdes utilisées en temps de guerre. Il viole les droits fondamentaux, pourtant garantis par la Constitution et les conventions internationales dont il est signataire : le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité, l'interdiction de la torture et des mauvais traitements.

Ce massacre délibéré et planifié est une violation grave du droit international, des lois turques et des obligations qui incombent à la Turquie en vertu des traités internationaux dont elle est signataire.

Nous exigeons que cessent les massacres et l'exil forcé qui frappent les Kurdes et les peuples de ces régions, la levée des couvre-feux, que soient identifiés et sanctionnés ceux qui se sont rendus coupables de violations des droits de l'homme, et la réparation des pertes matérielles et morales subies par les citoyens dans les régions sous couvre-feu. A cette fin, nous exigeons que des observateurs indépendants, internationaux et nationaux, puissent se rendre dans ces régions pour des missions d'observation et d'enquête.

Nous exigeons que le gouvernement mette tout en œuvre pour l'ouverture de négociations et établisse une feuille de route vers une paix durable qui prenne en compte les demandes du mouvement politique kurde. Nous exigeons qu'à ces négociations participent des observateurs indépendants issus de la société civile, et nous sommes volontaires pour en être. Nous nous opposons à toute mesure visant à réduire l'opposition au silence.

En tant qu'universitaires et chercheurs, en Turquie ou à l'étranger, nous ne cautionnerons pas ce massacre par notre silence. Nous exigeons que l'Etat mette immédiatement fin aux violences envers ses citoyens. Tant que nos demandes ne seront pas satisfaites, nous ne cesserons d'intervenir auprès de l'opinion publique internationale, de l'Assemblée nationale et des partis politiques.

(Texte traduit en plusieurs langues sur le site Kedistan, <http://www.kedistan.net/2016/01/05/baris-paix-peace-asiti-kurdistan/> ainsi que sur plusieurs blogs francophones)

Cet appel des universitaires a été publié le 11, soit la veille de l'atten-

tat-suicide de Sultanahmet à Istanbul. Une heure après cet attentat, M. Erdoğan a fait montre à la télévision ce que l'Express a qualifié sur son site d'« étrange réaction », se demandant même si le président turc « perdait les pédales ». Prenant la parole à propos de l'attentat, Erdoğan l'a immédiatement attribué à Daech, avant d'« évacuer » de ses propos en moins d'une minute l'organisation djihadiste et de concentrer des attaques furieuses sur les rebelles kurdes du PKK et... sur les signataires de l'appel « Nous ne serons pas complices de ce crime ! ». Apparemment littéralement mis en rage par ce texte, le président turc qualifié ses signataires de « pseudo-intellectuels » et de « traîtres à la patrie », appelant pendant plus d'une demi-heure à déclencher contre eux une véritable chasse aux sorcières.

M. Erdoğan ne perd assurément pas les pédales quand ses projets de pouvoir sont en jeu. Il est vraisemblable qu'il a délibérément choisi de « mettre le projecteur » sur l'appel des universitaires afin de détourner l'opinion turque de la question délicate des rapports de la Turquie avec Daech et de réorienter le débat autour de la question du soutien à son gouvernement – et par voie de conséquence à son projet de régime présidentiel. Ces attaques brutales contre ses critiques lui ont permis de renouveler sa politique de la main tendue aux ultranationalistes afin d'obtenir leur soutien pour son projet.

Ainsi l'ultranationaliste Sedat Peker, par ailleurs chef maffieux déjà condamné sur des charges de crime organisé, exemple caractéristique du ralliement d'une partie de la mouvance fasciste turque à l'actuel chef de l'Etat, a publié sur son site web une déclaration annonçant que les signataires de cette déclaration devraient payer celle-ci de leur sang. Les quali-

fiant de « soi-disant intellectuels », dans des termes rappelant ceux utilisés par le président Erdoğan, Peker a ajouté : « Vous devriez remercier la police et les militaires que vous avez tenté de discréditer. Si ces terroristes réussissent dans leur mission de provoquer l'échec de l'Etat des Musulmans Turcs, alors viendront pour vous des moments de frayeur. Alors la cloche sonnera pour vous tous. Je voudrais le répéter : nous ferons couler votre sang et nous nous baignerons dans votre sang ! ». Sedat Peker s'était déjà fait remarquer avant les élections de novembre dernier dans des discours de soutien au parti de M. Erdoğan où il avait mélangé les références islamistes et fascistes, notamment lors d'un meeting à Rize où il avait déclaré que « Le sang [allait] couler en abondance ».

En parallèle, journaux et sites web proches du pouvoir ou nationalistes ont publié les noms des signataires « traîtres » ; le journal *Yeni Şafak* a titré sur « Les Complices du PKK ». Certains ont été suspendus de leur poste par leur université, comme Latife Akyuz, maître de conférences de sociologie à l'université de Duzce. Le YÖK (Conseil turc de l'Enseignement supérieur), abandonnant toute apparence de neutralité, a pris des mesures disciplinaires contre d'autres. Plusieurs ont été harcelés par des étudiants ultranationalistes, ont reçu des menaces de mort, ont vu la porte de leur bureau marquée de signes de reconnaissance. Des photos ont commencé à circuler sur les médias sociaux avec la légende « Terroriste du PKK ». Des signataires effrayés ont retiré leur signature ou se sont cachés.

Si le chef procureur d'Ankara a selon le quotidien *Hurriyet* lancé une enquête sur Peker suite à une plainte déposée contre lui

par une association d'avocats, d'autres procureurs, obéissant ceux-là aux consignes du « Sultan », ont lancé précisément contre ces universitaires menacés par Peker des enquêtes pour « propagande terroriste », « incitation à la haine », et « insultes aux institutions turques et à la République ». Selon l'agence *Anatolie*, 12 chercheurs de l'université Kocaeli ont été arrêtés lors de raids de la police à leur domicile tôt le matin du 15. Au total 21 universitaires ont fait ce jour-là l'objet de tels raids suivis de garde à vue.

Cette répression a provoqué de nombreuses réactions en Turquie comme à l'étranger. Dès le 14, 558 intellectuels, notamment écrivains et metteurs en scène, ont publié leur propre déclaration : « De tout notre cœur, nous soutenons l'appel des universitaires pour la paix. [...] Nous refusons de voir la liberté d'expression limitée. [...] Sans aucune réserve, nous refusons de participer à ce crime. Nous soutenons l'initiative "Universitaires pour la Paix" ». Le même jour, l'Union des Chambres d'Ingénieurs et d'Architectes et l'Union des Docteurs ont également fait une déclaration commune de soutien aux universitaires inculpés. Le 15, 2 000 avocats ont signé une déclaration dans laquelle ils s'engagent à se tenir aux côtés des universitaires inculpés aussi bien dans les tribunaux que dans les rues. 30 000 étudiants ont signé leur propre texte de soutien aux universitaires incriminés. Enfin, depuis le début des inculpations, des milliers de Turcs supplémentaires ont courageusement exprimé leur soutien en signant à leur tour la pétition incriminée : le 18, on était à 2 200 signataires.

Les mesures du YÖK contre certains signataires ont été condamnées par son homologue français,

la Conférence des Présidents d'Université. L'ambassade des Etats-Unis a caractérisé dans un *twit* les arrestations comme « effrayantes », ajoutant : « Exprimer de l'inquiétude quant à la violence n'est pas équivalent à soutenir le terrorisme. La critique du gouvernement n'est pas de la trahison ». L'Association des Etudes Moyen-Orientales, représentant 3 000 chercheurs, a accusé le gouvernement turc de manquer à son devoir de protection de la liberté d'expression inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

Le 15, Erdoğan a poursuivi ses attaques, qualifiant les signataires de « méprisables » et de « cruels » : « Les personnes qui sont [solidaires] avec ceux qui commettent des crimes sont elles-mêmes coupables des mêmes crimes ». [...] « Le fait qu'ils aient un titre quelconque devant leur nom, professeur, maître de conférences ou quoi que ce soit, n'en fait pas des gens éclairés, ce sont des gens profondément sombres ». [...] « J'ai invité toutes les institutions judiciaires et administrations des universités à prendre immédiatement les mesures nécessaires face à leur violation de la Constitution et de nos lois. Ceux qui veulent faire de la politique, ils peuvent le faire au Parlement. S'ils ne le peuvent pas, alors ils peuvent aller creuser des tranchées ou aller dans la montagne [rejoindre la guérilla] ». Le 20, le Président turc, décidément intarissable, s'est livré à de nouvelles attaques lors d'une de ses habituelles conférences de presse tenues dans son palais devant des journalistes, et des politiciens locaux acquis à sa cause : « Alors vous croyez que vous pourrez essayer de briser l'unité de la Nation et continuer à vivre des vies confortables avec le salaire que vous recevez de l'Etat et ne pas subir les conséquences [de vos actes] ? Cette période est terminée », a-t-il déclaré.

Aux commentateurs qui leur reprochaient d'avoir dans leur pétition concentré leurs attaques sur l'Etat sans mentionner les responsabilités du PKK, les signataires ont répondu qu'ils élisaient les responsables de l'Etat et non ceux du PKK, que le gouvernement était sensé protéger ses propres citoyens et que c'était

donc à lui qu'ils avaient à demander des comptes, d'autant plus que c'était l'Etat lui-même qui avait initié le processus de paix et qui l'avait ensuite rompu.

L'Institut kurde appelle les lecteurs de son *Bulletin* à soutenir les universitaires menacés en faisant connaître la pétition autour d'eux, en initiant ou en s'associant à des

initiatives de soutien au niveau local ou dans leur institution. Ils peuvent aussi envoyer directement un message de soutien à l'adresse info@barisicinakademisyenler.net (le pouvoir AKP a comme à son habitude censuré le site web de la pétition, mais les mails envoyés à cette adresse y parvenaient toujours au 12 janvier).

SYRIE : INCONTOURNABLES, LES KURDES POURTANT EXCLUS DE « GENÈVE III » PAR LA TURQUIE

Durant le mois de janvier, les Kurdes de Syrie et leurs alliés au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont continué à se montrer les adversaires les plus redoutables des groupes islamistes ou djihadistes. Le 1^{er}, quelques jours après avoir repris à Daech le barrage de Tichrine au nord de Raqqa, tenu par les djihadistes depuis 2014, ils ont aussi plus à l'ouest, au nord de la province d'Alep, avancé vers Azaz en reprenant au front Al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaïda) et aux salafistes d'Ahrar Al-Sham le village de Tanab. Rappelons qu'à peine créées en octobre, les FDS avaient repris à Daech 200 villages dans la province de Hassaké et que selon les militaires américains, elles ont chassé en six semaines les djihadistes de près de 1000 km² de territoire syrien.

Ces victoires des FDS n'ont pas fait que des heureux. La Turquie semble plus inquiète de la présence à sa frontière sud des Kurdes du PYD (Parti de l'unité démocratique) que de celle de Daech, qui au 3 janvier, contrôlait encore une partie de la frontière syro-turque entre Raqqa et Jerablous sans susciter de réaction notable de sa part... Selon le journal *Hürriyet*, les militaires turcs ont profité le 7 de la visite à la base d'Incirlik d'un haut responsable militaire américain pour lui exprimer leur inquié-

tude concernant la tentative des Kurdes de Syrie de « créer un corridor kurde » au nord du pays et de « changer la structure démographique de la région en leur faveur ». Après l'intégration récente de la ville kurde de Girê Spî (Tell Abyad) à l'administration du Rojava, ce sont les tentatives du PYD pour traverser l'Euphrate et ainsi pénétrer dans le « corridor Jerablous-Azaz » qui inquiètent la Turquie.

Au plan international, le grand jeu diplomatique entre les parties syriennes et les pays impliqués dans le conflit s'est engagé pour participer dans les meilleures conditions possibles aux pourparlers « Genève III » prévus à partir du 25 janvier. Les Kurdes sont demeurés exclus de ces discussions préparatoires. Déjà, en décembre dernier, les FDS n'avaient pas été invitées à la réunion de Riyad en Arabie Saoudite qui avait abouti à la création d'un « Haut Comité des Négociations » (HCN), approuvé par l'Arabie Saoudite et... la Turquie. En réponse, les FDS avaient créé sur le sol syrien, à Hassaké, leur propre Conseil démocratique syrien (CDS), devant servir de représentation politique à leur alliance militaire.

Le 9, le Ministre syrien des affaires étrangères, Walid Al-Moualem, a déclaré que son gouvernement était prêt à participer aux pourpar-

lers, tandis que le HCN posait comme condition à sa propre participation l'arrêt des bombardements gouvernementaux sur les civils.

Deux jours plus tard, le 11, le PYD Kurde, le parti assyrien de l'Union Syrienne et le PDK-S, (autre parti kurde de Syrie, proche du PDK irakien) ont décidé de suspendre leur participation au Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCN) qui regroupe une grande partie de l'opposition syrienne, et dont le PYD était pourtant membre fondateur. Un haut responsable du PYD, Sihanouk Dibo, a expliqué que la raison principale pour cette décision était que la majorité des membres du CCN avait désigné les YPG et YPJ kurdes et les FDS comme des organisations terroristes. Nul doute que la Turquie, qui joue un rôle important de soutien à cette partie de l'opposition syrienne, se soit trouvée à la manœuvre pour « inciter » les membres du CCN à prendre cette position.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoğlu l'a dit et répété tout au long du mois de janvier : « Nous ne reconnaissons comme opposition que la coalition nationale syrienne. » (c'est-à-dire le HCN « sponsorisé » par Riyad avec le soutien de la Turquie, autre puissance « très sunnite »). Et d'ajouter : « Si d'autres veulent

s'asseoir à la table, ils peuvent se placer du côté du régime ». Le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu, a encore prévenu le 25 contre toute participation kurde aux pourparlers sur la Syrie organisés par l'ONU, la Turquie ayant même menacé de les boycotter si le PYD y participait en tant qu'opposition. Davutoğlu a de nouveau déclaré le 26 : « Nous sommes catégoriquement opposés à ce que le PYD et les YPG, qui oppriment les Kurdes, soient à la table [des négociations]. » « Le PYD, qui coopère avec le régime, ne peut pas représenter la juste lutte du peuple syrien ». Le porte-parole du HCN créé à Riyad, Mohammed Allouch – par ailleurs lui-même membre de l'organisation islamiste Jaysh Al-Islam, « Armée de l'Islam » – a pris fin janvier la même position à l'égard du PYD et des FDS, déclarant que la place de leur représentants à Genève III était « avec le régime ». La délégation « officielle » de l'opposition syrienne a même été jusqu'à publier une déclaration écrite critiquant la Russie pour ses tentatives « d'imposer la présence du PYD et de ses alliés ».

Dans sa réponse, Salih Muslim, coprésident du PYD, s'est situé sur le terrain semble-t-il quelque peu oublié de la laïcité, en rétorquant que : 1- la manière de penser de Jaysh Al-Islam « était la même que celle de Daech » et que 2- l'acceptation par la plate-forme de l'opposition soutenue par Riyad « de l'idée d'un califat islamique était inacceptable ». Passant ensuite sur le terrain du pragmatisme, il a prédit que si les FDS et les Kurdes n'étaient pas représentés à ces négociations, celles-ci étaient condamnées à échouer – comme « Genève I » et « II ».

Si la Turquie demeure féroce opposée à la présence des Kurdes du PYD à Genève, la Russie ne fait pas mystère quant à elle de son soutien aux FDS. Dès septembre

dernier, Vladimir Poutine avait déclaré que « les seules forces luttant contre Daech en Syrie étaient celles d'Assad et les Kurdes... » et le 26 janvier, Sergueï Lavrov a fait une déclaration très similaire à celle de Muslim : « Sans ce parti (le PYD), les discussions ne pourront pas aboutir à ce que nous recherchons, une solution politique définitive pour la Syrie. »

Les Kurdes bénéficient aussi indirectement des relations pour le moins exécrables entre Russes et Turcs : depuis qu'en novembre dernier un avion de la chasse russe a été abattu par des appareils turcs, la Russie aurait (en manière de rétorsion ?) augmenté son soutien aux Kurdes. Ainsi, ses avions se sont coordonnés avec les YPG pour soutenir leur avance dans la partie ouest de la région de cette ville, coupant la route de ravitaillement de plusieurs groupes rebelles soutenus par la Turquie.

Par ailleurs, suite à la perte de leur appareil, les Russes ont installé dans la région des défenses antiaériennes qui concourent de fait à protéger les Kurdes contre des frappes aériennes turques. Il est intéressant de remarquer que cette nouvelle protection a certainement aidé les Kurdes à repousser Daech davantage vers l'ouest, ce qui met en lumière à quel point la Turquie est prête à jouer le jeu d'une alliance objective avec Daech pour empêcher les progrès territoriaux des Kurdes dans le nord-ouest de la Syrie. Rappelons que l'avion russe abattu en novembre avait pris pour cible des Turkmènes, une communauté que la Turquie tente depuis le début du conflit d'utiliser contre les YPG...

Si la région frontalière du nord syrien, dont les trois cantons du Kurdistan de Syrie constituent l'épine dorsale, est un point sensible pour l'Etat turc, c'est également une région stratégique pour tous les protagonistes de la guerre,

syriens ou étrangers : elle ouvre à l'ouest vers Alep et la façade méditerranéenne alaouite et à l'est sur l'Irak, et qui la contrôle peut aussi bloquer l'arrivée des recrues extérieures de Daech par le nord (c'est-à-dire par la Turquie...). Les Américains comme les Russes préfèrent clairement voir cette bande de terre aux mains des Kurdes qu'en celles de Daech, même si aucun des deux ne se soucie de le crier sur les toits. Du point de vue des Russes, dont le premier objectif est de soutenir le régime, les Kurdes ne représentent pas le danger principal : ils donnent d'abord la priorité à la sécurisation de leur propre région, difficile à défendre, et non aux opérations contre le régime. De plus, ils n'ont pas d'ambition de contrôle de l'ensemble du pays, et, laïques et nationalistes, ils ont depuis le début de la guerre civile des relations très tendues avec le reste de l'opposition syrienne, qu'elle soit islamiste ou nationaliste arabe. Du point de vue des Américains, empêtrés dans leur échec patent d'une politique de soutien à une opposition jugée peu fiable et qui a abouti à l'émergence du monstre Daech, la résilience des Kurdes face aux djihadistes et leur capacité à fédérer même une petite force interethnique comme les FDS est la première bonne nouvelle de la guerre civile syrienne – et tant pis pour l'allié turc.

Côté américain, selon l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) et un porte-parole des FDS, les Forces spéciales, après un accord avec les YPG, auraient pris le 21 le contrôle de l'aéroport de Rumeilan, dans la province de Hassaké, afin de soutenir les FDS dans leur lutte contre Daech. L'information a été réfutée le 22 sur *Al-Jazira* par le Commandement Central US pour le Moyen Orient (CENTCOM), mais certaines images satellitaires de Rumeilan semblent bien montrer des travaux d'extension en

cours, et un porte-parole du Pentagone a déclaré le 25 que la petite équipe US présente en Syrie « pouvait avoir besoin d'un support logistique occasionnel »...

Côté russe, encore selon l'OSDH, et également le 21 (!), une centaine d'experts russes, soldats et ingénieurs, seraient arrivés à Qamishli, ville kurde frontalière de la Turquie contrôlée en partie par le PYD et en partie par le régime, pour agrandir l'aéroport de la ville. L'information a été démentie le 25 par le Major Général Konachenkov, selon lequel « la Russie n'a aucun plan pour installer une base militaire au Kurdistan de Syrie, les Russes pouvant atteindre tout point du pays en 30 mn à partir de leurs bases existantes ». Konachenkov a même accusé le *Times* d'avoir repris cette information « pour couvrir les actions des Turcs qui concentrent des troupes dans la région de Qamishli ».

Côté turc, l'arrivée en Syrie des Russes semble exclure désormais toute intervention terrestre, tout comme des bombardements aériens. Les militaires turcs se trouvent dès lors réduits à la possibilité de frappes d'artillerie transfrontalières vers l'Ouest de l'Euphrate.

Contrairement à la Russie qui, au point où en sont les choses, n'a plus guère à se préoccuper de ménager ses relations avec la Turquie, les Etats-Unis ne peuvent se permettre de s'aliéner ouverte-

ment un de leurs alliés au sein de l'OTAN – ne serait-ce que parce qu'ils ont besoin de la base aérienne d'Incirlik. D'où sans doute cette déclaration du 28 par le porte-parole du Département d'Etat, Mark Toner, selon laquelle les USA « soutiennent le processus en cours pour l'organisation des discussions à Genève ». De fait, le prix à payer pour tenter de rassembler les autres parties autour d'une même table semble avoir été l'acceptation de l'exclusion des Kurdes. Mais deux jours plus tard, le 30, l'envoyé spécial américain pour la lutte contre Daech, Brett Mc Gurk, accompagné d'officiels français et britanniques, faisait le voyage de Kobane pour s'entretenir avec des responsables des FDS à propos de la lutte contre Daech ! C'était la première fois depuis le départ de leur ambassadeur que les Américains envoyaient un officiel en territoire syrien, et c'était aussi la première rencontre entre un responsable de ce niveau et des représentants des FDS.

Le 22, selon une source de l'ANF (Agence « Euphrate », proche du PYD et du PKK), deux délégations différentes de l'opposition devaient participer à Genève III : la délégation « turque-saoudienne », comprenant 18 personnes, dont aussi deux Kurdes, Hakim Bashdar et Fuad Aliko (inclus sur demande de Massoud Barzani, le président de la Région du Kurdistan d'Irak), et une délégation du « Rojava », c'est-à-dire de l'administration créée par le PYD. En raison de la forte opposition de

la Turquie, cette délégation ne devait pas être invitée officiellement. Elle comprendrait les deux co-présidents du CDS, c'est-à-dire Ilham Ahmed (une Kurde du PYD) et Haytham Manna (un Arabe ancien activiste des droits de l'homme et co-créateur du CCN), le co-président du PYD Salih Muslim, Qadri Jamil (un ancien vice-Premier ministre d'origine kurde et proche de Moscou), et une autre personne représentant les indépendants. Cependant, lorsque le 26 les Nations Unies ont envoyé les invitations pour « Genève-III », le PYD ne se trouvait pas sur la liste, alors que plusieurs personnalités syriennes non membres du HCN avaient reçu une invitation. Cette omission a suscité un débat très houleux sur la représentation de l'opposition, la Russie estimant qu'aucune négociation ne pourrait aboutir sans les Kurdes, alors que la Turquie réitérait son refus de leur présence. Haytham Manna, qui avait été quant à lui invité, a déclaré qu'il ne participerait pas aux discussions si sa co-présidente Ilham Ahmed n'était pas également présente, ainsi que Salih Muslim. N'ayant pu obtenir gain de cause, il a fait le choix de se retirer.

Lorsque les pourparlers « Genève III » ont enfin démarré le 29, le HCN a finalement refusé de participer, exigeant un arrêt des sièges de villes et des frappes aériennes. Ce même jour, les responsables kurdes non invités ont quitté la Suisse.

TURQUIE : LA GUERRE TOUS AZIMUTHS DE M. ERDOĞAN

Le président turc a commencé l'année 2016 en fanfare. Le 1^{er} janvier, voulant défendre son projet de régime présidentiel, il n'a pas trouvé de meilleure référence comme « système présidentiel efficace et pré-

servant l'unité du pays » que... l'Allemagne d'Adolf Hitler ! Son secrétariat s'est rapidement répandu en déclarations sur un « malentendu », rappelant que le président turc avait déjà condamné les exactions du régime nazi, et les responsables politiques à l'international

ont globalement choisi d'ignorer l'incident. Les Européens en particulier ont gardé un silence prudent : empêtrés dans une crise des réfugiés dont la Turquie détient la clef, ils ont tout intérêt à éviter tout conflit avec M. Erdoğan. Il est pourtant difficile de qualifier cette

déclaration pour le moins malheureuse de bon démarrage de l'année.

Si M. Erdoğan recherche ainsi des références crédibles de systèmes présidentiels « unitaires », c'est qu'il ne veut pas entendre parler de fédéralisme, ni d'ailleurs de rien de ce qui pourrait constituer le moindre germe de division d'une Turquie qu'il veut monolithique. Sur ce plan, le leader de l'AKP a totalement endossé l'héritage idéologique des kémalistes auxquels il a succédé. Et malheureusement pour lui un grand nombre de pays démocratiques à système plutôt présidentiel sont comme les Etats-Unis des fédérations, ce qui les excluait de la liste des références possibles...

Quelques jours avant ce que l'on peut qualifier de bourde du président turc, le 28 décembre, un congrès d'ONGs kurdes, le « Congrès pour une Société Démocratique » (DTK), avait appelé après deux jours de réunion à Diyarbakir à une « autonomie » du « Sud-Est » – c'est-à-dire du Kurdistan de Turquie. Les travaux du DTK, qui font référence au modèle espagnol, réclament la décentralisation du pays, mettant en forme une demande présentée pour la première fois en 2011, elle-même reprenant des revendications allant parfois jusqu'au fédéralisme exprimées dès les années 90 non seulement par les Kurdes mais par beaucoup d'autres personnes...

« Autonomie » fait aussi partie des mots qui fâchent M. Erdoğan et ses partisans. Après que le co-président du parti « pro-kurde » HDP ait osé y faire référence, déclarant que « les Kurdes en Turquie doivent décider s'ils veulent vivre en autonomie ou sous la tyrannie d'un seul homme », Erdoğan a déclaré que Demirtaş « s'était engagé dans la provocation et la trahison flagrantes », et que les

dirigeants du HDP « paieraient le prix » pour avoir exprimé la demande d'une autonomie pour les Kurdes en Turquie. Deux enquêtes judiciaires ont été ouvertes contre les dirigeants du HDP dont Demirtaş pour leurs remarques selon lesquelles « les Kurdes obtiendraient dans le futur des Etats fédéraux, des régions autonomes ou même des Etats indépendants ».

En réponse, le HDP a déposé le 2 janvier auprès du procureur principal d'Ankara une plainte criminelle contre le président Erdoğan, le Premier ministre Davutoğlu et plusieurs autres ministres AKP, les accusant de dénier au HDP ses droits politiques constitutionnels ainsi que d'incitation à la haine.

Le président turc avait aussi suggéré que l'immunité parlementaire de Selahattin Demirtaş et Figen Yuksekdag, co-président(e)s du HDP, soit levée dans le cadre de l'enquête sur leur « crime constitutionnel » : « Nous ne pouvons pas accepter des déclarations appelant à briser l'unité de notre pays », a-t-il précisé. Et lorsque le président turc parle, il est écouté : dès le 3, le parlement a, selon le quotidien pro-gouvernemental *Sabah*, annoncé le prochain établissement d'une commission pour statuer sur la levée de l'immunité parlementaire des deux co-dirigeants du HDP afin qu'ils puissent être jugés pour leurs déclarations sur l'autonomie du Kurdistan de Turquie. Selon les médias pro-kurdes, 36 maires ont déjà été poursuivis depuis l'été dernier pour des charges similaires, et des milliers de personnes ont été arrêtées depuis 2009 pour liens avec l'organisation urbaine du PKK, le KCK. Le 4, Bekir Kaya, co-maire HDP de Van, a été condamné dans le « procès KCK » de Van à 15 ans de prison pour « liens avec le PKK », douze autres accusés recevant des peines allant de 7 à 15 ans et totalisant selon l'agence ANF 155 années de pri-

son. A Istanbul, l'intimidation judiciaire s'est poursuivie : le 8, la police a effectué contre le bureau HDP du quartier Beyoğlu un raid de deux heures, durant lesquelles plusieurs personnes sont demeurées en détention, incluant Rukiye Demir, la co-responsable de la section du HDP de Beyoğlu.

Les menaces contre les personnalités politiques kurdes ou contestant la ligne militariste choisie par le président ne se limitent pas à la sphère judiciaire. Selon le HDP, le 5 au soir, trois politiciennes kurdes ont été tuées à Silopi, ville de 80 000 habitants à la frontière irakienne placée sous couvre-feu depuis le 14 décembre. Il s'agit de Seve Demir, membre du DBP (Parti démocratique des régions), de Fatma Uyar, membre du Congrès des Femmes Libres (KJA), et de Pakize Nayir, co-présidente de l'Assemblée du peuple de Silopi. Un homme qui les accompagnait a également été tué, mais en raison de l'état de son visage son identité n'a pu être établie. Leyla Birlik, députée HDP de Şirnak, a expliqué avoir reçu de leur part un appel téléphonique où elles annonçaient être blessées et demandaient une aide pour leur évacuation. « Le HDP a demandé aux autorités de les évacuer [de Silopi], mais n'a obtenu aucune réponse ». Leurs corps ont été retrouvés plus tard. Leyla Birlik a déclaré : « Les visages de l'homme et de nos amies étaient tellement endommagés qu'il était difficile de les identifier. Je pense qu'elles ont été exécutées après avoir été blessées [...]. ». Sa collègue d'Urfa Ibrahim Ayhan a déclaré : « Elles étaient des civiles et des personnalités bien connues. Nous pensons qu'elles ont été visées et assassinées ».

Ces responsables politiques kurdes ont trouvé la mort en tentant de rejoindre et de soutenir leurs administrés dont les morts se multiplient depuis le début des

opérations de guerre des forces de l'Etat contre les quartiers urbains ayant proclamé l'« autonomie démocratique ». De nombreux exemples de ces décès de personnes ordinaires pourraient être cités, mentionnons seulement celui de Melek Alpaydin, 38 ans, une mère de trois enfants tuée dimanche 3 par un obus de mortier dans son appartement de Sur, la vieille ville de Diyarbakir, alors placée sous couvre-feu total depuis le 2 décembre... Le 10, la Fondation turque des Droits de l'homme a estimé le nombre de morts civiles dans ces combats depuis août à 162, dont 24 personnes âgées, 29 femmes et 32 enfants. C'est aussi à Cizre et à Silopi que les militaires turcs ont imposé des couvre-feux totaux. A Cizre, les tanks installés dans le centre ville ont bombardé plusieurs quartiers périphériques, tandis que d'autres blindés tiraient vers la ville depuis les collines environnantes. Les forces de sécurité interdisant l'accès aux pompiers, de nombreuses habitations touchées ont été détruites par les incendies. Le 29, les combats continuaient dans Cizre, et selon l'agence ANF, les forces de sécurité turques refusaient toujours le passage aux ambulances pour évacuer les blessés de la ville, où près de 30 civils morts ou blessés demeureraient bloqués par les combats dans des caves.

Le 20, *Amnesty International* a publié un rapport accusant la Turquie de « punition collective » contre les résidents de ses régions kurdes, accusant l'armée

d'« usage excessif de la force », relevant que les « jeunes enfants, femmes et personnes âgées » tués « [étaient] très peu susceptibles d'avoir été impliqués dans des affrontements avec les forces de sécurité ». Accusant les autorités turques d'empêcher les observateurs de se rendre dans les zones sous couvre-feu, Amnesty a appelé d'une part la Turquie à mettre fin aux couvre-feux illimités et à l'usage excessif de la force, et d'autre part la communauté internationale à « cesser de regarder dans une autre direction » par rapport à ce qui se passait en Turquie.

L'objectif annoncé par le gouvernement pour ces opérations de guerre est toujours le même : « éradiquer les rebelles du PKK ». Mais malgré toutes les forces engagées dans ses récentes opérations, il ne semble pas aujourd'hui plus près du succès que durant toutes les années ayant suivi le début des actions armées du PKK contre l'armée turque en août 1984... Le 14, le PKK a mené une attaque contre un commissariat de police et le casernement adjacent dans la ville de Cinar, dans la province de Diyarbakir. Deux personnes ont été tuées et 14 blessées dans l'attaque initiale et quatre tuées (dont un bébé) et 25 blessées dans l'effondrement du bâtiment endommagé par l'explosion. Un échange de tirs entre policiers et rebelles a ensuite duré 40 mn. Le PKK a publié le 17 des excuses pour la mort de l'enfant, tout en promettant de continuer ses attaques. Le 18, une autre attaque sur une route dans la province de

Şırnak, près de la frontière syrienne, a fait trois morts et quatre blessés parmi des policiers. Le 27, trois policiers ont été tués dans des accrochages à Diyarbakir alors que le couvre-feu avait été étendu à cinq nouveaux quartiers de la vieille ville. 2000 résidents de ces zones ont préféré partir de chez eux par crainte des combats...

Pourtant, l'attaque la plus grave subie par la Turquie durant ce mois n'a pas été le fait du PKK, mais fort probablement de Daech. Le 12, un attentat suicide a fait au moins 10 morts, pour la plupart des touristes allemands, et 15 blessés, au cœur du quartier touristique de Sultanahmet à Istanbul. Les autorités ont dans un premier temps censuré comme d'habitude les informations concernant l'attentat. Le lendemain, le Premier ministre Davutoğlu a annoncé que durant les deux derniers jours, suite à l'attentat d'Istanbul, la Turquie avait bombardé plus de 500 positions de Daech en Irak et en Syrie avec ses canons et ses tanks – une affirmation non corroborée de source indépendante.

Le 28 du mois, Selahattin Demirtaş, qui venait d'être trois jours plus tôt réélu co-président du HDP, s'est rendu à Bruxelles pour assister à une conférence kurde. Il a appelé la communauté internationale à intervenir : « [Elle] doit appeler à la fois le gouvernement turc et le PKK à un cessez-le-feu et à un retour à de saines négociations, et elle doit répéter cet appel à plusieurs reprises ».



Dimanche, un homme montre son domicile touché par un obus de mortier pendant des accrochages entre manifestants kurdes et forces de l'ordre turques dans la zone sud de Diyarbakir. ILYAS AKENGIN/AFP

Offensive sanglante contre le PKK dans le Sud-Est turc

Depuis trois semaines, la campagne militaire lancée par Ankara en zone kurde transforme les villes en théâtres de guerre.

ANNE ANDLAUER
ISTANBUL

ASIE MINEURE Barricadé chez lui, à Cizre, dans cette province de Sîrnak où la frontière turque touche l'Irak et la Syrie, Ömer Elçi attend des nouvelles de Strasbourg. Le 29 décembre dernier, au seizième jour d'un couvre-feu décrété par l'État, ce Kurde a saisi la Cour européenne des droits de l'homme. Une procédure d'urgence pour réclamer la levée du couvre-feu, toujours en vigueur. « Je ne suis pas sorti depuis le 14 décembre. Ce serait la mort assurée, raconte-t-il au téléphone. À chaque instant, je crains de voir un obus traverser

mon salon. » La cour de Strasbourg devrait se prononcer sur sa requête « d'ici à une semaine », précise son avocat, Neset Girasun. Entre-temps, la Turquie est priée d'expliquer aux juges européens « les bases légales des couvre-feux ».

Depuis la mi-décembre, 10 000 soldats et policiers mènent dans le sud-est de la Turquie une opération d'ampleur inédite contre les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et surtout son organisation de jeunesse, le YDG-H (Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire). Ce dernier a proclamé un « soulèvement » dans les centres urbains de la région, alors que, depuis plus de trente ans, l'armée et le PKK s'affrontaient en zone rurale. « Je

ne sais pas si l'on peut parler de guerre civile, mais des centaines de milliers de civils vivent en ce moment dans un état de guerre, pris au piège entre les obus de tank d'un côté et les roquettes de l'autre », s'alarme Abdülkerim Pusat, représentant de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Cizre.

Pour les 120 000 habitants de cette ville coupée du monde, c'est le cinquième couvre-feu depuis la rupture, l'été dernier, du fragile processus de paix entre l'État et le PKK. De plusieurs autres villes du Sud-Est à majorité kurde - Silopi, Nusaybin et Sur, au centre de Diyarbakir - parviennent les mêmes images : corps sans vie au milieu des rues, maisons détruites, écoles et commerces fermés. Depuis le 14 décembre, selon l'IHD, les combats ont tué 49 civils dans la seule province de Sîrnak. L'armée affirme de son côté avoir « mis hors d'état de nuire 214 terroristes ».

Ces morts, invérifiables, s'ajoutent aux centaines d'autres des derniers mois, dont plus de 200 soldats et policiers.

Miray İnce était née sous un couvre-feu, en septembre, à Cizre. Elle est morte sous un autre couvre-feu, le 26 décembre, dans les bras de son arrière-grand-père, décédé lui aussi sous les balles de la police, soutient son père, Burhan İnce. Joint par téléphone, dimanche, l'homme décrit une famille de 32 personnes confinées « dans un sous-sol (...) avec de la nourriture pour encore deux jours. » « Ça suffit ! », implore-t-il au bout du fil. Le corps de sa fillette l'attend à l'hôpital. Son autre enfant, Mirav, 2 ans, peine à trouver le sommeil. « La paix, c'est tout ce qu'on veut ! Notre belle Cizre est en train de se

transformer en Syrie. »

« C'est sans fin ! »

À ce stade, une reprise des efforts de paix semble compromise, d'autant que les tensions entre le pouvoir et le Parti démocratique des peuples (HDP), troisième force politique de Turquie, sont plus vives que jamais. Le président Recep Tayyip Erdogan a promis samedi de faire « payer » à Selahattin Demirtas, coprésident du HDP, des « propos appelant à la division du pays ». Le chef du parti prokurde avait déclaré : « Le siècle à venir verra la réalité du Kurdistan » sous forme « d'État indépendant, d'État fédéral, de régions autonomes ou de cantons ». La justice a ouvert une enquête contre cet opposant, qui pourrait perdre son immunité parlementaire.

Depuis sa ville natale de Cizre, prisonnier du couvre-feu, le député Faysal Sariyildiz (HDP) appelle à « l'arrêt immédiat des opérations et à l'ouverture d'un débat au Parlement ». Selon lui, « au moment où les Kurdes se dirigent vers l'autonomie, l'État s' imagine encore qu'il va pouvoir gagner par la violence. C'est sans fin ! » Abdulkarim Pusat, de l'Association des droits de l'homme (IHD), regrette surtout « le silence de l'ouest de la Turquie et de ses médias,



qui regardent ailleurs alors que nous mourons tous les jours. »

De retour d'une mission d'observation à Diyarbakir, le juriste Levent Korkut, spécialiste des droits de l'homme, partage ce constat. Mais il le nuance : « À l'Ouest non plus, les gens ne comprennent pas pourquoi cela ne marche pas, pourquoi les efforts de paix

n'ont jamais abouti. » Il veut toutefois rester optimiste : « Il faut revenir au dialogue. Dans tous les conflits, même les plus violents, il y a toujours une porte de sortie. Nous n'avons pas le luxe de penser le contraire. » ■



2 janvier 2016

Turquie: les leaders kurdes doivent "payer" pour avoir parlé d'autonomie

RTBF avec agences, 2 janvier 2016
<http://www.rtbf.be>

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé son soutien samedi à la décision d'engager des poursuites criminelles à l'encontre des dirigeants du principal parti prokurde, déclarant qu'ils devaient "payer" pour leur remarques en faveur de l'autonomie pour les Kurdes.

Il estime que Selahattin Demirtas et Figen Yuksekdog, codirigeants du Parti démocratique des peuples (HDP), doivent se voir retirer leur immunité parlementaire pour cette enquête sur "leur crime constitutionnel".

La justice turque a ouvert lundi une enquête à l'encontre du principal leader politique kurde du pays, Selahattin Demirtas, accusé de crimes contre l'ordre constitutionnel, et peu après une autre, similaire, à l'encontre de Figen Yuksekdog.

"Ce qu'ils ont dit est sans conteste une crime constitutionnel. Ils doivent en payer le prix", a déclaré M. Erdogan dans des propos à des journalistes publiés samedi par le quotidien Hurriyet. "Nous ne pouvons pas accepter des déclarations appelant à la division du pays".

M. Demirtas avait déclaré dans un discours dimanche dernier que les Kurdes de Turquie devaient décider s'ils voulaient vivre en autonomie ou "sous la tyrannie d'un homme".

Ses remarques ont indigné les nationalistes turcs, qui voient le moindre degré d'autonomie pour les régions kurdes comme une menace pour l'unité de l'Etat turc.

M. Demirtas est apparu depuis l'an dernier comme le principal rival politique de M. Erdogan.

Mais Recep Tayyip Erdogan a également fait une autre déclaration choc. "La Turquie a besoin d'Israël", a-t-il déclaré samedi le président turc, dont le pays oeuvre à normaliser ses relations avec Tel-Aviv, fortement mises à mal depuis 2010.

Membre de l'Otan, la Turquie a longtemps été perçue comme le principal allié régional de l'Etat juif, avant qu'un assaut meurtrier des forces spéciales israéliennes contre une flottille turque à destination de Gaza en 2010 ne brouille durablement les deux pays.

"Israël a besoin d'un pays comme la Turquie dans la région", a déclaré le président turc dont les propos ont été publiés dans les principaux journaux turcs samedi. "Nous devons également accepter (le fait) que nous avons besoin d'Israël. C'est une réalité dans la région", a déclaré M. Erdogan.

"Si des mesures mutuelles sont appliquées sincèrement, alors la normalisation (des relations) suivra", a ajouté le chef de l'Etat turc.

Confrontée à plusieurs querelles de voisinage et désireuse de réduire sa dépendance gazière envers la Russie, la Turquie oeuvre à améliorer ses relations avec Israël. Des responsables israéliens ont annoncé à la mi-décembre qu'Israël et la Turquie étaient parvenus à une série d'"ententes" pour normaliser leurs relations après des négociations secrètes en Suisse.

Plus mesuré, un responsable turc avait indiqué de son côté que des "progrès" avaient été

effectués en direction d'un "cadre" d'accord, insistant toutefois sur le fait qu'aucun accord n'avait encore été signé.

Des discussions parrainées par le président américain Barack Obama avaient conduit en 2013 à des excuses du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu à l'actuel chef de l'Etat turc Recep Tayyip Erdogan, sans aboutir à une réconciliation.

Selon des responsables israéliens, la Turquie et Israël se sont entendus sur une compensation des victimes du raid israélien en 2010, le retour des ambassadeurs dans les deux capitales, l'abandon des poursuites judiciaires engagées par la Turquie contre Israël et l'interdiction d'entrée sur le territoire turc de Salah al-Arouri, haut cadre du Hamas. Ankara n'a jamais confirmé sa présence en Turquie.

Evocant de possibles progrès sur le blocus, M. Erdogan a déclaré qu'Israël avait suggéré qu'il autoriserait le passage des biens et de matériel de construction pour Gaza s'ils venaient de Turquie.

"Nous devons voir un texte écrit pour garantir que l'accord sera bien respecté", a ajouté M. Erdogan.

Ce virage sémantique intervient alors qu'Ankara est confronté à la brusque dégradation de ses relations avec Moscou après le crash d'un bombardier russe abattu par des chasseurs turcs à la frontière syrienne le mois dernier.

M. Erdogan s'est entretenu en décembre avec le chef du Hamas en exil, Khaled Mechaal, mais la teneur de leur conversation n'a pas été dévoilée. ♦

Is Turkey heading to partition?

Turkey is losing Kurdish minds and hearts at a dramatic pace — the first outcome of the war raging in the Kurdish movement's urban strongholds amid unprecedented destruction and civilian deaths.



Kadri Gursel
January 4, 2016
www.al-monitor.com

“Red lines” have been a fixture in Ankara's policies toward the Kurds for decades. Blurring or shifting, thinning or thickening, decreasing or increasing, myriad red lines were drawn as Ankara grappled with the painful consequences of the Kurdish problem and sought to keep it under control instead of resolving it. The more the problem became regionalized, the more the red lines crossed borders.

Another such red line was drawn in June 2015 after the People's Protection Units (YPG), the armed wing of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD), seized the town of Tell Abyad on the Turkish border, which allowed it to link the Kurdish cantons of Kobani and Jazira. Ankara's red line began from the Syrian town of Jarablus, on the western bank of the Euphrates right at the point where the river enters Syrian territory from Turkey, and runs southward along the same bank. The western side of the red line was held by the Islamic State (IS), with the 90-kilometer (56-mile) border stretch from Jarablus westward as the group's only remaining land link with the outside world.

On the eastern side of the red line, i.e., the Euphrates' eastern bank, the Kurdish canton of Kobani was controlled by the PYD, the Syrian extension of the Kurdistan Workers Party (PKK), which Turkey is battling on its own territory.

Ankara's red line was meant to hold back the PYD, not IS. Conversely, if IS had managed to capture Kobani, Ankara would have hardly been annoyed, as evidenced by the partial IS invasion of the city in 2014 when the Turkish leadership showed no sign of discontent. But if the PYD was to advance to the western bank of the river to oust IS from Jarablus — thus crossing the red line — Ankara would have been very much annoyed, for Turkish decision-makers opined that the PYD was there to stay and was thus more dangerous than IS, which they saw as a temporary force in the area.

The rest of the world, however, drew the opposite conclusion from the IS-PYD comparison. In a first since World War II, all major powers were in consensus in diagnosing an urgent and immediate threat to global security, with the threat being IS. In a similar consensus, they saw the secular PYD as the only force that could successfully counter and push back this threat in northern Syria.

As a result, the red line Ankara drew in June managed to survive the world's realities only until Dec. 25, when the Syrian Democratic Forces, a YPG-dominated coalition including Arab and other local ethnic forces, accomplished their first objective only two days after mounting an offensive against IS south of Kobani on Dec. 23, backed by US air power. The coalition took the strategically important Tishreen Dam, only 70 kilometers (43.5 miles) from the Turkish border, and then got a foothold on the Euphrates' western bank.

The dam's capture broke a key link on the route connecting the jihadi capital, Raqqa, to Turkey, which had gained crucial importance for IS after its loss of Tell Abyad. The alternative link for IS now — a route arching from the west of the dam lakes to the southeast — is both longer and risky. If the offensive advances to capture Manbij, a town 40 kilometers (25 miles) from the Turkish border, the territorial link between Raqqa and Turkey will be practically broken, and IS will be isolated along the 90-kilometer border stretch.

With Ankara's red line breached, the first reaction of Turkish officials was to claim that not the PYD but Arab forces had crossed to the western bank of the Euphrates. Watching how its red lines — the product of misguided policies — lose their meaning in the face of regional realities is certainly not easy for Ankara to stomach.



Demonstrators set tires on fire as they clash with Turkish riot police during a protest against the curfew in Sur district, Diyarbakir, Dec. 14, 2015. (photo by REUTERS/Sertac Kayar)

For the rest of the world, meanwhile, the problem is an Ankara that constantly postpones to do its part in the struggle against IS due to its long-standing Kurdish policy, which has now become a stumbling block for everyone.

One key reason why Ankara saw the PYD as a threat greater than IS was its fear of the geopolitical risks bound to arise if a long stretch of Syrian territory along the border, running westward from Iraq, fell under the control of a Kurdish organization affiliated with the PKK, which is considered a threat to Turkey's unity. The war against the PKK inside Turkey further magnified these risks for Ankara. Second, Ankara worried that the Kurdish cantons the PYD established would strengthen its own Kurds' drive for autonomy. Should the Kurdish cantons win recognition as part of a political settlement in Syria, the Kurdish problem in Turkey — home to the largest Kurdish population in the Middle East — will stick out even more prominently as it dies after decades of nonsolution. In short, it was Turkey's own Kurdish problem that forced it to draw a red line along the Euphrates' western bank.

The Euphrates represents a separating line not only in Syria but in Turkey as well, marking the historical and geographical epicenter of the Kurdish problem, which stretches eastward from the river. Beyond the massive destruction and civilian deaths in urban areas, Ankara's war on the PKK since July has also been destroying the emotional bridges over the Euphrates connecting the Kurdish-majority east to western Turkey.

One signal of the breaking bonds came from Diyarbakir, whose ancient Sur district has for weeks been the theater of curfews and clashes, with the security forces battling PKK militants with heavy weapons. On Dec. 26, the Democratic Society Congress (DTK), an umbrella organization for Kurdish civic society groups, convened an emergency meeting in Diyarbakir. Speaking at the gathering, Selahattin Demirtas, the co-chair of the Kurdish-dominated Peoples' Democratic Party, said, "This resistance will lead to victory. The Kurds from now on will hold the political will in their lands. The Kurds will perhaps have an independent state, a federal state, cantons or autonomous regions." True to style, the Turkish media highlighted Demirtas' emphasis on an "independent state."

The DTK stirred even more indignation in western Turkey the following day with a final declaration that announced "a decision for autonomy" for the Kurds. The 14-point declaration called for the creation of "democratic autonomous regions" across Turkey, to be governed by elected autonomous organs, running the realm of education among others. The other fields it listed for autonomous governance included health services, the courts and justice affairs, transport, energy, public order and budget management.

Though the DTK decision is hardly applicable today, it is significant for showing that autonomy will be the minimal condition the Kurdish →

⇒ movement will impose on any future negotiations for a settlement.

At present, however, even a cease-fire seems a distant prospect. The war will go on. President Recep Tayyip Erdogan has vowed that the PKK militants will "choke in the ditches" they have dug in residential areas to keep the security forces away. Cemil Bayik, the co-chair of the PKK-dominated Kurdistan Communities Union (KCK), responded in kind last week. "No reason exists currently to end the armed struggle. Rather, the civil war in Turkey will intensify in the coming months," he said.

The Dec. 22 mortar attack on the tarmac of Istanbul's Sabiha Gokcen International Airport raises the specter of terrorist threats in Turkey's big cities, emanating from the Kurdish conflict. The attack, which killed a cleaner and slightly damaged five passenger planes, was claimed by the Kurdistan Freedom Falcons (TAK), which has claimed deadly attacks on civilians, including foreign tourists, in previous years. Though the Kurdish movement rejects any links with it, TAK is believed to be nonexistent as a group, being merely a name the PKK uses as a front for terrorist attacks in urban centers. TAK's claim of responsibility came in a statement, which

described the mortar attack as a response to "the fascist assaults devastating Kurdish cities" and "the beginning of our operations in the new period."

Turkey was ushered into 2016 with pledges of more bloodshed by both sides. In his New Year's message, Erdogan said 3,100 terrorists "were rendered ineffective" in 2015, and "the security forces will continue to purge both mountains and cities from terrorists, inch by inch." In its own message, the KCK vowed to keep up the war in the "metropolises" — i.e., the big cities in western Turkey — and mount "a fedayeen resistance unprecedented in the world."

Sustaining the war between the PKK and the government forces threatens to spiral it out of control for both sides. As a result, whatever the consequences of the grave developments that would take place, Turkey's real red lines — its borders — might be opened up for discussion. ♦

Kadri Gursel is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He wrote a column for the Turkish daily Milliyet between 2007 and July 2015. He focuses primarily on Turkish foreign policy, international affairs and Turkey's Kurdish question, as well as Turkey's evolving political Islam. On Twitter: @KadriGursel

REUTERS

One soldier, two police, 12 Kurdish militants killed in Turkey's southeast

ISTANBUL, January 1, 2016 -reuters

TWO POLICE officers, a soldier and 12 Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters were killed in Turkey's southeast in the space of 48 hours in operations to push back the militant group, the army and the Dogan news agency reported on Friday.

The soldier came under rocket fire on Friday in the district of Cizre, where 12 PKK militants also died in an ongoing military operation, the army said on its website.

One policeman was killed in Cizre late on Thursday when he and a group of colleagues came under rocket attack as they tried to break down barricades set up by PKK fighters, Dogan said.

A second officer was killed on Friday by a remote-controlled bomb in the district of Sur, where the local authorities have imposed a ban on demonstrations, Dogan said.

Turkey's predominantly Kurdish southeast has plunged back into some of its worst violence since the 1990s after a two-year ceasefire between the PKK and the state collapsed in July.

The PKK first took up arms in 1984 to push for greater autonomy in the southeast, and some 40,000 people have since been killed in the violence. It is designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union.



A Kurdish demonstrator argues with members of Turkish police special forces during a protest against the curfew in Sur district and security operations in the region, in the southeastern city of Diyarbakir

President Tayyip Erdogan said on Thursday there would be no let-up in a military campaign that he said had killed more than 3,000 militants this year. ●

REUTERS

Turkish army kills 14 Kurdish militants, one security officer dead

DIYARBAKIR, Turkey, January 5, 2016 (Reuters)

TURKISH SECURITY forces have killed at least 14 militants in the mainly Kurdish southeast, the military said on Tuesday, as an army campaign to quell fighting that has spread to the streets of cities entered a third week.

A member of the "village guard", a Kurdish militia fighting alongside government forces, was killed on Tuesday during clashes with Kurdistan Workers Party (PKK) fighters in the district of Sur in Diyarbakir, the regional capital, the General Staff said on its website.

The PKK members were killed in Sur and the towns of Cizre and Silopi on Monday, the military said. Those areas have been under round-the-clock curfews since last month.

It said a total of 296 rebels had been killed since Dec. 14, when security forces intensified action against the PKK. The PKK has moved to urban areas, build-

ing trenches and barricades to keep police and soldiers at bay.

Dozens of civilians and soldiers have also died.

The PKK's 2-12/-year ceasefire collapsed in July with the worst violence in two decades.

The autonomy-seeking PKK, deemed a terrorist group by the United States and the European Union as well as Turkey, took up arms in 1984. More than 40,000 people, mainly Kurds, have died.

Separately, Turkish authorities re-opened a key border gate with Iraq near Cizre and Silopi during daylight hours, customs officials said. Thousands of Turkish drivers had been stuck on the Iraqi side of the crossing after Turkey shut the Habur crossing on Dec. 14 for security reasons.

In Diyarbakir, two senior officials in the pro-Kurdish Democratic Regions Party (DBP) were detained and party offices raided, witnesses said. The reason for the detentions was not immediately known. ●

MOSSOUL, LA BATAILLE CAPITALE CONTRE DAECH



Ramadi, 27 décembre 2015. Les forces irakiennes reprennent le contrôle de la ville, à l'ouest de Bagdad. © REUTERS/Stringer.

En Irak, les forces irakiennes font reculer l'organisation État islamique. Mais le pays reste écartelé entre chiïtes, sunnites et Kurdes. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE, ANNE NIVAT

Fatima éteint son smartphone. Elle est en pleurs. Ces vingt minutes de conversation par l'application Internet Viber avec Ahmed, son mari, l'ont bouleversée. «*Il a dû s'acheter une longue barbe, répète-t-elle, les yeux vides, et je lui ai dit que je l'autorisais à se remarier.*» Fatima, 25 ans, chiïte, a fui Mossoul avec ses deux jeunes enfants lorsque les miliciens de Daech ont pris la deuxième ville d'Irak, plus de 1 million d'habitants, à l'été de 2014.

Son époux, Ahmed, 27 ans, sunnite, est resté pour protéger leurs biens et, surtout, parce que personne, à cette époque, ne pensait que cette «occupation» durerait aussi longtemps. Chacun de leurs échanges quotidiens plonge la jeune femme dans un immense désarroi, mais cette fois-ci c'en est trop : elle sent confusément qu'elle ne reverra plus son mari, c'est pourquoi il faut qu'il sache qu'il a le droit de refaire sa vie.

Insidieusement, Daech s'est infiltré dans l'intimité des habitants :

l'organisation terroriste gère les écoles, les universités, les hôpitaux, la distribution d'énergie, les impôts. La mixité a disparu, les barbes longues ont été imposées, d'où le commerce de postiches. Peu à peu, les Mossouliotes ont été pris dans une impitoyable nasse, quasiment sans témoins, même s'il reste théoriquement possible d'entrer dans la ville

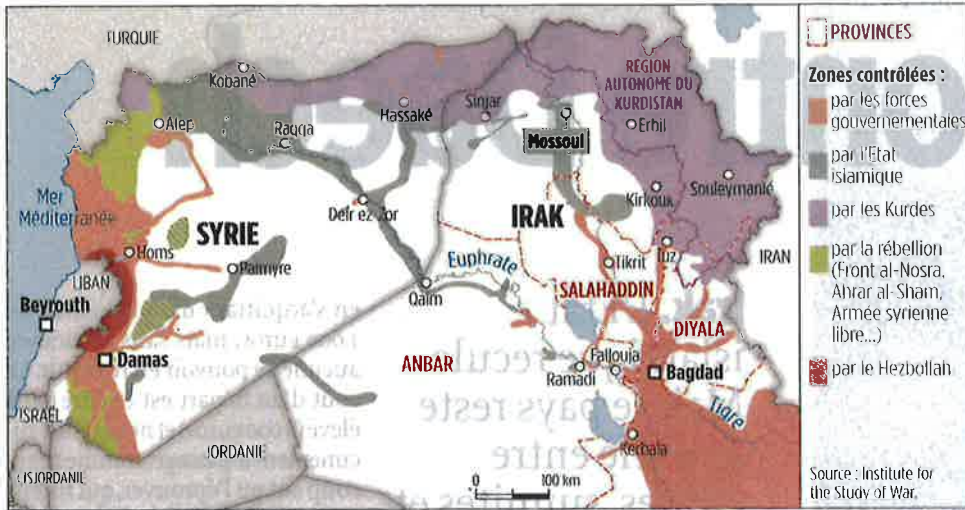
en s'acquittant d'un bakchich de 1 000 euros, mais sans assurance aucune de pouvoir en ressortir. Le coût d'un départ est encore plus élevé (8 000 euros) et ne garantit aucunement le passage, comme beaucoup ont pu l'éprouver, qui furent contraints de rentrer chez eux délestés de leurs économies, des bijoux de famille, de leurs véhicules et papiers d'identité.

Soudain, Fatima se reprend et lâche : «*Pardonnez-nous pour les attentats de Paris, on ne comprend pas pourquoi des jeunes de chez vous courent ce qu'on produit de pire ici : l'ultraviolence. Nous, on est habitués, on sait à quel point ça fait mal...*»

Alors que les États occidentaux, France et États-Unis en tête, ont répondu au carnage du 13 novembre par des frappes aériennes redoublées, en Irak, premier pays à souffrir de la présence de Daech et de la violence comme mode de gouvernance, un sujet est sur toutes les lèvres : la libération de Mossoul. La cité est symbolique, car le calife autoproclamé de Daech, Abou Bakr al-Baghdadi, a précisément déclaré son califat à Mossoul, vers laquelle converge du monde entier un intarissable flot d'apprentis djihadistes.

Mais, après les succès remportés à Ramadi et Sinjar, comment reconquérir la cité sans provoquer un bain de sang parmi les civils ? La coalition internationale privilégiant les frappes aériennes, quelles troupes au sol seront déployées ? Seront-elles bien reçues ? Les forces en présence (armée irakienne, majoritairement chiïte, milices populaires chiïtes, peshmergas kurdes, groupes sunnites) sont profondément divisées sur la marche à suivre et peu enclines à coopérer.

Depuis la chute de Saddam Hussein, issu de la minorité sunnite, cette dernière n'a cessé de ■■■



de ne pas remarquer le vent de liberté qui souffle sur la capitale en dépit de la « chiitisation » progressive de l'espace public. Aux checkpoints, sur les terre-pleins, devant les échoppes, sur les ponts... partout des portraits des imams Hussein et Ali, révéérés par les chiïtes, mais aussi, et c'est nouveau, le profil sévère de l'ayatollah Khamenei, le guide suprême iranien.

En première ligne. Dans la capitale, que les jeunes rêvent de fuir pour l'étranger, l'effroi provoqué par la percée de Daech à l'été de 2014 a cédé la place à une insidieuse anxiété : « Si l'Etat fait faillite, et on n'en est pas loin, les terroristes en profiteront », assure Taghlab, 33 ans, un pharmacien qui a investi ses économies dans l'immobilier à Erbil, la capitale du Kurdistan, parce que ce territoire lui semble constituer un îlot de stabilité dans le chaos ambiant.

Depuis l'entrée en vigueur de la Constitution de 2005, le Kurdistan irakien, dont la population oscille entre 5 et 6 millions, a le statut de territoire autonome. L'éruption de Daech, dont le « califat » juxta le Kurdistan sur plusieurs centaines de kilomètres, a à la fois renforcé et affaibli le pays kurde. En bloquant l'avancée de Daech vers l'est et le sud, les peshmergas (combattants kurdes) sont parvenus à étendre leur propre territoire. Mais, désormais, Mossoul, la place forte de Daech, n'est qu'à

lutter contre sa marginalisation politique. Au point que certains n'ont pas hésité à rejoindre Al-Qaeda puis Daech. Entre 2007 et 2009, quelques tribus sunnites ont bien accepté de collaborer avec l'Etat irakien en échange d'une promesse d'intégration dans l'armée, mais rien de tout cela ne s'est produit, bien au contraire. La répression menée par l'ancien Premier ministre chiite Nouri al-Maliki a contribué à grossir les rangs de Daech, lui permettant de s'emparer de sa première ville irakienne, Fallouja.

La veille de la reprise de Ramadi par l'armée irakienne, lors de notre passage à quelques kilomètres du front contre Daech, le cheikh Hamid al-Hayes, un des rares chefs de tribus sunnites à être restés fidèles à Bagdad, explique que la situation

militaire évolue très lentement : « La population de Ramadi est plus coopérative que celle de Fallouja. Mais les maisons sont minées. »

L'atmosphère des deux côtés du pont flottant sur l'Euphrate, seul moyen pour les villageois autour de Ramadi et Fallouja de rejoindre des régions sous contrôle gouvernemental, reste tendue. Le pont demeure une source de problèmes récurrents, les unités qui le contrôlent étant accusées par les civils de ne pas les respecter. Ce matin, celui-ci est encore fermé, personne ne comprend pourquoi. Ni le vieil homme allongé au fond d'une brouette que pousse son petit-fils, ni le gamin qui fait rouler devant lui une bouteille de gaz, ni la femme de haute stature avec son antique machine à coudre à l'épaule.

De retour à Bagdad, impossible

La grande purge

Le premier est officier au ministère de l'Intérieur, le second à la Défense. Tous deux sont sunnites, ont grimpé dans la hiérarchie de l'appareil sécuritaire de l'Etat post-Saddam Hussein et sont à l'aube de la quarantaine. Ils sont frappés par le même phénomène, corroboré par d'autres analystes : depuis le début de l'automne, des listes de fonctionnaires à envoyer à la retraite anticipée seraient établies par les autorités. Et ils redoutent d'être les prochaines victimes de cette purge malgré leur jeune âge.



Contre Daech. Milice chiite à Tikrit, en mars.

« C'est désespérant, car on ne sait pas jusqu'où ça va aller, raconte Omar, qui dirige une unité de police. Ils sont en train de faire de la place pour des miliciens

chiïtes qui n'ont ni la même conception de l'intérêt national que nous ni la même expérience. Ils ne connaissent que la violence parce qu'ils viennent de la rue. » Durant l'été de 2014, l'ayatollah chiite Ali al-Sistani avait pourtant suggéré de ne pas chambouler les services de sécurité. Même angoisse chez Qasim, dont l'une des unités a longtemps été stationnée à Ramadi : « Le gouvernement [chiite] donne de bons salaires à ses miliciens, qu'il traite mieux que l'armée. Et 75 % des armes qui arrivent au ministère sont distribuées aux milices. » Pour l'un comme pour l'autre, « les milices, c'est l'équivalent chiite de Daech ! » ■ A. N.



70 kilomètres, et cette proximité tétanise les autorités kurdes.

Résultat: le Kurdistan est soumis à une forte pression démographique. Près de 1,8 million d'Arabes sunnites y ont fui Daech. « Nous avons d'abord accepté les centaines de milliers de réfugiés syriens, puis les nôtres, rappelle Hiwa Osman, politologue indépendant. Alors il serait injuste de nous accuser de ne pas pratiquer la réconciliation, à l'inverse des Arabes chiïtes, qui refusent de partager le pouvoir. »

Cette impression d'être les seuls en première ligne face à Daech, sans que les puissances occidentales saisissent vraiment ce que cela implique comme sacrifices, est partagée par Fouad Hussein, chef de cabinet du président kurde, Massoud Barzani: « Daech à Mossoul est une menace réelle pour le

Kurdistan. De plus, nous subissons trop de pressions avec les déplacés. Donc nous serons contraints d'agir, et la bataille de Mossoul aura sans doute lieu au printemps. En tout cas, nous, nous sommes prêts, même si notre partenaire ne l'est pas », lance-t-il, visant le gouvernement central de Bagdad, avec lequel les relations se sont détériorées en raison des différends pétroliers. Depuis plus d'un an, Bagdad doit restituer à Erbil 17 % du budget national en échange de la fourniture de 250 000 barils par jour. Or Bagdad ne donne pratiquement rien, alimentant les rumeurs de sa quasi-faillite.

Pour rejoindre Souleymanié, la capitale orientale du pays kurde, beaucoup plus proche géographiquement de l'Iran chiïte, une ancienne route militaire traverse Shaqlawa, un complexe

Sauve-qui-peut. En mai, des civils irakiens traversent l'Euphrate au sud de Fallouja, fuyant une zone contrôlée par l'Etat islamique près de Ramadi - ville reconquise fin décembre par les forces irakiennes.

touristique qui abrite aujourd'hui davantage d'Arabes sunnites venus de Fallouja que de Kurdes; d'où son surnom, « Shaqlouja », preuve que les Irakiens n'ont pas perdu leur sens de l'humour ! A l'entrée de chaque ville traversée sont placardés des portraits de *chahids* (martyrs) kurdes, qui ont perdu la vie dans la lutte contre Daech.

Idem à Souleymanié, hérissée de ces nouvelles constructions de verre dans le plus pur style architectural des émirats, particulièrement prisé ici. Les flancs de montagne s'urbanisent à grande vitesse. Ici, de riches chefs de tribus sunnites de l'Anbar ont acheté cash des maisons à 1 million de dollars, et les déplacés irakiens contribuent à une mixité arabe et kurde à laquelle les plus jeunes n'étaient plus habitués. Au parc d'attractions Chavyland, sur les hauteurs de la ville, le téléphérique flamboyant neuf a été construit par une firme autrichienne.

Cap sur Kirkouk, qui ■■■

« La bataille de Mossoul aura sans doute lieu au printemps. » Le chef de cabinet du président kurde



échange de tirs entre peshmergas kurdes sunnites et Turkmènes chiïtes. Pendant quarante-huit heures, les combats se sont poursuivis jusque dans l'hôpital et 200 magasins ont été incendiés.

Ayob Juammai, l'adjoint au maire (kurde) de la ville, est devenu un expert dans l'art de négocier: quand Daech était tout proche, il s'était imposé comme l'interlocuteur principal avec le chef des terroristes, âgé de 19 ans seulement, qui voulait s'approvisionner à une station d'essence. Depuis, le jeune djihadiste a été tué et Daech a reculé, mais ce sont de nouvelles fractures, plus « insidieuses » aux yeux d'Ayob, qui font surface: « *Les frontières ethniques et confessionnelles de ce pays sont en train d'être redessinées dans le sang et c'est le plus violent qui s'impose* », constate-t-il tristement, de son bureau, où ne cessent d'entrer des « déplacés » de villages passés sous le contrôle de Daech.

Grâce à l'entregent du maire adjoint, on parvient à rencontrer le chef de la milice Badr. Abdullah Khadr Mahmur reçoit dans son quartier général sous les portraits des ayatollahs irakiens et iraniens les plus connus. Il n'en démord pas: la responsabilité de la division de l'Irak est imputable aux sunnites, « *qui ont détruit leurs villes eux-mêmes!* ». « *Et, s'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à partir; l'Europe leur est grande ouverte* », conclut-il.

La veille de notre passage, une voiture conduite par un kamikaze de Daech a explosé au bazar central de Tuz, une provocation de plus destinée à dégénérer en guerre ouverte. Un bain de sang de plus dans un pays où personne n'y fait plus attention et où les clivages communautaires ont atteint leur paroxysme. « *Les chiïtes ne savent pas gouverner de façon équitable, les sunnites sont incapables de créer une opposition stable et les Kurdes n'ont pas assuré leur rôle d'entremetteurs* », résume avec finesse Asaad Eskander, ancien directeur des Archives nationales, retourné vivre parmi les siens, à Souleymanié, après avoir démissionné, tant la corruption et les mesquineries sectaires dont il était le témoin le meurtrissaient ■

■■■ dispute à Mossoul le titre de deuxième ville d'Irak, dernière métropole réellement multiethnique du pays, où cohabitent depuis la nuit des temps Kurdes, Arabes et Turkmènes et où se mélangent encore – mais pour combien de temps? – islam et chrétienté. Les Kurdes ont pris le contrôle de Kirkouk à l'été de 2014, pendant que Daech envahissait le nord du pays. Depuis, par offensives successives et arguant toujours de « *la sécurité face à la menace de Daech* », ils ont élargi la zone sous leur contrôle, reprenant un demi-millier de kilomètres carrés ces six derniers mois. « *La ville est mieux sécurisée, au moins à titre provisoire, reconnaît Adeeb, un ingénieur turkmène, mais nous nous inquiétons pour l'avenir. Rien n'a été réglé: les Kurdes profitent du chaos et, quand il faudra fuir parce que nous serons pris en tenaille dans les combats entre Daech et les peshmergas, il sera sans doute trop tard.* »

Un autre Turkmène, haut gradé des services de sécurité de la ville, déplore que « *chaque homme politique possède sa propre milice, alors que sous Saddam Hussein, au moins, les forces de sécurité étaient unifiées* ». Il avoue même ne pas envisager de se rendre à Bagdad, à 270 kilomètres plus au sud, où il serait incapable

d'assurer sa propre protection.

Pour aller à Bagdad, le plus simple est de prendre la route qui traverse les provinces de Salahaddin et de Diyala, deux régions au peuplement mixte chiïte et sunnite qui, au plus fort de la guerre contre Al-Qaeda, durant l'occupation militaire américaine, passaient pour les plus dangereuses. La population hésite à emprunter, mais aujourd'hui ce sont des milices chiïtes qui sèment la terreur. Après leur passage, les habitants des villages sunnites n'osent plus revenir chez eux de peur qu'on les accuse de travailler pour Daech.

Sectarisme. Dans le sillage de l'avancée de Daech, l'appel de l'ayatollah chiïte Al-Sistani avait mené à la création de dizaines de milices, directement financées et entraînées par l'Iran, qui ont petit à petit remplacé une armée irakienne en pleine débandade. A Tuz Khurmatu, à 80 kilomètres au sud de Kirkouk, deux groupes armés s'affrontent et divisent la ville: d'un côté, les peshmergas kurdes, de l'autre, les Turkmènes qui, dans cette région, sont chiïtes et donc soutenus par la milice Badr, une des plus puissantes d'Irak. En novembre, 11 personnes ont été tuées dans un

Héroïnes. Des femmes peshmergas dans les monts Sinjar. Ces Kurdes participent aux combats contre l'Etat islamique le long de la frontière entre l'Irak et la Syrie.

« Chaque homme politique possède sa propre milice. » Un haut gradé turkmène de Kirkouk

Has Turkey's regional power grab come to an end?

Turkey is forfeiting its claims for regional supremacy by joining the Saudi-led Sunni alliance and making friendly overtures toward Israel.



Par Cengiz Çandar
 January 7, 2016
<http://www.al-monitor.com>

Turkey's fervent aspiration for regional power in the Middle East is over after it made itself a party to the raging sectarian conflict rather than providing a meaningful contribution to a possible solution to the Syrian imbroglio.

If there were any doubts, the ruling Justice and Development Party's latest desperate moves to escape its increasingly international isolation should remove them: In mid-December, Ankara plunged into the Saudi-led 34-nation military alliance of Sunni nations. Parallel to this ill-conceived decision, Turkey's rapprochement with Israel is said to be underway.

The Saudi-led alliance, which even Pakistan and Malaysia have declared they were not joining, is justifiably seen by many analysts as a Sunni coalition through which Saudi Arabia aims to check and reduce Iran's regional influence. By agreeing to be among the likes of Comoros, Mali and Niger and led by Saudi Arabia, Turkey forfeited its claim to being the historical Sunni counterweight to Iran, going back to the 16th-century rivalry between the Ottoman Empire and the Safavids. That is not a role suited to a country with an imperial legacy whose glory is revisited frequently by the current power holders in Turkey.

President Recep Tayyip Erdogan's rule had already made Turkey a part of a subregional axis competing with Saudi influence over the Sunni world.

Since January 2015, with the change of leadership in Saudi Arabia, the Sunni configuration of power in the region has changed. Since then, Erdogan has visited the kingdom three times and announced his support for the Saudi military campaign in Yemen. By the end of the year, the two countries decided to establish a "strategic cooperation council."

Saudi Arabia and Qatar have cash and hydrocarbons; Turkey has military muscle. It looks as if the Gulf monarchies are allowing Turkey to benefit from their treasuries while making use of Turkey's geopolitical weight. The Saudis seem emboldened by having Turkish muscle on board in their confrontational attitude toward Tehran.

Erdogan and King Salman bin Abdul-Aziz Al Saud's rapprochement was also aimed at increasing cooperation on regional issues, most notably on Syria. However, the Saudi-Iranian crisis is complicating Ankara's regional plans, particularly on Syria.

The other undeclared forfeiture of Turkey's claim to regional leadership came in its last overtures with Israel for reconciliation. Erdogan, on his way back from Saudi Arabia Jan. 2, told the journalist accompanying him, "Turkey and Israel need each other."

A statement so worded may sound like Erdogan's assessment of the changing geopolitics of the Middle East and reflect Turkey's stepping back from contesting Israel's posturing in the region.

It should never be forgotten that the real cause of the ever-deteriorating relationship with Israel since January 2009, in the wake of Israel's Gaza war, had its roots in who would be calling the shots as the regional power. The Mavi Marmara incident in May 2010 that took the lives of nine Turkish nationals who were killed by Israeli commandos had been the symbolic turning point for the power struggle in the eastern Mediterranean.

Turkey, after following the Saudi lead against Iran and trying to soften its relationship with Israel, the most anti-Iran power center in the region, is not only forfeiting its claims for regional power status but also taking part in the anti-Iran regional coalition in a way that has never been done before.

For Ankara, all these latest moves are no doubt the natural conse-



Turkey's President Recep Tayyip Erdogan (R) shakes hands with Saudi King Salman bin Abdul-Aziz Al Saud during a luncheon ahead of the G-20 summit in Belek in the Mediterranean resort city of Antalya, Turkey, Nov. 14, 2015. (credit photo: REUTERS/Kayhan Ozer)

quences of its ever-weakening position in Syria in the wake of the crisis with Russia after the downing of a Russian fighter jet on Nov. 24. Moreover, a broader coalition connecting Turkey to Saudi Arabia and also with Israel is thought to have a favorable impact on Washington, its most powerful ally and one with which it has had uneasy relations over Syria.

The visit of Gen. Joseph Dunford — the new chairman of the US Joint Chiefs of Staff — to Turkey exposed the main source of uneasiness: the US connection to the Syrian Kurds.

The visit followed the breaching of Turkey's most outspoken "red line" in Syria: the Kurdish Democratic Union Party (PYD) crossing the Euphrates.

With US support and coordination, the Syrian Kurdish armed forces, the People's Protection Units, are fighting the Islamic State (IS) — and if it moves to the west of the Euphrates, in the Azaz-Jarablus corridor as well. This area is mainly controlled by Syrian groups that Turkey supports and constitutes the main link between Turkey and besieged Aleppo that would end up in linking Rojava (the Syrian Kurdish areas) as a single geographic entity under PYD rule from the Iraqi border all the way to the west, covering hundreds of miles of Turkey's border with Syria.

This has been the main issue raised to Dunford in his talks in Ankara. The Turkish military has shared its concerns with the US military leader over Syrian Kurdish groups' attempts to create a "Kurdish corridor" in northern Syria and change the demographic structure of the region to the advantage of the Kurds.

These messages were delivered to Dunford, who held talks with Turkish Chief of General Staff Gen. Hulusi Akar and Prime Minister Ahmet Davutoglu on Jan. 6.

"We are aware of their desires and attempts to establish a Kurdish corridor along the Turkish border by entering the Azaz-Jarablus line. We have declared so many times that Turkey will never accept this," a security source told Al-Monitor on condition of anonymity.

The Syrian Democratic Forces, a coalition composed of Kurds, Turkmens, Christians and Arabs, succeeded in seizing control of the strategically important Teshrin Dam on the Euphrates River, but Ankara has complained that 85% of that coalition consists of PYD members.

The Syrian Democratic Forces, essentially a Kurdish force, succeeded in seizing the Teshrin Dam on Dec. 26 and moved to the vicinity of the town of Manbij only 12 kilometers (some 7 miles) away. If Manbij falls, IS fighters in the Aleppo area could be left without land access to their capital →

⇒ in Raqqa.

Although that town is out of Turkish artillery range, Ankara could hit the PYD forces there with other weapons. But doing so might be politically difficult at a time when the Kurds are fighting IS on the southern frontier. Short of a cease-fire with Ankara, Turkey will likely act to undermine any Kurdish gains in Syria.

Meanwhile, the PYD offensive has been supported by coalition airstrikes, indicating that the move was at least partly coordinated with the United States and was not a unilateral PYD decision.

This begs the question: What would Washington's position vis-a-vis Ankara be under these circumstances, particularly after Dunford's visit, considering the contradictions that threaten to rip apart the US' Syrian alliance network?

For the foremost American expert on Syria, Joshua Landis, "Resolving

them is probably impossible; ignoring or transcending them won't be much easier ... because the Kurds have offered something that actually works on the ground, because Erdogan has been such a singularly unhelpful ally in Syria. ... Unless Turkey's behavior changes radically and other current trends continue, the unlikely alliance between the Pentagon and the [Kurdistan Workers Party] looks like it might just defy the odds and survive for the long term."

Difficult times lie ahead for all those involved in the Syrian conflict and especially for Turkey and its internationally weakening strongman, Erdogan. ♦

Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History. On Twitter: @cengizcandar

INTERNATIONAL BUSINESS TIMES

January 8, 2016

International Oil Companies Begin To Receive Payments From Kurdish Government

By Erin Banco — 01/08/16 —
<http://www.ibtimes.com>

International oil companies are finally consistently receiving payments from the semi-autonomous Kurdistan Regional Government (KRG). The region's decimated economy had previously prevented the government from dishing out money to companies in exchange for their oil production. Some major conglomerates, frustrated by the lack of compensation, pulled their staff out of the region and closed up shop. Now, though, the Kurdish government is selling the black gold at a more consistent rate, and the international oil companies are reaping the rewards — a major turning point in what until now has been a questionable venture for companies.

Genel Energy, one of the biggest energy companies in the world and a dominant player in the Iraqi Kurdistan oil market, confirmed this week that its partners in one of its fields in the region received about \$30 million in export payments from the KRG for oil exported through the Kurdistan region to Turkey. It was the fourth export payment by the KRG since September. Before that time, payments had stopped because the government said it was focused on spending its money fighting the Islamic State group, also known as ISIS. Gulf Keystone, Genel Energy and DNO produce hundreds of thousands of barrels a day, and according to a recent oil and gas report, the KRG owes them \$1.7 billion for past exports.

The now frequent payments by the KRG to the international oil companies have pushed them to ramp up production.

There are several oil fields in Iraqi Kurdistan that are pumping oil for transport to Turkey, and more international companies have signed on to exploration blocks for production. The growing oil market in Iraqi Kurdistan has pushed the semiautonomous region into a new economic status — one that, though deprived in the past, could have a

bright future if it continues to capitalize on oil investment.

The KRG began exporting crude in May 2014 using its independent pipeline, also known as the Kirkuk-Ceyhan Pipeline. Baghdad at one point could access it, but fighting and damage to the infrastructure shut the central government off. The Kurdish government, though, hoping to revive its economy via the oil trade, began exporting through its own independent pipeline that connects to the larger Kirkuk-Ceyhan Pipeline.

There are also several smaller pipelines throughout Iraqi Kurdistan that connect to the big pipeline.

The oil sector, and all of its transactions, continue to be overseen by the KRG, led by President Masoud Barzani.

The announcement by Genel and other large international oil companies comes amid condemnation by Baghdad about the KRG exporting independently and allegations that the KRG is working with ISIS.

The terrorist group has major strongholds in eastern Syria and western Iraq despite the U.S.-led airstrikes that have killed several of its leaders. Those strongholds include Deir Ezzor and Raqqa in eastern Syria; Fallujah in Iraq's Anbar Province; Mosul, the de facto headquarters of the militant group in Iraq; and parts of Iraqi Kurdistan such as Hawija. The group has access to major trade routes between the two countries, allowing it to continue to transport oil and other goods to fund its so-called caliphate, according to a report prepared by George Kiourtsoglou, a researcher at the University of Greenwich in the U.K.

Three weeks ago Russia displayed satellite



Kurdish peshmerga fighters trained by U.S. coalition forces in Kurdistan Iraq, May 2015.

images to show that ISIS was shipping its oil to Turkey for sale. The KRG government denies all claims that the Sunni militant group is transporting oil from the territory it controls through Iraqi Kurdistan to Turkey.

An official from the KRG, Kifah Mahmoud, said ISIS does not transport its oil through the Iraqi Kurdish region, adding that the satellite images Russia provided as evidence are not tankers belonging to the extremist group. He said that despite Russia's claims, his government is not turning a blind eye to the ISIS oil trade.

Since joining Genel Energy in 2011, according to Bloomberg, Tony Hayward, the company's chairman, pushed the Kurds to finish building a pipeline link to Turkey so he can find buyers outside the domestic market. Kar Group, a Kurdish contractor, said it has completed 23 percent of the first 48-mile (77 km) section of the line north to the border. Turkey hasn't said publicly it will take the oil.

Correction: A previous version of this article stated that Genel was still trucking oil to Turkey. It is not. Trucked exports ceased when the pipeline became operational. Hayward started at Genel in 2011, not last year. ■



Kurdish Forces Battle IS to Keep Control of Strategic Syrian Dam

Sirwan Kajjo — January 07, 2016
<http://www.voanews.com>

Nearly two weeks after regaining control of a strategic dam in northern Syria, Kurdish-led forces are struggling with continued blitzes from Islamic State militants who want to retake the area.

The fighting centers on the 900-meter-long Tishrin Dam, held by IS for more than a year until Kurdish and coalition forces retook it in December. It supplies electricity to much of northern Syria.

On Thursday, a group of IS fighters attempted to infiltrate the nearby Kurdish-held town of Ain Issa. But local forces were able to thwart the plan, according to reports.

Another group of IS fighters entered the town of Sarrin, not far from Tishrin Dam, crossing from the western side of the Euphrates River. Fierce clashes erupted between them and the YPG Kurdish forces.

"Daesh [IS] wants to retake Tishrin Dam for strategic and symbolic reasons at the same time," said Shervan Derwish, a spokesman for the Syrian Democratic Forces (SDF), a group of Kurdish, Arab and Christian fighters.

IS PRESSURE

With inclement weather in the region, U.S.-led coalition airstrikes on IS positions have slowed. This has allowed IS to reorganize its forces in order to make advances, Kurdish commanders said.

"They take advantage of weather conditions to wage constant attacks on our forces there," Derwish told VOA.



A fighter from the Syrian Democratic Forces takes a position atop Mount Annan overlooking the Tishrin Dam, after they captured it from Islamic State militants, south of Kobani, Syria, Dec. 27, 2015.

He said IS had brought additional fighters from Damascus and Homs to participate in the operations against Kurdish forces and their allies.

In the recent battles with Kurdish forces, IS has used tanks and heavy weapons.

The latest advances made by SDF near Tishrin and other areas south of Kobani have placed more pressure on IS militants, who are having difficulty moving from areas in eastern Syria to the parts they control in Aleppo and elsewhere.

"Tishrin Dam is now no longer in their [IS] hands, so they have to go all the way around," said Brett McGurk, U.S. special presidential envoy for the Global Coalition to Counter IS, during a recent briefing at the State Department.

COALITION FORCES

U.S.-led coalition forces and their local partners on the ground are working on pushing IS

militants back to Raqqa, the de facto capital of their self-styled caliphate in Syria, officials said.

"We're going to continue to isolate and constrict [IS] in Raqqa," McGurk said.

Turkish officials, however, continue to express concerns about Kurdish advances in northern Syria. Military leaders in Ankara this week told U.S. General Joseph Dunford that Syrian Kurdish forces were attempting to create a "Kurdish corridor" in Syria's north, according to Turkish news reports.

Dunford was in Turkey to meet with Turkish officials, including Prime Minister Ahmet Davutoglu, and to visit U.S. troops who are stationed at Incirlik Air Base.

Turkey considers Kurdish forces in Syria as part of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which Ankara and Washington see as a terrorist group. ■



Iraqi Kurds 'should not take sides' in Iran-Saudi row

Being small actors in a great game of regional powers will put limits on Kurdish ambitions, analysts say.

Mohammed A Salih | 15 Jan 2016
<http://www.aljazeera.com>

Erbil, Iraqi Kurdistan - As rivalries between Saudi Arabia and Iran reach new heights following the execution of Shia religious leader Nimr al-Nimr on January 2, Iraqi Kurds see opportunities and threats arising from the sectarian turmoil and the tectonic geopolitical changes in the region.

"Kurdistan should warm up to those who accept

Kurdistan's future and its efforts for statehood," said Khasro Goran, a Kurdish member of the Iraqi parliament from the Kurdistan Democratic Party (KDP), the dominant faction in the Kurdish autonomous government in northern Iraq.

Massoud Barzani, KDP's leader, who serves as the Kurdistan region's president despite some internal opposition regarding the legality of his tenure, made a diplomatic splash in December by visiting Saudi Arabia and Turkey.

Both Riyadh and Ankara received Barzani in a

manner normally reserved for visiting heads of state. Saudi Arabia's King Salman held talks with Barzani in the presence of the senior members of the Saudi royal family.

And in a first act of its kind in the country's history, Turkish authorities raised Iraqi Kurdistan's flag during Barzani's visit to Ankara.

Goran praised the dramatic shift in the Arab states' stance towards the Kurds in Iraq, countries that had for decades opposed the emergence of a Kurdish entity in northern Iraq.

Although the regional settings appear to be shifting in the Kurds' favour, domestically, Iraqi Kurds have failed to formulate a united position towards these developments.

Whereas the KDP has tilted more towards the so-called "Sunni Arab powers" in the region, its key domestic rivals, such as the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), have grown closer to the opposing Iranian-led camp, while some have refrained from articulating a clear preference.

"Saudi Arabia and Turkey want to redefine the Kurds' role from a Sunni perspective and not as Kurds," said Sardar Aziz, a parliamentary

adviser for Gorran Movement, a major Kurdish political faction in rivalry with the KDP. "And we see the KDP wanting to play along with that discourse." The majority of Iraq's Kurds are Sunnis but there are also Shia and Yazidi Kurds.

After returning from his visits to Riyadh and Ankara, Barzani instructed his party officials in late December to work with other Kurdish parties to create a mechanism for holding a referendum on whether Iraqi Kurdistan should become an independent state.

As Iraqi Kurds ponder what they can gain from the expanding regional conflict, some prescribe caution. Being smaller actors in a great game of major regional powers means that there will be limits to Kurdish ambitions and their ability to capitalise on the changes, analysts say.

"Kurdistan is internally fragmented," Farid Assasad, a member of PUK's leadership council, told Al Jazeera. "Kurdistan must not join one side of this conflict against another side ... If we take sides Kurdistan will turn into another arena of the conflict in the region and we will have much to lose from that."

Another major consideration for Iraqi Kurds is how the rising tide of regional sectarian ten-

sions might affect their ongoing war against the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL).

Despite initial setbacks in the face of ISIL attacks in summer of 2014, Kurds have now pushed ISIL fighters from the bulk of Kurdish-controlled areas seized by the group. However, ISIL is still uncomfortably close to major Kurdish-controlled urban areas such as Erbil and Kirkuk.

Given the ability of Kurdish Peshmerga forces to stand up to ISIL, some believe sectarian-motivated geopolitical competitions in the region will not have a bearing on the Kurds' fight against ISIL.

"I don't think the sectarian escalation will affect the war against [ISIL] because Kurdistan enjoys the backing of Western and regional nations," said Goran, who leads KDP's bloc in Iraqi parliament.

"The war is essentially being fought on the ground by the Peshmerga forces with air support from the Western coalition."

Assasad said that the last time Iraqi Kurds picked sides in a regional conflict was in the 1970s when they sought assistance from the governments of Iran and United States to force the then Iraqi government into conceding politi-

cal and cultural rights to them.

But when Iran and Iraq reached a deal on redrawing certain parts of their disputed border areas, Iran and the US cut off their support leading to the ending of the brief experiment in Kurdish self-rule agreed between the Kurds and Baghdad.

Amid the sectarian maelstrom gripping the region, some believe the Kurds will ultimately opt to stay on the sidelines, since historically their ethnic identity has been the primary consideration rather than religious or sectarian affiliations.

Kurds make around 20 percent of Iraq's population while the remainder are mostly Shia and Sunni Arabs.

"[Kurds] are pragmatic enough to understand that picking sides for certain short-term gains - be it economic or military - will not serve political unity inside Kurdistan in medium to long term," said Athanasios Manis, a senior research fellow at Middle East Research Institute, a think-tank based in Erbil, the capital of Iraq's Kurdish region.

"And it might complicate further Erbil's relations with Iraq's Arabs [both Shia and Sunnis]." ♦



January 6, 2016

Kurdish Trenches Against IS Draw Iraqi Ire

Rikar Hussein, Dilshad Anwar
January 06, 2016
www.voanews.com

Kurdish Peshmerga forces are digging what officials say are security trenches in areas bordering territory controlled by the Islamic State (IS).

But the Iraqi government is concerned that the Kurds may be attempting to set up a de-facto Kurdish border as part of a process towards independence from Iraq. The trenches will stretch 652 miles from northern areas of Mosul to Khanaqin in Diyala province.

General Murad Muhammed, a Peshmerga commander in Kirkuk, told VOA that the trenches will be used as a defensive line to protect newly liberated areas from retaliatory IS attacks.

"This trench will protect the area from the Daesh bats (IS fighters) who want to invade Kurdistan," Muhammed said.

Across the Peshmerga frontlines, excavators and bulldozers can be seen digging trenches three meters wide and three meters deep.

"These trenches will prevent the terrorists from sneaking in car bombs to our frontlines," the Kurdish commander in Diyala, Lieutenant-Colonel Sirwan Muhammad, told VOA.

IS has been using car bombs against the Kurds who lack sophisticated weapons to destroy armored trucks filled with explosives and driven by suicide bombers.

'Disputed territories'

The trenches are in areas known as "disputed territories." The disputed territories are in



northern Iraq, including the oil-rich city of Kirkuk, which both the central government of Iraq and the Kurds claim.

The Iraqi constitution mandated that a referendum take place to determine the future of the disputed territories. But no referendum has been held.

When the IS swept into Mosul in June 2014, the Iraqi army abandoned the disputed territories around IS-held areas. Kurdish Peshmerga gained full control of the areas and declared it will not withdraw.

Saad Yosif al-Muttalibi, the head of the Iraqi parliament's defense committee, told VOA that Kurds are taking political advantage of the IS threat to Iraq.

"The Kurdistan region uses its defense against IS as a justification to dig the trenches," he told VOA. "We don't think this is to defend against IS. We think this is to separate

Kurdistan from Iraq and it's an attempt by Masoud Barzani [the president of Kurdistan region] to declare Kurdish independence."

Kurdish trenches also worry the Shi'ite paramilitaries known as Popular Mobilization Forces (PMF) who have had armed confrontation with the Kurdish Peshmerga over the control of southern Kirkuk and northern Diyala.

Abu Munazir Khanaqini, the commander of Shiite Popular Mobilization Forces in Diyala told VOA that digging the trenches is not necessary because IS is not present in the area.

"We are doubtful of Peshmerga's real intentions behind this effort," he said. "We believe it is an effort by them to separate the area they control from other parts of Iraq controlled by us."

'BORDERS OF KURDISTAN'

Muhammed Faiq, the spokesman for the mayor of the town of Tuz Khurmatu, told VOA the trenches would work as a separation of the Kurdish lands from Iraq.

"These [trenches] will determine the borders of Kurdistan," he said.

In recent months, there have been skirmishes between Shi'ite forces and the Peshmerga near Tuz Khurmatu over the building of the trenches.

"Hashd al-Shabi (Arabic for PMF) fired at Peshmerga and its excavators while [we were] digging the trenches," said Colonel Jmhur Rostam, a Peshmerga commander in the area. "We responded. But no one was killed from either side and talks started to avoid further escalation."

Kurdish commanders say they reject Iraqi accusations over the trenches.

"These trenches are not to separate Kurdish territories from Iraq," Jabar Yawar, the Peshmerga chief of staff, told VOA. "The trenches are 60 kilometers (38 miles) away from Kurdish borders with the rest of Iraq and we use them to defend Peshmerga frontlines from IS suicide attacks." ■

Les Kurdes auront-ils leur Rojava ?

Les YPG pourraient exiger un territoire autonome en échange de leur contribution contre l'EI, où leurs progrès alimentent les craintes d'Ankara.



Photo d'archives montrant des combattants kurdes des YPG dans les environs de Ras al-Aïn. Photo Reuters

Samia MEDAWAR | OLIJ
09/01/2016
<http://www.lorientlejour.com>

Il semblerait que les craintes de la Turquie soient fondées. Depuis un moment déjà, la constante avancée des forces kurdes face à l'État islamique (EI) en Syrie les propulse sur le devant de la scène, les faisant paraître comme seuls aptes à contrer le groupe terroriste. Si les progrès kurdes réjouissent certains, ils inquiètent toutefois la Turquie qui, pas plus tard qu'il y a trois jours, a exprimé ses appréhensions au général américain Joseph Dunford, chef d'état-major des armées des États-Unis, alors en visite express à Ankara.

Pour rappel, les Forces démocratiques syriennes (FDS, coalition militaire créée en octobre par les YPG – Unités de protection du peuple – Kurdes et divers groupes arabes syriens) ont traversé l'Euphrate fin décembre, prenant le barrage de Tchrine. Ce faisant, les FDS ont défié ouvertement la Turquie, qui refuse une présence kurde à sa frontière. Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu avait d'ailleurs affirmé à ce moment que seuls les membres arabes et non

kurdes des FDS avaient traversé cette rivière stratégique. Il semblerait toutefois que les Kurdes n'aient pas respecté la « ligne rouge » établie par Ankara, allant jusqu'au village d'Abou Qilqil avec le soutien de frappes américaines qui ont accompagné leur progression, précise à L'Orient-Le Jour Fabrice Balanche, géographe spécialiste de la Syrie. La Turquie a immédiatement protesté auprès des États-Unis. Comme les Kurdes ont déjà essuyé des tirs de mortier turcs par le passé à la frontière syro-turque (en juillet, notamment, près de Jarablus), cela pourrait arriver de nouveau, estime Carl Drott, sociologue spécialiste de la question kurde.

Les États-Unis pourraient probablement attirer les foudres de la Turquie, dont ils ont besoin pour freiner l'entrée de demandeurs d'asile en Europe, ainsi que la circulation de l'EI vers et de la Syrie. Mais la Turquie n'a, jusque-là, fait aucun effort significatif en ce sens, malgré les fonds supplémentaires offerts par l'Union européenne (UE) pour la gestion des réfugiés. Et à part quelques protestations de condescendance, la répression contre les Kurdes en Turquie n'est pas violemment critiquée par la commu-

nauté internationale. « (Le président américain Barack) Obama en a un peu marre d'Erdogan, du double jeu de la Turquie qui a laissé prospérer l'EI et ne prend pas les mesures adéquates, et c'est pour cette raison qu'ils ont décidé d'appuyer les Kurdes », juge M. Balanche.

LES KURDES AIDÉS DES RUSSES ?

Pendant ce temps, les Kurdes profitent également de l'aide militaire de la Russie, explique le spécialiste, dans la région d'Afrin notamment. Dans la région d'Aazaz, ils les aident par des frappes aériennes leur permettant d'avancer vers l'est. Toutefois, avance M. Drott, les Kurdes risquent de ce fait de s'aliéner le soutien des rebelles arabes ; ces derniers pourraient croire que les Kurdes ont choisi le camp du régime syrien en acceptant une aide russe.

Les enjeux sont pourtant considérables : les forces kurdes pourraient réussir à piéger l'EI et isoler Raqqa, sa capitale de facto en Syrie. Mais de là à affirmer qu'ils vont participer à la prise de

cette ville, il y a un pas qu'il ne convient pas de franchir. Pour M. Balanche comme pour M. Drott, il est clair que cette prise est militairement possible, mais n'aura pas lieu, pour la simple raison que Raqqa, Deir ez-Zor et les régions environnantes sont des territoires arabes, que les Kurdes ne revendiquent pas pour leur Rojava (Kurdistan syrien, région du nord-est de la Syrie déclarée autonome en 2013). Ils ne vont donc pas perdre des effectifs et des armes vitales pour prendre une ville qui ne leur sera d'aucune utilité. En revanche, s'ils prennent Manbij, Jarablus, et qu'ils ferment la frontière turque, ils pourront affaiblir l'EI, permettant une prise future de Raqqa. « On se doute bien que ce qui intéresse les Kurdes, c'est de relier Afrin et Kobané ; il n'est pas sûr qu'une fois cela accompli, ils aideront la coalition à prendre Raqqa », souligne M. Balanche.

◆◆◆

AFP Turquie: 32 militants kurdes tués ce week-end

Diyarbakir (Turquie), 10 janvier 2016 (AFP)

TRENTE-DEUX militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués au cours du weekend dans des combats avec les militaires turcs dans l'est et le sud-est de la Turquie, ont indiqué l'armée et des médias.

Au moins deux policiers et un soldat ont également été tués, selon ces sources. Les forces de l'ordre ont lancé un raid contre une maison de la province de Van (est), tuant 12 rebelles kurdes, après avoir été alertées qu'un attentat de grande ampleur contre des bâtiments officiels y était préparé, a rapporté l'agence Dogan.

Un policier a été tué et deux autres personnes ont été blessées dans les affrontements qui ont suivi, selon Dogan.

"Les terroristes sont venus à Van pour organiser une grande attaque. Heureusement, nous avons réussi à l'empêcher", a déclaré le gouverneur de la province Ibrahim Tasyapan, précisant que des dizaines de grenades et de fusils avaient été saisies au cours de l'opération.

Vingt militants du PKK avaient été tués samedi d'après l'armée, dans les villes de Cizre et de Silopi (sud-est), près de la frontière irakienne, ainsi que dans le district de Sur à Diyarbakir, la grande cité kurde.

Un soldat et un policier ont également trouvé la mort à Diyarbakir, tués par des tirs de fusil à longue portée, a précisé l'armée.

Selon l'armée, quelque 448 membres du PKK ont été tués dans ces trois localités depuis la mi-décembre.

Celles-ci sont soumises à un couvre-feu controversé depuis près d'un

→ mois. Ankara a justifié ces mesures par la nécessité de reprendre ces zones aux rebelles kurdes qui y ont érigé des barricades et creusé des tranchées.

Le Premier ministre Ahmet Davutoglu a laissé entendre lors d'une réunion de son parti (AKP) que les opérations en cours dans le sud-est pourraient prendre fin dans la semaine, mais il a ajouté qu'il n'y avait "pas de date limite", a indiqué le site du quotidien Habertürk.

"Nous allons poursuivre notre combat contre le terrorisme avec une grande détermination, jusqu'à ce que ces tueurs aient été chassés de nos montagnes, de nos plaines et de nos villes", a-t-il aussi dit, dans des propos rapportés par la télévision.

A Istanbul, un groupe d'artistes de rue, d'acteurs et de musiciens ont manifesté dimanche sur l'emblématique rue piétonne d'Istiklal pour appeler à la fin des violences, brandissant des pancartes "Faites du bruit pour la paix!", selon un photographe de l'AFP.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, des combats meurtriers ont repris l'été dernier entre les forces de l'ordre turques et le PKK, faisant voler en éclats les pourparlers de paix engagés en 2012 pour mettre un terme à un conflit qui perdure depuis 1984. ●

Le Parisien

11 janvier 2016

En Irak, la tranchée de la discorde entre Kurdes et Turkmènes

Bagdad / 11 Janv. 2016
<http://www.leparisien.fr>

"Début de la division de l'Irak", "violation du droit international": la minorité turkmène d'Irak dénonce la construction par les Kurdes irakiens d'une tranchée longue de centaines de kilomètres, officiellement présentée comme une défense contre les jihadistes.

"Nous voyons cette tranchée comme le début de la division de l'Irak.

Elle serait la concrétisation sur le terrain d'une carte géopolitique redessinée", a déclaré à l'AFP le chef du parti Front turkmène irakien, Archad al-Salehi.

Le gouvernement de la région autonome du Kurdistan irakien, qui s'étend dans le nord de l'Irak, se défend lui de toute visée expansionniste, soutenant que la tranchée, large de trois mètres et profonde de deux, ne vise qu'à empêcher des attaques des jihadistes de l'Etat islamique (EI).

Mais pour des responsables de la communauté turkmène, le tracé de ce profond fossé soulève la suspicion.

Selon eux, la tranchée traversera l'Irak d'ouest en est, de la ville de Rabia bordant la Syrie à celle de Khanaqine, près de la frontière iranienne.

Elle suivrait en grande partie les 1.000 kilomètres de la ligne de front entre les combattants kurdes et ceux de l'EI.

Or, les combattants kurdes, les peshmergas, sont présents au-delà de la frontière de leur région, après avoir vaincu l'EI dans des zones d'où l'armée irakienne avait fui.

La tranchée leur permettrait d'inclure ces territoires dans le Kurdistan irakien bien qu'il n'y appartiennent pas selon les frontières actuelles, dénoncent les Turkmènes également appelés Turcomans.

- PRÉSERVER L'UNITÉ DE L'IRAK -

Ils s'en inquiètent car ces zones abritent nombre des leurs.

"70 à 80% des territoires (qui passeraient du côté kurde de la tranchée) sont peuplés de Turkmènes", affirme Mehdi Saadoun, un militant de la Fondation pour le secours des



La minorité turkmène d'Irak dénonce la construction par les Kurdes irakiens d'une tranchée longue de centaines de kilomètres, officiellement présentée comme une défense contre les jihadistes. AFP / Marwan IBRAHIM

Turcomans.

"Les villes de Tal Afar, Kirkouk et Touz Khourmatou passeront du côté du Kurdistan irakien si le gouvernement n'applique pas la loi préservant l'unité de l'Irak", a-t-il mis en garde.

Ce vaste pays du Moyen-Orient compte de nombreuses minorités notamment les Kurdes, dont la population est estimée à environ quatre millions, et les Turkmènes sur lesquels il n'existe pas de statistique chiffrée récente.

Les Turcomans d'Irak ont entretenu par le passé des relations difficiles avec les Kurdes. Les rivalités ethniques sont apparues au grand jour depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003 et la revendication par les Kurdes de Kirkouk.

Le gouvernement du Kurdistan irakien a reconnu avoir récemment accéléré la fortification de ses défenses contre l'EI mais nie fermement tout projet politique.

"Cette tranchée est un système défensif contre les véhicules piégés utilisés par Daech

(acronyme arabe de l'EI)", a insisté un porte-parole des combattants kurdes irakiens, Jabar Yawar.

"Elle ne sera pas construite partout, certaines zones n'en n'ont pas besoin. Il reviendra aux responsables militaires de décider" de son tracé, a-t-il ajouté.

Les travaux de creusement n'ont pas commencé à Touz Khourmatou mais ils ont débuté près de Kirkouk, une ville située dans une riche région pétrolière, ainsi qu'à Jalawla, près de la frontière iranienne, selon les responsables turkmènes.

Pour Jassem Mohammed Jaafar, un parlementaire turkmène, cette tranchée "viole les conventions internationales et les droits des personnes qui seront forcées de vivre de part et d'autre".

M. Salehi a appelé le Premier ministre irakien Haider al-Abadi à prendre position contre cette tranchée controversée. ○

L'EI frappe Istanbul en son cœur historique

Onze Allemands figurent parmi les douze tués au cours de l'attentat, attribué à un kamikaze de Daech, dans une zone touristique.

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

UN NUAGE de peur et de panique a recouvert les ruelles du quartier de Sultanahmet. Il est aux environs de 10 h 18, ce mardi matin, lorsqu'une énorme déflagration secoue le centre historique d'Istanbul. Le bruit de la détonation, entendu jusqu'à la place Taksim, à près de cinq kilomètres, a secoué une grosse partie de la rive européenne de la ville. Le visage blême, Alp Uncu est encore sous le choc : « C'était si fort, tellement fort. Je n'ai jamais entendu une telle déflagration. J'ai vu le sol trembler, les livres tomber. Un vrai chaos... » Ce bouquiniste de 37 ans tient boutique juste derrière l'esplanade surmontée du fameux obélisque de Dikilitas, là où est survenue l'explosion. Son premier réflexe a été de courir vers les lieux : « J'ai vu cinq à six corps inanimés, jonchant le sol. Il y avait du sang partout. » Très vite, le périmètre sinistré, situé non loin de la basilique Sainte-Sophie et de la Mosquée bleue, est quadrillé par la police. Des barrages sont érigés à la va-vite. Les hélicoptères se mettent à raser le ciel à basse attitude. Témoins et reporters locaux parlent de blessés graves et d'une dizaine de morts, tous évacués par ambulance vers les hôpitaux les plus proches dans un concert strident de sirènes. Les touristes, nombreux à fréquenter ce lieu, n'osent plus sortir de leurs hôtels. La rumeur évoque le risque d'une deuxième explosion. « J'étais sur le toit-terrasse de mon motel quand j'ai entendu un grand boum. J'ai demandé au serveur : que se passe-t-il ? Aussitôt, les gens ont commencé à crier qu'il s'agissait

« C'était si fort, tellement fort. Je n'ai jamais entendu une telle déflagration »

UN BOUQUINISTE

d'une bombe. Avec mes amis, on s'apprêtait à faire un tour de la ville en bus. On a tout annulé », raconte, paniqué, Ovidiu Berdila, un touriste roumain.

Au bout de deux heures, à peine, la piste terroriste est confirmée. D'abord par le président Erdogan en personne,



Des équipes de secours turques interviennent mardi sur le lieu du drame où gisent plusieurs cadavres.

qui évoque, dans un premier temps, un attentat suicide d'origine syrienne. Puis par le premier ministre Ahmet Davutoglu qui, après avoir convoqué une réunion de crise à Ankara, est intervenu en direct à la télévision pour pointer du doigt l'organisation de l'État islamique, en précisant que l'assaillant était un membre de Daech. Mais la confusion règne sur les conditions précises de l'attaque et l'identité du kamikaze. D'après la police d'Istanbul, il s'agirait d'un jeune homme âgé de 27 ans, prénommé Nabil Fadli, et qui serait né en Arabie saoudite. Le vice-premier ministre, Numan Kurtulmus, évoque, lui, un « suspect qui est arrivé en Turquie depuis la Syrie ». Tandis que les déclarations s'enchaînent, le bilan des victimes se précise : en fin de journée, une source diplomatique européenne évoquait au moins douze morts, dont onze ressortissants allemands et un Péruvien. Plusieurs personnes auraient également été blessées. Dans un communiqué, le ministère allemand des Affaires étrangères a appelé ses ressortissants à éviter « provisoirement » les lieux de rassemblements et les sites touristiques à Istanbul. Deux cellules de crise ont été mises en place par la France au Quai d'Orsay et au consulat général d'Istanbul.



La Turquie, touchée en plein cœur, vit depuis plusieurs mois en état d'alerte, notamment depuis l'attentat d'Ankara qui coûta la vie à plus de 100 personnes, le 10 octobre dernier. Cette attaque, la plus meurtrière jamais survenue sur le sol turc, a été imputée à l'organisation de l'État islamique - mais non revendiquée. Il y a un an, un autre attentat avait frappé le cœur historique d'Istanbul. Le 6 janvier 2014, une kamikaze originaire du Daguestan s'était fait exploser près de la mosquée Sultanahmet, causant la mort d'un policier. L'attaque avait été revendiquée par un groupe d'extrême gauche, mais les autorités avaient ensuite évoqué l'existence de liens entre la kamikaze et Daech. Le 23 décembre

dernier, l'aéroport Sabiha-Gökçen, situé sur la rive asiatique, a été pour sa part visé par un tir de mortier. L'attentat, qui a fait un mort et un blessé, a été revendiqué par une organisation armée kurde, les Faucons de la liberté du Kurdistan, en riposte à l'offensive militaire antirébellion kurde actuellement en cours dans le Sud-Est du pays.

Pour beaucoup, la tragédie de ce mardi est le signe d'une « contagion » de la guerre syrienne. « Je ne veux accuser personne, mais en laissant passer tout le monde à sa frontière avec la Syrie, Erdogan a préparé le terrain à de telles attaques », peste Tuna Gödes. Ce gérant d'un petit hôtel, mitoyen du lieu de l'attentat, s'inquiète aujourd'hui des retombées économiques de l'attaque. « Juste après l'explosion, mes cinq clients anglais m'ont annoncé qu'ils écourtaient leur séjour et qu'ils voulaient prendre le premier vol pour Londres. C'est très mauvais signe pour le tourisme, une de nos principales ressources économiques », dit-il. ■



Photo de l'explosion prise par un touriste mardi vers 10 h 18. Le bruit de la détonation a été entendu à près de cinq kilomètres.

LE FIGARO

mercredi 13 janvier 2016

Dorothee Schmid : « La crise syrienne viendra à bout du pouvoir d'Erdogan »

PROPOS RECUEILLIS PAR

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

DOROTHÉE SCHMID est responsable du programme Turquie et Moyen-Orient à l'Ifri (Institut français des relations internationales).

LE FIGARO - Que vous inspire la communication d'Ankara qui a d'abord accusé un Syrien, puis Daech ?
Dorothee SCHMID - Le problème, c'est le black-out sur l'information. Comme si Ankara voulait tout contrôler pour montrer que la Turquie avait la situation en main, alors qu'elle lui échappe largement. Ce qui est frappant, c'est la première déclaration officielle selon laquelle l'auteur de l'attentat est un Syrien. Quand on a deux millions de Syriens sur son territoire, avec parmi eux des Arabes et des Kurdes, des sunnites et des alaouites, des militants djihadistes de diverses obédiences et des civils réfugiés, cela ne veut pas dire grand-chose. Mais c'est devenu une sorte d'habitude : à chaque fois qu'il y a un attentat, Erdogan désigne le responsable, sans montrer de preuve claire. Puis il interdit tout autre scénario.

Que cherche-t-il en désignant un Syrien ?

Il peut y avoir une opération de rachat d'image de la part d'Erdogan, qui désigne un nouvel ennemi : la communauté syrienne dans son ensemble. Ce qui l'arrange, car il a très envie de se débarrasser des Syriens. N'oublions pas



« Si ce Syrien est bel et bien lié à Daech, cela permet à Erdogan de dire que c'est la troisième fois que la Turquie est visée », explique Dorothee Schmid.

non plus qu'il est mis en cause par les Européens pour son incapacité à contrôler le flot des réfugiés, qui veulent partir en Europe. Si ce Syrien est bel et bien lié à Daech, cela permet à Erdogan de dire que c'est la troisième fois que la Turquie est visée, qu'on ne peut pas l'accuser d'être complice de Daech qui frappe partout en Turquie. On aura eu en effet un attentat à Ankara, la capitale, un autre à la frontière syrienne, et un troisième dans le quartier touristique d'Istanbul. Et cela ne va pas s'arrêter. Je suis convaincue que la crise syrienne viendra à bout du pouvoir d'Erdogan.

Quelle peut-être la réaction d'Ankara vis-à-vis des réfugiés syriens ?

Les autorités turques ont laissé dire, ces derniers jours, qu'elles s'apprétaient à donner un permis de travail aux Syriens. Il y a donc la tentation de régulariser cette espèce de lumpenprolétariat, ce qui améliorerait l'image de la Tur-

« Le président turc a très envie de se débarrasser des Syriens »

DOROTHÉE SCHMID

quie. Mais, d'un autre côté, il y a ce discours antiréfugiés assez fort. Et c'est là que nous retrouvons l'idée turque de créer une zone tampon à la frontière, côté syrien, pour y rassembler ces réfugiés dont Ankara ne veut plus. Erdogan sent bien qu'il y a un malaise de plus en plus grand vis-à-vis de ces réfugiés pas du tout intégrés.

Huit victimes sont allemandes.

Quelles conséquences cet attentat aura-t-il sur la relation entre la Turquie et l'Allemagne ?

Angela Merkel se retrouve dans une position très délicate. Elle a appelé Erdogan dès hier matin. La chancelière était déjà en grande délicatesse sur sa politique d'accueil des réfugiés syriens. Lundi, l'Union européenne, de son côté, avait rappelé que la Turquie ne faisait pas assez d'efforts pour contrôler les réfugiés. Cet attentat va sérieusement dégrader la relation, non seulement entre l'Allemagne et la Turquie, mais aussi entre l'UE et Ankara. ■

NOW.

January 8, 2016

Baghdad-Erbil competition complicates battle against ISIS in Sinjar



Wladimir van Wilgenburg
8/01/2016
<https://now.mmedia.me>

The once-feared Islamic State (ISIS) was driven out of the city of Sinjar by US-backed Kurdish forces during a two day operation. But tensions between Kurdish forces continue. Baghdad supports one of Turkey's archenemies: the PKK-affiliated militias in Iraq. Meanwhile Turkey is backing the Kurdish Peshmerga forces of Barzani's KDP party against Baghdad. This complicates the US administration's efforts to defeat ISIS.

The policies of Baghdad and Ankara are influenced by their sectarian policies in Iraq, and the political tensions between the Kurdistan administration led by Barzani and the Kurdistan Workers' Party (PKK). Baghdad, as well as Iran, oppose Barzani's plan to gain greater independence from Baghdad by exporting Kurdish oil to Turkey.

Turkey's priority is fighting the PKK and its branches in Iraq and Syria. Since last summer, there have been heavy clashes between Turkish police and PKK youth militias in Turkey's restive southeast.

Furthermore, Turkey backed the Sunni-dominated Iraqi National Movement (Iraqiyya) list in the 2010 elections against the Iranian-backed Shiite-dominated bloc of former Prime Minister Nouri al-Maliki. Since then the Shiite-dominated parties have regarded Ankara with suspicion. Especially since Ankara supports both Sunni Arabs and Kurds against the Shiite-dominated Iraqi government and their wishes to gain greater independence from the Shiite-ruled Baghdad.

Currently, Baghdad and Turkey are at odds over Ankara's train-and-equip program for Sunni Arab police forces affiliated with Atheel al-Nujaifi, the former governor of Mosul. Baghdad and Iranian-backed militias called on Turkey to completely withdraw its troops from Iraqi territory last Tuesday. US President Barack Obama also called on Turkey to respect the demands of Baghdad.

Moreover, Baghdad believes Turkey is indirectly supporting ISIS. "We have been telling the US and its allies that the oxygen that feeds Daesh [ISIS] is the selling of Iraqi oil in the black market of Turkey," said Iraqi MP Mowaffak al-Rubaie, the former National Security Advisor during a panel discussion in Washington. "Erdogan's priority is not ISIS," he stated.

Therefore, Baghdad could attempt to create more problems for Barzani and Turkey by increasing support for the PKK rebels in the highly tense area of Sinjar, which Barzani sees



A Peshmerga carries a Kurdish flag (Getty Images/ John Moore)

as an inseparable part of Kurdistan. Baghdad's position toward the PKK has grown more favorable towards the PKK since the Syrian civil war erupted. Moreover, there were unconfirmed reports in the Iraqi media that PKK officials visited Baghdad in late December.

"Baghdad's support is probably based on the fact that they consider PKK a staunch ally against ISIS, and also a Kurdish force that is more independent from Turkey than KDP," said Reidar Visser, a historian of Iraq.

Before August 2014, Sinjar used to be controlled by the Kurdish Peshmerga forces of the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Masoud Barzani. The KDP enjoys strong economic links with Turkey and allowed Turkish troops to enter Kurdish territory to train the local Arab police for future operations in Mosul to the chagrin of Baghdad.

However, after the KDP's Peshmerga withdrew from Sinjar in August, a new actor appeared in the area: the Kurdistan Workers' Party (PKK). Its fighters entered from Syria and opened a corridor between Iraq and Syria allowing the minority Yazidi sect to flee from ISIS, after militants began slaughtering their men and enslaving their women for being non-Muslims.

After entering Sinjar, the PKK set up an independent Yazidi militia called Sinjar's Resistance Units (YBS) and decided that the local Yazidis should have their own administration separate from both Baghdad and the Kurdish government.

Furthermore, they have managed to receive salaries from the Iraqi government after the KDP arrested the leader of the Yazidi militia, known as the Protection Forces of Sinjar (HPS), Haydar Shesho in April and forced them to join the Peshmerga forces of the Kurdish government.

"Before the Iraqi government gave salary to

HPS, but the Kurdistan government rejected this and told Baghdad to stop giving the salary to us," said a spokesperson of the HPS in Sinjar. "Now YBS is accepted by the Iraqi state and Baghdad gives money every month to the YBS."

The PKK now says the KDP can no longer rule over the Yazidis. "We try to bring the Yazidi people to the reality to rule and protect themselves," said Rodi, a doctor with the PKK in Sinjar. "I don't get a salary, but they [Yazidi fighters] have families," he added. "We are a revolutionary force, we don't need salaries.

"We want to rule ourselves, we don't want the Peshmerga to rule us because we lost trust," said Heval Rekan, a fighter with the PKK's Yazidi militia.

However, following the capture of Sinjar by the Peshmerga forces, the KDP wanted the PKK to leave the city after it was cleared from ISIS militants on November 14. Although the PKK-affiliated Yazidi fighters have taken over some buildings, in general, the Peshmerga's Kurdish flags dominate the town of Sinjar.

The PKK is much weaker in Sinjar than the Peshmergas, although it is stronger in the area close to the Syrian border. There are over 1,000 Yazidi fighters with the PKK-affiliated militia, while the KDP has recruited over 5,000 Yazidi Peshmerga troops, who are backed by coalition air power.

Mahama Khalil, the major of Sinjar and a member of Barzani's KDP says Baghdad wants to create conflicts between the Yazidis by supporting Yazidi militias of rival groups.

"They don't want this area to be stable and connect these forces financially to Russia, Syria, and Iran," he said. "Me and Qassim Shesho [a Peshmerga general] went to Baghdad to talk about this subject with the Defence Minister, but he said he has no information about this."

Agid Kalari, one of the most prominent PKK commanders in the area says its true that his forces have become part of the official army. "They [YBS] will receive support from Baghdad and the coalition, but we haven't received anything yet."

"We have over 1,000 fighters," said a PKK fighter with the name of Zerdest. "The Iraqi government paid for 500 of them since the 5th of August as part of the Iraqi army," he told NOW.

The fact that Yazidi fighters receive their salary from Baghdad is not illogical since many of them were part of the Iraqi army under former PM Nouri al-Maliki's control, prior to the fall of Mosul.

"There were 10,000 Yazidis with the Iraqi army, but when Mosul fell they all came ➤

> home," said Sherwan Ciye Shingale. "I was myself a member of the Iraqi border police, but I didn't join the YBS for money," he said.

Furthermore, many of the Yazidis view the Shiite-Muslims in a more positive light than the Sunni Muslims who are accused of killing their Yazidi neighbors in Sinjar. "Most [Sunni] Muslim people betrayed us and picked up their rifles and killed their neighbors," said Agid, a PKK Yazidi fighter.

This is not the first time that Baghdad works with the PKK. Before ISIS took Mosul in June 2014, the Iraqi border of Rabia was used by the Syrian Kurdish PKK-affiliated PYD party

to smuggle in journalists and for fighters to bypass the Turkish and KDP embargo on their areas. In October 2013, the PYD-leader Salih Muslim traveled from Syria through the Iraqi border to travel from Baghdad to Geneva. But now Barzani controls this border.

This makes the PYD dependent on the border of Turkey and the KDP that have embargoed the PYD in the past by closing their borders. Therefore, this makes Sinjar important for the PKK to use it for smuggling in fighters from Iraq into Syria, and in the future, to have a bordering territory with the Iraqi government. In October 2015, the KDP blocked the road from

Syria into Sinjar to prevent PYD-affiliated Kurdish fighters from Syria from reinforcing the PKK in Sinjar.

"It is located between Iraq and Syria, and that's why Shingal [Sinjar] is so important," Qashim Shesho, the main Peshmerga commander said.

Now both Baghdad and the PKK have a common interest: to decrease Turkey and Barzani's influence in northern Iraq. "They want the KDP to be weak in the future," KDP Peshmerga commander Shesho said

◆◆◆

The Post's View

Mr. Erdogan's offensive

By Editorial Board January 10, 2016
www.washingtonpost.com

PHOTOGRAPHS OF black smoke rising from a dense thicket of concrete buildings have by now become a painfully familiar emblem of ongoing wars in Syria and Iraq. So it's perhaps less shocking than it should be that such images are now appearing from the cities of Turkey, a NATO member as well as a country thought to be one of the last anchors of order in a tumultuous region. With little international notice, the government of Recep Tayyip Erdogan is engaged in a full-scale military campaign against ethnic Kurdish militants that has killed thousands, displaced hundreds of thousands and left parts of several large towns in ruins.

The Kurdish population under siege is not to be confused with that of northern Iraq or northern Syria, where Kurdish forces backed by the United States and other Western governments are fighting the Islamic State and carving out their own autonomous areas. The target of Mr. Erdogan's offensive are Turkish citizens who live in the southeastern part of the country, where Kurds often are the majority ethnic group. In 2002, after first coming to office, Mr. Erdogan promised to end long-standing repression of the minority; he struck a cease-fire and opened negotiations with the Kurdistan Workers' Party (PKK), an armed insurgent group.



A Kurdish man's house is riddled with bullet holes after armed clashes between the PKK and Turkish armed forces on Jan. 10. (Refik Tekin/European Pressphoto Agency)

That fragile detente unraveled last summer, not long after a Turkish political party supported by Kurds, the Peoples' Democratic Party, won more than 10 percent of the vote in elections for parliament, denying Mr. Erdogan's ruling party a majority. A Kurdish political rally was bombed, apparently by the Islamic State; blaming the government for failing to prevent it, the PKK carried out an attack on security forces. It has since dug into at least seven towns with a total population of more than 1 million.

The government has placed those urban areas under curfew, and both sides are using heavy weapons, including rocket launchers and mortars. Mr. Erdogan brags of having killed more than 3,000 militants. Last week the military said 225 PKK fighters had been dispatched in a neighborhood of Diyarbakir, a large city, and a nearby town in the last three weeks alone. The true scale and results of the fighting are difficult to judge, as the government has excluded journalists from the area and intimidated Turkish media.

Two conclusions are nevertheless easy to reach: Mr. Erdogan will never succeed in eliminating by force the PKK or Turkish Kurds's aspirations for more autonomy, and by prosecuting his campaign he is impeding the fight against the Islamic State. Western governments have shied from pressuring the Turkish strongman about the offensive because they still count on his cooperation on multiple fronts, including in preventing refugee flows from Syria and allowing U.S. warplanes to operate from Turkish bases. But Mr. Erdogan needs to be pushed toward reopening negotiations with Turkish Kurdish leaders. A settlement that grants the Kurds and their communities more political rights is an essential component of what must eventually be a broader solution for Kurdish aspirations in the region. ●



REUTERS

Sources: Turkish Forces Kill 32 Kurdish Militants As Conflict Escalates

January 10, 2016 — By Seyhmus Cakan REUTERS

DIYARBAKIR, Turkey Security forces killed 32 Kurdish militants in Turkey's mainly Kurdish southeast this weekend, the army and security sources said on Sunday, escalating a conflict reignited by the collapse of a two-year ceasefire last summer.

It was one of the bloodiest weekends since the three-decades-old insurgency resumed last July, scuppering a peace process launched by Ankara with the jailed leader of the militant Kurdistan Workers Party (PKK) in late 2012.

On Saturday, 16 rebels were killed in the towns of Cizre and Silopi, near the Syrian and Iraqi borders, and another four were killed in the historic Sur district of the region's largest city, Diyarbakir, the armed forces said in a statement.

It said that a total of 448 militants had been killed in those three areas since they were placed under round-the-clock curfew and security operations were launched last month.

Police killed a further 12 PKK members after finding them in a house in the southeastern city of Van overnight, security sources said. One police officer died and two others were wounded in the operation.

More than 40,000 people have been killed in the conflict since the PKK launched its insurgency in 1984.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union, says it is fighting for autonomy and greater rights for Kurds in the NATO member country.

On Friday, security forces killed 16 militants in Cizre and two in Sur on Friday, according to a previous military statement.



Security forces killed 32 Kurdish militants in Turkey's mainly Kurdish southeast this weekend, the army and security sources said on Jan. 10, 2016.

A recent shift in fighting from the countryside to urban centers has left civilians caught in the middle. According to figures from the pro-Kurdish HDP party, 81 civilians have been killed in Diyarbakir, Silopi and Cizre since they were placed under curfew last month.

Thousands of people have left their homes in the towns. Residents complain of indiscriminate operations and say the curfews have even prevented the sick from getting to hospital.

President Tayyip Erdogan has said 3,100 PKK members were killed in operations inside and outside Turkey in 2015. ●



January 14, 2016

At least six dead, 39 wounded in Kurdish militant car bomb attack on Turkish police headquarters

14 Jan 2016 — <http://www.abc.net.au>

A CAR BOMB attack by Kurdish militants on a police complex in south-eastern Turkey has killed at least six people and wounded 39, Turkish officials said.

Kurdistan Workers Party (PKK) militants carried out the attack on a police station and police accommodation in the province of Diyarbakir around 11:30pm on Wednesday (local time), the provincial governor's office said.

Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu strongly condemned the attack and vowed Ankara would continue its fight against "every kind of terror".

Speaking at a technology forum in the capital, Mr Davutoglu said six people had been killed and 39 wounded in the attack in the small town of Cinar.

The provincial governor's office earlier said two family members of police were killed in the attack, along with three people whose bodies were pulled from the wreckage.

The wounded were being treated in nearby hospitals.

"It was a really loud blast, as if it was in our house," said Ali Devran near the scene.

"We went and helped carry the wounded to ambulances. Some suf-



fered burns."

There was no immediate claim of responsibility for the attack.

MILITANTS LAUNCH SIMULTANEOUS ASSAULT

Coinciding with the bomb attack, PKK fighters opened fire with rifles on another security complex in the area, triggering a firefight in

➤ which there were no reported casualties, a statement said.

The mainly Kurdish region has been hit by a surge in violence since a two-year ceasefire between the state and the PKK collapsed last July.

The conflict has killed more than 40,000 people over three decades.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union, said it is fighting for autonomy and greater rights for Kurds in the NATO-member country.

Vowing to flush out the PKK from Turkey's urban centres, authorities have in recent weeks enforced curfews in three locations in the south-

east to back up military operations.

A curfew has been in force in the Sur neighbourhood of Diyarbakir city since December 2, while curfews in the towns of Silopi and Cizre in Sirnak province have been in place since December 14.

Ten German tourists were killed on Tuesday in a suicide bombing in central Istanbul which the government blamed on the Islamic State group, an arch foe of the PKK.

But President Recep Tayyip Erdogan said after the Istanbul attack that the government drew no differentiation between "terror" groups, "whatever their name or abbreviation is". ♦

Mail & Guardian
AFRICA'S BEST READ

January 15, 2016

Erdogan's blind focus on the Kurds rebounds on Turkey

His obsession with a Kurdish threat hampers more urgent attention to the terrorist menace emanating from Syria and Iraq.

Simon Tisdall - 15 Jan 2016
<http://mg.co.za>

Tuesday's terrorist attack in central Istanbul has confirmed Turkey's precarious position on the frontline of the escalating confrontation between Islamic State and Western and Arab governments. Islamic State suicide bombers were behind at least two similar atrocities in Turkey last year – in the capital, Ankara, and at the Syria-Turkey border town of Suruç.

But even as Turkey is increasingly drawn into the firing line of Syria's civil war and the region-wide struggle against Sunni Muslim extremism, Recep Tayyip Erdogan, Turkey's combative and choleric president, remains stubbornly fixated on a wholly different foe – the Kurds. It is this battle, deliberately ramped up last summer in the heat of a rerun general election, that is his obsession, blind spot and top priority.

The scale of current violence in Kurdish areas dwarfs Islamic State's Turkish depredations. Security forces killed 32 alleged PKK (Kurdistan Workers' Party) members last weekend alone. The army says 448 militants have died since new operations and curfews were launched last month.

Erdogan brags that Turkish forces killed 3100 alleged PKK members in 2015. The main pro-Kurdish political party, the People's Democratic Party, says 161 civilians have also been killed in recent weeks, and thousands have been displaced.



Thorny issue: Islamic State terrorists struck a deadly and symbolic blow at the conflicted heart of Erdogan's Turkish state. (Onur Coban/AFP)

The president's enmity runs deep. After last October's double suicide bombing in Ankara, which killed 103 people, most of whom were Kurds and opposition activists, Erdogan suggested Kurdish militants were jointly responsible with Islamic State. His claim was widely derided.

Speaking after Tuesday's attack, he avoided making the same mistake, pointing a finger firmly at Islamic State. "I strongly condemn the terror incident that occurred in Istanbul ... which has been assessed as being an attack by a Syria-rooted suicide bomber," he said.

His statement appeared to lay to rest any possibility that Kurds might be blamed. As for the PKK itself, analysts noted it has no history of attacks on civilian targets in major Turkish cities and would view such action as counter-productive.

The conclusion appears inescapable: the Istanbul atrocity represents another damaging and costly security failure to be laid squarely at Erdogan's door. Awkward questions will now be asked about whether his focus on a Kurdish threat is misdirected and politically motivated, and whether more urgent attention must now be paid to the terrorist menace emanating from Syria and Iraq.

Such a shift would be welcomed by Turkey's allies. His neo-Islamist government has long been suspected of offering covert support to militant Sunni Muslim groups that share its aim of ousting Syrian President Bashar al-Assad.

There have been persistent reports, always denied, of Turkish security establishment links to Islamic State and of complicity in its covert

export of Syrian oil through Turkey.

Erdogan's reluctance to assist Iraqi and Syrian Kurds fighting Islamic State angered his Western allies. After lengthy resistance, he finally bowed last year to United States pressure to allow coalition aircraft to use Turkish bases in operations against Islamic State.

Erdogan has also been criticised by European Union countries for pursuing his vendetta against the Kurds while failing to stem the flow of Syrian refugees and Islamic State recruits from Europe and North America. In the event, Erdogan was bought off with €3-billion in EU financial assistance in return for Turkey doing more to prevent Syrian refugees migrating to Greece and the Balkans.

Turkey's interior minister, Efkan Ala, said last weekend that new anti-Islamic State border measures were in place and that thousands with suspected links to the terror group had been captured and deported.

Such measures cannot completely stop terrorists slipping into Turkey, recruiting sympathisers there, or travelling north into Europe, with the sort of dire consequences witnessed in Istanbul and elsewhere.

Nor will they mitigate the negative psychological and economic impact of such instability on Turkey's tourist industry. Like Tunisia and Egypt after last year's Islamic State attacks, Turkey's appeal as a holiday destination has just been badly dented.

By targeting Istanbul, and in particular Sultanahmet, home of the Blue Mosque and Hagia Sophia, the terrorists have struck a deadly and costly but above all symbolic blow at the conflicted heart of Erdogan's Turkish state. ○



Turquie : la contagion syrienne

En première ligne dans le conflit voisin, le pays est aux prises avec les jihadistes et la rébellion kurde. Victime de l'autoritarisme croissant de son président islamiste, Ankara inquiète les Occidentaux.

Par
MARC SEMO

ANALYSE

Les métastases du conflit syrien gagnent de plus en plus la Turquie. L'attentat, mardi, dans un haut lieu touristique d'Istanbul, à Sulthanmet – au moins 10 morts dont 9 touristes – vient rappeler tragiquement (*lire ci-contre*) que ce pays, pilier du flanc sud-est de l'Otan, est aujourd'hui en première ligne. Longtemps, les islamo-conservateurs turcs au pouvoir ont considéré que les jihadistes étaient de très efficaces combattants contre le régime de Bachar al-Assad, dont le renversement était leur priorité, mais aussi contre les Kurdes. Depuis l'été dernier seulement, Ankara a vraiment commencé à combattre l'Etat islamique, après avoir sous-estimé le danger. Les autorités clament se trouver face à un double défi terroriste, celui de l'Etat islamique, comme ses alliés occidentaux, mais aussi celui des rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en lutte contre Ankara depuis 1984, un conflit qui a déjà fait 40 000 morts. Les affrontements ne cessent de s'intensifier dans le Sud-Est, y compris à Diyarbakir, la capitale de la région, peuplée en majorité de Kurdes (15 à 20% de la population du pays)

et dont le centre est devenu une zone de guerre (*lire page 4*). Plus de 10 000 hommes sont engagés dans la région dans une opération d'une ampleur sans précédent depuis les années 90. *«Même si heureusement, jusqu'ici, il n'y a pas eu d'affrontements ethniques entre Kurdes et Turcs, c'est déjà une guerre civile larvée avec des combats entre les forces de l'ordre et les combattants du PKK, qui veulent créer des zones sous leur contrôle en Turquie et avec la volonté de l'Etat de briser par la force la rébellion»*, souligne l'universitaire Ahmet Insel.

Revanche

Longtemps considérée par les Occidentaux comme un modèle combinant islam, démocratie et dynamisme économique, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan semble peu à peu dériver vers le pire entre violences et autoritarisme croissant du pouvoir. Leader charismatique pour cette Turquie pieuse et conservatrice rêvant de revanche sur la laïcité imposée par la République après la Première Guerre mondiale, le fondateur de l'AKP (Parti de la justice et du développement), au pouvoir depuis 2002, porte une grande part de responsabilité dans cette situation qui inquiète ses partenaires, notamment l'Union européenne, avec qui Ankara a commencé les négociations d'adhésion en octobre 2005. Celui que ses adversaires surnomment «le nouveau sultan» est désormais rattrapé par les conséquences de sa politique de boutefeux, aussi bien sur le conflit syrien que dans la question kurde. Une escalade encore accentuée ces derniers mois pour assurer à l'AKP une majorité lors des législatives du 1^{er} novembre après le semi-échec de juin. Erdogan qui avait été élu chef de l'Etat en août 2014 dès le premier tour, a délibérément attisé toutes les tensions. D'un côté le «nous» – les croyants, les conservateurs, les vrais patriotes –, de l'autre les «eux» – les laïcs, la gauche, les Kurdes, les alévis (fidèles d'une secte moderniste issue du chiisme). Le facteur kurde était fondamental dans cette stratégie. Alors Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan avait eu le courage politique, en 2012, d'ouvrir des négociations directes avec le leader historique du PKK, Abdullah Ocalan, condamné à la prison à vie, pour amorcer un processus de paix. *«Pour regagner l'électorat nationaliste, il décida de façon brutale et unilatérale de l'interrompre et de miser sur la répression»*, analyse Ahmet Insel, soulignant que la fuite en avant du président turc et celle du PKK s'alimentent, y compris pour mettre hors jeu le HDP, le Parti démocratique des peuples,

de Selahattin Demirtas, formation prokurde longtemps vitrine du PKK mais qui avait pris une certaine autonomie. Ce parti prêt à jouer le pari de la paix avait pour la première fois, en juin puis en novembre, franchi le seuil des 10%, permettant d'être représenté au Parlement.

Alliés de la coalition

Désormais, la parole est aux armes. *«Il n'y a pas de problème kurde mais seulement un problème de terrorisme»*, répète Erdogan. Mais cette option militaire est une impasse, alors même que la population kurde exige de voir pleinement reconnus ses droits collectifs, dont sa culture et une certaine autonomie. Jamais depuis quarante ans, l'Etat turc n'a réussi à «éradiquer» le PKK. Or aujourd'hui, ce parti est militairement et politiquement renforcé par la nouvelle donne créée par le conflit syrien. Les combattants kurdes y sont pour le moment les seuls réels alliés au sol de l'aviation de la coalition engagée contre l'EI. *«L'espace kurde, aussi bien en Turquie qu'en Irak, en Syrie ou en Iran, est infiniment plus fort que dans le passé et il est au centre du débat public dans les pays occidentaux»*, note aussi Hamit Bozarslan, de l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales). Après la victoire de son parti en novembre, Erdogan peut paraître fort que jamais. *«Il ne doit affronter aucune échéance électorale majeure d'ici à 2019, l'opposition est réduite à l'impuissance, les grands médias sont sous contrôle ou tétanisés à l'idée de déplaire au pouvoir, les jeunes des classes moyennes urbaines de l'ouest du pays, qui s'étaient mobilisées au printemps 2013, ne font plus de politique ou pensent à quitter le pays»*, notait récemment Özgür Ünlühisarcikli, du German Marshall Found. Convaincu de son propre génie politique, fier d'avoir propulsé son pays au premier rang de la scène régionale et d'avoir triplé le revenu par habitant, Erdogan est pris par l'hubris de son propre pouvoir. Mais il sent aussi qu'il est fragile et il est prêt à tout pour le garder. Alors même que les Européens lui tendent la main parce qu'ils ont besoin de la Turquie, qui héberge 2,2 millions de réfugiés syriens, pour en freiner le flot, il durcit la répression. En premier lieu contre ceux qui le défient, à commencer par la presse trop critique. En témoigne notamment l'arrestation, le 26 novembre, de Can Dündar, directeur de *Cumhuriyet*, le grand journal de gauche créé par Mustafa Kemal, le fondateur de la République (*lire page 5*). Et face à la rébellion, l'homme fort d'Ankara tente de plus en plus de s'appuyer sur les courants les plus conservateurs et islamistes de la population kurde contre les «mécènes du PKK». ◆

Sedat Yilmaz journaliste, vit depuis un mois dans la capitale régionale, devenue zone de guerre:

«Dans Diyarbakir sous couvre-feu, les Kurdes peinent à survivre»

«**A**ujourd'hui mardi, c'est le 42^e jour de couvre-feu dans le quartier de Sur, au cœur de la ville fortifiée de Diyarbakir à majorité kurde, dans l'est du pays. Cent vingt mille habitants, pour la plupart des gens pauvres qui avaient dû quitter leur village ou hameau détruits par l'armée dans les années 90, y vivaient avant les affrontements. Ils s'étaient installés dans des vieilles maisons, ajoutant un étage ou deux. Plusieurs familles cohabitent dans une seule maison. Il y a parfois 30 à 40 personnes dans un seul appartement. L'ensemble du district est assiégé par les forces de l'ordre équipées de blindés. L'entrée et la sortie du district sont strictement contrôlées. Fouilles des sacs, contrôles des cartes d'identité... Si vous n'habitez pas Sur, la police peut vous interdire d'y entrer. Si elle a des doutes, elle vous arrête... C'est grâce à la solidarité entre les familles et les voisins que les habitants arrivent à se procurer de quoi survivre. Pain, eau potable, légumes et fruits... Ils épuisent leurs stocks. Dans les quartiers non soumis au couvre-feu, les gens doivent rentrer chez eux avant la tombée de la nuit. Sinon, ils risquent d'être arrêtés ou de se perdre. A Sur, les tireurs d'élite tirent sur tout ce qui bouge. J'ai vu (lundi) des corps



morts de chats, de poulets, même d'un âne, au milieu de la ruelle. Ça doit être des animaux terroristes! «Les dix premiers jours, 30% à 40% de la population a quitté Sur, drapeau blanc à la main. Ils se sont installés chez leurs parents ou amis ailleurs à Diyarbakir ou dans leurs villages. Ceux qui n'ont personne

pour les recevoir vont vers les hôpitaux pour se soigner ou y passer la nuit. Parfois, pendant une semaine ou dix jours, jusqu'à ce que les médecins les renvoient. Leur moral est au plus bas. «Ma maison a été complètement détruite par les bombes. Je peux la reconstruire. Mais pas si les policiers et soldats restent là», m'a dit un vieux. Au départ, il y a à peu près un mois, il y avait trois points de vue parmi la population. Les premiers s'opposaient catégoriquement aux barricades et aux fossés installés par les milices pour protéger le quartier et empêcher les arrestations. Les seconds croyaient que les barricades et les fossés les protégeaient. Enfin, un troisième groupe était entre les deux. Maintenant, ce groupe estime que les attaques contre leur quartier n'ont rien à voir avec les barricades ou fossés. «A Siirt, à Van, ou ailleurs, il n'y a ni barricades ni fossés, mais l'armée turque attaque encore», disent-ils.

TEMOIGNAGE

«Selon un bilan officiel, "18 terroristes ont été tués à Sur" pendant les douze premiers jours du couvre-feu. Ce n'est pas vrai, car il n'y a ni nom, ni photo, ni corps de ces soi-disant terroristes. Nous savons qu'en tout, 23 civils, dont 5 enfants et 8 femmes, ont été tués par balles depuis le début du couvre-feu. Voir le cadavre d'un parent, d'un ami, d'un voisin rester pendant une semaine dans la rue a beaucoup démoralisé les habitants. Même les religieux ne croient plus à la fraternité de la communauté islamique. "Si nous sommes tous musulmans, alors pourquoi certains brûlent-ils nos maisons et d'autres reçoivent-ils des balles dans la tête?" se demande l'imam du quartier. Quant aux jeunes privés d'école, ils ne croient qu'à une seule solution: la violence et la lutte armée.

«Ceux qui ont un peu de connaissance de l'histoire du pays disent "A bas Malazgirt!" [du nom de la bataille, en 1071, qui a permis aux Turcs de s'installer en Anatolie alors que les Kurdes y résidaient déjà, ndr]. La rupture entre Kurdes et Turcs se renforce. Mais pire, les gens n'ont plus de futur ou d'espoir. Les femmes à qui j'ai parlé m'ont paru plus fortes que les hommes. Mais je dois avouer que la majorité des gens de Sur ne savent pas ce qui va se passer demain. Leur attente est pleine de doute et de peur.»

Recueilli par **Ra.D.**
(à Istanbul)



ENTRETIEN JEAN MARCOU, professeur à Sciences-Po Grenoble

« La Turquie est très isolée au Moyen-Orient »

► La politique du « zéro problème avec nos voisins » est un échec de l'AKP au pouvoir en Turquie, à cause du retournement des printemps arabes.
► Ankara est acteur et victime du conflit syrien.

Les choix du Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir en Turquie depuis 2002, ne fragilisent-ils pas le pays ?

Jean Marcou : La politique du « zéro problème avec nos voisins », initiée par l'AKP et par Ahmet Davutoğlu déjà quand il était conseiller de Recep Tayyip Erdogan et du président de la République Abdullah Gül, est en plein effondrement depuis 2013, avec les retournements des printemps arabes.

La Turquie se retrouve isolée. Son isolement s'est accentué dans la crise syrienne depuis qu'elle est entrée en opposition frontale fin novembre-début décembre avec Moscou, après avoir abattu un avion russe. Elle se retrouve sans point d'appui au Moyen-Orient, sauf celui, contestable, de l'Arabie saoudite. Erdogan est allé à Riyad, ce qui lui a fait plus de mal que de bien parce qu'il a été piégé par l'exécution du leader chiite, juste après son retour.

La crise syrienne n'est-elle pas à l'origine de son isolement ?

J. M. : Sur la Syrie, Ankara a fait le choix au bout de quelques mois, de lâcher le gouvernement de Bachar Al Assad. Il avait parié sur sa chute rapide. Cela ne s'est pas fait et Ankara s'est retrouvé à la frontière d'un conflit compliqué.

Au cours de ces dernières années, le gouvernement turc a fait des paris risqués. Il a été acteur de ce conflit en soutenant pendant longtemps tous les adversaires de Bachar Al Assad, sans avoir de liens clairs avec ceux-ci, qu'il s'agisse de l'opposition syrienne ou des groupes djihadistes. Ils servaient ses intérêts parce qu'ils s'opposaient aux Kurdes et à Bachar Al Assad.

La Turquie en a ensuite été victime, car le conflit a évolué. Elle est entrée en conflit avec les djihadistes lors de la prise d'otages des 50 membres du consulat turc de Mossoul par Daech et lorsqu'elle a dû évacuer l'enclave territoriale qu'elle avait en Syrie. Mais sa tolérance à l'égard des djihadistes a permis à ceux-ci d'implanter un réseau en Turquie qu'Ankara essaie, depuis les attentats de l'été dernier, en vain de neutraliser.

Pourquoi la Turquie a-t-elle soutenu à ce point Daech ?

J. M. : Parce que le risque que présentaient les djihadistes a été

mis en balance avec celui présenté par les Kurdes en Syrie. Dans ce conflit, l'adversaire d'Ankara n'est pas Daech, mais les Kurdes.

La preuve ? Pendant l'été, le gou-

« Dans ce conflit, l'adversaire d'Ankara n'est pas Daech, mais les Kurdes. »

vernement turc a annoncé qu'il allait bombarder les positions de Daech. Il ne l'a pas fait pas, mais a combattu les Kurdes, car il voulait empêcher la chute du corridor d'Azaz, qui permet le ravitaillement de l'opposition syrienne non liée à Daech, se trouvant entre deux territoires kurdes, celui d'Afrin et celui du Rojava.

Pour Ankara, c'est un enjeu stratégique. Même si les Turcs ne veulent plus collaborer avec Daech, ils n'ont pas intérêt à ce qu'il s'effondre en Syrie. C'est un calcul dangereux.

Ces choix sont-ils politiques ?

J. M. : L'AKP a du mal à assumer son rapprochement avec le Moyen-Orient dans un contexte bouleversé profondément par les printemps arabes. Au cours des dix dernières années, la Turquie a voulu sortir de la situation où elle était une puis-

sance régionale, qui gagnait en autonomie et s'émancipait de son alliance avec l'Occident.

Aujourd'hui, cette politique est difficile car la Turquie a de nouveau une mauvaise image dans le monde arabe et a des liens distendus avec ses alliés, la Russie, car ces deux pays ont des intérêts stratégiques divergents au Moyen-Orient et avec l'Iran.

Au point que l'on voit la Turquie - en contradiction avec le discours critique d'Erdogan -, se rapprocher depuis deux ans des Occidentaux. L'alliance avec ceux-ci est un élément d'ancrage de la diplomatie turque.

D'où la tentative de renouer avec Israël ?

J. M. : Depuis deux ans, Ankara mène des négociations avec l'État hébreu avec lequel il était fâché après l'arraisonnement du navire *Mavi Marmara*, qui cherchait à briser le blocus de Gaza, en mai 2010. L'opération avait fait neuf morts de nationalité turque.

À la suite de ces négociations, il pourrait y avoir une levée induite du blocus de Gaza, en particulier pour les importateurs turcs. Et en échange, la Turquie participerait à l'exportation du gaz israélien vers l'Europe.

RECUEILLI PAR AGNÈS ROTTVEL

REPERES

2015, ANNÉE MEURTRIÈRE EN TURQUIE

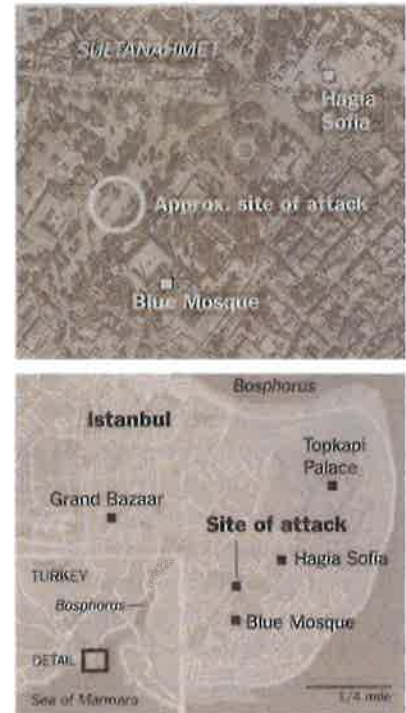
- **Janvier :** une kamikaze se fait exploser devant un poste de police à Sultanahmet. Deux policiers sont blessés. L'attaque est attribuée au Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), une organisation d'extrême gauche.
- **20 juillet :** à Suroç (frontière avec la Syrie), un attentat fait 33 morts et une centaine de blessés parmi des manifestants pro-kurdes.
- **10 octobre :** un double attentat-suicide fait 103 morts parmi des sympathisants pro-kurdes

devant la gare centrale d'Ankara. Il est attribué au groupe Daech.

- **Fin octobre :** Daech revendique la décapitation à Sanliurfa (sud de la Turquie), d'Ibrahim Abdelkader et Farès Hamadi, des jeunes militants syriens.
- **23 décembre :** une attaque au mortier, revendiquée par le groupe des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) (radicaux kurdes), à l'aéroport Şabiha Gökçen à Istanbul fait un mort et un blessé.
- **27 décembre :** le militant et réalisateur syrien Naji Jerf est tué en plein jour à Gaziantep par des assaillants munis d'un pistolet à silencieux.



Turkey blames ISIS for deadly blast in Istanbul



ISTANBUL

Turkey says suicide blast was the work of Syrian sent by Islamic State

BY CEYLAN YEGINSU

An explosion in the historic central district of Istanbul killed 10 people and wounded at least 15 on Tuesday in an attack that the Turkish government attributed to the Islamic State and a Syrian suicide bomber.

All of the dead were identified as foreigners, including eight Germans and a Peruvian. The wounded included nine Germans, along with citizens of Norway, Peru, South Korea and Turkey. The government said a Syrian man born in 1988, who recently entered Turkey from Syria, was the attacker, but did not name him or provide other details of the investigation.

The blast happened about 10:15 a.m. in the heart of Sultanahmet, one of the most heavily trafficked districts in the city, steps from monuments commemorating the three empires — Roman, Byzantine and Ottoman — of which the former Constantinople, now Istanbul, was the capital.

Tuesday's attack, while less deadly than two others in Turkey last year, was arguably more resonant, as it seemed unconnected to Turkish domestic politics and appeared intended to sow fear and damage Turkey's \$30 billion tourism industry, already hurt by a drop in Russian tourism since Turkey shot down a Russian warplane near the Syrian border in November.

The attack could complicate President Recep Tayyip Erdogan's cooperation with the European Union in stemming the flow of Syrian refugees who enter the bloc by way of Turkey.

The bloc, with 28 member nations, has offered 3 billion euros, or about \$3.2 billion, to aid the two million Syrian refugees in Turkey and to slow the exodus. Mr. Erdogan may now face domestic pressure to be less receptive to new refugees, and a greater incentive to turn a blind eye to those seeking to travel onward to Europe.

Already, Turkey has effectively shut its southern border with Syria to new refugees, and last week it instituted new visa regulations for Syrians arriving by air, a decision that stranded hundreds of Syrians at the airport in Beirut.

As the Syrian civil war metastasized over the last five years, Turkey, in its determination to see President Bashar al-Assad of Syria ousted, supported rebel groups, offering its territory as a transit route for fighters and weapons. Turkey has faced heavy criticism from its Western allies, including the United States,



KAYHAN OZFER/TURKISH PRESIDENTIAL PRESS OFFICE, VIA AFP/
President Recep Tayyip Erdogan could face pressure to be less receptive to refugees.

for enabling the rise of the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

Only recently, analysts say, has Turkey seemed determined to clamp down the group, conducting raids against Islamic State cells in Turkey and building a wall on a portion of its border with Syria that abuts territory controlled by ISIS.

Mr. Erdogan's Syria policy has been deeply unpopular among the Turkish public, and Tuesday's attack is likely to make it even less popular. But his party, in an early election in November, secured four more years in power.

Germans accounted for 5.4 million visits to Turkey last year — or about one in six of all visits by foreigners.

"The terrorists are enemies of all free people — indeed, they are enemies of all humanity," Chancellor Angela Merkel of Germany said Tuesday evening in Berlin. "We are close to the people of Turkey with all our hearts," she said, adding: "I mourn for our compatriots."

Sultanahmet, the district where the attack happened, is home to some of Istanbul's most visited monuments, including a Byzantine-era former hippodrome, or racetrack; the Hagia Sophia, a sixth-century Greek Orthodox basilica and now a museum; the Blue Mosque; and the Topkapi Palace, built by the Ottoman sultans.

The explosion happened close to the German Fountain, a gazebo-style structure that commemorates a visit by Kaiser Wilhelm II in 1898. The blast left several bodies around the base of an Egyptian obelisk that was carved around 1490 B.C. and was brought to the city in A.D. 390 by the Roman emperor Theodosius. It was from the Topkapi Palace that the Ottomans, for centuries, oversaw an empire that, at its height in the late 17th century, spanned not only

the Middle East and North Africa, but also southeastern Europe and the Balkans.

"I was in the basement checking the stocks when I heard a huge bang, and the whole building shook," said Fehmi Ozyurt, a local leather vendor. "We all ran out and could see bodies on the floor, but we were too scared to get close in case there was another explosion. We've been through this before in Sultanahmet, so we expect the worst — that it's a suicide bomber again."

Last January, a Russian citizen with possible ties to the Islamic State blew herself up at a police station in the Sultanahmet area, killing an officer.

More than three hours after Tuesday's explosion, a group of waiters stood in shock outside a nearby meatball restaurant.

"I don't know what to say — I guess we were expecting this, but not an explosion this big," said one of the workers, who gave his name only as Ibrahim, his eyes fixed on the Blue Mosque, a renowned early-17th-century landmark.

On a usual day, the restaurant would be bustling with customers, with lines forming outside. But after the explosion on Tuesday, there was barely a visitor in sight.

"Tourism had already dried up after last year's explosion, but after this it's game over," said Ayse Demir, 36, a shopkeeper at a local arts and crafts shop.

"No one is going to risk their lives for shopping and history."

After blast, the German Foreign Office issued a statement warning tourists to stay away from public spaces.

"Travelers in Istanbul are urgently advised to temporarily avoid crowds, even on public squares and outside tourist attractions," the statement said. "One has to continue to expect political tensions, violent confrontations and terrorist attacks across the country."

The German foreign minister, Frank-Walter Steinmeier, called the attack a "barbaric, cowardly act of terrorism." He said at a news conference on Tuesday evening: "For us, these are very difficult hours of sadness and horror. For many years, we Germans have not been hit so hard by terrorism as in Istanbul today."

The explosion was the latest in a string of terrorist attacks in Turkey. In June, two people were killed at a rally in the predominantly Kurdish city of Diyarbakir, in southeastern Turkey.

In July, a 20-year-old suicide bomber with ties to the Islamic State killed more than 30 people at a cultural center in the town of Suruc, also in southeastern Turkey, near the border with Syria.

And in October, suicide bombers hit a lunchtime peace rally in Ankara, killing about 100 people. No one has claimed responsibility for that attack.

Esra Ozyurek, a political anthropolo-

gist at the London School of Economics, said Tuesday's attack did not immediately appear to resemble those three. Many analysts have attributed those attacks to the Islamic State, saying the terrorist network was trying to touch off a civil war in Turkey.

"This bombing is different from the bombings in Diyarbakir, Suruc and Ankara, where Islamic State-affiliated bombers targeted groups of pro-Kurdish or pro-peace citizens who are in opposition to the government," Dr. Ozyurek said. "In this one, the target is unclear."

She added, "This explosion will at the least deeply affect the tourism industry, which was already hurting."

Kristian Brakel, the country director in Turkey for the Heinrich Böll Foundation, said he did not think that the attack would derail the momentum behind the recent agreement on Syria.

"What we've seen over the last month is this rapprochement between the E.U. and Turkey," he said. "Germany is the main driving force behind it, and I think it's very unlikely that this attack will change that."

Tim Arango contributed reporting from Baghdad, Patrick Boehler from Hong Kong, Sewell Chan from London and Victor Homola from Berlin.

International New York Times JANUARY 7, 2016

ERDOGAN CROSSES ANOTHER LINE

With his disturbing comment on Hitler, the Turkish leader continues his authoritarian descent.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey marched across another line last week. Asked about his push for greatly enhanced executive powers, he told reporters that there was a precedent in "Hitler's Germany." Those were shocking words from a world leader, especially one who heads an ostensible democracy and a member of NATO. Once the international condemnations poured in, Mr. Erdogan's office tried to backtrack, claiming that his remarks were "distorted by media outlets."

But Mr. Erdogan had already built a disturbing record as an authoritarian leader willing to trample on human rights, the rule of law and political and press freedoms. Since coming to office more than a decade ago, he has used his powers as prime minister and then president to crack down on the media, labor unions and other critics.

Increasingly, many of the worst fears about how he might behave after his conservative and nationalistic Justice and Development Party, the A.K.P., won a crucial election in November have been confirmed. Even before the voting, in an effort to rally support, Mr. Erdogan resumed his war against militant Kurdish separatists, the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., by exploiting the group's reckless decision to break a two-year-old cease-fire. He is also going after the Peoples' Democratic Party, or H.D.P., which got enough votes to qualify for seats in Parliament.

The Kurdish-dominated H.D.P. champions Kurdish political rights but is not involved in the fighting.

Turkey's allies, America and Europe, have been disgracefully acquiescent as the army brutally pounds Kurdish targets in the country's southeast region. Like Turkey, the United States and Europe consider the P.K.K. a terrorist group. Before fighting resumed, Mr. Erdogan had made progress in negotiating a peace agreement with its top leader, Abdullah Ocalan, who is serving a life sentence. More recently, however, his prime minister, Ahmet Davutoglu, dismissed the H.D.P. as an extension of the militants and has refused to hold talks with its political leaders until they prove themselves "a serious and genuine political party."

If Mr. Erdogan wanted a sustainable peace, he would work with the H.D.P. Instead, he seems determined to crush the Kurds in the political arena as well as on the battlefield by accusing an H.D.P. leader, Selahattin Demirtas, of treachery for calling for self-rule for Kurds.

Some P.K.K. members qualify as terrorists and should be dealt with firmly. But most of Turkey's Kurds just want to live in peace, and their desire for a degree of self-governance should be answered at the negotiating table.

Mr. Erdogan has fallen far from the days when he could be regarded as a respected leader of a Muslim-majority democracy and a trusted partner in the region. ●

Editorial

Iraq and the Kurds Are Going Broke

By THE EDITORIAL BOARD
 JAN. 13, 2016
<http://www.nytimes.com>

Iraqi and American officials leading the military campaign against the Islamic State now have to wrestle with a challenge that has the potential to change battlefield fortunes: the slumping price of oil.

The semi-autonomous Kurdistan Regional Government in northern Iraq, an oil-producing region, has racked up \$18 billion in debt, which has imperiled its ability to pay state workers and security forces. This is especially worrisome since Kurdish security forces have been instrumental in rolling back the Islamic State's advances.

The government in Baghdad, meanwhile, is scrambling to avoid a budget shortfall this year. Iraqi officials last year obtained a \$1.7 billion loan from the World Bank and reached an agreement with the International Monetary Fund that will allow it to obtain additional loans.

Baghdad is seeking to renegotiate with international energy companies new terms for oil contracts, which have become less advantageous for Iraq as the price of oil has crashed. And it is seeking a \$2.7 billion loan from the United States to acquire military equipment.

Iraq's budget problems have rightly alarmed officials in Washington. While there is

little appetite to bankroll a country where so much American money has been wasted and pilfered since the ill-conceived 2003 invasion, Iraq's economic problems must be addressed. If they are to worsen, more Iraqis will almost certainly join the tide of refugees leaving the Middle East and the government will have a harder time rebuilding areas that Iraqi security forces have wrested back from Islamic State control.

"We're asking our partners and allies to increase their military aid," Lukman Faily, Iraq's ambassador to the United States, said in an email. "Iraqis are willing to do the fighting on the ground, so it would not be unreasonable to expect the international community to provide us with the military and logistics support to effectively wage this war."

Cash handouts like those America has provided over the years in Iraq and Afghanistan should be out of the question. But the United States could well offer the Iraqis technical advice and help the government secure access to credit from international institutions.

The International Monetary Fund agreement forces Iraq to adopt reforms that will be healthy in the long run. These include measures and policies intended to wean the country from its near-absolute reliance on oil, and slashing wasteful spending by senior government officials. Iraq is also contemplating sensible measures it has long resisted, including fighting corruption, thinning its bloated state payroll and overhauling its taxation system. "In some ways, our economic chal-



Unemployed men on the outskirts of Erbil, Iraq. Credit Alice Martins/Associated Press

lenges are an opportunity for us to get our house in order," Mr. Faily said.

Every weekday, get thought-provoking commentary from Op-Ed columnists, The Times editorial board and contributing writers from around the world.

Baghdad also must address the financial strains on the Kurdistan Regional Government. The Kurdish region, which includes three provinces, received a percentage of Iraq's national budget until 2014, when Baghdad cut it off as part of a long-running dispute over oil revenue from fields in the north.

Desperate to pay salaries, officials in Iraqi Kurdistan have seized deposits at two branches of Iraq's central bank, a problematic and unsustainable course. Still, the government has been unable to pay state workers on time.

Brokering a compromise to the budget dispute between the Kurdish region and Baghdad won't be easy, because a broader fight over oil revenue in the north remains unresolved. But the United States and the international organizations that are stepping in to ease the budget crunch have significant leverage over the parties now. Allowing the dispute to drag on will make it harder to solve and give Islamic State militants breathing room. ■

Bloomberg

January 13, 2016

Cash-Strapped Iraqi Kurds to Start Gas Exports to Turkey in 2016

Khalid Al Ansary and Bruce Stanley
 January 13, 2016
<http://www.bloomberg.com>

- PIPELINE TO START SHIPPING NATURAL GAS TO TURKEY BY YEAR END
- KURDISH GAS TO GIVE TURKEY ALTERNATIVE TO IMPORTS FROM RUSSIA

Iraq's Kurds will start building their first natural gas pipeline next month to export the fuel to Turkey, a project that would bring the self-governed region closer to economic independence.

The link will transport gas from the Khor Mor and Chamchamal fields in northern Iraq's Kurdish enclave, first to Turkey and later to Europe, Bewar Al-Khinsi, an economic adviser to the Kurdistan Regional Government, said in a phone interview. The KRG will begin shipping 10 billion cubic meters a year by the

end of 2016 and double the volume to 20 billion by 2020, he said.

"The pipeline will be a source of revenue for the KRG and a step to help Turkey overcome a gas crisis that may arise" as a result of Turkey's soured relations with Russia, an important gas supplier to the Turks, he said.

The KRG is struggling to pay its bills, including money owed to foreign energy companies including DNO ASA and Genel Energy Plc. A 35 percent collapse last year in the price of Brent crude is adding to strain on

➤ KRG finances at a time when the regional government must also pay the cost of fighting against Islamic State militants that control parts of northern Iraq. The country's Kurds have long chafed against control by Arab-led governments in Baghdad, and gas exports would enhance their financial self-sufficiency.

KURDISH RESERVES

The Kurdish region could hold as much as 200 trillion cubic feet of natural gas reserves, or about 3 percent of the world's total deposits, according to the website of the KRG Ministry of Natural Resources. It also

holds 45 billion barrels of crude oil reserves -- equivalent to almost a third of the deposits in the rest of Iraq, according to BP Plc data. Turkey offers the sole route to market the expanding Kurdish oil industry.

Turkey will help pay for the 831-kilometer network, which will run parallel to an existing oil pipeline, and Ankara-based Botas Boru Hatlari Ile Petrol Tasima AS will build it, Al-Khinsi said. The 181-kilometer section inside Kurdish territory will cost an estimated \$750 million, he said. The project is the result of an agreement that the KRG and Turkey reached in 2013 to build two pipelines, one for oil and

another for gas.

Dana Gas PJSC, a United Arab Emirates-based energy company operating in Kurdish Iraq, holds a 40 percent stake in both the Khor Mor and Chamchamal fields through its Pearl Petroleum Co. venture, according to Dana Gas's website. All gas produced in the Kurdish region is currently sold locally, and the company wants eventually to sell fuel to Turkey and Europe, Dana Gas Chief Executive Officer Patrick Allman-Ward said Tuesday in Abu Dhabi. ●

Kurdish officials say they're facing financial crisis

By DEB RIECHMANN / Associated Press
January 14, 2016

WASHINGTON (AP) — Iraqi Kurds, who field one of the most effective ground forces fighting Islamic State militants, are urgently asking the U.S. to help ease their budget crisis made worse by slumping oil prices and 1.8 million people who have fled fighting in Iraq and Syria.

Officials from the Kurds' semiautonomous region of northern Iraq told The Associated Press on Thursday that without help from the U.S. or its allies, the Kurds' fighting force, known as the peshmerga, will be hampered in their fight against IS.

"Sustaining this costly war against ISIS, caring for 1.8 million refugees and displaced persons with the current drop in oil prices are not things that we can sustain," Falah Mustafa Bakir, who heads the Kurdistan Regional Government's foreign relations department, said in an interview with the AP, noting that the peshmerga have not been paid salaries since August 2015.

Bakir, Bayan Sami Abdul Rahman, Kurdistan Regional Government's representative to the United States, and other Kurdish officials are meeting with U.S. officials at the White House, Pentagon, State Department and Congress.

Bakir said he was asking the Pentagon to help cover expenses of the Kurdish fighters, who with the backing of U.S.-led airstrikes have retaken significant territory from IS in northern Iraq.

It costs about \$2 billion a year to pay the

essential expenses and salaries of the Kurdish fighters, he said.

The Kurds, who have their own government in Iraq's semi-autonomous north, hope the State Department or USAID could offer Kurdistan money to provide assistance to the refugees and Iraqis displaced by the war, which the World Bank has estimated to cost \$1.4 billion.

"Nobody has said yes, but there are sympathetic," Bakir said. "They are taking this issue seriously, trying to see how and what kind of help they will be able to offer."

Col. Steven Warren, chief spokesman for the U.S. military in Baghdad, said that the U.S.-led coalition allocated more than \$2.3 billion to Iraq to train and equip more than 16,000 Iraqi security forces and provide equipment to the peshmerga.

In a visit last month to Kurdistan, Defense Secretary Ash Carter said the next major shipment to the Kurds, which is slated for late February and early March, will include two brigades' worth of equipment to help recapture the Iraqi city of Mosul from IS. "Our equipment is going to make that possible," Carter said.

Denise Natali, an expert on Iraq at the National Defense University, said the Kurds need to be applauded for fighting IS and caring for hundreds of thousands of refugees. But she said internal reforms are needed because fiscal mismanagement, corruption and government bureaucracy are also at the root of some of Kurdistan's financial woes.

"Some of this is their own doing," she said, adding that some financial problems predate the fight against IS. "They made bil-



Falah Mustafa Bakir, head of the Kurdistan Regional Government's foreign relations department, answers a reporter's question during a Newsmaker interview with The Associated Press in Washington, Thursday, Jan. 14, 2016. Officials from the Kurds' semiautonomous region of northern Iraq told The Associated Press that without help from the U.S. or its allies, the Kurds' fighting force, known as the Peshmerga, will be hampered in their fight against IS. (AP Photo/J. David Ake)

lions of dollars. Where did all the money go?"

In December 2014, the Iraqi government reached a deal with the Kurds to exchange oil from the autonomous region for a nearly 20 percent share of the national budget. The agreement stipulated that the Kurdish government would release 550,000 barrels of oil every day to the Iraqi oil ministry.

In exchange, the Kurds were to receive the 17 percent share of the national budget allocated to their region, plus installments of as much as \$1 billion to boost the capabilities of peshmerga fighters battling IS. Bakir said that earlier in 2014, Baghdad cut the stake earmarked for the Kurdish region. The Iraqi government in Baghdad says it cut the money after the Kurds began transporting oil from fields inside the autonomous zone directly to Turkey. ◆

La Turquie sous la menace d'une guerre civile

Attentat kurde contre la police turque, six morts

De notre envoyé spécial à Diyarbakir, Quentin Raverdy - le 14/01/2016
Le Point.fr

Il était aux environs de 23 h 30 (heure locale), mercredi soir, quand une lourde explosion a frappé le commissariat de police de la ville de Çinar, dans la province de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, une région à majorité kurde. Selon le gouverneur local, il s'agirait d'une attaque à la voiture piégée, visant les bâtiments des forces de l'ordre ainsi que les lotissements où vivent leurs familles. Le bilan provisoire fait état de 6 morts (dont un policier) et d'environ 39 blessés. Parmi les victimes, on compterait deux proches de policiers tués par la déflagration et trois civils (des enfants, selon les autorités) ayant péri dans l'effondrement d'un bâtiment proche du commissariat.

Toute la nuit, sur les télévisions kurdes et sur les réseaux sociaux, les photos de l'attentat ont tourné en boucle. Si l'attaque n'a pas encore été revendiquée, les autorités locales et les médias turcs, eux, accusent directement les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, bête noire d'Ankara depuis 30 ans.

Juste après l'explosion, plusieurs combattants kurdes auraient ouvert le feu, à l'arme lourde, sur les bâtiments de la police, rapporte le gouverneur de Diyarbakir, tout en précisant qu'aucune victime n'était à déplorer. Pour l'heure, la ville de Çinar est entièrement bouclée par les forces de l'ordre.

Simultanément à cette attaque, les réseaux sociaux ont rapporté durant toute la nuit des attaques sporadiques à travers les régions majoritairement peuplées par des Kurdes, sans qu'il soit pour l'heure possible de vérifier toutes ces informations. Au matin, les mesures de sécurité ont été renforcées à travers tout le Sud-Est. Et dans les villes, les patrouilles de véhicules blindés se sont multipliées.

DES MILLIERS DE VICTIMES EN 2015

Cette attaque meurtrière renforce un peu plus le climat d'extrême tension qui règne actuellement à travers toute la Turquie. En effet, mardi, un kamikaze, lié à l'organisation État islamique, selon les autorités turques, s'est fait exploser en plein cœur du quartier de Sultanahmet, lieu très prisé des touristes qui viennent chaque année par millions pour admirer la Mosquée bleue et la basilique Sainte-Sophie. Bilan : 10 Allemands tués et une dizaine de blessés.

Un climat de tension d'autant plus prégnant



Six personnes ont été tuées et 39 blessées jeudi dans le sud-est de la Turquie dans un attentat à la voiture piégée attribué aux rebelles kurdes

dans le sud-est de la Turquie, après l'éclatement, en juillet, du cessez-le-feu entre le PKK et Ankara qui met fin à deux années de relative paix. Depuis, rebelles et forces de sécurité se livrent une lutte sanglante. Selon le président turc, Recep Tayyip Erdogan, en 2015, plus de 3 000 membres du PKK ont été « éliminés ». Du côté de la police et de l'armée, plus de 200 personnes sont mortes.

LES CIVILS EN OTAGE

Et de nouveau, les populations civiles se retrouvent otages de ce conflit vieux de 30 ans, qui a déjà coûté la vie à plus de 40 000 personnes. En effet, pour venir à bout de l'organisation rebelle (inscrite sur la liste des groupes terroristes par l'Union européenne et les États-Unis) désormais solidement enracinée dans les zones urbaines, les autorités turques placent une à une les cités kurdes sous couvre-feu, espérant purger le Sud-Est des combattants du PKK et des YDG-H (Jeunes combattants urbains). Les civils se retrouvent ainsi pris au piège, terrés chez eux, vivant au rythme des pénuries d'eau, d'électricité et de nourriture, dans des villes fantômes où les hôpitaux, les écoles et les magasins sont à l'arrêt.

Selon la Fondation pour les droits de l'homme de Turquie (TIHV), depuis août, 58 couvre-feux ont été décrétés dans 7 villes et 19 districts du Sud-Est. Plus de 160 civils y auraient perdu la vie. Quatre-vingt, rien qu'au cours du dernier mois. Symboles de ce Sud-Est assiégé : les villes Cizre et Silopi dans la province montagneuse de Sirnak – un bastion historique du PKK – à la frontière avec l'Irak entrent ce jeudi dans leur 31^e jour de couvre-feu. Plus de 10 000 membres des forces de sécurité ont été déployés sur le terrain. Et en un mois, 300 membres du PKK et des YDG-H ont été neutralisés et des centaines d'autres arrêtés, a annoncé le ministère de l'Intérieur turc.

« LE SILENCE DE L'EUROPE »

Et là aussi, rien n'est épargné aux civils. À Cizre, 73 % de la population est bloquée par le couvre-feu. Déjà un habitant sur cinq a fui la ville. Pour les autres, c'est le « chaos », dénonce le député du HDP (parti pro-kurde) Faysal Sariyildiz. « Je suis à l'intérieur de la ville, l'État agit avec sauvagerie ici. Plus de 40 civils ont perdu la vie, il y a une centaine de blessés. Des milliers de personnes souffrent de la faim, des centaines de maisons sont totalement détruites. » Et l'élu de dénoncer l'absence de réaction des Occidentaux : « Le silence de l'Europe nous tue. »

Un constat que partagent bon nombre de Kurdes à travers le Sud-Est. Pour eux, l'accord trouvé fin novembre entre l'Union européenne et la Turquie d'Erdogan, pour freiner le flot de migrants syriens vers le Vieux Continent, est un pacte avec le diable. « L'Europe s'inquiète principalement de voir les migrants débarquer sur son sol. Pour éviter cela, elle est prête à traiter avec Erdogan », explique, découragé, un combattant kurde des YDG-H, rencontré dans les ruelles de Sirnak. Et le jeune homme de reprendre, sous le regard attentif de ses camarades : « En échange, l'UE ferme les yeux sur ce que fait la Turquie ici. »

Et la situation ne devrait faire qu'empirer, à l'approche du printemps, expliquent les habitants de Sirnak. « Si le gouvernement refuse de négocier, à la fin de l'hiver avec la fonte des neiges, le PKK lancera une vaste opération », parie un enseignant de la ville. Et comme un signe annonciateur, mercredi après-midi, interviewé par un média kurde, le numéro 2 de l'organisation, Murat Karayilan, menaçait : « Le conflit est en train d'évoluer vers une guerre civile. Et tout le monde doit savoir que le sang de nos femmes, de nos enfants, de nos jeunes ne continuera pas à couler sur le sol. Nous vengerons les civils assassinés. » ■

Sur le front de Mossoul, les pechmergas face aux « fantômes » de Daech



Un pechmerga monte la garde dans le poste avancé sur le front de Mossoul, à l'aube du samedi 9 janvier dernier. EMILIE Malfatto pour Le Figaro

EMILIE Malfatto
ENVOYÉE SPÉCIALE AU KURDISTAN IRAKIEN

LE PICK-UP patine dans la boue. La plaine de Ninive est détrempée, transformée en immense champ de fange où les véhicules dérapent, s'embourbent. La main crispée sur son levier de vitesses, le soldat s'impatiente. « Allez, nous laisse pas tomber maintenant ! » A chaque cahot, un bruit sourd derrière le siège du conducteur. Sa kalachnikov, qui brinquebale. « Si tu passes cette flaque, je t'emmènerai au car-wash. Promis. » Quand on est pechmerga contre Daech au milieu de l'hiver irakien, mieux vaut avoir de l'humour.

Si la voiture lâche ici, prévient-il, ça sera embêtant. Sur le front de Mossoul, quelque part entre Telesqof et Hatarah. Sur la gauche, des points brillent dans la nuit. Les positions djihadistes. En face, au loin, un poste pechmerga juché sur une butte couverte de boue. Le pick-up parvient laborieusement à l'atteindre. Les phares attrapent des chiens hagards et éblouis. Certains se lancent à la poursuite du 4x4 en aboyant. Un homme en treillis, bonnet enfoncé sur les oreilles, kalachnikov à l'épaule, sort de la nuit. Il vérifie les identités puis indique la route de droite, plus praticable que celle de gauche, pour rejoindre la base principale située dans un village désert - à quelques minutes de route en temps normal. Mais il pleut depuis plusieurs jours et seuls deux véhicules pechmergas sont désormais capables de traverser le champ de boue. En cas d'attaque djihadiste, les renforts mettront longtemps à arriver.

Après un été brûlant à plus de cinquante degrés, les soldats du gouvernement régional du Kurdistan irakien passent un deuxième hiver au front. « L'hiver est beaucoup plus dur que l'été », juge Hajj Mohammed, un vieux pechmerga qui, après avoir vu « toutes les guerres qu'à connues ce pays », juge que celle-ci est la pire. « Les routes sont quasiment impraticables et les nuits sont plus longues », explique le commandant du front, Sirwan Sarhad, 38 ans. Or c'est la nuit que se trouve le vrai danger : les djihadistes attaquent généralement à la faveur de l'obscurité. Au coucher du soleil, les journalistes sont systématiquement escortés loin du champ de bataille, sécurité oblige. Mais ce soir, le commandant s'est fendu d'une entorse au règlement. A condition de rester à l'abri - dans une sorte de minibunker aménagé devant la base - en cas de bombardements.

« Je ne sais pas pourquoi on dit que les avions français font de bonnes frappes, mais tout le monde le dit »

SIRWAN, LE COMMANDANT DU FRONT

Ce soir, les Kurdes sont en alerte. En face, à deux kilomètres, les djihadistes ont massé des renforts - plusieurs véhicules - dans le village qui leur sert de base avancée. L'information vient d'un « indic » de l'intérieur. Une taupe. Les pechmergas n'en diront pas plus. Ils se rassemblent sur le toit de la maison transformée en poste fortifié - sacs de sa-



bles, abris aux auvents de tôle. Peut-être qu'« ils » vont attaquer. L'ambiance est silencieuse, tendue. Impressionnante. Le village pechmerga et le village djihadiste se font face dans la nuit. Des chiens hurlent à la mort au loin, comme exprès. Un soldat scrute la plaine avec des jumelles de vision nocturne, les seules dont dispose l'unité. Une des optiques est cassée. Dans l'autre, Ninive apparaît, verdâtre, spectrale. Les creux et bosses du terrain amplifiés par la vision nocturne. Rien ne bouge pour l'instant.

Un grondement sourd, comme un roulement de tonnerre métallique, s'approche, enfle et emplît le ciel. Les avions de la coalition. « On les a prévenus qu'il y avait du mouvement en face », explique Sirwan. Sous son bonnet vert, les traits sont taillés

à la serpe, les yeux inclinés, étirés. « S'ils voient quelque chose, ils frapperont. » Les avions sont invisibles dans cette nuit très noire mais le bourdonnement ne cesse pas. Réconfortant et sécurisant. Une pluie glaciale se met à tomber. Les bottes de caoutchouc blanc - comme des bottes de boucher - des soldats clapotent dans les flaques du toit. Partout, cette boue claire et crémeuse qui s'infiltré partout.

Pour préserver un espace où dormir, les hommes ont installé une démarcation de parpaings devant les portes des deux chambres auxquelles on accède directement de l'extérieur. Chaussures, bottes et claquettes en plastique sont laissées dehors. À l'intérieur, il fait bon. Le sol est couvert de tapis, des matelas très fins servant à la fois de lits et de banquettes courent le long des murs. Une télévision est branchée. Quelques hommes sont assis.

Et soudain, boum. Un vrai « boum », sourd, puissant. Les fenêtres tremblent. Une frappe aérienne sur Daech. « C'est bon, on va pouvoir dormir tranquilles maintenant », rigole Sirwan. On monte voir sur le toit. C'est sûrement les Français qui ont fait la frappe, disent les hommes. Une rumeur, sorte de légende entendue sur tous les fronts pechmergas : les avions français font de « bonnes » frappes. Les meilleures de la coalition. Sirwan hausse les épaules. « Je ne sais pas pourquoi on dit ça, mais tout le monde le dit. »

L'atmosphère s'est détendue. Le commandant s'affale dans l'unique fauteuil de la pièce. Quelques hommes mangent des graines de tournesol. Dans un coin,

un soldat est penché sur son iPhone, absorbé par un jeu. Il joue à la guerre avant de monter la faire en vrai. D'autres s'installent pour la nuit. Les soldats vont se relayer pour les tours de garde, par binômes, avec relève toutes les heures. Un jeune homme a écopé du tour de 2 heures du matin, il va dormir un peu en attendant. Il se couche à même le sol sous une couverture violette, kalachnikov à son côté.

La pièce s'apaise peu à peu. À la télévision, Bruce Willis casqué hurle des ordres dans un film de guerre américain, son baissé. Les radios militaires crachotent. Le tic-tac de la pendule emplit la pièce, puis les ronflements. Un vieux pechmerga parle dans son sommeil. Régulièrement, un soldat se lève pour aller prendre son tour de garde, un autre se couche. La nuit est longue. Il ne se passera plus rien.

À l'aube, un peu après 6 heures, tout est calme, feutré. Une petite chatte rousse passe en miaulant sur les sacs de sable détremés. Le tonnerre roule au loin. Un pechmerga - laissé seul quelques instants - monte la garde. La plaine de Ninive est fantomatique sous la brume. Les nuages mangent l'horizon. Et partout où se porte le regard, des murs de terre et de boue, des trous, des saillies. Tout est gris ou brunâtre, à peine quelques plans d'une herbe très verte, gorgée d'eau. Une drôle de lumière, à la fois grise et tirant sur le jaune.

La plaine éventrée, écorchée, la terre et la boue, les sacs de sable, la pluie et le froid dans cette guerre devenue guerre de positions, presque de tranchées, évoque

Cette guerre de positions, presque de tranchées, évoque quelque part l'idée qu'on pourrait se faire de la Première Guerre mondiale

quelque part l'idée qu'on pourrait se faire de la Première Guerre mondiale. Sauf que ce matin, tout est très calme. La pluie se met à tomber, quelques gouttes d'abord puis de plus en plus fort, en quelques minutes il pleut à verse. Les soldats s'abritent sous les plaques de tôle. Quelques oiseaux passent dans un lourd bruissement d'ailes.

À l'intérieur, les hommes se réveillent au milieu des armes. Certains dorment encore, l'un d'eux a utilisé son keffieh comme taie d'oreiller. Un autre est étalé à plat ventre devant le radiateur à kérosène. Le danger de l'obscurité est passé. Après le thé et le pain, sec et cassant, du petit déjeuner, chacun reprendra son poste et le lent ennui des journées au front, entre tours de garde et utilisation massive de smartphones. « Ici, on est uniquement en défense », explique Sirwan. La prochaine attaque sera la bataille de Mossoul - dont personne ne semble connaître la date. En attendant, les hommes tiennent. Chaque aube est une petite victoire. ■



20 janvier 2016

Israël: la ministre de la Justice souhaite un Kurdistan indépendant

Par i24news 20/01/2016

La ministre de la Justice israélienne Ayelet Shaked veut aider le peuple Kurde

La ministre israélienne de la Justice Ayelet Shaked souhaite la création d'un Etat kurde qui sépare l'Iran de la Turquie, "celui qui va être amical envers Israël", a-t-elle déclaré à la conférence annuelle de la sécurité INSS à Tel-Aviv.

Bien qu'il existe environ 30 millions de Kurdes au Moyen-Orient, en formant les populations minoritaires en Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, il n'a jamais été question d'un Etat kurde indépendant moderne.



Ayelet Shaked, ministre israélienne de la Justice. photos : Gali Tibbon (AFP)

"Le peuple kurde est un partenaire pour le peuple israélien," dit-elle en soulignant les intérêts communs d'Israël et des Kurdes dans la défaite de la montée de groupes islamistes djihadistes dans la région.

"Les Kurdes sont démocratiques, des

gens épris de paix qui n'ont jamais attaqué aucun pays," a-t-elle souligné, en ajoutant que la coopération économique doit être à la pointe de tous les liens officiels.

"Il est temps pour nous de les aider", a ajouté Shaked.

Israël et le Kurdistan irakien, la seule région kurde semi-autonome, ne disposent pas des relations diplomatiques officielles, mais il y a de nombreuses requêtes pour que la coopération existe entre les deux gouvernements, ainsi que pour les entreprises et l'armée.

En 2014, le Premier ministre Benyamin Netanyahu a exprimé lors de son discours de politique générale son soutien pour un Kurdistan indépendant. Il a salué leur "engagement politique et la modération politique," et a déclaré que les Kurdes étaient "digne de leur propre indépendance." ●

International New York Times

JANUARY 15, 2016

In Syrian town, glimpses of deprivation

BEIRUT, LEBANON

Cut off since the summer by pro-Assad fighters, residents now scavenge

BY ANNE BARNARD AND HWAIDA SAAD

Nisrine kept teaching school for months as the siege tightened around the Syrian town of Madaya, but had to give up a few weeks ago when her students got too weak to walk to class. A local medic has been surviving on the rehydration salts he gives patients, while a business-school graduate picks grass to make soup for his 70-year-old father, consulting shepherds about which ones their long-since-slaughtered flocks liked best.

A dozen women waited anxiously in their doorways one recent evening as an antigovernment activist named Firas trudged slowly up their street handing out small batches of smuggled bulgur wheat.

Firas, though, was in shock. He had taken a meal to the house of Suleiman Fares, 63 and bone-thin, in hopes of saving his life, only to find him already dead. Frustrated, Firas declared that far to the north, rebels allied with those in Madaya ought to resume shelling two pro-government towns — towns full of civilians who are also suffering, tit for tat, a siege from the other side.

"Better to die fighting," he said that night in one of a series of recent telephone interviews, "than to starve."

The people of Madaya and neighboring Zabadani have tried, since the siege by pro-government forces began in July, to keep society functioning and adjust to their surreal new set of dynamics. There is the black market across blockade lines, for instance, and the quiet or unexpected ways this type of warfare can kill: heart attacks, stillbirths, a step on a land mine while foraging for food.

And there is the relentless physical and psychological contraction of their communities, only an hour's drive from Damascus, Syria, and two from Beirut yet sealed off from the outside world.

"I don't go anywhere," said Maleka Jabir, 85, who inherited American citizenship from her father, a World War I veteran, and is too weak from hunger to move much. "I just crumple up and stay in bed."

This portrait of life in Madaya is drawn from interviews with more than a dozen residents, conducted over several months and in recent days by telephone and over the Internet; many



Women and children waited to leave Madaya, Syria, this week. Even after aid agencies brought food and supplies, there is little hope for change in a city trying to function while under siege.



spoke on the condition that they be identified only by first name, for safety. While details of their experiences could not be independently confirmed, international aid workers who have visited the town or been in direct contact with groups on the ground provided accounts that echoed the residents'.

Even now, after aid agencies negotiated to bring in a modicum of assistance on Monday, there is little hope for change: The Syrian government has so far agreed to only two more days of such access, including a new convoy on Thursday, and the United Nations says hundreds of people in Madaya remain in acute need of food and medicine. Khaléd Mohammad, the medical worker surviving on salts, said Ali Awkar, 37, who was from Zabadani and had taken refuge in Madaya, died of malnutrition on Wednesday.

Hanaa Singer, Unicef's top official in Syria, said that she was accosted during

the aid visit to Madaya on Monday by a woman with six malnourished children.

"She threw herself on me and kissed my shoulder and bent down to my hands," Ms. Singer recalled. "She said: 'My 17-year-old son died, of hunger. Please keep the rest of them alive.'"

After nearly five years of civil war in Syria, the United Nations estimates that 400,000 people are trapped behind battle lines by the government, the Islamic State or rival insurgents.

While parts of Homs and the Damascus suburbs have been blockaded for years, Madaya managed to survive relatively unscathed, until last summer.

Madaya and Zabadani lie at the southeastern end of the Qalamoun mountains along Syria's border with Lebanon. Zabadani, where local rebels took control in 2012, became a haven for insurgents driven from other border areas by Hezbollah, the Lebanese Shiite militia allied with President Bashar al-Assad.

Both locals and Hezbollah officials say most of the fighters in Zabadani are affiliated with a Syrian Islamist group called Ahrar al-Sham, and smaller numbers with the more moderate Free Syrian Army and the Qaeda-linked Nusra Front.

Weeks of bombardment last summer by Hezbollah did not dislodge the insurgents. Pro-government forces ramped up pressure by cordoning off Zabadani and Madaya, where many civilians from Zabadani — including Nisrine, the teacher — had taken refuge. Looking for leverage, allied insurgents began blockading and bombarding Fouaa and Kfaryia, two isolated Shiite towns in Idlib Province, in Syria's northwest.

It worked, partly. A cease-fire was

struck in September, but with Russia's new air campaign in Syria, promises to evacuate the wounded and lift the sieges were never carried out. Madaya residents say the siege tightened instead.

Nisrine stopped getting her salary. Her school was bombarded. She sent her own son to school without breakfast, and students began to lose focus.

"How can I ask him to learn, and he's hungry?" she said back in October.

The medical clinic in Madaya was bombed, and thus was moved to a basement. Mr. Mohammad, an anesthesia technician who has been acting as a doctor, said he was overwhelmed with cases he could not properly treat: broken bones, amputations, abdominal wounds. He performed primitive C-sections.

Once, Mr. Mohammad said, medics persuaded Hezbollah guards to allow a 16-year-old boy with a bladder infection to leave for treatment.

"We kissed their shoes," Mr. Mohammad said later.

"We're ready to surrender, but the regime has frozen everything," he added. "I'm asking Bashar's regime to launch a rocket and end our lives."

Hungry women's breast milk began to dry up. Rima, 25, said her newborn died for lack of an incubator.

"I didn't feed him, didn't give him warmth," she said quietly in an interview days after his death. "I only saw him in a photo."

Finding food was getting harder. Aid workers and residents said fighters on both sides profited from smuggling it across the lines. There were bribes to cross checkpoints, price-gouging, and

regular merchants jacking up prices for scarce supplies. Basic goods could cost \$100 a pound.

Before Monday, only one shipment of aid had made it through during the siege; on Oct. 18. But half of the high-energy biscuits in that delivery had expired, making some people sick; the United Nations blamed an error in the loading process in Damascus.

The business school graduate, Hamoudi, who is 27, said his father sometimes refuses to eat, "saving it for us."

"We don't eat in the morning. We save the food until evening," he explained. By food, he referred mainly to water, spices and sometimes grass. "But nowadays there is no more grass," Hamoudi lamented. "The whole area is covered with snow, and some of the grass is bitter."

When a donkey was slaughtered, he

"I know he's hungry, but he doesn't want to say. Even kids are acting like adults. He no longer asks me to bring sweets — just bread."

took home a few ounces of meat, though eating it is prohibited by Islam.

"Starvation is infidel," he explained. "There is no more halal and haram," he added, referring to religiously permitted and prohibited foods. "We're eating everything."

Finally, in December, a few hundred wounded fighters were evacuated from Zabadani, Fouaa and Kfarya. Nisrine's husband, Ahmed, was bused from Za-

badani to Beirut, then flown to Turkey, and from there shuttled into rebel-held Idlib Province.

But most families remained stuck in Madaya, including his wife and son.

More and more, people were dying — 28 since Dec. 1, according to Mr. Mohammad's clinic, which works with Doctors Without Borders. He had resorted to feeding the most endangered children syrupy medicines, for the glucose, further depleting his medical supplies.

Ahmed, the evacuated fighter, said he had recently spoke to his son Abdullah.

"I know he's hungry, but he doesn't want to say," the father said by telephone. "Even kids are acting like adults. He no longer asks me to bring sweets — just bread."

Their neighbors had just slaughtered the last horse in town.

"I know that horse," Ahmed said wistfully.

"I don't know what the regime wants," he added. "We are ready to leave, but they want us to die there."

Ms. Singer, the Unicef official, said that when she arrived with aid on Monday, crowds of children gathered around her in the dark, pleading, "Auntie, auntie, I'm sorry, I'm so sorry, do you have a piece of bread?"

"That's what killed me," she said. "That they were apologizing."

In the food packs were basics like bulgur and oil, a few pounds per person. But not flour. Or bread.

January 15, 2016



15.01.2016 sputniknews.com

The Kremlin has found a new ally in the Kurds during its anti-terrorist campaign in Syria. They are effective in pushing Daesh (ISIS/ISIL) and other terrorist groups out of key areas in Syria, French political journalist Olivier d'Auzon wrote for Le Huffington Post.

Turkey's decision to shoot down a Russian Su-24 bomber in November made Moscow furious; in turn, the Kremlin decided to support Kurdish forces in Syria, d'Auzon said.

According to the author, Moscow allegedly sent arms to 5,000 Kurdish fighters in Afrin.

"Russian military assistance to the Kurds is, without a doubt, part of Russia's response to the actions of the Ottoman Empire [Turkey]," d'Auzon explained, according to Le Huffington Post.

Fighters from the predominantly Kurdish group People's Protection Units (YPG) not only successfully defended their territories from Daesh, but also pushed the jihadists out of a few key areas in northeastern Syria over the past year.

As of late, Russian planes have allegedly helped the Kurds to gain new ground not only against Daesh, but also against other terrorist groups in Syria, d'Auzon said.

Working in coordination with Russian planes, Kurdish forces have advanced into the western part of Afrin. The move has made the Turkish government very uncomfortable, as it threatens to cut a major supply route between Ankara and Turkey-backed rebels in Syria, the Wall Street Journal (WSJ) said.

The installation of Russian S-400 anti-aircraft systems in Syria following the downing of the Russian Su-24 helps Kurdish forces a great deal, as they prevent the Turkish Air Force from bombing Kurdish positions. Without Ankara's airstrikes against them, Kurdish fighters have pushed Daesh from the western bank of the Euphrates River, WSJ said.

An interesting point is that both Washington and Moscow support the YPG. That's why the Kurdish brigade might now have carte blanche to do more than any other group fighting in Syria.

Since the US government isn't doing a great job fighting Daesh in Syria, it has to rely on the Kurds as its primary and most effective partner in the country, WSJ said.

Furthermore, Washington's anti-Daesh campaign is mostly taking place in Iraq, where the US-led coalition focuses most of their airstrikes. The Obama Administration seems to have given Russia freedom of action in Syria, which Moscow is using effectively, Le Huffington Post reported.

REUTERS

Economic "tsunami" undermines war against Islamic State in Iraq - Kurdish Deputy PM Talabani

ERBIL, Iraq - January 16, 2016 -
By Isabel Coles - REUTERS

IRAQ'S KURDISTAN REGION is in danger of being drowned by an economic "tsunami" as global oil prices plunge, its deputy prime minister said, warning it could undermine the war effort against Islamic State.

Four months in arrears and deeply in debt, the Kurdistan Regional Government (KRG), which depends on oil revenue to survive, has been hit hard by oil's slump below \$30 per barrel this week from over \$100 a barrel two years ago.

Even before oil's most recent losses, the autonomous region was unable to meet a bloated public payroll including the salaries of its own armed forces, the peshmerga, which are on the front line against Islamic State.

"The world is focused on the war against ISIS but nobody wins a war bankrupt," Qubad Talabani said in the interview on Thursday, using an acronym for Islamic State. "I think this is something the coalition against ISIS really do need to factor into the equation."

The peshmerga have emerged as a key component of the U.S.-led coalition's strategy to "degrade and destroy" the radical Sunni militants, driving them back in northern Iraq with the help of air strikes.

But Talabani said the economic crisis threatened progress on the battlefield: "The most dangerous impact it can have is on morale. We are getting desertions. People are leaving their posts -- it will increase."

The oil price crash has compounded Kurdistan's economic woes, which began in early 2014 when Baghdad slashed funding to the region to punish it for exporting crude on its own terms in pursuit of economic independence from Iraq.

Then Islamic State overran a third of Iraq, driving more than one million refugees into the region of five million and scaring off foreign investors.

In an effort to tackle the crisis, Kurdistan ramped up independent oil exports last year to more than 600,000 barrels per day (bpd), but at current prices the region is still left with a monthly deficit of 380-400 billion Iraqi dinars (\$717 million).

Asked whether the KRG was calculating it might be better off resuming oil exports under Baghdad's auspices in return for a slice of the revenue from their combined exports of more than 3.8 million bpd, Talabani said it would make little difference.

"I don't think this is a calculation we're thinking of or they're thinking of because it doesn't actually change the equation for anyone."

"At this oil price, a couple of hundred thousand barrels here or there is not going to fix Baghdad's problems and it's not going to fix ours. We have to think of another formula to fix our economic problems".

A deal last year whereby the KRG agreed to export 550,000 bpd of crude through Iraq's state oil marketing firm SOMO in exchange for the reinstatement of its budget share was never properly implemented.

The same arrangement is embedded in Iraq's 2016 budget, but Talabani indicated the KRG did not intend to implement it.

"The fact that the control continues to lie 100 percent with the central government and the lack of clarity with our share of the budget and how it's calculated would restrict us from going along with what's written in the 2016 budget," Talabani said.

"We don't want to rule out a deal, but we want a deal that's fair," he said, adding that it need not entail the KRG exporting oil via SOMO.

"SINKING SHIP"

After the oil-fuelled economic boom it enjoyed in the wake of the U.S.-



Iraqi Kurdistan's Deputy Prime Minister Qubad Talabani speaks during an interview with Reuters in Erbil, January 14, 2016. Reuters/Azad Lashkari

led invasion of Iraq in 2003, the Kurdistan region faces spending cuts and economic reform, and is also looking efforts to raise non-oil revenue.

In December, the KRG cut the allowances of ministers and other officials by as much as 50 percent and eliminated perks enjoyed by senior civil servants, and Talabani said bigger changes were on the way.

"We're not bankrupt yet but if we don't enact structural and actual reforms the current situation is not sustainable," Talabani said.

The reforms will target three main areas: fuel subsidies, the power sector and the public payroll, which costs the region 875 billion Iraqi dinars (\$804 million) per month.

The KRG has already opened up the fuel market to private companies and will consider selling parts of the electricity sector, Talabani said.

"This is a tsunami. Either we react and respond to it or get dragged under. The initial step is to stop the ship from sinking".

The region, which has racked up between \$15-\$18 billion of debt, is also considering ways of raising money abroad such as soft loans, bailouts, pre-payment agreements and monetising assets, including oil infrastructure, Talabani said.

Plans to issue a \$500 million Eurobond were derailed last year by falling oil prices and rising political tensions but could be revived in the future: "We certainly haven't scrapped that idea but it's shelved for now."

NO SIGNS OF RECONCILIATION

Despite recent gains on the battlefield, Talabani said he did not expect an offensive to retake the northern city of Mosul this year: "I don't think the Iraqi armed forces are ready".

The peshmerga will play a role in the offensive whenever it happens, but the Iraqi army must take the lead, he said.

In the meantime, more needs to be done to find a political solution. "I don't see any traction on political reconciliation in Iraq," Talabani said. Compared with a year ago, Sunni disenfranchisement was now deeper and Shi'ite mistrust of Sunni intentions greater, he said.

"All of these are factors that are going to slow down our progress in the war to degrade and ultimately destroy ISIS". ●

(\$1 = 1 088.0000 Iraqi dinars)

Turkey holds 14 academics over petition

ISTANBUL

Scholars signed appeal to end the 'deliberate massacre' of Kurds

BY CEYLAN YEGINSU

The authorities detained 14 scholars on Friday, accusing them of spreading "terrorism propaganda" and of insulting the state after they signed a petition denouncing the military's campaign against Kurdish militants in southeastern Turkey.

Twelve scholars, from Kocaeli University in northwest Turkey, were detained in early-morning raids on their homes, the semiofficial news agency Anadolu reported. Arrest warrants were issued for nine others from the university, and by midafternoon two of them had been arrested.

All 21 scholars were among more than 1,000 academics from 90 Turkish universities who signed a public statement, "We Won't Be a Party to This Crime," that urged the government in Ankara, the capital, to end the "deliberate massacre" of Kurds caught in clashes between the security forces and militants of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K.

The petition angered President Recep Tayyip Erdogan, who denounced the group — and foreign scholars who signed the document, including the linguist and philosopher Noam Chomsky — in a televised speech on Tuesday. Mr. Erdogan accused them of "treason" and of forming a "fifth column" of foreign powers trying to undermine Turkey's national security.

"Unfortunately, these so-called academics claim that the state is carrying out a massacre," Mr. Erdogan said in his speech, which came shortly after a suicide bombing that killed 10 German



POOL PHOTO BY KAYHAN OZER

President Recep Tayyip Erdogan in Ankara. His government has begun a formal investigation of the scholars who signed the petition. If convicted, they face one to five years in prison.

tourists in the historic heart of Istanbul, for which the Islamic State claimed responsibility. "Hey, you so-called intellectuals: You are dark people. You are not intellectuals."

Mr. Erdogan called on Mr. Chomsky and other scholars to visit southeastern Turkey to get a "true picture" of the events taking place there. "They should see with their eyes whether the problem is a violation by the state or the hijacking of our citizens' rights and freedoms by the terrorist organization," he said, referring to the Kurdistan Workers' Party. On Thursday, the government formally began an investigation of the scholars.

If convicted, the academics could face one to five years in jail.

The arrests have deepened concerns over freedom of expression in Turkey under Mr. Erdogan's leadership, and analysts said that the crackdown was

intended to muzzle debate and to curb academic freedom.

"The campaign against academics this week certainly targets a new group and has very serious consequences for academic freedom in Turkey, as well as free speech," said Emma Sinclair-Webb, a senior Turkey researcher at Human Rights Watch.

Prime Minister Ahmet Davutoglu, a political scientist and former university professor, also lashed out at those who signed the petition.

"Being an intellectual and defending democracy is first of all possible by defending democratic methods," Mr. Davutoglu said. "Why are you aligning behind this terrorist organization?"

The United States' ambassador to Turkey, John R. Bass, criticized the arrests, saying they would have a "chilling effect on legitimate political discourse" about the violence in southeastern Turkey.

Turquie: trois policiers tués dans une attaque attribuée au PKK dans le sud-est

AFP

Diyarbakir (Turquie), 18 janvier 2016 (AFP)

TROIS POLICIERS ont été tués et quatre autres blessés dans la nuit de dimanche à lundi dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie lors d'une attaque attribuée aux Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a-t-on appris auprès des services de sécurité.

L'attaque s'est produite dans la localité d'Idil dans la province de Simak, près de la frontière syrienne, vers 23h30 lorsqu'un engin a explosé au passage d'un convoi de la police, a précisé à l'AFP un responsable local s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

Trois policiers grièvement atteints sont décédés des suites de leurs blessures et quatre autres ont été plus légèrement touchés, a-t-il ajouté.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu et de pourparlers de paix, des combats meurtriers ont repris l'été dernier entre les forces de sécurité turques et le PKK.

Ankara a aussi lancé il y a un mois une vaste offensive pour déloger des jeunes partisans des rebelles qui ont érigé des barricades dans plusieurs villes du sud-est sous couvre-feu, notamment à Cizre et Silopi, dans la province de Simak, et dans le district de Sur à Diyarbakir, la grande ville du sud-est.

De nombreux civils ont fait les frais de ces combats, qui ont plongé la région en état de guerre civile.

Plus de 1.200 intellectuels ont signé la semaine dernière une "pétition" pour la paix dénonçant un "massacre" en cours dans ces villes.

Le régime du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a vivement réagi en dénonçant des "traîtres" et engagé des enquêtes judiciaires contre des dizaines de signataires, également menacés de sanctions disciplinaires par leurs universités.

Ces procédures ont suscité de vives critiques en Turquie et à l'étranger, qui ont dénoncé une atteinte à la liberté d'expression.

Terrorisme : la Turquie paie-t-elle le prix de son ambiguïté ?



ANALYSE
Delphine Minoui
@DelphineMinoui

C'était au cœur de l'été 2015. Sur sa page Facebook, à la date du 5 août, Hasna Ait Boulahcen, cousine d'Abdelhamid Abaaoud - planificateur présumé des attentats de Paris -, annonçait son départ pour la Turquie comme d'autres partent en vacances. « *J'ver bientôt aller en Syrie inchallah, bientôt départ pour la Turquie !* », déclarait la jeune Française d'origine maghrébine, finalement tuée le 18 novembre par les forces de l'ordre pendant l'assaut de Saint-Denis. Sa petite phrase sur les réseaux sociaux correspond au refrain favori des aspirants kamikazes et explique pourquoi l'ex-Constantinople a longtemps été rebaptisée « l'autoroute du djihad »... avant d'être frappée en plein cœur, le 12 janvier, par ce même djihadisme qu'elle est accusée d'avoir « ménagé ».

Pressé d'en finir avec son ennemi voisin, Recep Tayyip Erdogan n'a jamais caché, dès le début du soulèvement anti-Assad en mars 2011, son soutien aux opposants syriens, y compris islamistes. Le président turc islamo-conservateur y voit, aussi, d'efficaces combattants contre les Kurdes, dont les ambitions autonomistes dérangent Ankara. Pendant des années, armes et combattants ont ainsi transité à la frontière turco-syrienne (longue de plus de 900 kilomètres), tandis

que les recrues étrangères ont joué à saute-mouton entre les deux pays.

Ces derniers mois, pourtant, les autorités turques - rattrapées par les attentats de Suruç, en juillet 2015, et d'Ankara, en octobre - ont revu leur stratégie. Coups de filets de la police, déploiement de milliers de soldats le long du ruban qui sépare la Turquie de la Syrie, construction d'un mur sur une partie de la frontière... En

Aujourd'hui, en Turquie, il y a plus de journalistes derrière les barreaux que de djihadistes présumés

UN DIPLOMATE EUROPÉEN

parallèle, les contrôles ont été renforcés à l'aéroport d'Istanbul, où des unités spéciales ont été mises en place pour filtrer les présumés djihadistes. Le 6 janvier, la police turque a mis la main sur 148 passeports, européens pour la plupart, et notamment français, transportés par deux hommes suspectés d'appartenir à l'État islamique. D'après l'agence de presse Dogan, ils avaient été camouflés dans cinq mini-four à pizzas.

Les efforts récents de la police turque ont été salués par les chancelleries occidentales, mais sont considérés comme insuffisants. « *Aujourd'hui, il y a plus de journalistes derrière les barreaux que de djihadistes présumés* », remarque

un diplomate européen, en citant le cas de Can Dündar. Le rédacteur en chef du quotidien *Cumhuriyet* est actuellement en prison pour avoir, ironie de l'histoire, enquêté sur une livraison d'armes par les services turcs aux combattants islamistes syriens. Certains observateurs reprochent, aussi, à Erdogan de mener un « *jeu dangereux* » en s'obstinant à vouloir, depuis la reprise des combats, cet été, avec les rebelles kurdes du PKK,

mener deux batailles en une. « *Aux yeux du pouvoir, l'ennemi numéro un reste le PKK, pas Daech* », constate Metin Gurcan, spécialiste

en questions sécuritaires et éditorialiste au journal *Al-Monitor*. Il relève également « *l'ambiguïté persistante du pouvoir turc* », notamment envers certains groupes islamistes syriens, tel Ahrar al-Cham, dont les représentants ont pignon sur rue en Turquie.

Autres sources d'inquiétude : l'existence de « *cellules dormantes* », déjà bien implantées dans le pays, et la popularité croissante de Daech auprès de certains jeunes Turcs. « *Tout un réseau s'est mis en place. Même avec les meilleures intentions du monde, la Turquie aura du mal à l'éradiquer* », remarque Nihad Ali Ocan, un anclen gradé de l'armée turque.



25 JANVIER 2016

Les Etats-Unis auraient installé une base militaire en Syrie

Avec notre correspondant à Beyrouth, Paul Khalifeh le 25-01-2016
<http://www.rfi.fr>

En Syrie, des unités spéciales américaines auraient aménagé un aéroport dans la province de Hassaké, pour soutenir des forces arabo-kurdes locales contre le groupe Etat islamique (EI). La nouvelle circulait déjà depuis plusieurs semaines, elle a été confirmée, ces dernières 48 heures par des médias occidentaux et des sources proches du régime.

Des unités spéciales américaines envoyées en Syrie sur ordre de Barack Obama auraient aménagé un aéroport dans une région appelée Rmeilane, près de la ville arabo-kurde de Hassaké, dans le nord-est de la Syrie.

Se basant sur des photos satellites publiées par le centre de recherche américain Stratfor, spécialisé dans le renseignement, la BBC britannique a rapporté que les GI's ont construit une piste de 1 300 mètres. Le site peut désormais accueillir des hélicoptères et des avions de transport.

Une source militaire syrienne citée par l'AFP indique que les Américains sont en train d'installer une base militaire dans cette même localité. Cette source précise qu'une piste de 2 700 mètres peut accueillir des avions de combat, ajoutant toutefois qu'aucun appareil de ce type ne se trouve encore sur cet aéroport.

Une source du commandement militaire américain a démenti à l'AFP que ses forces aient pris le contrôle d'un aéroport en Syrie. Mais elle a ajouté que l'armée américaine s'emploie en permanence à renforcer le soutien logistique aux unités spéciales présentes sur le terrain dans ce pays.

Cinquante kilomètres plus au nord, ce sont les Russes qui ont récemment pris le contrôle d'un aéroport dans la ville de Qamishli, limitrophe à la frontière syro-turque. ●

L'Iran entame un spectaculaire retour sur la scène internationale

L'entrée en vigueur de l'accord sur le nucléaire, après le feu vert de l'Agence internationale de l'énergie atomique, samedi, a entraîné la levée de la plupart des sanctions imposées à Téhéran.



Le président iranien, Hassan Rohani, dimanche au Parlement, à Téhéran, lors de la présentation du projet de budget annuel de l'Iran. HANDOUT/REUTERS

MAURIN PICARD @MaurinPicard
NEW YORK

DIPLOMATIE « Le premier jour d'un monde plus sûr » : ce samedi, le secrétaire d'État John Kerry n'a pas eu de mots assez forts pour louer le coup de tonnerre diplomatique ayant retenti à Vienne. Pour la première fois depuis un long bras de fer entamé en 2002, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) venait d'annoncer que l'Iran se conformait à ses obligations internationales en matière nucléaire, six mois après l'accord conclu le 14 juillet 2015, entre Téhéran et les grandes puissances.

Le rapport des inspecteurs onusiens ouvre la voie à un bouleversement profond des relations internationales : la levée partielle d'un corset de sanctions économiques internationales à l'encontre du régime islamique, édictées il y a plus de trois décennies puis renforcées en 2012 par les États-Unis et l'Union européenne.

Barack Obama, lors d'une allocution dimanche depuis le Bureau ovale, s'est félicité de « la fenêtre d'opportunité unique » créée par cette « relation directe et prolongée avec le gouvernement iranien, permettant pour la première fois depuis des lustres de résoudre des problèmes majeurs ». « Nous avons accompli ce progrès historique par le biais de la diplomatie, et ce sans déclencher une autre guerre au Moyen-Orient », a ajouté le président démocrate, dans une pique évidente à l'en-



BARACK OBAMA

« Nous avons condamné tous les chemins menant à la bombe pour l'Iran »

contre de son prédécesseur George W. Bush, qui en 2002 faisait de l'Iran un pilier de son « axe du Mal ».

Face à une opposition républicaine hostile envers cette normalisation des relations bilatérales et solidaire d'Israël, il démontre que la stratégie lancée à son arrivée à la Maison-Blanche sept ans plus tôt, lorsqu'il appelait l'Iran à « desserrer ses poings », était la bonne. À plus court terme, il marque des points en obtenant la libération de quatre prisonniers américains détenus dans la sinistre prison d'Evin, près de Téhéran. Les détracteurs d'Obama dénonçaient jusqu'ici cette Administration démocrate si velléitaire qu'elle négociait un accord nucléaire avec un pays retenant sans vergogne plusieurs otages américains.

Sur le fond, le plus dur reste à faire : Téhéran doit montrer patte blanche pour les dix années à venir, en éliminant 98 % de son stock d'uranium enrichi ; en se contentant d'enrichir l'uranium à un taux « civil » maximum de 3,67 % ; en démantelant son réacteur à eau lourde afin qu'il ne puisse jamais produire de plutonium ; en détruisant 13 000 de ses

centrifugeuses ; et en ratifiant le « protocole additionnel » au traité de non-prolifération (TNP), qui autorise l'AIEA à « mener des inspections renforcées et inopinées ».

Là se trouve sans doute le test ultime pour les dirigeants modérés iraniens, qui devront s'assurer que les ultraconservateurs s'abstiennent de faire capoter le fragile édifice. « Nous serons vite fixés, glisse Dennis Ross, ancien sherpa de la diplomatie Obama. Si le Conseil des gardiens de la Constitution autorise la participation des candidats considérés comme proches de Rohani et les plus pragmatiques aux élections parlementaires à venir en Iran le 26 février prochain, cela nous dira quelque chose. S'il les retoque, cela nous dira aussi quelque chose. » Washington espère par ailleurs que le vent réchauffant les relations avec l'Iran viendra souffler sur les négociations de paix sur la Syrie appelées à reprendre le 25 janvier. Une attitude butée des diplomates iraniens à Genève, là aussi, « dirait quelque chose ».

Traité de « Candidate » face à de roués « marchands de tapis » iraniens qui auraient tôt fait de réinjecter les liquidités débloquées dans le Hezbollah libanais et le régime syrien de Bachar el-Assad, Obama conserve encore la main : en signant un décret exécutif dès samedi sur la levée partielle des sanctions, il se prémunit en cas de trahison iranienne. Les entreprises américaines et leurs filiales étrangères sont toujours strictement in-

terdites de traiter avec une longue liste de sociétés et d'individus iraniens, « blacklistés » du fait de leur implication dans les activités de terrorisme, de prolifération nucléaire ou balistique. Si Téhéran, en outre, venait à violer ses engagements vis-à-vis de l'AIEA, il suffirait au président démocrate de biffer d'un trait de stylo le décret exécutif pour rétablir les sanctions tout juste abolies. « Nous avons maintenant condamné tous les chemins menant à la bombe pour l'Iran, précisait Obama dimanche. Nous saurons immédiatement si l'Iran rechute (dans ce travers). »

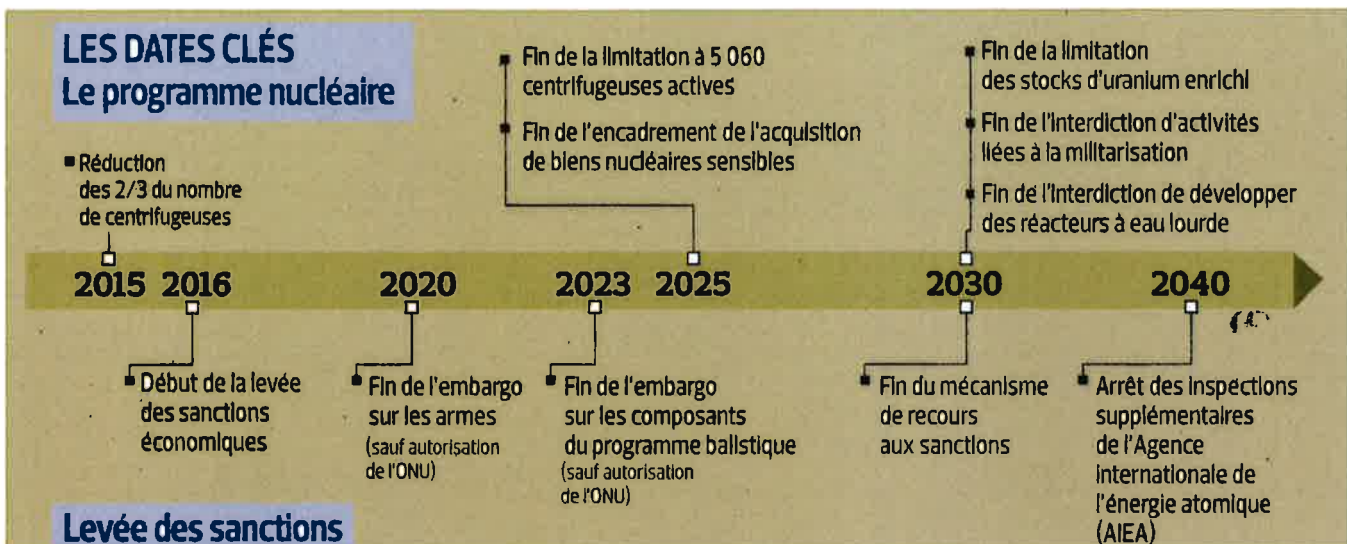
John Kerry a aussi annoncé que les États-Unis vont rembourser à l'Iran un total de 1,7 milliard de dollars de dette et d'intérêts qui remontent à la révolution islamique de 1979 et à la rupture des relations diplomatiques.

Enfin, sitôt le décollage confirmé dimanche matin de l'avion emportant les otages vers les États-Unis, le chef de l'État a montré que la levée des sanctions économiques ne constituait pas un blanc-seing délivré à l'Iran. Et surtout, qu'il pouvait manier la carotte et le bâton aussi savamment que le régime chiite, après la capture éphémère jeudi de dix marins américains dans le golfe Persique : onze institutions et individus iraniens ont été ajoutés à la liste noire du gouvernement américain, pour leur implication dans le programme balistique de Téhéran, dont les progrès et les tirs ré-

cents de missiles de moyenne portée Emad violent de manière flagrante deux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, datant de 2010 et 2015. Ce

programme, confirme Adam Szubin, secrétaire adjoint au Trésor, chargé du renseignement financier et de la lutte anti-terroriste, « représente une menace pour

la sécurité régionale et mondiale, et restera sujet à des sanctions internationales ». Pour un monde vraiment plus sûr, il faudra encore attendre un peu. ■



LE FIGARO lundi 18 janvier 2016

L'Europe parie sur l'aubaine de l'ouverture iranienne

JEAN-JACQUES MÉVEL @jjmevel
CORRESPONDANT À BRUXELLES

LES PÉTROLIERS et les exportateurs, les banquiers et les investisseurs, tout ce que l'Europe compte de capitaines d'industrie défie à Téhéran depuis deux ans pour préparer le grand jour. Cette fois, c'est fait : l'Iran est officiellement de retour sur le marché, avec la levée de sanctions inédites et la fin d'une bonne décennie de quasi-isolement. Au-delà du succès diplomatique, rare par les temps qui courent, et de l'efficacité pour une fois reconnue des sanctions économiques, l'heure est venue de toucher les dividendes. Pour la République islamique, c'est d'abord une aubaine immédiate de 50 milliards de dollars : des avoirs et des fonds bancaires débloqués d'un coup en Occident. Téhéran entend s'en servir sans délai au profit de son industrie.

Pour les Occidentaux et surtout les Européens, l'Iran, ses classes moyennes et son marché de 80 millions de consommateurs impatients sont avant tout « une formidable opportunité et un gisement de croissance plutôt rare » à l'exportation, note le Français Franck Proust, expert du dossier au Parlement européen. Avec une sérieuse réserve : l'UE, et pour cause, a perdu plus des

deux tiers de sa part de marché en dix ans. D'autres ont pris la place : la Turquie, les Émirats et bien sûr la Chine.

Des sanctions sont levées, mais le dispositif demeure partiellement en place. Reste, en partie, la punition que Washington a infligée à partir de 1979, après la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran, puis au nom de la lutte contre le terrorisme international. Sur le volet nucléaire militaire ensuite, les Nations unies, l'UE et les

États-Unis maintiennent le blocage, pour dix ans encore, de tout ce qui pourrait aider l'Iran à violer sa parole (armes conventionnelles, missiles, équipement, etc.).

Enfin, l'ensemble du dispositif levé ce week-end peut être rétabli à tout moment, au premier dérapage. Cela vaut pour les deux secteurs qui étaient les plus touchés par les sanctions : le pétrole et la finance. C'est surtout sur les banques que cette hypothèque va continuer de peser, durant une longue phase d'observation. L'amende record de 8,9 milliards de dollars infligée en 2014 à la BNP, pour ses transactions en dollars au Soudan, à Cuba et en Iran, a laissé des traces. Avant comme après, la justice américaine n'est pas d'humeur à badiner avec les « embargos » financiers.

Ce sont le pétrole, le gaz, voire le nucléaire civil qui

50 milliards de dollars

des avoirs et des fonds bancaires sont débloqués en Occident

ouvrent dans l'immédiat les meilleures perspectives à l'Europe. S'y ajoutent le fret et les assurances maritimes, sortis de la liste noire dès 2014. L'Iran dispose des quatrièmes réserves de brut de la planète et des premières pour le gaz naturel. Ses coûts de production sont faibles. Téhéran risque néanmoins de s'avancer prudemment, disent les professionnels : l'offre est excédentaire, le marché déjà plombé et le prix du baril vient de tomber à moins de 30 dollars le baril, au plus bas depuis douze ans.

Vu du Vieux Continent, l'aubaine va bien au-delà du prix. S'approvisionner en Iran permettrait de diversifier les ressources en énergie, et surtout de desserrer l'étau de la Russie qui fournit encore 1/3 du pétrole et du gaz consommés dans l'UE. Sans surprise, c'est à Téhéran que compte se rendre, dès février, le commissaire européen à l'Énergie, Miguel Arias Canete, pour de premières « évaluations techniques ». ■

Dans le Sud-Est turc, la guerre au quotidien

Dans les villes kurdes, les civils paient le prix fort de la rupture du cessez-le-feu entre l'armée et les rebelles du PKK.



Un poste de police détruit par un attentat attribué au PKK, le 14 janvier près de Diyarbakir. ILYAS AKENGIN/AFP

DELPHINE MINOUI @DelphineMinooui
ENVOYÉE SPÉCIALE À DIYARBAKIR

TURQUIE Au rythme infernal du staccato des balles, elle s'est blottie sur le fauteuil qui longe le mur, suffisamment éloigné de son favori, celui qui jouxte la fenêtre. « Vous voyez l'immeuble d'en face ? L'autre jour, l'éclat d'un tir de mortier a gravement blessé une femme au visage et lui a fauché un œil. Elle prenait son petit déjeuner sur son balcon », souffle Nebahat Akoç, le regard crispé d'angoisse. À la lisière de Sur, le cœur historique de Diyarbakir aujourd'hui métamorphosé en champ de bataille, les locaux de son ONG locale, Kamer, ont pignon sur la guerre. À quelques mètres de là, de l'autre côté des remparts de la ville, soldats turcs et rebelles kurdes du PKK s'affrontent jour et nuit dans le labyrinthe des ruelles escarpées. Un conflit d'un nouveau genre qui - à l'inverse des années 1990 - s'est déplacé des montagnes au cœur des villes du Sud-Est turc à majorité kurde : Diyar-

bakir, Silopi, Cizre... Et qui, selon la Fondation turque pour les droits de l'homme, a coûté la vie à 162 civils - sur un total de quelque 350 victimes - depuis la rupture, cet été, du fragile cessez-le-feu entamé en 2012.

« La nuit, on ne dort plus à cause des explosions »

NEBAHAT AKOÇ, RESPONSABLE D'UNE ONG

« À l'époque, la guerre était quasi invisible. En ville, les escadrons de la mort ciblaient certaines personnalités. Aujourd'hui, elle a contaminé notre quotidien. La nuit, on ne dort plus à cause des explosions. Le jour, dans les quartiers proches de Sur, on rase les murs par crainte de recevoir une balle perdue », poursuit Nebahat Akoç, boucles brunes sur pull-ovér blanc. Sa voix tressaute sous l'impact d'une nouvelle salve d'armes automatiques. Parfois ce sont les tirs d'obus qui résonnent à travers la ville. Sans compter

le grondement des tanks et le ronron des hélicoptères qui volent à basse altitude... Depuis le mois de décembre, l'armée a accentué son offensive, déployant quelque 10 000 soldats et policiers dans le Sud-Est pour déloger les combattants kurdes qui creusent des tranchées, érigent des barricades et plantent des explosifs qu'ils font détonner au passage des convois militaires. À ce jour, quelque 200 000 personnes auraient fui les affrontements - dont plus de 20 000 dans le seul quartier de Sur sur un total de 24 000 habitants.

« C'est une véritable crise humanitaire », déplore l'avocat Neset Girasun, 33 ans, qui condamne un usage disproportionné de la force dont les civils paient le prix fort. Son cabinet, situé non loin de l'épicentre des conflits, est parsemé de posters de son confrère Tahir Elçi. L'ex-bâtonnier de Diyarbakir est tombé, le 28 novembre à Sur, d'une balle dans la nuque lors d'échanges de tirs dans des circonstances qui n'ont pas encore été éclaircies. Il y a trois semaines, Neset Girasun a saisi la Cour européenne des droits de l'homme pour dénoncer l'état de siège imposé depuis dans plusieurs villes du Sud-Est, en s'appuyant sur un cas précis, celui d'Omer Elçi, le frère du défunt, qu'il connaît depuis son enfance. « Mon client vit à Cizre (ville frontalière de la Syrie et de l'Irak, NDLR). Il n'est pas sorti de chez lui depuis plus d'un mois. Là-bas, comme dans certains secteurs de Sur, le couvre-feu est total depuis la mi-décembre. Les habitants sont cloîtrés chez eux nuit et jour. Côté nourriture, ils manquent de tout. Il n'y a plus d'électricité. L'eau fait défaut. Parfois, les gens s'abreuvent à la va-vite dans les caniveaux », dit-il, en appelant à une levée immédiate du couvre-feu dans toutes les villes.

À Silopi, située à une trentaine de kilomètres de Cizre, son appel a fini par être entendu. Ce mardi, les autorités turques y ont annoncé la levée partielle du couvre-feu, après que l'armée eut repris le contrôle de tous les quartiers. Mais dans son bureau protégé par des gardes lourdement armés, Hüseyin Aksoy, le gouverneur de Diyarbakir, refuse d'envisager un retour à la normale dans sa ville tant que le PKK n'aura pas été complètement chassé. « Le 11 décembre dernier, nous avons suspendu temporairement le couvre-feu à Diyarbakir. Dans six quartiers de Sur, 60 % des barricades ont été

« Chaque camp tente de faire une démonstration de force pour revenir à la table des négociations. Mais ils ont brisé la confiance du peuple »

BURU BAYSAL, HOMME D'AFFAIRES

détruites. Mais nos forces ont essayé des tirs et nous avons dû le réinstaurer. Nous faisons face à de dangereux terroristes.

L'État turc est prêt à les combattre jusqu'au bout », prévient-il.

Ses propos font écho à ceux du président islamo-conservateur. Dans ses vœux du Nouvel An, Recep Tayyip Erdogan a promis de « nettoyer » son pays des rebelles du PKK, en se targuant d'en avoir « éliminé » plus de 3 000 en 2015. « Nos forces de sécurité nettoient chaque centimètre des montagnes et des villes des terroristes et vont continuer à le faire », a-t-il lancé. Conscient de l'impopularité de cette vaste opération militaire, Htseyin Aksoy veut rappeler les « efforts » à l'attention des habitants : « Nous avons alloué une enveloppe de 2 millions de livres turques pour venir en aide aux populations déplacées. Nous faisons acheminer des vivres à ceux qui restent bloqués. » Des initiatives qui peinent à convaincre la société civile. Dans une pétition intitulée « Nous ne serons pas complices de ce crime », plus de 1 000 universitaires dénoncent un « massacre délibéré et planifié » en violation « des lois turques et des traités internationaux signés par la Turquie ». Preuve des tensions politiques exacerbées par cette guerre, les professeurs signataires ont été immédiatement

accusés de « propagande terroriste » et d'« insulte aux institutions de la République turque ». Ils sont passibles de poursuites judiciaires.

Tout a basculé à l'été 2015. À Suruç, un attentat imputé à Daech tue 33 personnes. La petite ville à majorité kurde, frontalière de la Syrie, s'enflamme et dénonce le laxisme sécuritaire du pouvoir. Le PKK assassine en retour deux policiers qu'il accuse de coopérer avec l'EI. Très vite, le gouvernement annonce des frappes contre Daech - et dans la foulée contre les rebelles kurdes. Aussitôt, le fragile processus de paix vole en éclat.

Le pouvoir reproche aux combattants, inspirés par l'autonomie croissante des Kurdes de Syrie, d'avoir profité de la trêve pour préparer la guérilla urbaine. Les Kurdes disent avoir été dupés par Erdogan qui, selon eux, a sciemment relancé le conflit pour regagner des voix lors des élections anticipées de novembre dernier. « J'ai l'impression que chaque camp tente de faire une démonstration de force pour revenir à la table des négociations. Mais, le problème, c'est qu'ils ont brisé la confiance du peuple », peste Buru Baysal, remonté contre les deux parties.

Depuis 2012, cet homme d'affaires

kurde était parvenu à faire du cessez-le-feu un argument de taille pour convaincre ses confrères de revenir investir dans sa ville. Après trente ans de conflit - et 40 000 morts -, de nouveaux projets industriels avaient vu le jour. Les hôtels se remplissaient. La vieille muraille de Sur, inscrite au patrimoine de l'Unesco depuis juin 2015, attirait de nouveau les touristes. « Aujourd'hui, je ne compte plus le nombre de magasins qui ont baissé leur rideau de fer et de personnes qui se retrouvent au chômage. C'est mauvais signe pour notre économie », dit-il, désespéré. Le café de Diyarbakir où il donne ses rendez-vous à la nuit tombée est suffisamment éloigné des combats pour qu'un semblant de normalité y flotte dans les rues environnantes : restaurants animés, boutiques allumées, supermarchés ouverts. « Ce n'est qu'un trompe-l'œil », prévient Zeineb, une habituée des lieux. Lors de la très brève levée du couvre-feu, le 11 décembre, sur Sur, à quelques minutes de là, elle est allée constater de ses propres yeux l'ampleur des dégâts. « J'ai vu des maisons éventrées, des façades lacérées de balles. On se serait cru en Syrie », se désolait-elle. ■

Le Parisien

20 janvier 2016

Turquie : Erdogan menace les intellectuels de rétorsion

20 Janv. 2016
www.leparisien.fr

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a averti mercredi les intellectuels qui ont signé une pétition dénonçant la violence des opérations de l'armée dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde, qu'ils paieraient le « prix » de leur « trahison ».

« Alors vous croyez que vous allez pouvoir remettre en cause l'unité de cette nation et continuer à mener une vie confortable grâce au salaire que vous recevez de l'Etat sans en payer le prix ? Cette période est finie », a tonné Erdogan lors d'un discours prononcé devant des élus locaux à Ankara. « Dans un Etat de droit comme la Turquie, des soi-disant intellectuels qui menacent l'unité de la nation n'ont pas le droit de commettre des crimes. Ils n'ont pas d'immunité », a-t-il poursuivi.

Plus de 1200 intellectuels turcs et étrangers ont signé la semaine

dernière une « pétition » pour la paix dénonçant les « massacres » commis par les forces de sécurité turques lors d'opérations en cours contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs villes sous couvre-feu.

« L'ère de la vieille Turquie dirigée par une poignée d'intellectuels est révolue »

Recep Tayyip Erdogan a vivement réagi en les qualifiant de « traîtres » et en les accusant de complicité avec les « terroristes » du PKK. Mercredi encore, il a répété son « mépris » pour les signataires de la pétition. « Vous pouvez taper tant que vous voulez : l'ère de la vieille Turquie, quand tout un pays était dirigé par une poignée de soi-disant intellectuels, est révolue », leur a-t-il lancé.

De nombreuses procédures judiciaires ont été lancées dans tout le pays et plusieurs universités ont engagé des procédures disciplinaires contre les pétitionnaires. La semaine dernière, une vingtaine d'universitaires avaient été brièvement placés en garde à vue par la police avant d'être relâchés.

Ce mercredi, trois autres ont encore été arrêtés et interrogés dans le cadre d'une enquête ouverte par le procureur de Sakarya pour « propagande terroriste » et « insulte à la Turquie et à ses institutions », a rapporté l'agence de presse Dogan. Deux d'entre eux ont été remis en liberté après leur déposition. Tous risquent des peines allant d'un à cinq ans de prison.

Une enquête pénale pour « insulte »

Ces arrestations ont suscité un tollé en Turquie et à l'étranger, où les opposants à Recep Tayyip Erdogan ont dénoncé une atteinte à la liberté d'expression.

Le chef du Parti républicain du peuple (CHP, opposition socio-démocrate), Kemal Kılıçdaroglu, qui a qualifié publiquement à deux reprises le chef de l'Etat de « caricature de dictateur », fait désormais l'objet d'une enquête pénale pour « insulte ». Recep Tayyip Erdogan a en outre déposé deux plaintes civiles contre lui, réclamant deux fois 100 000 livres turques (au total 30 000 € environ) de dommages et intérêts.



Le président a raillé son rival mercredi. « Il devrait avoir honte (...) plus personne ne sait s'il est encore sain d'esprit », a-t-il dit. « Le montant de dommages que je reçois de lui augmente de façon exponentielle », s'est encore amusé le président turc.

Des appels relayés par le Front de gauche

En France, ce sont les milieux d'extrême-gauche qui relaient l'appel à signer par internet la pétition « pour la paix, la démocratie et les droits humains en Turquie » diffusée sur « change.org ». « Au prétexte de la lutte contre le terrorisme, le président turc Recep Tayyip Erdogan mène depuis plusieurs mois une véritable entreprise de terreur et de guerre dans son pays, plus particulièrement dans la région kurde de Turquie », dénoncent les pétitionnaires.

U.S. clears Tehran, then adds sanctions

WASHINGTON

After prisoner exchange, Obama announces curbs linked to missile tests

BY PETER BAKER, DAVID E. SANGER AND RICK GLADSTONE

The Obama administration announced on Sunday that it was imposing new, more limited sanctions on some Iranian citizens and companies for violating United Nations resolutions against ballistic-missile tests. The move came less than 24 hours after the White House lifted broader sanctions against Iran for its nuclear program.

The announcement, which was prepared several weeks ago but delayed by the Treasury Department, was made shortly after a Swiss plane carrying Americans freed by the Iranian authorities departed Tehran. The release of the Americans came a day after Iran and the United States concluded delicate negotiations on a prisoner exchange tied indirectly to the completion of a nuclear agreement.

President Obama on Sunday hailed the agreements with Iran as the beginning of what he hoped would be a new era of constructive relations between the two nations, which have been long estranged over ideology and regional ambitions.

"This is a good day," Mr. Obama said in a televised statement from the White House.

"We have a rare chance to pursue a new path, a different, better future that delivers progress for both our peoples and the wider world," said Mr. Obama, who has staked his political credibility on the opening with Iran. "That's the opportunity before the Iranian people. We need to take advantage of that."

But Mr. Obama vowed to continue monitoring Iran's nuclear program to ensure it does not cheat and said he would work to restrain any aggressive behavior by Iran, including terrorist activity and human rights abuses.

He also noted the new sanctions on those involved with Iran's recent ballistic missile tests, which were conducted in violation of United Nations restrictions, but he did not elaborate or dwell on that dispute.

In a statement, the Treasury Department said it was targeting for sanctions "11 entities and individuals involved in procurement on behalf of Iran's ballistic missile program" and "five Iranian in-



President Hassan Rouhani in Tehran on Sunday. He did not address the prisoner swap.

dividuals who have worked to procure ballistic missile components for Iran."

While the optics of the back-to-back sanctions announcements might seem to suggest that Washington was imposing new measures to make up for those that were lifted Saturday, they are actually nowhere near comparable.

The action taken Saturday allowed Iran to re-enter the world's oil markets; according to some estimates, by the end of the year its exports may increase by a million barrels a day, yielding roughly \$30 million a day in revenue at current prices. Its ships will be able to enter and

leave foreign ports, and its citizens will have access to global financial markets. With a few strokes of a pen, Mr. Obama and Secretary of State John Kerry released more than \$100 billion in frozen funds, mostly from past oil sales.

The new sanctions announced on Sunday are mostly aimed at individuals and some small companies accused of shipping crucial technologies to Iran, including carbon fiber and missile parts that can survive re-entry forces. The sanctions are so focused on those individuals and firms that most Iranians will never feel them, and the amounts are comparatively tiny.

Administration officials had denied that the missile sanctions were being delayed for political reasons.

Mr. Obama also announced Sunday that in addition to the completion of the nuclear deal and the prisoner swap, the United States and Iran had resolved a three-decade-old financial dispute. The United States will return Iranian money held since the hostage crisis of 1979-81 with interest — but far less than Iran had been seeking, Mr. Obama said.

Relatives of three of the freed Americans — Jason Rezaian, Amir Hekmati and Saeed Abedini — expressed joy after getting phone calls from the State Department that their family members were en route to Switzerland and then on to an American air base in Germany



on Sunday. The three men arrived in Geneva, accompanied by Mr. Rezaian's wife, Yeganeh Salehi, and mother.

The fourth American freed in the exchange, Nosratollah Khosravi — whose incarceration had not been reported until the prisoner exchange was announced Saturday — was not on the plane, American officials said. It was not immediately clear why.

Iran's president, Hassan Rouhani, did not address the prisoner swap on Sunday. At a news conference, he said that since the sanctions were lifted, the door had opened for foreign investments in the country, even by American companies.

"They can invest here anytime, but they have their own obstacles to do so," Mr. Rouhani said. He did not comment on whether the lifting of the sanctions after two years of talks with world powers, including the United States, would lead to more cooperation by Iran in Syria. Instead, he promised Iran a new and better future.

The family of Mr. Hekmati, 32, a former Marine incarcerated in Iran longer than any of the others, issued a statement expressing relief that he was out of Iran.

"It is hard to put into words what our family feels right now," the family said.

The family of Mr. Rezaian, 39, the Washington Post's Tehran correspondent, also expressed enormous relief

The sanctions cover "11 entities and individuals involved in procurement on behalf of Iran's ballistic missile program."

after an agonizing 24 hours between when the exchange was publicly disclosed and when they received confirmation that the Americans had left.

Mr. Rezaian was arrested in July 2014 on vague charges that included spying. The Washington Post and news media

advocates around the world defended his innocence and protested increasingly loudly about his case.

"I am incredibly relieved that Jason is on his way home," Mr. Rezaian's brother, Ali Rezaian, said in a statement. "He is a talented journalist, who was simply doing his job fairly, accurately and lawfully."

He added: "Today is an incredible day for all of us."

Naghmeh Abedini, the wife of Mr. Abedini, a 35-year-old pastor from Boise, Idaho, said she had been up all night awaiting the State Department's phone call. "They have finally left Iranian soil!" she said in a text message.

She said she and members of the Rezaian and Hekmati families were planning to meet with their loved ones in Germany over the next few days.

Matthew Trevithick, an American who had been arrested several weeks ago in Tehran, where he was studying Farsi, also was freed to leave the country as part of the negotiations to free the other Americans. Mr. Trevithick's arrest had not been publicly disclosed until the prisoner exchange was announced on Saturday.

The United States released seven Iranians held on sanctions violation charges as part of the prisoner exchange and rescinded international arrest warrants on 14 others.

The Iranian authorities considered the Americans released in the exchange to be Iranian citizens because of their dual nationalities. Publicly, government officials in Iran said they were not legally obligated to afford the prisoners the same rights given to other foreigners

arrested in the country.

The exchange went a long way toward resolving an increasingly emotional side dispute between the two countries, one complicated by a legacy of hostility and mistrust built over the 35 years since the Islamic Revolution and the American hostage crisis in Tehran, where 52 Americans were held for 444 days.

Nonetheless, at least one other American, Siamak Namazi, a business consultant, remained held in Iran. He was arrested in October for unclear reasons. American officials have said they are still working to have him released.

Mr. Trevithick's departure from Iran was handled separately, and he was not on the Swiss plane, his family said.

International New York Times JANUARY 21, 2016

ISIS razed ancient Christian site in Iraq



Left, St. Elijah's Monastery, or Dair Mar Elia, on March 31, 2011, and, right, on Sept. 28, 2014. The complex, near the Iraqi city of Mosul, which was seized by Islamic State militants in June 2014, had existed for more than 1,400 years.

BY STEVEN LEE MYERS

The Islamic State has destroyed one of the oldest Christian sites in Iraq as part of its campaign against ancient sites in the country, according to satellite photographs published on Wednesday by The Associated Press and confirmed by Iraqi officials and historians.

The site, St. Elijah's Monastery, or Dair Mar Elia, stood for more than 1,400 years above a riverbed south of the city of Mosul, which the Islamic State seized from Iraqi forces in June 2014.

The satellite photographs — taken by DigitalGlobe, a private company in Westminster, Colo. — showed that the monastery was razed in late August or September 2014, including the site's square complex of partly ruined rooms and a largely intact sanctuary that dated from the 11th century.

Yonadam Kanna, a Christian member of the Iraqi Parliament, said the destruction was further evidence of the Islamic State's goal of destroying Iraq's Christian identity, calling the site "one of the most historical" in the country.

"Nothing can compensate the loss of such heritage," he said.

The Islamic State has damaged or destroyed scores of historic sites and monuments as part of a nihilistic campaign to eradicate remnants of cultures it considers anathema to its extremist vision of Islam. The sites have included ancient ruins like Nineveh, Nimrud and Jonah's Tomb in Iraq, and Palmyra in Syria, as well as medieval Islamic sites like the tombs of Yahya ibn al-Qasim and Ibn Hassan Aoun al-Din in Mosul.

St. Elijah's was located near the Mosul airport, on land that during Saddam Hussein's rule was part of a military base, putting it off limits to most Iraqis for decades. There were 26 rooms in varying states of decay arrayed around a central courtyard. The 11th-century church at the site had a baptistry, nave and altar that were largely intact, though its walls had cracked enough to let in sunlight and rain.

The outer wall of the monastery complex was damaged during the American invasion in 2003, and the site was briefly turned into a garrison of the 101st Airborne Division, which was commanded at the time by Maj. Gen. David H. Petraeus.

The site remained within the bound-

aries of American military headquarters in northern Iraq, called Forward Operating Base Marez, from 2003 until 2011. Officials working with the State Department's provincial reconstruction team oversaw efforts to preserve the site, while chaplains held religious services there for soldiers serving at the base.

Military engineers built a new roof over the church in 2010, in anticipation of future restoration work, according to Suzanne Bott, who served as a cultural adviser for the State Department in Mosul.

Since the Islamic State seized Mosul in 2014 and the group's declaration of a "caliphate" to govern Syria and Iraq, the militants have driven many Christians out of the city and its environs, along with other ethnic and religious groups like the Yazidis.

Ali al-Nashmi, a historian at Al-Mustansiriyah University in Baghdad, expressed shock at the monastery's destruction. The Islamic State, he said, "wants to eliminate Christianity from Iraq and the Middle East."

Omar Al-Jawoshy contributed reporting.

International New York Times JANUARY 12, 2016

Saudi Arabia's extremism

Mohammad Javad Zarif

The world will soon celebrate the implementation of the landmark agreement that resolves the unnecessary, albeit dangerous, crisis over Iran's nuclear program. All parties hoped, and continue to believe, that the resolution of the nuclear issue would enable us to focus on the serious challenge of extremism that is ravaging our region — and the world.

President Hassan Rouhani has repeatedly declared that Iran's top foreign policy priority is friendship with our neighbors, peace and stability in the region and global cooperation, especially in the fight against extremism. In September 2013, a month after taking office, he introduced an initiative called World Against Violence and Extremism (WAVE). It was approved by consensus by the United Nations General Assembly, giving hope for a farsighted global campaign against terrorism.

Unfortunately, some countries stand in the way of constructive engagement.

Following the signing of the interim nuclear deal in November 2013, Saudi Arabia began devoting its resources to defeating the deal, driven by fear that its contrived Iranophobia was crumbling. Today, some in Riyadh not only continue to impede normalization but are determined to drag the entire region into confrontation.

Saudi Arabia seems to fear that the removal of the smoke screen of the nuclear issue will expose the real global threat: its active sponsorship of violent extremism. The barbarism is clear. At home, state executioners sever heads with swords, as in the recent execution of 47 prisoners in one day, including Sheikh Nimr al-Nimr, a respected religious scholar who devoted his life to promoting nonviolence and civil rights. Abroad, masked men sever heads with knives.

Let us not forget that the perpetrators of many acts of terror, from the horrors of Sept. 11 to the shooting in San Bernardino and other episodes of extremist carnage in between, as well as nearly all members of extremist groups like Al Qaeda and the Nusra Front, have been either Saudi nationals or

brainwashed by petrodollar-financed demagogues who have promoted anti-Islamic messages of hatred and sectarianism for decades.

The Saudi strategy to derail the nuclear agreement and perpetuate — and even exacerbate — tension in the region has three components: pressuring the West; promoting regional instabil-



Saudi Arabia's execution of Sheikh Nimr al-Nimr has escalated tensions with Iran.

ity through waging war in Yemen and sponsoring extremism; and directly provoking Iran. Riyadh's military campaign in Yemen and its support for extremists are well known. Provocations against Iran have not grabbed international headlines, primarily thanks to our prudent restraint.

The Iranian government at the highest level unequivocally condemned the assault against the Saudi Embassy and consulate in Tehran on Jan. 2, and ensured the safety of Saudi diplomats. We took immediate measures to help restore order to the Saudi diplomatic compound and declared our determination to bring perpetrators to justice. We also took disciplinary action against those who failed to protect the embassy and have initiated an internal investi-

gation to prevent any similar event.

By contrast, the Saudi government or its surrogates have over the past three years directly targeted Iranian diplomatic facilities in Yemen, Lebanon and Pakistan — killing Iranian diplomats and locals. There have been other provocations, too. Iranian pilgrims in Saudi Arabia have endured systematic harassment — in one case, Saudi airport officers molested two Iranian boys in Jeddah, fueling public outrage. Also, Saudi negligence was to blame for the stampede during the recent hajj, which left 464 Iranian pilgrims dead. Moreover, for days, Saudi authorities refused to respond to requests from grieving families and the Iranian government to access and repatriate the bodies.

This is not to mention the routine practice of hate speech not only against Iran but against all Shiite Muslims by Saudi Arabia's government-appointed preachers. The outrageous beheading recently of Sheikh Nimr was immediately preceded by a sermon of hatred toward Shiites by a Grand Mosque preacher in Mecca, who last year said that "our disagreement with Shiites will not be removed, nor our suicide to fight them" as long as Shiites remained on the earth.

Throughout these episodes, Iran, confident of its strength, has refused to retaliate or break — or even downgrade — diplomatic relations with Saudi Arabia. We have until now responded with restraint; but unilateral prudence is not sustainable.

Iran has no desire to escalate tension in the region. We need unity to confront the threats posed by extremists. Ever since the first days after his election, the president and I have indicated publicly and privately our readiness to engage in dialogue, promote stability and combat destabilizing extremism. This has fallen on deaf ears in Saudi Arabia.

The Saudi leadership must now make a choice: They can continue supporting extremists and promoting sectarian hatred; or they can opt to play a constructive role in promoting regional stability. We hope that reason will prevail.

MOHAMMAD JAVAD ZARIF is the foreign minister of the Islamic Republic of Iran.

Can Iran change?

Adel bin Ahmed al-Jubeir

RIYADH, SAUDI ARABIA The world is watching Iran for signs of change, hoping it will evolve from a rogue revolutionary state into a respectable member of the international community. But Iran, rather than confronting the isolation it has created for itself, opts to obscure its dangerous sectarian and expansionist policies, as well as its support for terrorism, by leveling unsubstantiated charges against the Kingdom of Saudi Arabia.

It is important to understand why Saudi Arabia and its Gulf allies are committed to resisting Iranian expansion and responding forcefully to Iran's acts of aggression.

Superficially, Iran may appear to have changed. Certainly, we know that a large segment of the Iranian population wants greater openness internally and better relations with neighboring countries and the world. But the government does not.

The Iranian government's behavior has been consistent since the 1979 revolution. The constitution that Iran adopted states the objective of exporting the revolution. As a consequence, Iran has supported violent extremist groups, including Hezbollah in Lebanon, the Houthis in Yemen and sectarian militias in Iraq. Iran or its proxies have been blamed for terrorist attacks around the world, including the bombings of the United States Marine barracks in Beirut in 1983 and the Khobar Towers in Saudi Arabia in 1996, and the assassinations in the Mykonos restaurant in Berlin in 1992. And by some estimates Iranian-backed forces have killed over 1,100 American troops in Iraq since 2003.

Iran uses attacks on diplomatic sites

as an instrument of its foreign policy.

The 1979 takeover of the American Embassy in Tehran was only the beginning. Since then, embassies of Britain, Denmark, Kuwait, France, Russia and Saudi Arabia have been attacked in Iran or abroad by Iranian proxies. Foreign diplomats and domestic political opponents have been assassinated around the world.

Hezbollah, Iran's surrogate, tries to control Lebanon and wages war against the Syrian opposition — and in the process helps the Islamic State flourish. It is clear why Iran wants Bashar al-Assad to remain in power: In its 2014 report on terrorism, the State Department wrote that Iran views Syria "as a crucial causeway to its weapons supply route to Hezbollah." The report also noted, citing United Nations data, that Iran provided arms, financing and training "to support the Assad regime's brutal crack-

down that has resulted in the deaths of at least 191,000 people." The same report for 2012 noted that there was "a marked resurgence of Iran's state sponsorship of terrorism," with Iranian and Hezbollah's terrorist activity "reaching a tempo unseen since the 1990s."

In Yemen, Iran's support for the takeover of the country by the Houthi militia helped cause the war that has killed thousands.

While Iran claims its top foreign policy priority is friendship, its behavior shows the opposite is true. Iran is the single-most-belligerent-actor in the region, and its actions display both a commitment to regional hegemony and a deeply held view that conciliatory gestures signal weakness either on Iran's part or on the part of its adversaries.

In that vein, Iran tested a ballistic missile on Oct. 10, just months after

reaching an agreement on its nuclear program, in violation of United Nations Security Council resolutions. In December, an Iranian military ship fired a missile near American and French vessels in international waters. Even since signing the nuclear accord, the supreme leader of Iran, Ayatollah Ali Khamenei, has defended the country's ubiquitous slogan "Death to America."

Saudi Arabia will not allow Iran to undermine our security or the security of our allies. We will push back against attempts to do so.

In an outlandish lie, Iran maligns and offends all Saudis by saying that my nation, home of the two holy mosques, brainwashes people to spread extremism. We are not the country designated a state sponsor of terrorism; Iran is. We are not the nation under international sanctions for supporting terrorism; Iran is. We are not the nation whose officials are on terrorism lists; Iran is. We don't have an agent sentenced to jail for 25 years by a New York federal court for plotting to assassinate an ambassador in Washington in 2011; Iran does.

Saudi Arabia has been a victim of terrorism, often at the hands of Iran's allies. Our country is on the front line of fighting terrorism, working closely with our allies. Saudi Arabia has arrested thousands of terrorism suspects and prosecuted hundreds. Our fight against terrorism is continuing as we lead multinational efforts to pursue those who participate in terrorist activities, those who fund them and those who foment the mind-set that promotes extremism.

The real question is whether Iran wants to live by the rules of the international system, or remain a revolutionary state committed to expansion and to defiance of international law. In the end, we want an Iran that works to solve problems in a way that allows people to live in peace. But that will require major changes in Iran's policy and behavior. We have yet to see that.

ADEL BIN AHMED AL-JUBEIR is the foreign minister of the Kingdom of Saudi Arabia.



Turquie : quatre soldats tués lors de combats avec le PKK dans le sud-est

Diyarbakir (Turquie), 27 janvier 2016 (AFP)

QUATRE SOLDATS turcs ont été tués mercredi lors de violents affrontements avec des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à Diyarbakir, dans le sud-est à majorité kurde du pays, où un couvre-feu controversé a encore été renforcé.

Les combats ont éclaté dans le district de Sur, lorsque des hommes du PKK ont ouvert le feu sur des soldats avec des armes automatiques et des lance-roquettes, a annoncé le commandement militaire sur son site internet.

Trois soldats ont été tués et six autres blessés, a ajouté l'état-major.

Un quatrième soldat est décédé plus tard de ses blessures à l'hôpital, a indiqué de son côté l'agence de presse Dogan.

L'armée et la police ont lancé en décembre une vaste offensive dans le district

de Sur et dans plusieurs autres villes, sous couvre-feu total, pour éliminer des groupes de jeunes rebelles qui y avaient installé des barricades et des tranchées, défiant les autorités.

Les affrontements qui continuent de s'y dérouler ont fait de nombreuses victimes dans les deux camps, ainsi que près de 200 civils, selon les ONG.

Dans le district historique de Sur, à Diyarbakir, le couvre-feu en place depuis le 2 décembre a été étendu à cinq quartiers supplémentaires et à une rue pour permettre aux forces de l'ordre de démanteler et déminer les positions tenues par les rebelles, ont annoncé mercredi les autorités locales.

Un couvre-feu règne depuis près de 50 jours dans la ville de Cizre, alors que celui qui visait la ville de Silopi a été levé partiellement la semaine dernière.

L'armée a par ailleurs annoncé avoir "éliminé" mardi 20 "terroristes" supplémentaires à Cizre et Sur, portant à près de 600 le nombre des pertes rebelles depuis le début de son offensive. Ces chiffres n'ont pas été confirmés de source indépendante.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, le conflit kurde a repris l'été dernier, faisant voler en éclats les pourparlers de paix engagés par le gouvernement islamiste-conservateur turc avec le PKK à l'automne 2012. Ce conflit a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Jean-François Colosimo : «L'alliance de la Turquie avec Daech est objective»

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Jean-François Colosimo a accordé un entretien-fleuve à FigaroVox au sujet du rôle géopolitique de la Turquie au Proche-Orient. Il déplore le double-jeu d'Erdoğan et la passivité de l'Europe.

Par **Eléonore de Vulpillières**
le 22/01/2016
<http://www.lefigaro.fr>

*Jean-François Colosimo est écrivain et essayiste. Président du Centre national du livre de 2010 à 2013, il dirige désormais les éditions du Cerf. Son dernier livre, **Les Hommes en trop, la malédiction des chrétiens d'Orient**, est paru en septembre 2014 aux éditions Fayard. Il a également publié chez Fayard **Dieu est américain** en 2006 et **L'Apocalypse russe** en 2008.*



LE FIGARO. - On a appris les bombardements d'un village chrétien de Sharanish au nord de l'Irak, dans le cadre des opérations anti-PKK. Juste après les attentats d'Istanbul, la Turquie avait lancé une campagne de frappes aériennes contre Da'ech en Irak et en Syrie. Quel est son ennemi prioritaire, Da'ech ou les minorités?

Jean-François COLOSIMO. - Une vague de bombes qui revêt valeur d'avertissement pour l'État islamique et de gage pour les États-Unis ne saurait épuiser la question du double jeu d'Ankara dans la nouvelle crise d'Orient. Le fait de se vouloir à la fois le champion de l'Otan et le passeur de Da'ech n'engage pas d'autre ennemi prioritaire que soi-même. La Turquie est en lutte contre la Turquie. Elle combat les spectres des massacres sur lesquels elle s'est édifiée. Que les minorités, chrétiennes ou autres, souffrent au passage, c'est leur sort. Car toute l'histoire moderne du pays se conjugue dans ce mouvement de balancier perpétuel entre adversité du dehors et adversité du dedans. Et au regard duquel les changements de régime ne comptent guère.

Comment s'est opéré le basculement d'une Turquie laïque vers l'intensification de l'emprise de l'islam sur toute la société? Quel est le sort des minorités ethniques et religieuses?

Afin de comprendre la Turquie d'aujourd'hui, il faut, comme il est d'habitude en Orient, s'établir sur le temps long. Plusieurs illusions de perspective menacent en effet une claire vision: qu'il y aurait une permanence en quelque sorte éternelle de la Turquie, qu'il y aurait lieu d'opposer la Turquie laïciste de Mustafa Kemal et la Turquie islamiste de Recep Erdoğan, que l'avenir de la Turquie serait nécessairement assuré.

La Turquie contemporaine est incompréhensible sans l'Empire ottoman, lequel est lui-même incompréhensible sans l'Empire byzantin qui l'a précédé: comment passe-t-on, à l'âge moderne, d'une mosaïque multi-ethnique et pluri-religieuse à des ensembles nationaux et étatiques cohérents? Or, la décomposition de l'Empire ottoman, entamé dans les années 1820 avec l'indépendance de la Grèce, n'en finit pas de finir. Depuis la chute du communisme, de Sarajevo à Bagdad, les récents incendies des Balkans et les présents incendies du Levant attestent de sa reprise, de sa poursuite et de son caractère, pour l'heure, inachevé.

L'ennemi extérieur a été battu. Reste à vaincre l'ennemi intérieur. Ou, plutôt, les ennemis, tant ils sont

nombreux et tant la fabrique nationaliste ne fonctionne qu'en produisant, à côté du citoyen-modèle, son double démonisé.

Ce processus historique, déjà long de deux siècles, explique à la fois la naissance et l'agonie de la Turquie moderne. Deux événements relevant de la logique de la Terreur encadrent son surgissement: le premier génocide de l'histoire, commis en 1915 par le mouvement progressiste des Jeunes-Turcs, soit 1 600 000 Arméniens d'Asie mineure anéantis; la première purification ethnique de l'histoire, entérinée par la Société des Nations en 1923, consécutive à la guerre de révolution nationale menée par Mustafa Kemal et se soldant par l'échange des populations d'Asie mineure, soit 1 500 000 Grecs expulsés du terreau traditionnel de l'hellénisme depuis deux mille cinq cents ans. Une dépopulation qui a été aussi bien, il faut le noter, une déchristianisation.

La déconstruction impériale que se proposait d'acter le Traité de Sèvres en 1920, en prévoyant entre autres une Grande Arménie et un Grand Kurdistan, laisse la place à la construction de la Grande Turquie, acquise par les armes, qu'endosse le Traité de Versailles en 1923. La Turquie naît ainsi ➔

➔ d'un réflexe survivaliste. Elle doit perpétuer sa matrice, continuer à chasser ses ennemis pour exister, sans quoi elle risque de retomber dans la fiction et l'inexistence. L'ennemi extérieur a été battu. Reste à vaincre l'ennemi intérieur. Ou, plutôt, les ennemis, tant ils sont nombreux et tant la fabrique nationaliste ne fonctionne qu'en produisant, à côté du citoyen-modèle, son double démonsé.

Qui ont été les victimes de cette politique?

Dès l'instauration de la République par Kemal, la modernisation et l'occidentalisation se traduisent par l'exclusion. C'est vrai des minorités religieuses non-musulmanes, ce qu'il reste de Grecs, Arméniens, Syriques, Antiochiens, Juifs, Domnehs (ou Judéo-musulmans), Yézidis, etc. C'est vrai des minorités musulmanes hétérodoxes, Soufis, Alévis, Bektâchîs, etc. C'est vrai des minorités ethniques, Kurdes, Lazes, Zazas, etc. Toute différence est assimilée à une dissidence potentielle. Toute dissidence est assimilée à un acte d'antipatriotisme. Tout antipatriotisme doit être supprimé à la racine. Tout signe distinct de culte, de culture ou de conviction doit être dissous dans une identité unique, un peuple idéal et un citoyen uniforme.

Cette guerre intérieure, que conduit l'État contre ces peuples réels au nom d'un peuple imaginaire, parcourt le petit siècle d'existence de la Turquie moderne. De 1925 à 1938, elle est dirigée contre les Kurdes à coups de bombes, de gaz et de raids militaires. En 1942, elle prend un tour légal avec la discrimination fiscale des communautés «étrangères», dont les Juifs, et la déportation dans des camps de dix mille réfractaires. De 1945 à 1974, elle s'appuie sur les pogroms populaires, à l'impunité garantie, pour liquider les derniers grands quartiers grecs d'Istanbul et leurs dizaines de milliers d'habitants tandis qu'à partir de 1989, les institutions religieuses arméniennes se trouvent plus que jamais otages d'un chantage à la surenchère négationniste. Avec les putschs de 1960, 1971, 1980, la guerre devient celle de l'armée contre la démocratie. Hors des périodes de juntes, elle est le produit du derin devlet, de «l'État profond», alliance des services secrets, des groupes fascistes et des mafias criminelles qui orchestre répressions sanglantes des manifestations, éliminations physiques des opposants et attentats terroristes frappant les mouvements contestataires: ce qui aboutit par exemple, entre les années 1980 - 2010, à décapiter l'intelligentsia de l'activisme alévi. Mais la guerre classique peut aussi reprendre à tout moment: dite «totale», puis «légal» contre le PKK d'Abdullah Öcalan avec la mise sous état de siège du Sud-Est, le pays kurde, elle présente un bilan de 42 000 morts et 100 000 déplacés à l'intérieur des frontières en vingt

ans, de 1984 à 2002.

La prise de pouvoir d'Erdoğan et de l'AKP va permettre un retour de l'islam au sein de l'identité turque. Elle acte en fait une convergence sociologique qui a force d'évidence démographique, accrue par la volonté de revanche des milieux traditionnels marginalisés par le kémalisme, des classes laborieuses délaissées par les partis sécularisés, de la paysannerie menacée par la modernisation mais aussi, dans un premier temps, des minorités tentées de rompre la chape de plomb étatique. La réalité va cependant vite reprendre ses droits: le fondamentalisme sunnite devient la religion constitutive de la «turquité» comme, hier, l'intégrisme laïciste. La couleur de l'idéologie change, mais ni la fabrique, ni la méthode, ni le modèle. Les minorités, abusées, trahies, redeviennent les cibles d'une construction artificielle et imposée. Mais entretemps, à l'intérieur, la société est divisée puisqu'elle compte une avant-garde artistique et intellectuelle constituée. Et à l'extérieur, la stabilité intermittente issue du Traité de Lausanne cède devant les réalités oubliées du Traité de Sèvres.

La Turquie laïciste et militaire de la Guerre froide, intégrée au bloc occidental, n'est plus qu'un fantôme, servant de leurre à une ambition néo-ottomane.

Quelles sont les ambitions géopolitiques de la Turquie dans la région proche-orientale et caucasienne?

Parallèlement à son entreprise d'islamisation de la société, Erdoğan a voulu établir la Turquie comme puissance internationale conduisant une politique autonome d'influence. La Turquie laïciste et militaire de la Guerre froide, intégrée au bloc occidental, n'est plus qu'un fantôme, servant de leurre à une ambition néo-ottomane. La Turquie veut à nouveau dominer le monde musulman proche-oriental. Or les pays arabes du Levant ont précisément fondé leur indépendance sur le rejet du joug des Turcs-ottomans, considérés comme des intrus politiques et des usurpateurs religieux et les anciennes républiques musulmanes d'URSS restent dans l'orbite de Moscou. C'est la limite de l'exercice.

Erdoğan a néanmoins voulu jouer sur tous les tableaux: comme protecteur des entités ex-soviétiques turcophones en Asie centrale et sunnites au Caucase; comme médiateur de la Palestine et de la Syrie au Machrek; comme allié des populations islamisées d'Albanie, du Kosovo et de Bosnie en

Europe; et même comme défenseur des Ouïghours musulmans en Chine. Le signe le plus probant de sa rupture avec l'Occident étant de s'être posé en adversaire d'Israël, jusque-là l'allié d'Ankara, à l'occasion de ses sorties verbales à Davos ou des expéditions navales présentées comme humanitaires à destination de Gaza.

Le fil rouge? Que la Turquie, sortie de l'effondrement de l'Empire ottoman, déportée à l'Ouest par une laïcisation jugée contre-nature, redevienne la première puissance du monde musulman et sunnite.

Enfin, Erdoğan a su mener une guerre souterraine visant à soumettre les pouvoirs qui pouvaient lui résister: militaire, parlementaire, judiciaire, médiatique, et même religieux.

Comment comprendre l'emprise d'Erdoğan et de l'AKP, un parti islamo-conservateur, sur un pays qui semblait avoir réalisé une entreprise d'europanisation et de laïcisation depuis un siècle?

La pointe fine de la société civile, souvent remarquable, issue des anciens milieux cosmopolites d'Istanbul-Constantinople ou d'Izmir-Smyrne, tournée vers l'Europe non pas comme modèle de technicité mais de culture, reste malheureusement inefficace dans l'ordre politique. De surcroît, maladie fréquente dans les pays musulmans de Méditerranée orientale, l'opposition démocratique est éclatée, les forces progressistes étant divisées, notamment à cause de la question des minorités. Enfin, Erdoğan a su mener une guerre souterraine visant à soumettre les pouvoirs qui pouvaient lui résister: militaire, parlementaire, judiciaire, médiatique, et même religieux. L'erreur et la honte de l'Europe sont d'avoir laissé se développer son emprise tyrannique.

Nous sommes face à un engrenage et une dérive autoritaire qui ne dit pas son nom.

Il faut rappeler l'affaire Ergenekon, du nom d'un réseau supposément composé de militants nationalistes sous la coupe d'officiers militaires et démantelé par le gouvernement islamiste. Entre 2008 et 2010, à la faveur d'une instruction et d'un procès fleuve, trois cents personnes ont été arrêtées, 194 inculpées, et les condamnations aussi nombreuses ont permis de mettre au pas l'armée et de discréditer l'idéologie républicaine. ➔

➔ Il faut rappeler les dizaines et dizaines de journalistes virés sur ordre d'en-haut, emprisonnés pour offenses à la patrie, à l'islam, au chef de l'État. Il faut rappeler les poursuites judiciaires contre l'écrivain Orhan Pamuk qui avait osé évoquer le génocide des Arméniens, contre le pianiste Fazil Say qui avait osé se déclarer athée. Mais aussi la restauration du voile dans l'espace public sous prétexte de liberté de conscience, l'hypertaxation du raki et plus généralement de l'alcool sous prétexte de lutte contre l'alcoolisme, la multiplication des mosquées sous prétexte de la moralisation de la jeunesse, etc.

Dans le même temps, le mouvement protestataire né à Istanbul après qu'Erdoğan a annoncé sa volonté de détruire le Parc Gezi de Taksim, ce bastion alévi, a récemment enflammé la Turquie. La résistance qui existe est ainsi populaire et parcourue par les survivances minoritaires.

Nous sommes face à un engrenage et une dérive autoritaire qui ne dit pas son nom. Au point que, alors qu'Erdoğan fustige «les nationalismes ethniques et religieux qui menacent la Turquie» (sic), bat le rappel de la pièce de théâtre qu'il avait écrite dans les années 1970 et dans laquelle il dénonçait le complot franc-maçon, juif et communiste, qu'il avance que les musulmans ont découvert l'Amérique avant Christophe Colomb ou que l'hitlérisme a été un facteur de modernisation, qu'il se fait construire un palais de mille pièces à Ankara, c'est son mentor spirituel, l'islamiste Fethullah Gülen, qui dénonce la mainmise et la corruption de l'AKP!

Or, signe des temps, les dernières élections ont vu pour la première fois des Turcs non-kurdes voter pour des candidats kurdes, en l'occurrence ceux du parti HDP mené par Selahattin Demirtaş. Cela montre que la société entend barrer la route à la révision constitutionnelle grâce à laquelle Erdoğan veut s'attribuer les pleins pouvoirs. C'est dans ce contexte qu'est survenue l'instrumentalisation des attentats attribués à Da'ech.

C'est l'État turc qui a déverrouillé l'État islamique en lui offrant un hinterland propice au transport des combattants, à l'approvisionnement en armes, au transfert de devises, au commerce du pétrole.

Quelle position la Turquie a-t-elle adoptée à l'endroit de Da'ech?

Le sommet de la politique d'islamisation d'Erdoğan est le soutien implicite de la Turquie à Da'ech, par hostilité au régime d'Assad, aux courants progressistes arabes, et par une alliance objective sur le sunnisme fondamentaliste. La Turquie s'élève enfin contre l'essor de l'identité kurde en Turquie et, de ce point de vue, son alliance avec Da'ech est objective.

C'est l'État turc qui a déverrouillé l'État islamique en lui offrant un hinterland propice au transport des combattants, à l'approvisionnement en armes, au transfert de devises, au commerce du pétrole. C'est la société turque qui souffre de ce rapprochement insensé. C'est l'Europe qui s'entête à demeurer aveugle à cette connivence mortifère.

Pour quelle raison cette ambiguïté turque n'est-elle pas dénoncée par les pays qui luttent contre l'État islamique?

Parce que l'Europe impotente, sans diplomatie et sans armée a cédé au chantage d'Erdoğan sur l'endiguement supposé des réfugiés. Argent, reconnaissance, soutien, silence: Merkel et Hollande ont tout accordé à Erdoğan. Surtout, l'Union se plie au diktat de la politique ambivalente d'Obama qui privilégie l'axe sunnite, saoudien-qatari-turc, avec pour souci premier de ne pas sombrer l'Arabie saoudite dans le chaos.

Comment une Turquie entrée dans une phase d'islamisation à marche forcée peut-elle encore espérer intégrer une Union européenne laïque? Pour quelle raison l'UE, depuis 1986, continue-t-elle à fournir des fonds structurels à un État dont il est hautement improbable qu'il entre en son sein?

La Turquie, en raison de son héritage byzantin, partagé entre l'Ouest et l'Est, a depuis toujours manifesté une volonté d'association avec l'Occident. Sa tentative d'entrer dans l'UE était liée au fait qu'une Turquie laïciste et moderne voulait être un exemple d'europanisation. Or aujourd'hui s'est opéré un renversement d'alliance vers l'Orient, et de l'occidentalisation à l'islamisation.

Comment une Turquie entrée dans une phase d'islamisation à marche forcée peut-elle encore espérer intégrer une Union européenne laïque ?

L'entrée de la Turquie dans l'UE semblait cependant peu probable et le paraît encore moins aujourd'hui pour plusieurs raisons: géographiquement, l'Europe s'arrête au Bosphore. Historiquement, l'Europe s'est affirmée à Lépante et à Vienne en arrêtant les Ottomans. Politiquement, la Turquie

deviendrait le pays à la fois le plus peuplé et le moins avancé, le plus religieux et le moins démocratique de l'Union. Militairement, elle en porterait les frontières sur des zones de guerre. Mais, surtout, culturellement, philosophiquement, l'État turc, non pas les intellectuels turcs, refuse cette épreuve typiquement européenne du retour critique sur soi et sur l'acceptation d'une mémoire partagée quant au passé, à commencer par le génocide des Arméniens. Mais l'arrimage de la Turquie à l'Europe, sous la forme de partenariat privilégié, doit demeurer un objectif. Il ne passe pas par une amélioration des cadres politiques ou économiques, mais par une libération des mentalités. Ce que veut empêcher Erdoğan.

L'affrontement russo-turc est-il en passe de se durcir?

Erdoğan a osé défier Poutine sans en avoir les moyens et pour complaire aux États-Unis. L'opposition là encore est ancienne, ancrée, pluriséculaire et constitue un invariant de la géopolitique des civilisations. Un des vieux rêves tsaristes était de conquérir l'Empire ottoman afin de restaurer Byzance dont la Russie est issue. En 1915, l'annexion de Constantinople-Istanbul et sa transformation en Tsargrad, nouvelle capitale d'un Empire chrétien d'Orient couvrant des mers froides aux mers chaudes était à l'ordre du jour. Ce conflit renaît aujourd'hui: on aura ainsi vu récemment les Turcs réclamer la Crimée, redevenue russe, comme «terre de leurs ancêtres». Ou le parlement turc débattre du retour de Sainte-Sophie, la plus grande basilique du monde jusqu'à la construction de Saint-Pierre de Rome, transformée en musée sous Atatürk, au statut de mosquée qui avait été le sien sous l'Empire ottoman, tandis que les députés de la Douma votaient une motion en faveur de sa réouverture au culte orthodoxe.

Moscou est déjà l'alliée d'Assad: il ne lui resterait qu'à appuyer les Kurdes, en profitant par exemple de leurs puissants relais communs en Israël, pour menacer profondément Ankara et embarrasser durablement Washington. Erdoğan a compris trop tardivement que, eu égard à la détermination de Poutine, il avait allumé un incendie.

La France de François Hollande a substitué à sa traditionnelle politique d'équilibre en Orient une politique hostile à l'Iran et à la Syrie, ignorante des Chiites et indifférente aux chrétiens. Ce n'est pas qu'une faute de Realpolitik, c'est une faute de l'intelligence et du cœur. ➔

➔ Ou si l'on préfère, du devoir et de l'honneur.

Comment expliquer l'incohérence de la politique étrangère de la France au Proche-Orient? Le pouvoir a-t-il une compréhension des ressorts profonds qui animent les pays de cette région?

Ces considérations historico-religieuses échappent totalement au gouvernement français et à l'Union européenne. La France fait preuve d'un manque de compréhension flagrant des ressorts profonds de ce qui se passe au Proche-Orient. Cette incompréhension n'est jamais qu'un signe de plus de l'erreur politique et morale qu'a été le choix d'abandonner le Liban qu'avait été celui de François Mitterrand. François Hollande, encore moins avisé, professe pour des raisons gribouilles de dépendance

économique, une politique d'inféodation envers les pays théoriciens et fournisseurs de l'islamisme arabe qu'il était prêt à intituler pompeusement «la politique sunnite de la France» si quelques vieux pontes du Quai d'Orsay doués de mémoire ne l'en avaient pas dissuadé.

La France de François Hollande a substitué à sa traditionnelle politique d'équilibre en Orient une politique hostile à l'Iran et à la Syrie, ignorante des Chiites et indifférente aux chrétiens. Ce n'est pas qu'une faute de Realpolitik, c'est une faute de l'intelligence et du cœur. Ou si l'on préfère, du devoir et de l'honneur.

Quant à la Turquie proprement dite, au sein de cette «politique sunnite» que dirige Washington, c'est Berlin, liée de manière décisive à Ankara par la finance, l'industrie, l'immigration, qui décide pour Paris.

Mais cet aveuglement de la gauche au pouvoir est-il si surprenant? Ce furent les socialistes d'alors, leurs ancêtres en quelque sorte, qui entre 1920 et 1923 encouragèrent les Grecs à reconquérir les rivages du Bosphore et de l'Égée avant de les trahir au profit de Mustafa Kemal, arguant qu'il fallait l'armer car son progressisme avait l'avantage sur le terrain et représentait l'avenir absolu. Et quitte à faire retomber une nouvelle fois Byzance dans l'oubli! Quel aveuglement sur la force du théologique en politique... Rien de bien neuf sur le fond, donc. Mais les massacres qui se préparent en Orient creuseront de nouveaux charniers qui, pour l'histoire, changeront cette ignorance passive en cynisme délibéré. ■

LA LIBERTÉ

30 JANVIER 2016

Le scepticisme règne à Genève

Syrie • Les discussions organisées par l'ONU afin de trouver un début d'issue à la guerre en Syrie ont commencé. L'absence d'acteurs majeurs rend la mission très ardue.

«Les Kurdes face à des défis inédits»

www.laliberte.ch — 30 jan. 2016

La participation ou non (la Turquie s'y oppose) de la partie kurde aux discussions qui ont débuté, hier à Genève, est une donne cruciale en vue de trouver une issue dans la crise syrienne. Historien et politologue, Hamit Bozarslan est l'un des principaux spécialistes de la question kurde, qu'il aborde dans ses ouvrages comme «Conflit kurde» (Autrement, 2009). D'après lui, l'évolution récente du Proche-Orient propose une opportunité aux Kurdes, mais elle charrie aussi de nouvelles contraintes. «Le mouvement kurde n'est pas nécessairement en face d'une chance historique», affirme-t-il.

- Quels sont aujourd'hui les nouveaux défis auxquels font face les Kurdes?

Hamit Bozarslan: La question kurde était historiquement déterminée par quatre capitales. Bagdad, Damas d'un côté, Téhéran et Ankara de l'autre. Or, aujourd'hui, même s'il ne faut pas les enter, on a très nettement l'impression que Bagdad et Damas sont paralysés pour une longue période. Par ailleurs, les Kurdes partagent aujourd'hui une frontière extrêmement longue avec Daech. Si Daech disparaît demain, qui sera à sa place et comment vont se reconstituer les sociétés environnantes? Et puis, les Kurdes d'aujourd'hui doivent prendre en charge plus d'un million et demi de réfugiés, arabes sunnites irakiens (pour l'essentiel), sur leur territoire. Ce sont des défis inédits. Et je pense qu'ils n'ont jamais été

aussi élevés.

- En Syrie, les Kurdes pourraient vouloir conserver l'autonomie politique glanée dans les zones du nord désertées par Damas...

Tout dépend de la configuration que prendra l'Etat syrien. Y aura-t-il constitution d'un «Alaouistan» (région alaouite fidèle au régime, ndr) consolidé au sein de la Syrie? La Syrie sera-t-elle un Etat représenté à l'ONU mais, de fait, divisé en trois ou quatre zones? C'est cette logique qui va déterminer la position ou la place des Kurdes. Et puis, il y a la Turquie. Elle ne cache pas son hostilité par rapport à cette évolution. Elle considère que le PYD (forces kurdes), au pouvoir dans cette région, est beaucoup plus dangereux que Daech. Donc elle lui mène une guerre.

- Pourquoi la Turquie se fixe-t-elle à nouveau sur ce danger que représentent les Kurdes?

Il y a des facteurs externes qui l'expliquent. La Turquie voulait s'imposer en superpuissance régionale après 2011. Mais sa stratégie a échoué. L'idée d'une fédération de régimes de type AKP (le parti des Frères musulmans en Turquie, au pouvoir), qui irait du Maroc à la Syrie, ne s'est pas réalisée. Ni en Tunisie, ni en Libye ni en Egypte. Reste la Syrie, la seule porte d'entrée de la Turquie dans la région, pour pouvoir imposer son hégémonie. Or le facteur kurde est un facteur dissident, il n'obéit pas à Ankara. ●

Propos recueillis par Vincent Braun/La Libre Belgique

Iraqi Kurdistan president : time has come to redraw Middle East boundaries

Massoud Barzani claims era of Sykes-Picot is over and a new international agreement is needed for the Middle East

Martin Chulov in Erbil
Friday 22 January 2016
<http://www.theguardian.com>

The president of Iraq's autonomous Kurdish north has called on global leaders to acknowledge that the Sykes-Picot pact that led to the boundaries of the modern Middle East has failed, and urged them to broker a new deal paving the way for a Kurdish state.

Masoud Barzani, who has led the troubled country's Kurds for the past decade, said the international community had started to accept that Iraq and Syria in particular would never again be unified and that "compulsory co-existence" in the region had been proven wrong.

"I think that within themselves, [world leaders] have come to this conclusion that the era of Sykes-Picot is over," Barzani told the Guardian. "Whether they say it or not, accept it or not, the reality on the ground is that. But as you know, diplomats are conservatives and they give their assessment in the late stages of things. And sometimes they can't even keep up with developments."

The political map of northern Iraq has changed drastically in the 18 months since Islamic State overran Iraq's second city, Mosul. Kurdish forces are now in full control of Kirkuk and Sinjar and have claimed control of thousands more miles of land that had been under control of Iraq's central government.

Now, four months before the centennial of the Sykes-Picot agreement under which Britain and France carved spheres of influence from the ruins of the Ottoman Empire, Barzani said maintaining the status quo would ensure further regional disintegration and destruction. "Tyranny has gone": Kurds and Yazidis celebrate recapture of Sinjar from Isis
[Read more](#)



Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani announces the liberation of Sinjar, Iraq, from Isis in November 2015. Photograph: Safin Hamed/AFP/Getty Images

He said independence, which has been the centrepiece of Kurdish ambitions for decades but has been fiercely opposed by suspicious regional neighbours, was "now closer than at any other time". Countries that had long been against the move were being swayed by the claim that sovereignty within the current borders of the Kurdish regional government could instead bring clarity, he said.

Over the past 10 years, an already tenuous relationships with Baghdad has been shredded. Iraqi leaders have been particularly angered by the seizure of Kirkuk, which has seen Erbil direct the flow of the city's oil to its pipeline spreading north to Turkey. Erbil, meanwhile, had seen its prescribed share of central budget revenues slashed before it took the city, beating Isis in a race for control in the days following Mosul's fall.

Barzani said regional and global powers now needed to enshrine a new pact that would protect communities in Iraq and Syria, where divisions have become entrenched on socio-religious and sectarian lines. "There must be a [new] agreement, it is important to see what

type of agreement it is, what mechanism it can bring and rely on to formalise things, and what will be its status. When the formalisation of that agreement will be is not known yet. It's illogical to continue or insist on repeating a wrong experiment that was repeated for 100 years and is leading nowhere."

"Right now, Iraq is divided. We are not responsible for it. On the contrary, we have done our best to preserve Iraqi unity and a democratic Iraq. In 1991, we went to Iraq and negotiated with those criminals that were responsible with the chemical bombardment, the Anfal campaign [launched by Saddam Hussein against the Kurds].

"People talk about the experience of national reconciliation in South Africa. With all my respect for what they experienced, what we as the Kurds did ... happened even before the South African situation. After 2003, we went to Baghdad and tried our best through the constitutional process. But the existing culture in Iraq is not one of co-existence.

"So if we can't live together we have ➤

➤ to live with other alternatives.”

Barzani announced he would push for independence on 1 July 2014, the first time a Kurdish leader had pledged to do so after decades of armed struggle, civil war and displacement. The announcement was meant to lead to a referendum, but it failed to generate momentum and was soon subsumed by the Isis advance on Erbil, and the worsening crisis in Iraq and Syria.

He told the Guardian that some neighbours had come to see the Kurdistan region as a source of stability in a region otherwise dominated by geopolitical chaos. “All of the opposition to us has been based on some wrong perceptions. The Kurdistan region is not a source of threat for any of the neighbours. Our

experience throughout the last 15 years proves that we are the element of stability.”

Neighbouring states have long been concerned about the domestic implications of a sovereign Kurdish state. Turkey, Syria and Iran have large Kurdish minorities of their own. Turkey, in particular, has fought a four-decade campaign against Kurdish militants that it believes want to create an autonomous region in its south-east. At the same time, however, it has cultivated warm relations with the KRG leadership.

“We have not discussed this with Turkey, whether they are going to accept this or not. I don't think [they would oppose it]. This is our national right. We are not a threat to anyone, but we don't seek per-

mission to exercise our rights.”

Barzani said regional attitudes had shifted markedly. “It has been a dramatic change,” he said. “To give you one example. Using Kurdistan and Kurds was forbidden in Turkey, but a month ago when I went to Turkey, the Kurdistan flag flew in the presidential palace.

“If you compare it to the time I have lived with, throughout all our experiences, I think it is now much closer than at any other time. I know that it's a heavy weight, but it's a sacred responsibility.”◆

REUTERS

Curfew widened in southeast Turkey, clashes kill 23

DIYARBAKIR, Turkey | Jan 27, 2016 | By Seyhmus Cakan

SECURITY FORCES KILLED 20 KURDISH militants in south-east Turkey while three Turkish soldiers died in a rebel attack, the military said on Wednesday, as authorities widened a curfew in the mainly Kurdish region's largest city, Diyarbakir.

Hundreds of locals, including children and the elderly, fled curfew-bound areas of Diyarbakir's Sur district as gunfire and blasts resounded and police helicopters flew overhead, a Reuters witness said. Some people cried as they carried away possessions.

Southeastern Turkey has endured its worst violence in two decades since a 2-1/2-year-old ceasefire between the state and Kurdistan Workers Party (PKK) militants collapsed in July, reviving a conflict that has killed 40,000 people since 1984.

The army said 11 PKK members died in the town of Cizre, near the Syrian border, and nine more in Sur on Tuesday, bringing the militant death toll in the two towns to some 600 since security operations began there last month.

It said three soldiers were killed in a militant attack in Sur, where security sources said militants opened fire with rifles and a rocket launcher.

The ancient Sur district, enclosed by Roman city walls, has suffered extensive damage in the fighting and much of it has been under a round-the-clock curfew since Dec. 2.

The district governor's office said the curfew was extended to five more districts so security forces could remove explosive devices and barricades and fill in ditches set up by militants.

Turkey, the United States and the European Union all classify the PKK as a terrorist organization. The PKK says it is fighting for autonomy for Turkey's Kurdish minority.

"URGENT SITUATION"

Rights groups and locals have voiced growing concern about the civilian death toll in the security operations since last month. The pro-Kurdish HDP party puts the toll at nearly 120.

Rights groups and the HDP have highlighted the plight of some 28 peo-



Residents carry their belongings as they flee from Sur district, which is partially under curfew, in the Kurdish-dominated south-eastern city of Diyarbakir, Turkey January 27, 2016.

Reuters/Sertac Kayar

ple sheltering in a Cizre cellar, where four have died and three are in a critical condition, according to information obtained by Emma Sinclair-Webb of Human Rights Watch.

“Medical attention is not being provided to those in need. This is an urgent situation that the Turkish government needs to address imminently to prevent loss of life,” she told a news conference in Istanbul.

Rights groups, and a doctors' association have called for ambulances to be allowed to rescue the wounded. The HDP said three of its parliamentarians had gone on hunger strike and were staging a sit-in at the offices of the Interior Ministry to force authorities to send ambulances.

The local governor's office said emergency services were unable to enter the area because of the PKK.

“Our ambulances have been sent to the closest (safe) location and have asked for all the wounded, if any, to be brought to this location. But despite all our efforts, our call has been ignored,” the Sirnak province governor's office said.●

Russia sends soldiers, engineers to Qamishli near Turkish border

Uğur Ergan – ANKARA January/21/2016
www.hurriyetaidailynews.com

Russia has sent soldiers and engineers to the international airport in Syria's Qamishli, across the border from Turkey's Nusaybin, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) has reported.

In a statement quoting local activists, SOHR said Russian soldiers and engineers were dispatched to the international airport in Qamishli in order to expand the facility and enable the landing of Russian fighter jets and cargo planes. The airport would serve to enhance Russia's defenses, the SOHR claimed.

Meanwhile, the Local Coordination Committee (LCC) reported that some 100 Russian soldiers of different ranks arrived at the airport in Qamishli on Jan. 18 with a Syrian military plane.

According to the LCC's statement, Russian soldiers were brought to Regiment

154 base in the south of Qamishli, which is equipped with artillery batteries, radars and anti-aircraft weapons, and serves to defend the airport.

Turkey's state-run Anadolu Agency reported the Russian soldiers would be deployed to areas of Qamishli that are under the control of the Syrian regime, and not the Democratic Union Party (PYD).

Turkish intelligence sources have confirmed to daily Hürriyet that Russian forces arrived at Qamishli, stating Turkey's radars had noticed the plane carrying the soldiers.

The deployment is not a first, sources said, adding that Russian forces were previously spotted in parts of Qamishli that are controlled by the regime. The number of soldiers sent to the area remains unclear, the sources explained.

The reports were denied by Kurdish sources speaking to daily Hürriyet, however, which claimed all communications between Russia and the PYD were being

conducted in Moscow.

Meanwhile, Education Minister Nabi Avcı said it was true that Russian troops were acting together with Syrian regime forces in areas that were controlled by Assad.

"[The report of] some Russian military presence in Qamishli together with [Syrian] regime forces is true," said Avcı, according to state-run Anadolu Agency. "In Qamishli, regime forces, Russian soldiers and the PYD [Democratic Union Party] act together."

Turkish Defense Minister İsmet Yılmaz said there were also contrary claims regarding the deployment of Russian soldiers at Qamishli, adding that none of these claims would change anything.

"This will not change anything. One needs to be a part of an international coalition. I believed one cannot achieve success by stepping out of the coalition. If a fight against terrorism is needed, then international cooperation is needed," Yılmaz was quoted as saying by Anadolu Agency.

Turkish Deputy Prime Minister Tuğrul Türkeş said, "No matter what how many Russian troops are stationed at the border of Qamishli, they cannot be a threat to Turkey, which is a member of NATO." □

AP Associated Press

Russia urges for including Kurds in Syria talks

January 26, 2016 Vladimir Isachenkov (AP),

MOSCOW — Russia on Tuesday argued strongly against Turkey's demand to keep a leading Kurdish group out of Syrian peace talks, and said it expects the U.N. envoy to resist "blackmail" by Turkey and others, reflecting sharp differences that remain ahead of the talks.

Russian Foreign Minister Sergey Lavrov also denied allegations that Moscow had urged Syrian President Bashar Assad to step down and could offer him political asylum.

He specifically shrugged off reports last week claiming that Russia's military intelligence chief had traveled to Damascus to try to persuade Assad to go. Lavrov said there was no point in such a trip as Assad visited Moscow in the fall and had extensive talks with President Vladimir Putin.

"No one has asked for or offered any political asylum," he said, adding that Assad had promised Putin he would sit down for peace talks with opposition, including armed groups, and engage the "patriotic" opposition in the fight against the Islamic State group alongside the Syrian army.

Lavrov emphasized that the Kurdish group, the Democratic Union Party, or PYD, plays an important role in fighting the Islamic State group and is an essential part of political settlement in Syria.

Turkey sees the PYD and its YPG militia group as branches of the Kurdistan Workers' Party, a Kurdish resistance group it has long fought and considers a terrorist group.

Lavrov warned that it would be a "grave mistake" not to invite the PYD. "How can you talk about political reforms in Syria if you ignore a leading Kurdish party?" he said, adding that the Kurds account for 15 percent of the population.

Lavrov also warned against Saudi Arabia's proposal to invite only opposition groups that it hosted at a meeting last month, saying the Syrian peace process should also include other opposition representatives, like those that met for talks in Moscow last year.

The current opposition negotiating team announced in Saudi Arabia last week includes Saudi-backed Islamic rebel factions like Jaish al-Islam, or the Army of Islam, which Russia considers terrorists.

The nearly five-year Syrian conflict that began in 2011 with protests against Assad's rule, has morphed into an all-out war that has killed a quarter-million and displaced millions.

Lavrov's statement at a news conference reflects the tough posturing ahead of Syria peace talks set to start Friday. U.N. special envoy Staffan de Mistura will be sending invitations amid intense jockeying between countries like Russia and Turkey about who should be invited.

Russia, a key ally of Assad, has called for the inclusion of Kurdish representatives, and the U.S. and others have supported the Kurds in the fight against IS. Russia's relations with Turkey are at a freezing point after a Turkish fighter jet downed a Russian warplane at the border with Syria in November.

In Ankara, Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu on Tuesday reiterated Turkey's opposition to including Syrian Kurdish forces at the Geneva talks.

"A table without the Kurds would be incomplete. We do not oppose the Kurds but we oppose the PYD and YPG who oppress the Kurds," Davutoglu said in his weekly address to his party's legislators. "It is not acceptable for us for a terror organization to be included within the opposition."

Foreign minister Mevlut Cavusoglu, in an interview with NTV television, said Turkey would boycott the talks if the PYD were invited.

Lavrov has dismissed the demand by some opposition groups that the Syrian military must lift the siege of some areas before the talks begin, saying that unblocking the besieged areas and delivering humanitarian aid should be an important part of the negotiations.

"There must be no preconditions for starting the talks, and the humanitarian issues must be among the central issues on their agenda," he said, adding that while the plight of the city of Madaya blockaded by Syrian government forces has been widely publicized, a similar situation in government-controlled Deir el-Zour has been largely out of the public eye. ●

Arrestation en Turquie : l'UE dénonce un "climat d'intimidation"

Des universitaires turcs qui s'opposaient aux opérations contre les Kurdes ont été arrêtés. L'UE invite la Turquie à se conformer aux standards européens.

AFP - 16/01/2016
Le Point.fr

Une pétition suscite le trouble en Turquie. Une vingtaine d'universitaires turcs qui avaient signé une pétition appelant à la fin des opérations controversées de l'armée contre la rébellion kurde dans le sud-est de la Turquie ont été interpellés. L'Union européenne a dénoncé cette action, évoquant « un climat d'intimidation ».

L'Union européenne a dénoncé samedi l'interpellation d'une vingtaine d'universitaires turcs qui avaient signé une pétition appelant à la fin des opérations controversées de l'armée contre la rébellion kurde dans le sud-est de la Turquie, regrettant « un climat d'intimidation ». C'est « un développement extrêmement préoccupant », a estimé la porte-parole de l'UE pour les Affaires étrangères dans un communiqué.

METTRE LA LÉGISLATION TURQUE AUX STANDARDS EUROPÉENS

Dans toute la Turquie, des enquêtes ont été ouvertes pour « propagande terroriste », « insulte aux institutions et à la République turque » et « incitation à violer la loi » contre les signataires de la pétition, qui risquent un à cinq ans de prison. Une dizaine d'universités ont parallèlement engagé des poursuites disciplinaires contre plus de soixante autres professeurs ou chercheurs.

« Nous réaffirmons notre condamnation la plus forte de toutes les formes d'attaques terroristes, y compris par le PKK, ainsi que de l'at-



Les universitaires arrêtés dénonçaient les actions du gouvernement contre le PKK. Image d'illustration. © Anadolu Agency/ Aziz Aslan

taque contre le siège de la police à Cinar le 14 janvier » qui a fait six morts dans cette ville du sud-est et a été attribuée aux rebelles kurdes, a déclaré la porte-parole de l'UE. « Mais la lutte contre le terrorisme doit pleinement respecter les obligations du droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire », a-t-elle poursuivi. « La liberté d'expression doit être garantie [...], un climat d'intimidation va à l'encontre de cela », a insisté la porte-parole.

1 200 INTELLECTUELS EXIGENT LA FIN DE L'INTERVENTION CONTRE LE PKK

« Nous attendons de la Turquie que sa législation soit mise en oeuvre conformément aux standards européens », a-t-elle déclaré, alors que le processus d'adhésion avec l'UE, au point

mort depuis 2005, a été redynamisé fin novembre à la faveur d'un rapprochement entre Ankara et Bruxelles pour tenter d'endiguer le flux de migrants venant de Syrie et d'Irak.

L'initiative des universitaires pour la paix avait été rendue publique lundi par 1 200 intellectuels qui exigeaient la fin de l'intervention musclée des forces de sécurité turques contre les partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est en majorité kurde de la Turquie. Dans ce texte, ils dénoncent « un massacre délibéré et planifié en totale violation des lois turques et des traités internationaux signés par la Turquie ». « L'UE réitère sa conviction profonde que le processus de paix avec les Kurdes reste le seul moyen de résoudre un conflit qui continue à coûter trop de vies », a assuré la porte-parole. ■

AFP

Migrants: l'UE assure qu'elle versera bientôt les 3 milliards d'euros promis à la Turquie

Ankara, 25 janvier 2016 (AFP)

L'UNION EUROPÉENNE (UE) s'est efforcée lundi d'apaiser la grogne de la Turquie qui s'inquiète du retard pris par le volet financier de l'accord sur les migrants, assurant que les 3 milliards d'euros promis seraient versés à Ankara "dans un délai raisonnable".

Lors d'une visite à Ankara, la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a indiqué que les discussions sur cette enveloppe étaient toujours "en cours", mais a minimisé les informations faisant état de divergences sur leur utilisation.

"Je suis confiante sur le fait que l'argent promis sera là dans un délai raisonnable", a déclaré Mme Mogherini devant la presse.

La responsable européenne a par ailleurs appelé à l'arrêt immédiat des combats qui opposent les forces de sécurité turques aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est à dominante kurde de la Turquie.

Ankara et Bruxelles ont signé fin novembre un "plan d'action" qui prévoit une aide européenne de 3 milliards d'euros aux autorités turques en échange de leur engagement à mieux contrôler leurs frontières et à lutter contre les passeurs.

Mais le contrôle de l'argent promis par l'UE suscite des tensions.

"Ce n'est pas de l'argent de poche, c'est de l'argent destiné aux projets", a insisté Mme Mogherini, "ce n'est pas de l'argent qui ira dans les mains du gouvernement turc, c'est de l'argent destiné aux projets pour les réfugiés".

De son côté, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu a encore une fois regretté la lenteur du versement des fonds. "Nous ne le prenons pas personnellement, c'est une décision interne de l'UE. Mais le moindre retard affecte la vie quotidienne des réfugiés, leur scolarisation et leur situation médicale", a-t-il lancé.

La Turquie, qui souligne qu'elle reçoit à elle seule 2,2 millions de réfugiés syriens, critique depuis des mois la lenteur avec laquelle l'UE a réagi à la crise, et ne manque pas de rappeler qu'elle a déjà dépensé 10 milliards de dollars pour leur accueil.

- 'Accord pleinement appliqué' -

Les Européens ont en retour rappelé lundi les Turcs à leurs engagements de contenir le flot des migrants, qu'ils jugent trop élevé. "L'essentiel pour nous est que l'accord que nous avons conclu soit pleinement appliqué", a souligné Mme Mogherini.

→ Malgré cet accord, des milliers de migrants continuant chaque jour à tenter la traversée périlleuse entre les côtes turques et les îles grecques, malgré la météo hivernale.

Depuis le début de l'année, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a déjà dénombré 36.000 arrivées en Grèce, après les plus de 850.000 enregistrées en 2015.

Lui aussi en visite à Ankara, le commissaire européen à l'élargissement, Johannes Hahn, s'est toutefois félicité de la récente décision d'Ankara d'accorder des permis de travail aux réfugiés syriens, saluant "un pas significatif et important".

Bruxelles, qui a accepté dans le cadre de cet accord de relancer les discussions d'adhésion de la Turquie à l'UE, a par ailleurs appelé à la fin des combats dans le conflit kurde.

"Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat dans le sud-est et condamnons fermement toutes les formes de terrorisme", a dit Mme Mogherini.

Après deux ans de paix relative, la guerre fait à nouveau rage depuis l'été dans le sud-est turc entre les forces de sécurité et le PKK, inscrit sur la liste des organisations terroristes par l'UE et les Etats-Unis.

Ces affrontements ont fait de nombreuses victimes dans les deux camps, ainsi que des dizaines de victimes civiles selon les ONG.

M. Hahn a plaidé pour une reprise rapide des pourparlers de paix entre le gouvernement turc et le PKK, interrompus depuis l'été, et a dit que l'UE était prête à y contribuer.

Le ministre turc des Affaires européennes Volkan Bozkir a sèchement répondu à ses invités qu'en tant que pays souverain, la Turquie continuera son combat contre toutes les organisations terroristes, y compris le PKK, qui menacent sa sécurité nationale.

Samedi, le vice-président américain Joe Biden avait apporté à la Turquie son soutien à la lutte contre le PKK plaidant cependant lui aussi pour le retour de la paix. ●



24 janvier 2016

Turquie: les dirigeants du parti pro-kurde HDP reconduits

24 janvier 2016 Agence France-Presse

ANKARA - Le principal parti pro-kurde de Turquie, le Parti démocratique des peuples (HDP), a reconduit dimanche à sa tête ses deux dirigeants, en plein conflit entre le gouvernement et la rébellion kurde dans le sud-est du pays.

Figen Yuksekdag et Selahattin Demirtas ont été réélus à l'unanimité lors du congrès du parti à Ankara, a annoncé le HDP dans un communiqué. Le parti pro-kurde est codirigé par une femme et un homme pour respecter la



parité.

Le charisme de M. Demirtas, l'un des opposants les plus virulents du président turc Recep Tayyip Erdogan, a contribué au succès de son parti, qui a obtenu des sièges au Parlement pour la première fois l'an dernier.

Mais le HDP est en butte à l'hostilité du gouvernement, qui lui reproche d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit. Le HDP dément et insiste sur sa volonté de trouver une solution juste pour la minorité kurde dans un cadre démocratique.

Le deux leaders du HDP ont prononcé leurs discours avec en arrière-plan un drapeau turc, le slogan «patrie commune, citoyenneté

égale» et un portrait d'Abdullah Ocalan, le leader du PKK emprisonné.

M. Demirtas a dénoncé la répression dans le sud-est du pays à majorité kurde, où l'armée affirme avoir éliminé des centaines de «terroristes», mais où le HDP l'accuse d'avoir tué des centaines de civils.

«Le Premier ministre (Ahmet Davutoglu) affirme qu'il n'y a pas de massacre de civils. Mais il y a des femmes et des enfants (parmi les morts). Plus de 190 tués, est-ce que ce n'est pas un massacre ?», s'est-il indigné.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, de violents combats ont repris l'été dernier entre les forces de sécurité turques et le PKK.

Ces affrontements ont fait voler en éclats les discussions de paix engagées à l'automne 2012 par le gouvernement islamo-conservateur avec les rebelles pour mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Depuis la mi-décembre, l'armée et la police ont lancé une grande offensive pour reprendre le contrôle de plusieurs villes du sud-est placées sous couvre-feu, où des partisans du PKK défient les autorités.

Ces opérations ont fait de nombreux morts dans les deux camps, ainsi que des dizaines de victimes civiles, femmes, enfants et vieillards.

Des négociations sur la Syrie sans les Kurdes ne peuvent pas "donner de résultats" (Lavrov)



Moscou, 26 janvier 2016 (AFP)

LES NÉGOCIATIONS prévues à Genève entre opposants et représentants du régime syrien ne pourront pas "donner de résultat" si le principal parti kurde syrien n'est pas invité, a déclaré mardi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse à Moscou.

"Sans ce parti, sans ses représentants, les négociations ne peuvent pas donner le résultat que nous voulons, à savoir un règlement politique définitif" du conflit syrien, a déclaré M. Lavrov.

Si le Parti de l'union démocratique (PYD) de Saleh Muslim n'était pas invité, la Russie n'imposerait pas pour autant son "veto" aux pourparlers de paix qui doivent débiter vendredi à Genève sous l'égide de l'ONU, a-t-il toutefois précisé.

Soutenu militairement par les Etats-Unis, le PYD, et sa branche armée le PYG, combattent les jihadistes de l'Etat islamique. Le principal parti kurde syrien est considéré par la Turquie comme une branche du PKK turc, organisation terroriste aux yeux d'Ankara.

Les pourparlers entre l'opposition syrienne et le régime de Damas, poussées depuis plusieurs mois par Moscou et Washington, devaient initialement commencer lundi mais ont été reportées en raison d'un blocage sur la composition des délégation.

Les invitations à ces discussions seront envoyées mardi par l'émissaire spécial

des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura. Ce dernier avait refusé lundi de donner des détails sur les personnes et les groupes invités à Genève.

Mais la coalition de l'opposition syrienne, la principale composante de l'opposition en exil formée le mois dernier à Ryad et qui compte parmi elles d'importantes factions rebelles armées, a formé une délégation pour Genève excluant le PYD et d'autres figures de l'opposition.

La Russie, pays allié du régime de Bachar al-Assad, a cherché à faire participer certains de ces responsables aux pourparlers soit dans le cadre d'une délégation élargie soit d'une délégation parallèle.

Mais la coalition de l'opposition a accusé Moscou de chercher à inclure des personnalités proches du régime et a menacé de boycotter les négociations si d'autres représentants de l'opposition y étaient invités.

Les pourparlers de Genève doivent porter sur la feuille de route établie en décembre 2015 par le Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoit un cessez-le-feu, un gouvernement de transition dans les 6 mois et des élections dans les 18 mois.

La guerre civile en Syrie, qui dure depuis cinq ans, a déjà donné lieu à deux séries de négociations à Genève, appelées Genève 1 et Genève 2, mais qui n'ont débouché sur aucun résultat.

Ces pourparlers ne "sont pas un Genève 3", a prévenu M. de Mistura, espérant que ce sera "une success story à la genevoise". ●

Turquie : dans l'Est dévasté par la guerre

L'armée mène une guerre sans merci aux rebelles kurdes. Reportage à Silopi, qui voit une levée partielle du couvre-feu qui la paralyse depuis plus d'un mois.

De notre envoyé spécial à Silopi,
Quentin Raverdy
le 20/01/2016 | Le Point.fr

Lundi, en milieu de journée, la nouvelle se répandait comme une trainée de poudre sur les portables et les réseaux sociaux : à partir de 5 heures, le lendemain matin, et jusqu'à 18 heures, l'armée turque allait enfin ouvrir l'accès de la ville de Silopi (à la frontière avec la Syrie et l'Irak). Trente-six jours que cette ville – à majorité kurde – de 88 000 âmes a été placée sous couvre-feu total par le gouverneur de la province, le temps pour les forces de sécurité turques de venir à bout des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de sa branche urbaine – les Unités de protection civile, les YPS – implantés dans plusieurs quartiers de la ville.

En juillet dernier, après deux années de paix relative, le cessez-le-feu entre le PKK et Ankara a volé en éclats, ravivant les braises d'une guerre vieille de 30 ans, qui a déjà coûté la vie à près de 40 000 personnes. En 2015, plus de 3 000 rebelles kurdes ont été tués au cours de lourdes opérations menées par la Turquie, rappelait en début d'année le président Erdogan. Deux cents membres des forces de sécurité ont également perdu la vie. Et chaque jour, le bilan s'alourdit.

Mardi, si les portes de la ville de Silopi sont



Une femme dans une maison détruite à Silopi le 19 janvier. Les civils ont payé un lourd tribut dans la reprise des hostilités dans l'est de la Turquie. © dpa/AFP/Can Merye

bel et bien ouvertes, les routes y conduisant, elles, sont toujours closes. Malgré l'annonce officielle faite par le Premier ministre turc en personne, Ahmed Davutoglu, l'axe principal vers Silopi, qui longe la frontière syrienne, est barré par la gendarmerie. Quatre heures de route plus tard, à travers la vallée du Tigre, même refus à l'entrée nord de la ville.

Il faut patienter. Les militaires font entrer les visiteurs au compte-gouttes et il faut montrer patte blanche. Par les vitres de leur voiture, les habitants observent, impuissants, de l'autre côté du fleuve, la ville voisine de Cizre, elle aussi sous couvre-feu depuis plus d'un mois. Ankara a déployé pas moins de 10 000 membres des forces de sécurité au

cours des opérations dans les deux municipalités de la province de Sirnak, bastion du PKK. Au loin, les tirs des chars et les rafales de mitraillettes sont quasi ininterrompus.

NETTOYAGE

Trois nouveaux contrôles de police plus tard, Silopi apparaît enfin. Sur le bas-côté de la route, des kilomètres de camions de livraison attendent de pouvoir traverser la frontière avec l'Irak, après un mois de chômage technique, à cause du couvre-feu. Dans l'autre sens, l'armée turque, elle, plie bagage et quitte Silopi. L'ambiance reste électrique. Partout de lourds véhicules blindés patrouillent dans des rues inhabituellement silencieuses.

Même si le couvre-feu n'est que partiellement levé, la vie reprend doucement son cours : le supermarché de l'avenue principale a relevé ses rideaux, et de part et d'autre de la route, des vendeurs de fruits et légumes hèlent des habitants épuisés par un mois de disette et forcés de rester cloîtrés chez eux. Les vitriers, eux, ne chôment pas et remplacent à la chaîne les devantures des échoppes.

De prime abord, les rues semblent calmes. « C'est normal, ces cinq derniers jours, il n'y avait plus de combats et les autorités en ont profité pour nettoyer les rues et ramasser les douilles de balles », explique un habitant. Et les fortifications des combattants des YPS, retranchés dans quelques quartiers de Silopi, n'y ont pas échappé, rappelait le Premier ministre turc : « Toutes les tranchées ont été bouchées et toutes les barricades ont été démontées. » Après ce succès militaire (136 militants kurdes ont été éliminés, ➤



27 civils sont morts pendant les 36 jours de combat entre les rebelles kurdes et l'armée turque à Silopi. Selon les autorités, 120 combattants kurdes ont également été éliminés. TURKEY CURFEW © Emin Ozmen

► selon Ankara), il faut vite faire place nette et relancer l'activité.

« PIRE QU'À KOBANÉ »

C'est en s'enfonçant dans les ruelles de la ville que la violence des combats se matérialise. « Allez par là, c'est pire qu'à Kobané », prévient Tahir, un jeune du quartier de Zap (particulièrement touché), en indiquant un chemin boueux. Partout des impacts de balles et d'armes lourdes ont lacéré les murs. Les poteaux électriques sont renversés, de nombreuses maisons sont éventrées et les voies pavées ne sont plus qu'un lointain souvenir. Pris au piège dans des combats, vingt-sept civils ont été tués à Silopi, selon le parti pro-kurde du HDP. Près d'une centaine en l'espace d'un mois, durant les couvre-feux imposés à travers tout le sud-est de la Turquie.

Un peu hagard, un couple d'habitants regarde ce qui reste de la maison familiale : deux étages partiellement calcinés et

toute une vie à reconstruire. Dans la cour, une télévision locale tourne quelques plans. « Les forces spéciales ont tué une trentaine de mes chèvres », déplore une femme en montrant du menton les dépouilles d'une dizaine d'animaux en putréfaction. Et de pointer ensuite la colline voisine d'où les chars turcs auraient ouvert le feu.

BATAILLE DE MOTS

Cette famille avait fait le choix de partir au début des opérations, comme un tiers de la population de Silopi. Pour ceux qui sont restés commençait alors un mois de privations. « On n'avait presque rien à manger, on a dû se contenter d'un peu de pâtes et de fromage. On n'avait même pas d'électricité ou d'eau. J'ai dû boire de l'eau de pluie », explique Tahir, en marchant vers les décombres de sa maison.

Par petits groupes, les habitants déambulent dans les rues des quartiers touchés. Sur les murs, combattants kurdes et forces de l'ordre

ont aussi livré une bataille de mots. Partout des graffitis ont fleuri, célébrant le PKK et son leader emprisonné Abdullah Öcalan. Les forces spéciales ont répliqué, peignant un peu partout des croissants de lune, à la gloire de la Turquie, et adressant directement des messages cinglants aux rebelles : « Si vous saviez que vous alliez avoir peur, il ne fallait pas jouer ! »

Très vite, la nuit tombe sur Silopi, au sortir de son premier jour de relative liberté. Les rues de la ville sont totalement plongées dans le noir, l'électricité n'ayant pas été rétablie. Tout le monde se terre chez soi. Des tirs se font entendre, puis une lourde explosion (une mine neutralisée par la police). Après un mois de combats, personne ne semble plus surpris de rien. Le silence finit par s'installer. Seuls les haut-parleurs de la police viennent troubler le silence : « Le couvre-feu temporaire reprendra de 18 heures à 5 heures du matin, et ce, jusqu'à nouvel ordre. »■

28 janvier 2016

SPUTNIK

FR

Turquie: 28 Kurdes prisonniers de décombres attendent toujours l'aide

fr.sputniknews.com - 28.01.2016

"DES GENS MEURENT sous nos yeux et nous, on ne peut rien faire", a déclaré à Sputnik Mehmet Tunc, un des 28 kurdes bloqués dans un immeuble partiellement détruit par des bombardements turcs dans la ville kurde de Jizra.

Jizra est en partie encerclée par les forces turques qui poursuivent une opération spéciale contre les partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan. Plusieurs étages d'un immeuble se sont effondrés suite aux bombardements turcs. 28 personnes sont bloquées dans le sous-sol du bâtiment depuis quatre jours déjà.

"Pour comprendre toute l'horreur de ce qui se passe ici, il faut le voir de ses propres yeux", dit Mehmet Tunc, habitant de Jizra.

"Il y a quatre jours, l'immeuble a explosé, 28 personnes y compris moi, se sont retrouvées prises au piège dans le sous-sol avec des blessures plus ou moins graves. Quatre personnes sont mortes à cause de l'absence de médicaments. Nous n'avons pu leur apporter l'aide médicale nécessaire. Maintenant, leurs corps reposent sur le sol à côté de nous. On étouffe ici, il y a beaucoup de poussière, l'odeur des cadavres commence déjà à se faire sentir", raconte-il.

Les personnes bloquées dans l'immeuble, dont deux sont gravement blessées, attendent toujours d'être évacuées. Mais la demande envoyée par des représentants du Parti des travailleurs du Kurdistan au Ministère de l'Intérieur reste toujours sans réponse.

"Un représentant du ministère a appelé le gouverneur de la province, qui a ordonné de sécuriser l'accès à l'immeuble afin que celui-ci ne s'effondre pas complètement, ce qui, le cas échéant, pourrait causer de graves ennuis aux autorités de la région. Actuellement, les bombardements continuent mais on évite de toucher notre immeuble", poursuit M.Tunc.

"C'est horrible de sentir son impuissance. Hier, j'ai bandé la jambe blessée de mon voisin, elle a déjà commencé à bleuir. On ne pouvait pas arrêter le sang. J'ai essayé de le sauver mais il avait perdu beaucoup trop de sang. Je m'en veux de ne pas avoir pu le sauver", avoue Mehmet Tunc.

Pour le moment, les 28 personnes bloquées dans l'immeuble ne reçoivent aucune aide du gouvernement turc. Selon le député du Parti démocratique des peuples Nimettullah Erdoğan, les autorités ne cherchent même pas à discuter d'un plan d'évacuation. "Ce qu'ils ont fait, c'est s'adresser au gouverneur régional. Ankara a probablement décidé de faire retomber toute la responsabilité de la situation actuelle sur les forces de sécurité locales", a-t-il estimé.

Après l'attentat-suicide meurtrier de Suruç (ville turque située à la frontière turco-syrienne), perpétré le 20 juillet 2015 et attribué à Daech (acronyme arabe de l'État islamique), le gouvernement turc a annoncé avoir effectué des bombardements contre des groupes djihadistes en Syrie. En réalité, il en a surtout profité pour frapper principalement les positions du PKK, notamment au Kurdistan irakien. ○

Biden calls for 'change of attitude' by Turkish government

US Vice President Joe Biden called for a “change of attitude” by Turkish President Recep Tayyip Erdogan toward critics of Turkey’s increasingly destructive military campaign against Kurdish rebels and cities in southeast Turkey.



Week in Review
January 24, 2016
www.al-monitor.com

Speaking in Istanbul on Jan. 22, Biden said, “If you don’t have an ability to express your opinion, to criticize a policy, to offer competing ideas without fear of intimidation or retribution, the country is robbed of opportunity and the country is being robbed of possibilities.” He added, “When Internet freedom is curtailed and social media sites like YouTube or Twitter are shut down and more than 1,000 academics are accused of treason simply by signing a petition, that’s not the kind of example that needs to be set in the region.” Biden said that Turkey’s commitment to free expression and democracy matter “not only to Turks but to America.”

Cengiz Candar writes of a “witch hunt” conducted by the Turkish government against academics and intellectuals who signed a petition protesting the Turkish military campaign against Kurdish towns in southeast Turkey. Erdogan slammed the signatories as “so-called intellectuals” committing “treachery” by engaging in propaganda on behalf of the Kurdistan Workers Party (PKK), which Turkey considers a terrorist group.

Biden told Turkish lawmakers that the United States backed Turkey’s campaign against the PKK, but that its heavy use of force in southeastern villages is unsustainable.

Mahmut Bozarlan reports this week on the effect of the Turkish military campaign in Silopi, a predominantly Kurdish town of 121,000 on the Iraqi border. Silopi has been the scene of some of the worst fighting between the Turkish military and the Patriotic Revolutionary Youth Movement (YDG-H), the PKK’s radical armed youth wing, which many residents also blame for the carnage.

“A flurry of military activity was the first thing that greeted the eye in town, with dozens of armored vehicles roaming the streets. The Habur crossing road, which cuts through the city, had become a demarcation line. The neighborhoods on its right side were easily recognizable as the theater of the clashes. One could barely walk through the area, let alone drive. The streets were dotted with craters — the result of explosions employed as a combat tactic by both sides. The security forces blew up barricades to advance, while the militants detonated trenches full of explosives to keep them away. The buildings along the streets were riddled with bullets, now the hallmark of neighborhoods where the clashes take place,” Bozarlan writes.

Biden met Jan. 23 with Erdogan and Prime Minister Ahmet Davutoglu. On the agenda was what more Turkey can be doing to battle the Islamic State (IS). Biden has been a kind of truth teller on these matters, providing candor not always possible by US diplomats who have engaged in agonizing diplomacy for what would seem to be the most basic coordination, such as allowing the United States to use Incirlik Air Base to bomb IS. Biden bucked diplomatic niceties on Oct. 3, 2014, when he let slip that the “biggest problem is our allies” in cracking down on foreign fighters in Syria, and that Turkey, Saudi Arabia and the United Arab Emirates “were so determined to take down [Syrian President Bashar al-] Assad and essentially have a proxy Sunni-[Shiite] war. ... They poured hundreds of millions of dollars and thousands of tons of weapons into anyone who would fight against Assad — except that the people who were being supplied were [Jabhat] al-Nusra and al-Qaeda and the extremist elements of jihadis coming from other parts of the world.”

Fehim Tastekin explains the reasons for the many, well-justified questions in Turkey and elsewhere about their commitment to fighting IS. While there is no question that Turkey has been a target and victim of IS terrorism, Ankara can hardly be considered a leader in taking the fight to



US Vice President Joe Biden (L) and Turkish President Recep Tayyip Erdogan chat after their meeting in Istanbul, Jan. 23, 2016. (photo by REUTERS/Sedat Suna)

the jihadi group. What Turkey has done to combat IS has often followed months if not years of US pressure, or has occurred in the aftermath of IS-linked terrorist attacks, such as the deadly suicide bombing on Jan. 12 in Istanbul. Turkey has dealt with IS and the al-Qaeda-linked Jabhat al-Nusra with a kind of strategic relativism in the broader context of its more pressing priorities in Syria, which are degrading the Democratic Union Party (PYD) and its armed wing, the People’s Protection Units (YPG), and toppling Assad.

“For years, Turkey has been criticized for its porous borders that allow fighters and weapons to pass unhindered. When it is pointed out that jihadist control border terrain and Turkey is becoming another Pakistan, Turkish officials merely respond that such allegations are exaggerated. When Jabhat al-Nusra and then IS became well-established and prominent, Turkey’s argument was, ‘Assad has sponsored these organizations. Their source is the regime. If the regime goes, then this question will go away too.’ But when the United States added Jabhat al-Nusra to its terrorist list in 2012, Turkey covertly continued to support that group,” Tastekin writes.

Tastekin adds that “despite constant warnings from the United States, Turkey did not try to block the transfer of IS oil through its border until March 2014. Although some measures were taken to cut the pipelines across the Assi River at Hatay, oil trade continued via traditional smuggling routes,” Tastekin’s article asks why the Turkish security services were able to move so quickly to round up IS cells after Jan. 12. “This naturally justified the question, if Turkey had the security intelligence to detain so many people in one night, why didn’t it take action before the bombing? Then came reports that the national intelligence service MIT had warned security agencies on Dec. 17 and Jan. 4 that tourist sites and foreigners could be targeted. The only court action against IS operations in Turkey followed the complaints of families of the young people who had joined the organization. Of 67 suspects listed in the charge sheet submitted to the court, 23 were named by their own families; 29 were released. This and similar cases give the impression that legal action against IS is not taken very seriously. Government officials say such allegations are baseless. According to them, in the first 11 months of 2015, 1,200 people were detained on suspicion of links to IS and at least 350 were arrested.”♦

Turkey and the Kurds

Widening the conflict

A campaign against the PKK turns the country's south-east into a war zone

Jan 23rd 2016 | DIYARBAKIR | <http://www.economist.com>



THE birds of Diyarbakir are doing very little perching these days. Just when they manage to settle on a satellite dish, a blast of artillery or machine-gun fire sends them dashing skyward. The humans who live here are distraught, too. "We can barely get any sleep," says a woman walking her son to school just outside the Sur district, the city's historic centre, where Turkish forces are battling militants aligned with the Kurdistan Workers' Party (PKK).

In July the PKK, which has waged a decades-long war for Kurdish self-rule, returned to killing Turkish police and soldiers after a two-year ceasefire. The group accused Turkey of tacitly supporting Islamic State (IS). (The jihadists had tried to wipe out the Syrian Kurdish border town of Kobane as Turkish soldiers looked on, and have killed scores of Kurds in bomb attacks across Turkey.) Turkey responded with air raids on PKK camps and a crackdown in the largely Kurdish south-east. Since then, fighting in Diyarbakir and other Kurdish cities has killed at least 230 Turkish security officers, up to 240 civilians and hundreds of PKK fighters, says the International Crisis Group, a think-tank. Last week a PKK car bomb killed a police officer, three children and two other civilians.

In Diyarbakir Turkish tanks, along with 2,000 police and soldiers, appear bent on burying in rubble the PKK fighters still holed up in

Sur. The region's governor, Huseyin Aksoy, has heard reports of 50 to 70 militants left in the old city. He insists that the army has trained most of its firepower on the militants' booby-trapped ditches and barricades: "The heavy weapons are not being used against people."

Locals disagree. Residents fleeing Sur say swathes of their neighbourhood have been destroyed by artillery fire. Historical sites, including a 16th-century mosque and a newly restored Armenian church, have been damaged, says Ahmet Ozmen, deputy head of the local bar association. In November the bar's president, Tahir Elci, was shot dead during a gun battle moments after making a televised plea for peace.

The local economy, which was just emerging from decades of war, is again reeling. Metin Aslan, of the local chamber of commerce, estimates the cost to Diyarbakir alone at more than \$300m; the unemployment rate threatens to climb from 16% last year to over 30%. The city's gleaming new international airport, a reminder of the faith investors once placed in peace talks between the PKK and the government, is nearly empty.

The PKK, its ambitions fanned by Western support for Kurdish victories over IS in Syria, is facing a reality check in Turkey. Its fighters may hold out for a few more weeks in Sur, Silopi and Cizre, but it stands little chance of

wresting territory from a government that boasts NATO's second-biggest army and has few qualms about using force. Yet the rebels may not care. The longer the fighting lasts, the more recruits are driven into the group's arms, says Cengiz Candar, a Turkish analyst: "The way they see it, even if they lose militarily...they stand to gain politically."

The ruling Justice and Development (AK) party of President Recep Tayyip Erdogan also feels it has little to gain from de-escalation. After a decisive win in November's election, brought about in part by the fighting and a surge in Turkish nationalist sentiment, Mr Erdogan believes he has a mandate to pummel the rebels. "As unfeasible as it is, Turkish voters are focused on eradicating the PKK," says Akin Unver, an academic. "That's the dream the government sold to the electorate."

Mr Erdogan, who for years has wanted to change the constitution to grant himself an executive presidency, may even be considering another snap poll after two ballots last year. "He thinks he can get another 5% of the vote," says Mr Unver. That could be enough to keep the pro-Kurdish Peoples' Democracy Party (HDP) out of parliament and give AK enough votes to change the constitution.

AK was once the party that broke taboos by acknowledging the Kurds' past persecution. Now prosecutors have placed over 1,100 Turkish academics under investigation for writing a letter calling for an end to military operations in the south-east. The producer and host of a TV show are under investigation after a caller pleaded for compassion for bystanders.

It is civilians who pay the greatest price. Of the roughly 24,000 residents caught in the fighting in Sur, at least 20,000 have fled the district. Yilcan Tas abandoned what was left of her family's house last month. She, her husband and their six children now live in a pair of cramped rooms next to refugees from Syria. Ms Tas blames PKK militants for packing a ditch next to her house with explosives, putting her family's lives at risk, and the army for destroying the neighbourhood. "In the end, we are the ones who are wretched," she said. "We are the ones being ruined." ■



January 30, 2016

UN snubs most powerful Kurdish group at Geneva talks

As talks get under way, the PYD's leader is staying in Geneva waiting for an invitation that seems unlikely to come.

Basma Atassi - 30 Jan 2016
http://www.aljazeera.com

Geneva, Switzerland - The leader of the most powerful Kurdish group in Syria, which currently controls about 15 percent of the country, is sitting with two of his aides in a modest apartment in a quiet neighbourhood not far from the UN headquarters in Geneva.

Salih Muslim, who left his family in the restive Syrian city of Kobane, is waiting to receive an invitation to the peace talks being held here between the Syrian government and the Syrian opposition.

But this seems unlikely to happen any time soon. UN Syria envoy Staffan de Mistura has already sent out the invitations and the talks have begun. Muslim and his PYD party have been excluded, despite the fact that the Kurds were the most successful fighting force on the ground in 2015.

The armed wing of the party, the YPG, has managed to regain much of Syria's traditionally Kurdish territory from the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL), and according to the IHS think-tank, expanded the territory under its control by 186 percent within a year to occupy 15,800 square kilometres of Syria.

"There is something we really want: the peace process to be started in Syria," the softly-spoken leader told Al Jazeera.

"It's impossible for it to be done if we are not part of it. We are sincere and we are genuine and we would like to be part of it."

Like his impeccably ironed white shirt, Muslim's calm demeanour gives little clue to the fact that this is a man who has come from a battlefield or that, in 2013, his youngest son was killed fighting ISIL in the Kurdish-dominated Tal Abyad. Neither does it hint to his more than two decades of activism for Kurdish rights.

The small, simply furnished apartment in which he is staying also says little about his influence as a political leader.

"We haven't been invited. The Swiss govern-



PYD leader Salih Muslim is sitting in a Geneva apartment waiting to be invited to the talks [Basma Atassi/Al Jazeera]

ment made some arrangement for us and other groups to be here, and we made it as a preparation for the peace process. We will get ready, but we have not had any invitation for now," Muslim explained.

Some prominent voices have been against his attendance.

The main opposition delegation, which was formed in Riyadh last month and includes a broad spectrum of opposition groups, accused the PYD of cooperating with the government of President Bashar al-Assad during the war. And Turkey, a key regional player, says the party is linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has waged a 32-year insurgency against the Turkish state that has seen more than 40,000 killed and is listed as a terrorist group by the European Union and the United States.

Muslim denies both claims, saying they are lies fabricated by Ankara.

"We are part of the Syrian revolution," the 65-year-old insists.

"The relation with Assad is just an accusation. Everybody knows that we have been struggling against the regime since 2004, seven years before the start of the Syrian revolution. We have had many martyrs killed by the regime," he continued. In 2004, a bloody crackdown by government

troops on Kurdish demonstrations left an estimated 30 people dead.

'ANTI-ASSAD IN WORDS'

Muslim says that since 2003, he has frequently been imprisoned by Assad's government.

But the fact that the YPG has rarely engaged in clashes with government forces since the mass uprising erupted in 2011 has raised questions about its alliances.

Government troops simply withdrew from Kurdish areas during the conflict, and the YPG stepped in to replace them, leaving the Kurdish group to govern those areas and protect them from ISIL when it attempted to expand.

"Why doesn't the YPG launch at least one attack against regime troops?" Maksim Alissa, a Syrian-Kurdish journalist, asked Al Jazeera, adding that Muslim is anti-Assad in words but not action.

Alissa suggests that after the deterioration of relations between Syria and Turkey following the start of the uprising, Assad's government decided to reach out to Muslim and his party to annoy Ankara.

But Muslim says the Kurdish area is currently surrounded by "extremists", and it is them the YPG is focusing its fight on.

"We are not only fighting ISIL but the mentality of ISIL, like Jabhat al-Nusra and Ahrar al-Sham. They have the same mentality. And we are also against the regime if they attack us," he told Al Jazeera.

A representative of Ahrar al-Sham, one of the most effective fighting groups across Syria, is part of the opposition delegation included in the Geneva talks.

When asked what he thought of that, Muslim said: "If they are coming for the peace process then it's OK. It means they believe in a democratic solution and a political solution."

"The first step in this process is ceasefire. So if they accept [a] ceasefire and are ready for a political solution, then any group which is genuine to accept this is no problem for us." □

La Turquie contre la présence des Kurdes syriens du PYD aux discussions de paix sur la Syrie (Davutoglu)

Ankara, 26 janvier 2016 (AFP)

LA TURQUIE REFUSE "catégoriquement" la présence des Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD) lors des pourparlers de paix sur la Syrie qui doivent débiter vendredi à Genève, a confirmé mardi son Premier ministre Ahmet Davutoglu.

"Nous refusons catégoriquement que le PYD et les YPG (Unités de protection du peuple, les milices combattantes du PYD) qui oppriment les Kurdes soient assis autour de la table", a déclaré M. Davutoglu devant les députés de son parti.

"Une organisation terroriste présente dans les rangs de l'opposition pendant les discussions est de notre point de vue inacceptable", a-t-il souligné.

La Turquie considère ces deux mouvements comme proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 la rébellion sur le sol turc.

"Le PYD qui coopère avec le régime (syrien) ne peut représenter le juste combat du peuple syrien", a insisté le chef du gouvernement.

Les YPG constituent l'un des fers de lance de la lutte contre le groupe Etat isla-

mique (EI) sur le sol syrien. En 2015, leurs combattants ont repoussé les jihadistes hors de Kobané puis de Tall Abyad, deux villes syriennes, et occupent désormais une large bande de l'extrême nord du territoire syrien le long de la frontière turque.

Dans le cadre de la coalition militaire antijihadiste, les Américains fournissent armes et assistance aux Kurdes de Syrie.

Mais les Turcs y sont farouchement opposés, redoutant qu'ils n'étendent leur influence le long de la frontière turco-syrienne. Ils ont menacé d'intervenir s'ils progressaient au-delà de la rive occidentale de la rivière Euphrate.

Les pourparlers entre l'opposition syrienne et le régime de Damas, sous l'égide de l'ONU, devaient commencer lundi mais ont été reportés en raison d'un blocage sur la composition des délégations.

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a estimé mardi que ces discussions ne pourraient donner "aucun résultat" si le PYD n'était pas invité à Genève. La Russie constitue avec l'Iran le dernier soutien au président syrien Bachar al-Assad.

Le gouvernement islam-conservateur turc a rejoint la coalition antijihadiste mais a fait de son combat contre le PKK sa priorité.

Iraq Kurds Agree on Independence Vote, Official Says

Khalid Al Ansary / January 27, 2016
<http://www.bloomberg.com>

- Vote could lead to break-up of OPEC's second-biggest producer
- Baghdad says unilateral independence is unconstitutional

Iraqi Kurdish leaders plan to hold a referendum on the region's independence, an official said on Wednesday, in a move that could lead to the break-up of OPEC's second-biggest oil producer.

Massoud Barzani, president of the semi-autonomous Kurdish Regional Government, and other Kurdish leaders have all agreed to hold the referendum, said Kifah Mahmoud, an adviser at the president's office.

While they all agreed to hold the referendum, the vote "doesn't mean independence. It is the decision of the people," Mahmoud said.

The Kurds, who historically have resisted control by Arab-dominated governments in Baghdad, are independently developing oil reserves they say may total 45 billion barrels -- equivalent to almost a third of the deposits in the rest of Iraq, according to BP Plc data.



A peshmerga fighter plants a Kurdish flag near Kirkuk, northern Iraq.

Saad Al-Hadithi, a spokesman for Iraqi Prime Minister Haider Al-Abadi, said "any unilateral position from any party without coordination or approval will be against the constitution and illegal."

The Kurds have been holding back crude produced in their enclave in northern Iraq and exporting it independently since June via a pipeline through Turkey, as they exercise greater control of their own affairs. KRG finances have been eroded by a budget impasse with Baghdad, the collapse in crude prices, and the cost of a war against Islamic State militants. ○

Kurdish government pledges year of 'reform and modernization'

27 Jan 2016
rudaw.net/english

ERBIL, Kurdistan Region—To overcome a financial crisis and stabilize its economy the Kurdish government launched the first step of its wide-ranging reform program starting with the restructuring and reform of the finance ministry.

Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani said the reform program starts with modernizing the finance ministry which would be a stepping stone for further reform in all other sectors.

Barzani said that his cabinet was committed to strengthen the financial and administrative sector that would include redrawing the work of public banks and throwing full support behind the private sector.

He is committed to open and transparent governance, he added.

"This will help us create a sustainable and modern economy," said Barzani. "And it will create a healthy and competitive job and investment environment."

Speaking to a group of cabinet ministers, investors and politicians

in Erbil on Wednesday, the prime minister said that the Kurdistan Region is working on an all-encompassing reform plan to help the region move beyond its current crisis and encourage growth.

From 2006-2014 there was more than \$30 billion worth of investment in the Kurdistan Region, \$5 billion of it foreign investment which went hand in hand with social development, said Barzani.

"But in the meantime we have to look back on our mistakes and opportunities for reform which we failed to seize on time," he said.

"This would be the year of reform and modernization," vowed the prime minister.

Barzani said that the reform program will work with professional syndicates, investors and academics and "We will pursue a policy of poverty reduction and strengthening of the production sector."

The Kurdish government has been under severe financial strain for almost two years after Baghdad blocked its share of the national budget and the sharp decline in oil prices which is the main source of revenue for Erbil.

Barzani added to the list the expensive war with the Islamic



Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani pledged a year of 'reform and modernization' on Wednesday January 27, 2016. Rudaw Photo.

State (ISIS) and the hosting of more than 1.8 refugees to which "Baghdad has contributed very little financially," he said.

As part of its reform plan, said the prime minister, the Kurdish government takes austerity measures, which includes a temporary reduction in civil servant salaries, urging in the meantime that the international community could help

lessen Erbil's burden by shouldering some of the Peshmerga expenses.

"The financial situation is the biggest threat to the Kurdistan Region," said Barzani. "I therefore ask the coalition countries to actively support the Kurdistan Region financially. Our brave Peshmerga and the people expect that of our allies." ■

Les fantômes de Sinjar, cité yazidie en ruine

Libérée en novembre par les forces kurdes irakiennes, la ville est toujours sous la menace de l'État islamique. Ses anciens habitants n'ont pas pu regagner leurs maisons, souvent détruites par les combats.

ÉMILIE NNE MALFATTO
ENVOYÉE SPÉCIALE À SINJAR

IRAK Le boulanger est en retard. Dans la petite boutique, ses quatre ouvriers empilent rapidement les pains plats juste sortis du four un peu trop moderne dont il a fallu réparer une pièce le matin même. Forcément, la cuisson a pris du retard. Et les hommes se dépêchent dans des nuages de farine : Sinjar attend le pain. Logman est le seul boulanger ayant osé retourner dans la cité libérée en novembre du joug de Daech. Alors aujourd'hui, à bientôt midi, plusieurs milliers de soldats kurdes - quasiment les seuls habitants de Sinjar, qui reste une ville fantôme - s'impatientent.

La boulangerie est toute neuve : un mois à peine. Logman aussi est nouveau dans le métier. Avant la guerre, il était ouvrier du bâtiment. Mais les djihadistes qui se sont emparés de Sinjar en août 2014 ont détruit ses outils. Alors Logman s'est mis à faire des pains. Trois mille par jour, grâce à son four moderne de fabrication iranienne. Avec de la farine et de l'eau livrés depuis Dohuk, ville du Kurdistan à trois heures de route. Avec un générateur pour l'électricité. Et Daech à quatre kilomètres.

L'euphorie qui régnait dans Sinjar à la libération - la fierté d'avoir mis Daech à la porte, la certitude que cette victoire ouvrirait à la voie à la reconquête de Mossoul - est vite retombée. La ville s'est retrouvée face à une réalité faite de ruines, de danger toujours proche, de mines et de charniers. Plus d'une dizaine de fosses communes contenant des restes d'hommes, de femmes et d'enfants ont été mises au jour dans les environs de la ville. La dernière découverte macabre remonte à une dizaine de jours. « Et il y en a sans doute d'autres dans les zones qui n'ont pas encore été libérées », estime le lieutenant-colonel pechmerga Sherzad Hajji.

Alors Sinjar s'est ajoutée à la longue liste de cités libérées devenues villes fantômes, où on ne croise que militaires et chiens errants.

« Il n'y a pas de vie » ici, explique Logman en haussant ses épaules massives. « On travaille, le soir on ne fait rien. On attend que ça passe. » Sa famille a refusé de revenir - Daech est trop pro-



Dans la cité libérée de Sinjar, la réalité est faite de ruines, de danger toujours proche, de mines et de charniers. ÉMILIE NNE MALFATTO

che. Pourtant Logman tient à être ici. Il habite la maison d'un cousin, accolée à la boulangerie. La sienne a brûlé dans les combats.

Un gamin dépenaillé, au sourire timide, se glisse dans la boutique. Un des boulangers, blouison fauve et regard sombre, lui tend des pains. Ivan, 10 ans, est l'un des seuls enfants de Sinjar. Il

« Quand ils écrivaient "chiite" ou "yazidi", ça voulait dire que les combattants pouvaient rentrer se servir »

LOGMAN, BOULANGER À SINJAR

habite avec son grand-père, assis un peu plus loin. En costume de ville, keffieh, montre argentée et grosse chevalière, Saadou Jasan paraît beaucoup plus que les 62 ans qu'il annonce.

Ce yazidi est revenu à Sinjar il y a dix jours. Il a remis en ordre son « magasin » de parpaings - miraculeusement épargné - et attend le client, assis sur une chaise en plastique, kalachnikov sur les genoux, on ne sait jamais. À l'intérieur, des cigarettes, du whisky, de la bière, des boissons énergisantes.

Comme pour Logman, sa famille a refusé de revenir, préférant rester dans

les environs de Dohuk. « Les gens ont peur que Daech soit en train de creuser des tunnels pour rejoindre la ville », explique-t-il. Et les quelque cinq mille pechmergas déployés dans et autour de Sinjar ne suffisent pas à apaiser ces craintes. Le souvenir d'août 2014, quand les soldats kurdes ont fui face à l'avancée djihadiste, reste présent dans les mémoires. De fait, Sinjar reste vulnérable. Les bastions djihadistes de Baaj - au sud - et Tall Afar - à l'est - sont trop proches pour que la ville soit hors de danger. Des obus de mortiers touchent presque quotidiennement la cité. « Au début, il en tombait dix ou quinze par jour », raconte Logman. « Ces derniers jours, ça s'est un peu calmé... »

Au danger, s'ajoute la difficulté de vivre dans une ville détruite, tombeau de gravats où surnagent quelques fragments de vie d'avant. Un tricycle rose échoué dans une rue. Une théière étrangement intacte, posée sur une table basse dans la cour d'une maison détruite. Un gamin coiffé d'un keffieh qui passe à fond de train sur une bicyclette grinçante et disparaît dans les rues désertes.

« Chiite » est tagué en arabe sur le mur crème d'une maison restée debout. « Quand ils écrivaient "chiite" ou "yazidi", ça voulait dire que les combattants pouvaient rentrer se servir », explique

Logman, improvisé guide une fois la fournée achevée. Plus à gauche « musulman sunnite » a été inscrit. Sinjar, qui comptait quelque 300 000 habitants avant la guerre, était une cité pluri-confessionnelle.

L'intérieur de la maison marquée « chiite » est sens dessus dessous. Des bassines, des restes de nourriture, du mobilier brisé. Un maillot de corps suspendu à une corde à linge. Des dizaines de sacs de terre envahissent les pièces, entreposés par les djihadistes - des fortifications pour les combats urbains. Dans la pièce du fond, une montagne de sacs entoure un trou percé dans le béton. Plus de trois mètres de vide. Un des tunnels creusés par Daech, comme il en existe des dizaines dans Sinjar. « C'est probablement là qu'ils se plan-

quaient pendant les frappes aériennes », explique Logman.

Un peu plus loin, derrière une porte, un escalier creusé dans la roche. Une autre entrée du souterrain. Les parois, le plafond très bas s'effritent sous la main. Le tunnel serpente sous la maison - la tâche a dû être titanesque. On trébuche sur des ventilateurs, des sandales, un matelas - Logman le soulève précautionneusement avant d'avancer; on ne sait jamais ce qu'il peut y avoir dessous.

Plusieurs centaines d'engins explosifs improvisés (EEI) ont été découverts dans la ville, et les décombres restent dangereux. Quelques rues plus loin, un EEI est posé sur un matelas dans l'entrée d'une maison. L'objet peint en bleu ciel, de plus d'un mètre de long, évoque

vaguement une énorme grenade à manche. Des câbles blancs traînent au sol - attention à ne pas marcher dessus, prévient Logman qui soupire en regardant la bombe.

Logman ne sourit jamais. Son visage reste sombre, ses yeux éteints - tous les « revenants » de Sinjar semblent ainsi. Ce n'est pas parce que la ville est libérée que tout va mieux, expliquent-ils. Les massacres, les charniers ne s'effacent pas. Et surtout les prisonniers, raflés par milliers lors de la prise de Sinjar - Daech détiendrait encore 3 500 « esclaves » en Irak selon les Nations unies. « Tu vois le garçon de ma boutique, celui avec le blouson fauve ? », demande Logman. « Toute sa famille est encore aux mains de Daech. » ■

AFP

Des responsables kurdes, non invités aux discussions syriennes, quittent Genève (sources kurdes)

Genève, 30 janvier 2016 (AFP)

LE CHEF DU PRINCIPAL parti kurde syrien PYD, Saleh Muslim, ainsi que d'autres responsables kurdes qui se trouvaient à Genève en espérant être invités aux discussions sur la Syrie, ont finalement quitté la Suisse, l'ONU ayant renoncé à les convier, ont indiqué samedi à l'AFP des sources kurdes.

Saleh Muslim et ses conseillers, arrivés la semaine dernière à Genève, sont partis vendredi soir, selon une de ces sources.

"Nous avons quitté Genève parce que nous n'avons pas eu d'invitation. Nous ne nous sentirions engagés par aucune décision prise à Genève, y compris par un cessez-le-feu", a indiqué cette source sous couvert de l'anonymat.

"Sans nous, le processus (de Genève) connaîtra le même sort que les précédentes discussions", a ajouté cette source, en référence à l'échec de discussions intersyriennes en 2014 en Suisse.

Ilham Ahmad, co-présidente du Conseil démocratique syrien (CDS), une

alliance d'opposants kurdes et arabes, a également indiqué à l'AFP avoir quitté la Suisse, faute d'invitation aux discussions.

La participation ou pas des Kurdes aux négociations intersyriennes avait suscité une controverse. La Russie, alliée du régime de Damas, a estimé qu'aucune négociation ne pourrait donner de résultats sans eux, tandis que la Turquie a jugé leur présence inacceptable.

Le PYD est en pointe dans la lutte contre les jihadistes de l'Etat islamique dans le nord de la Syrie, mais il est considéré par Ankara, qui craint par dessus tout les velléités d'indépendance kurde, comme une émanation du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), son ennemi numéro 1.

Les Etats-Unis soutiennent le bras armé du Conseil démocratique syrien (CDS), alliance d'opposants arabes et du PYD, dans sa lutte contre l'EI.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, le conflit kurde en Turquie a repris l'été dernier, faisant voler en éclats des pourparlers de paix engagés par le gouvernement islamo-conservateur turc avec le PKK à l'automne 2012.

AFP

Rencontre en Syrie entre combattants kurdes et hauts responsables occidentaux

Qamichli (Syrie), 31 janvier 2016 (AFP)

UNE DÉLÉGATION incluant l'envoyé spécial américain pour la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) a rencontré en Syrie des membres d'une alliance kurdo-arabe combattant les jihadistes, ont indiqué dimanche à l'AFP des sources proches du dossier.

Cette visite serait la première d'un haut responsable américain en Syrie depuis le début de la guerre dans ce pays en 2011.

Brett McGurk, l'envoyé spécial du président américain Barack Obama pour la coalition internationale combattant l'EI en Syrie et en Irak, était accompagné de hauts responsables français et britanniques, ont indiqué ces sources à l'AFP.

Les discussions avec des hauts responsables des Forces démocratiques syriennes (FDS), regroupant des combattants arabes et kurdes syriens, ont eu lieu samedi dans la ville de Kobané, contrôlée par les Kurdes et située au nord de la Syrie près de la frontière turque.

Elles ont porté sur "les plans militaires" pour lutter contre l'EI, a indiqué à l'AFP une source kurde proche de la délégation participant à cette rencontre.

Cette rencontre a été confirmée à l'AFP par une deuxième source kurde sur le terrain.

Contacté par l'AFP, le département d'Etat américain n'a pas pu dans l'immédiat confirmer ou infirmer la tenue de cette rencontre.

Les FDS sont composées principalement des Unités de protection du peuple kurde (YPG), une puissante milice de Kurdes syriens qui s'est révélée être une des plus efficaces contre l'EI. Elles comptent également des unités composées d'Arabes syriens, musulmans et chrétiens.

Cette rencontre intervient alors que les Kurdes syriens ont été exclus des négociations de paix indirectes qui démarrent lundi à Genève entre le régime du président syrien Bachar al-Assad et l'opposition sous l'égide de l'ONU.

La Turquie s'oppose farouchement à leur présence à la table des négociations, les accusant de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une guérilla en Turquie.

Malgré cela, les FDS bénéficient du soutien appuyé sur le terrain de la coalition internationale anti-EI menée par les Etats-Unis.

Pour l'analyste Mutlu Civiroglu, basé aux Etats-Unis et spécialiste des affaires kurdes, la visite de l'envoyé spécial de Barack Obama vise à "calmer la colère des Kurdes" après leur exclusion des pourparlers de Genève.

Elle a pour objectif de "leur donner l'assurance qu'ils ne sont pas ignorés et qu'ils auront une part dans le processus", a-t-il ajouté.

Des sources kurdes avaient indiqué plus tôt à l'AFP que le secrétaire d'Etat adjoint américain Tony Blinken avait eu un entretien téléphonique avec le chef du Parti de l'Union démocratique kurde de Syrie (PYD), branche politique de l'opposition kurde) Saleh Muslim au sujet des pourparlers de paix.

International New York Times JANUARY 27, 2016

Undoing progress in Turkey

Abdullah Demirbas

ISTANBUL Entire towns and districts are under siege. Tanks ram through narrow alleys closed off by barricades and trenches. Residents are trapped indoors for weeks because of curfews. Those who venture outside risk sniper fire. Their bodies lie on the streets for days before they can be collected. Bullets fly in through windows and buildings collapse under shelling, killing those seeking shelter at home.

This is not Syria. This is Turkey, the European Union candidate country once hailed as a champion of the Arab Spring. The conflict that restarted here after the breakdown of talks between the Turkish state and the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., last summer has turned into a devastating war in Kurdish towns and cities.

One of the most affected places is the city of Diyarbakir's historic Sur district, where I was mayor from 2004 to 2014. Sur has been under 24-hour curfew since the beginning of December. Many of its neighborhoods lie in ruins. Its historic buildings are damaged, once busy shops are shut, hospitals lack staff and schools are closed. Tens of thousands of people have fled.

Sur's walls surround an ancient city that has been inhabited for millenniums. Its narrow streets, spacious courtyards and elegant stone structures are reminders of a rich multicultural legacy — a legacy that has survived, albeit in an impoverished state, a century of conflict. Small but increasingly visible communities of Armenians, Assyrians, Chaldeans, Yazidis and other minorities live alongside adherents of diverse interpretations of Islam in what is now a predominantly Sunni Kurdish town.

Over the past decade, our municipality worked hard to revive and preserve this heritage. We oversaw the restoration of many historic buildings, including mosques and churches. The reopening of the Surp Giragos Armenian Church, which is now the largest Armenian church in the Middle East, after

nearly a century in ruins has encouraged "hidden" survivors in Turkey of the 1915 genocide to rediscover and embrace their heritage. Efforts to restore the old synagogue in memory of Sur's once vibrant Jewish community were underway before the eruption of violence last summer.

In 2012, Sur's community leaders established an interfaith dialogue group bringing together representatives of the region's different religions, cultures and civil society groups. Known as the Council of Forty, it has played a crucial role in keeping sectarian violence from reaching our city. Thanks

The country's war on the Kurds is destroying culture and heritage, and sabotaging a newly revived pluralism.

to its efforts, Sur came to symbolize the vision of peaceful coexistence in a region plagued by intolerance. It causes me immense grief to see that pluralism fall apart along with Sur's buildings. Sectarianism is destroying Syria before our very eyes. To avoid the same fate in Turkey, the Council of Forty has called on the government to lift the curfews, and asked all sides to end hostilities and return to peace talks within the framework of parliamentary democracy.

President Recep Tayyip Erdogan said recently that military operations in the besieged Kurdish towns would continue until they were "cleansed" of "terrorists." "You will be annihilated in those houses, those buildings, those ditches which you have dug," he threatened. But what peace can be built through destruction? Decades of military policies against the Kurds have shown only that violence begets more violence.

Many residents of these towns are poor families who were forced to flee the countryside when the conflict between the Kurds and the Turkish state was at its peak in the 1990s. Those who are digging trenches and declaring "self-rule" in Sur and other cities and towns of southeastern Turkey today are mostly Kurdish youths in their

teens and 20s who were born into that earlier era of violence, poverty and displacement, and grew up in radicalized ghettos.

Now a new generation will grow up with the trauma of killing, destruction and forced migration. Where will they go? What will become of them? And how will an angrier generation of Kurds and Turks find common ground? The truth is that my generation may be the last to reach a peaceful settlement through dialogue.

Dialogue is possible when those in power want it. Last spring, the two sides were on the verge of a breakthrough after two and a half years of negotiations. The Kurds, when given a real and fair choice, have repeatedly picked politics over violence and opted for coexistence in a democratic Turkey, where their rights and identities are recognized, over separation. But as the destruction goes on, their faith in a political solution withers.

In 2007, Sur became the first municipality in Turkey to offer services in local languages, including Kurdish, Armenian and Assyrian, besides the official Turkish — a move that infuriated the authorities in Ankara and led to my removal as mayor. In 2009, months after being re-elected with two-thirds of the vote, I was arrested on charges of separatism. (I was released five months later on health grounds and kept my role as mayor throughout my arrest.)

As I was rounded up along with hundreds of Kurdish activists and elected politicians, my teenage son left our house to join the P.K.K. "You are wasting time with your politics and dialogue," he told me. I dedicated my life to trying to prove him wrong and bring him home in peace. I have been discouraged before, but never lost hope. Today, I struggle to keep that hope alive.

ABDULLAH DEMIRBAS is the former mayor of Diyarbakir's Sur district and a founding member of the Council of Forty.

International New York Times

JANUARY 29, 2016

Iran's president goes on a spree in Europe

PARIS

Rouhani signs deals, trumping reservations about human rights

BY ADAM NOSSITER

Europe, whose economic struggles have grown that much greater with recent problems in crucial markets like China and Russia, is rushing to do business with a newly accessible and eager, if still problematic, partner: Iran.

With the lifting of sanctions after its nuclear deal with the West, Tehran has gone shopping this week, bringing its checkbook and a long list of items it had been unable to acquire for years, from jetliners and European cars to pharmaceuticals and metals.

Despite lingering animosities and the United States' designation of Iran as a sponsor of terrorist groups, European governments and companies have made it clear that economic opportunity is going to trump concerns over human rights, security and politics for now.

The Iranian president, Hassan Rouhani, began his shopping spree in Italy, and continued it on Thursday in France.

The Iranian leader was treated to full state honors at one of the French Republic's most sanctified spots, Les Invalides, and the red carpet was rolled out for him at meetings with top business leaders. Later in the day, he met with President François Hollande at the Élysée Palace.

Lest they offend their guest, the French kept wine off the menu, as did the Italians, who also covered up nude



President Hassan Rouhani with President François Hollande at the Élysée Palace in Paris on Thursday. France and Iran have signed deals for automobiles, airplanes and oil.

statues. So far the courtship has worked swimmingly.

Italian and French business leaders have barely been able to sign the contracts fast enough, even as the Germans look on enviously.

By the end of Thursday morning, less than 24 hours into Mr. Rouhani's visit to France, the carmaker PSA Peugeot Citroën had signed a deal worth 400 million euros, or about \$438 million, with the Iranian carmaker Khodro. The oil company Total said it would sign a deal for 150,000 to 200,000 barrels a day. Airbus will sell 118 planes to the Iranians.

Even as analysts warn that the Irani-

an market may not be as easy to gain access to as many here hope, and that it may not be the answer that Europe desires to its economic downturn, the allure is proving nearly irresistible.

Mr. Rouhani represents one-stop shopping by himself: The Iranian government controls 80 percent of the country's economy. And with a population of around 80 million, much of it young and eager to spend after years of low-cost Chinese goods, Western companies cannot get there fast enough.

Deals and potential deals, signed and promised — for cars, planes, metals, pharmaceuticals — have been cascading. French companies should “rush” to Iran and “not waste any time,” said Pierre Gattaz, president of the Medef, a French business federation.

As Prime Minister Manuel Valls said on Thursday, “France is available for Iran.” Paris, he said — with Mr. Rouhani at his side at a meeting of the Medef — is “ready to mobilize its companies, its engineers and its technicians, its numerous resources, to contribute to the modernization of your country.”

Later Mr. Rouhani was received by President Hollande, noticeably unsmiling after a day marked by human rights protests against the Iranian president in Paris. About 20 agreements were signed in the presence of the two presidents, ranging from pledges to cooperate in health and agriculture to deals for planes, construction work and pharmaceuticals.

Mr. Hollande said Syria had been discussed — Iran's support for Bashar al-Assad is unwavering, while France insists he must go. “We spoke of every-



Protesters walked on a portrait of Mr. Rouhani during a demonstration in Paris on Thursday to call attention to the high number of executions in Iran and other human rights concerns.

thing," Mr. Hollande said. "I recalled the attachment of France to human rights," he added, as Mr. Rouhani looked on grimly.

Beyond the money, though, Mr. Rouhani's visit has important political and symbolic overtones.

Experts said that signing deals and meeting with Western politicians reinforces his own moderate faction in the face of powerful conservative elements in Iran — mostly because it shows the president taking an active role to turn around his country's economy.

"The logic of Rouhani, to get out of this difficult situation, is the normalization of Iran's economic relations with the world," said Fereydoon Khavand, a professor of economics at the Université Paris Descartes. "He is supported by the middle classes, the urban population."

Mr. Rouhani and the 11-odd ministers accompanying him on the state visit to Europe represent the moderate faction, "and they want to open up and go to the

world, to assure the integration of Iran in the global economy," Mr. Khavand said.

Analysts also said that Mr. Rouhani's trip was a calculated gamble against the conservative elements — that he has the popular will on his side.

"His opponents say, 'You've weakened Iran with the nuclear deal,'" said Thierry Coville, an Iran specialist at the Institut de Relations Internationales et Stratégiques, a think tank. "And he says, 'My politics of normalization reinforces the role of Iran in the world.'"

"He's telling the Iranian population that, 'We are being taken seriously,'" Mr. Coville said. "And I think the population is receptive."

To be sure, Mr. Rouhani's moderation is relative, and several substantial protests against his visit were mounted in Paris on Thursday.

A half-dressed woman harnessed herself by rope to a bridge as a reminder that Iran discriminates against women and is a leader in executions by hanging — car-

rying out at least 830 for last year by Nov. 1, according to Human Rights Watch.

Another rally focused on repression and political prisoners in Iran, where Human Rights Watch says that scores of people are held "for their affiliation with banned opposition parties," and journalists and bloggers are routinely jailed.

The French and Italian businessmen who greeted Mr. Rouhani this week were all smiles, nonetheless, and the politicians who shepherded them were scarcely less benevolent.

France, well practiced, also maintains excellent relations with Iran's archrival Saudi Arabia, itself a leader in human rights violations. Mr. Rouhani, for his part, appeared pleased with his reception, hailing "a new relationship" with France and saying he wanted to "turn the page."

REUTERS

Some 200,000 at risk in Turkey's fight against Kurdish militants

ISTANBUL — January 21, 2016 — By Ayla Jean Yackley REUTERS

SECURITY OPERATIONS in Turkey's mainly Kurdish southeast have put up to 200,000 people at risk, placing them in the crossfire or cutting them off from emergency and basic services such as water, rights group Amnesty International said on Thursday.

Round-the-clock curfews amid clashes between security forces and the armed Kurdistan Workers Party (PKK) have confined people indoors, even forcing some to live with the corpses of dead relatives, for days, it said in a report.

Authorities say the curfews are aimed at protecting civilians amid near-daily clashes.

"Turkey has never taken an approach that would endanger the lives of innocent citizens," a senior official said on condition of anonymity in response to Amnesty's report. "This is a struggle against a terrorist organization that harms everyone in the region and is responsible for the deaths of many people, primarily security forces."

Violence is at its worst in two decades after a 31-year insurgency reignited in July. Since then, more than 150 civilians, as well as hundreds of soldiers and PKK fighters, have been killed, Amnesty and government officials say. Operations intensified last month in Cizre and Silopi towns and the Sur district of Diyarbakir, the largest city in the region.

"Among those killed were young children, women and elderly people, who are very unlikely to have been involved in clashes with security forces," London-based Amnesty's report said, adding authorities had blocked observers from visiting areas under curfew.

"Crippling curfews that do not allow people to leave their houses at all have been in place for more than a month, effectively laying siege to entire neighborhoods," John Dalhuisen, an Amnesty director, said in the report.

PEACE TALKS DERAILED

The clampdown in a half-dozen towns in the southeast, home to most of Turkey's 15 million Kurds, is aimed at rooting out militants who have dug trenches and built barricades in a bid to declare autonomy in urban areas.

The clashes spelled the end to a ceasefire and peace talks seen as the best chance yet of ending the conflict that has killed 40,000 people since 1984.

President Tayyip Erdogan on Wednesday ruled out re-opening talks with



parliament's Peoples' Democratic Party (HDP), which has Kurdish roots and had played a role in the last effort.

"We don't have a road plan in front of us. Those with guns in their hands and those who support them will pay the price of treason," Erdogan said in a speech in Ankara.

On Wednesday, 33 PKK militants were killed in three towns, while a soldier was killed and seven wounded in Diyarbakir, the region's biggest city, the army said.

Amnesty accused Turkey's Western partners of failing to speak out against the measures because of the NATO member's role fighting Islamic State in neighboring Syria and hosting war refugees. Turkey shelters 2.2 million Syrian refugees and has agreed with the EU to do more to stop their exodus to Europe.

European Enlargement Commissioner Johannes Hahn on Wednesday called for "an immediate ceasefire and an urgent return to the Kurdish peace process" at the European Parliament, according to a transcript of his speech.

The PKK is considered a terrorist organization by the European Union and the United States as well as Turkey. ●

REUTERS

Group said trapped in cellar become focus in Turkey's Kurdish conflict

January 29, 2016 / By Melih Aslan and Daren Butler / Reuters

ISTANBUL | Turkish President Tayyip Erdogan and the pro-Kurdish opposition traded blame on Friday over the fate of more than 20 people it says have been trapped for a week in a cellar in a southeastern town as fighting rages between security forces and Kurdish militants.

Six of 28 people trapped in the basement of a residential building, under 24-hour curfew, in the town of Cizre have died over the past week and others are seriously wounded, according to the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

Three members of the HDP, the third biggest party in Turkey's parliament, have gone on hunger strike in protest at a failure to rescue the group, whose fate has become a focal point in the region's worst violence in decades.

"If there had been a sincere effort (to get them out) we would not be talking about six dead people today," HDP deputy Idris Baluken told a news conference in Ankara with two colleagues, all on hunger strike since Wednesday.

"We are talking about the problems of our citizens who for seven days cannot find food, water or drugs, who have died due to blood loss because of the lack of intervention."

The fighting, moving into towns scarred by trenches and barricades, coincides with threats from Islamic State militants over the border in Iraq and Syria. NATO allies eager to see restoration of calm in a volatile area have called for a ceasefire and talks to end the conflict.

Thousands of civilians have been caught up in the fighting between the Kurdistan Workers Party (PKK) and security forces that flared after a two-year-old ceasefire collapsed in July.

Baluken said ambulances belonging to the HDP-run municipality in Cizre, near the Syrian border, had tried to reach the group trapped in the cellar on 11 occasions but had been blocked at security force checkpoints.

The building appears to stand on a streetcorner and may lie in the crossfire between military and rebels. Journalists are excluded from the area.

"ALL LIES"

Erdogan rejected the notion that ambulances were being obstructed by the state, blaming the militants and accusing those on hunger strike of being servants of the PKK.

"This is all lies. There are always ambulances there," he told reporters in Istanbul. "They are deliberately not bringing the wounded out," he added.

Turkey, the United States and the European Union all classify the PKK as



Turkish police stand guard one of the entrance of Sur district, which is partially under curfew, in the Kurdish-dominated southeastern city of Diyarbakir, Turkey January 29, 2016. Reuters/Sertac Kayar

a terrorist organization. The PKK says it is fighting for autonomy for Turkey's Kurdish minority.

The Turkish army says more than 600 militants have been killed since security operations began in Cizre last month, and denies accusations it has killed large numbers of civilians.

The fighting has caused extensive damage not just in Cizre but also the town of Silopi, near the Iraqi border, and the ancient Sur district of the main city Diyarbakir, enclosed by Roman-era walls which were added to the UNESCO World Heritage list last year. All have been under curfew since December.

The former mayor of Sur said years of progress toward peace in the region were being undone.

"Decades of military policies against the Kurds have shown only that violence begets more violence," Abdullah Demirbas wrote in an op-ed in the New York Times this week.

He likened the scene to neighboring Syria, describing towns "under siege", bodies lying in the street for days and buildings collapsing due to shelling. ●

AFP

Turquie : quatre soldats tués lors de combats avec le PKK dans le sud-est

Diyarbakir (Turquie), 27 janvier 2016 (AFP)

QUATRE SOLDATS turcs ont été tués mercredi lors de violents affrontements avec des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à Diyarbakir, dans le sud-est à majorité kurde du pays, où un couvre-feu controversé a encore été renforcé.

Les combats ont éclaté dans le district de Sur, lorsque des hommes du PKK ont ouvert le feu sur des soldats avec des armes automatiques et des lance-roquettes, a annoncé le commandement militaire sur son site internet.

Trois soldats ont été tués et six autres blessés, a ajouté l'état-major.

Un quatrième soldat est décédé plus tard de ses blessures à l'hôpital, a indiqué de son côté l'agence de presse Dogan.

L'armée et la police ont lancé en décembre une vaste offensive dans le district

de Sur et dans plusieurs autres villes, sous couvre-feu total, pour éliminer des groupes de jeunes rebelles qui y avaient installé des barricades et des tranchées, défiant les autorités.

Les affrontements qui continuent de s'y dérouler ont fait de nombreuses victimes dans les deux camps, ainsi que près de 200 civils, selon les ONG.

Dans le district historique de Sur, à Diyarbakir, le couvre-feu en place depuis le 2 décembre a été étendu à cinq quartiers supplémentaires et à une rue pour permettre aux forces de l'ordre de démanteler et déminer les positions tenues par les rebelles, ont annoncé mercredi les autorités locales.

Un couvre-feu règne depuis près de 50 jours dans la ville de Cizre, alors que celui qui visait la ville de Silopi a été levé partiellement la semaine dernière.

L'armée a par ailleurs annoncé avoir "éliminé" mardi 20 "terroristes" supplémentaires à Cizre et Sur, portant à près de 600 le nombre des pertes rebelles depuis le début de son offensive. Ces chiffres n'ont pas été confirmés de source indépendante.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, le conflit kurde a repris l'été dernier, faisant voler en éclats les pourparlers de paix engagés par le gouvernement islamo-conservateur turc avec le PKK à l'automne 2012. Ce conflit a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.



Alep : le tourment décisif des frappes russes

La plus grande ville syrienne, qui n'est plus qu'un champ de ruines, risque d'être assiégée par l'armée du régime et ses alliés.

Par Luc Mathieu,
Envoyé spécial à Gaziantep,
à la frontière turco-syrienne
29 janvier 2016 ·
www.liberation.fr

Que restera-t-il d'Alep ? En restera-t-il seulement quelque chose, sinon des ruines et des quartiers ravagés ? Alep, la plus grande ville de Syrie, est en guerre depuis quatre ans. Dévastée par les combats entre rebelles et soldats du régime, elle est aujourd'hui bombardée par l'aviation russe et risque d'être assiégée par les forces de Bachar al-Assad et leurs alliés. «Les Russes frappent plusieurs fois par jour, aussi bien à Alep que dans les campagnes du Nord, jusqu'à la frontière turque. C'est un rythme jamais vu depuis le début de la guerre», dit Saqr Ali al-Khadr, membre d'une ONG syrienne rencontré à Gaziantep, dans le sud de la Turquie.

Les rebelles sont entrés à l'été 2012 dans Alep. Ils ont rapidement pris le contrôle de la moitié de la ville. Les combats n'ont jamais cessé depuis. Durant près de deux ans, l'aviation syrienne a largué des milliers de barils d'explosifs, visant délibérément les civils. Mais les lignes de front sont restées globalement figées.

ETAU

Dans la périphérie, après des affrontements entre rebelles et jihadistes de l'Etat islamique (EI) à la fin 2013, les positions n'ont guère évolué. Mais depuis deux mois, les lignes bougent. Les troupes syriennes, alliées à des combattants du Hezbollah libanais, des miliciens chiites irakiens et des conseillers iraniens, tentent d'encercler les faubourgs de la ville. Précédés par les bombardements russes, ils s'en approchent. Ils progressent depuis le sud et l'est. L'état n'est pas refermé, mais les rebelles ne tiennent plus que la périphérie nord-ouest.

«Franchement, si ça continue à ce rythme, on ne peut plus exclure qu'Alep soit bientôt encerclé. Ce serait catastrophique, plus d'un million de civils seraient piégés», explique le conseiller politique d'un groupe de l'Armée syrienne libre (ASL), opposée au régime. «Depuis trois ans, on répète que les rebelles vont finir par prendre le contrôle total d'Alep. Mais ce n'est jamais arrivé. Cette fois, c'est l'inverse qui risque de se produire. Si jamais Alep est assiégé et repris par le régime, c'en est fini de la révolution», ajoute un diplomate occidental.

La bataille se joue en réalité dans toute la région au nord de la ville. Les rebelles appartiennent en majorité à des groupes locaux, issus de l'ASL, la branche modérée de l'opposition, celle dont le régime et les responsables russes nient l'existence, estimant que la rébellion n'est que «terroriste». Les salafistes d'Ahrar al-Sham sont également présents. Les jihadistes du Front al-Nusra, la branche syrienne d'Al-Qaeda, viennent quant à eux d'envoyer

des renforts. Tous font face à trois de leurs ennemis : le régime, l'EI et les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), le pendant syrien du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), actif en Turquie. «Oui, sans aucun doute, on peut dire que la situation est complexe», dit en souriant le conseiller de l'ASL. Il ne sourit plus quand il ajoute : «Ils visent avant tout les groupes de l'ASL parce que nous sommes les plus faibles. Ils veulent nous éradiquer.»

Les combats sont quotidiens. Ils alternent d'un front à l'autre, forçant les rebelles à se regrouper avant de se défaire pour rejoindre une autre position. La coalition intervient rarement, ne bombardant que si l'EI risque de s'emparer d'une ville. L'enjeu est pour l'instant de contrôler la route qui relie Azzaz, près de la frontière turque, à Alep. Aidées par des frappes russes, les forces loyalistes attaquent cette zone stratégique par le sud, les Kurdes par l'ouest. Ces derniers se sont alliés à quelques groupes arabes, sous la bannière du Front démoc-

ratique syrien. «C'est une blague, les Arabes ne représentent rien, c'est une façade pour faire croire aux Occidentaux que les Kurdes sont prêts à créer une force pluraliste. En réalité, ce sont eux qui ont les hommes et les armes. Et ce sont eux qui prennent les décisions», dit le conseiller de l'ASL.

AUTONOMIE

Depuis le début de la guerre en Syrie, les Kurdes n'ont jamais dévié de leur objectif : unifier leurs territoires, dont une partie jouit déjà d'une autonomie de fait. Ils doivent donc conquérir Azzaz, seul moyen pour relier Afrine, à l'ouest, aux villes kurdes qui jouxtent la frontière irakienne, à l'est. Ce plan ulcère la Turquie, qui rejette violemment l'idée d'un Kurdistan syrien agrégé le long de sa frontière.

Pour le contrecarrer, Ankara mise sur la création d'une «zone de sécurité» contrôlée par des rebelles aux portes de la Turquie. Selon ses estimations, celle-ci serait longue d'une centaine de kilomètres - entre Azzaz ■■■



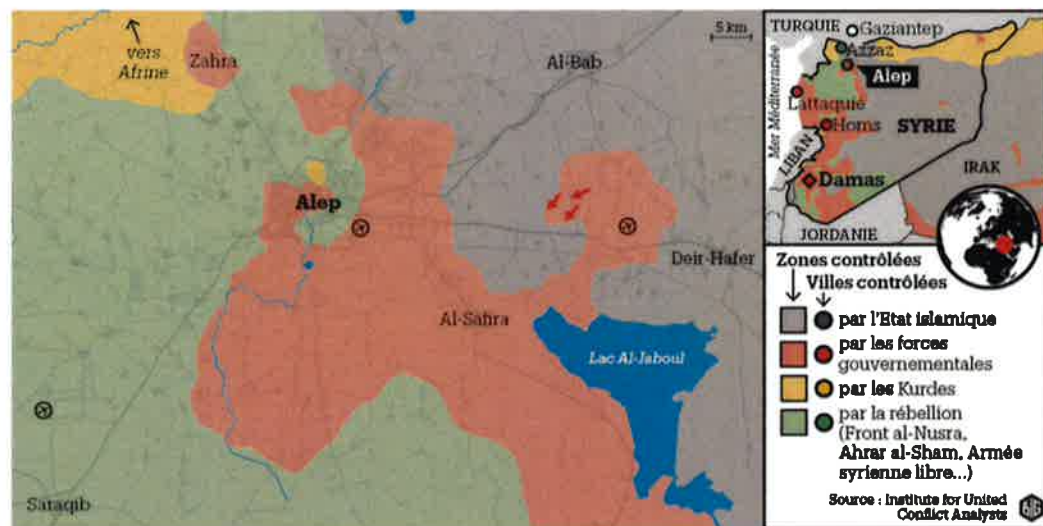
Vue d'Alep en novembre 2015. (Photo Ameer Al-Halbi. Apaimage. SIPA)

■ ■ ■ et Jarablous - et large d'une trentaine. Sauf qu'aujourd'hui, une partie de cette zone est sous l'emprise de l'EI. Les Turcs s'appuient sur les groupes syriens qu'ils financent et arment, tels les Turkmènes de Sultan Mourad. Ils effectuent aussi parfois des tirs d'artillerie lourde depuis la Turquie. Après plusieurs revers, les rebelles ont repris l'initiative. En trois semaines, ils ont reconquis une dizaine de villages à l'EI et se rapprochent de leur fief de Manbij. Avant de se retirer, les jihadistes avaient pris soin d'empiler des cadavres décapités de combattants de l'ASL à l'entrée de plusieurs villages - les têtes étaient regroupées un peu plus loin. L'EI est également ciblé par le régime et ses alliés. Eux progressent depuis le sud d'Alep et la base militaire de Kuwaires, dont ils ont brisé le siège imposé par les jihadistes. Ils avancent désormais vers Al-Bab, autre place forte de l'EI.

«MODELE»

Ces plans, qu'ils soient turcs, kurdes, rebelles ou loyalistes, n'ont rien d'inédit. Ils sont à l'œuvre, au moins en partie, depuis 2013. Mais ils sont démultipliés par l'implication de la Russie. Après s'être attaquée à Homs et Lattaquié, les positions rebelles qui menaçaient le plus la survie du régime, aux alentours de Damas, l'aviation russe a basculé vers le nord. Mais les objectifs de la Russie ne sont pas que militaires. Même si les quartiers généraux de la rébellion à Alep ont été visés ces dernières semaines, les cibles sont avant tout civiles.

Le matin du 11 janvier, trois écoles de la petite ville d'Ain Jara, à l'ouest d'Alep, ont été bombardées par des chasseurs russes. Au moins vingt enfants ont péri, selon l'ONG Spirit Humanity. Le 22 janvier, un missile a explosé sur le marché de Bab al-Hawa, à la frontière turque, tuant au moins dix civils. «Les Russes ciblent les hôpitaux, les boulangeries, les écoles. Ils veulent faire fuir les civils», explique Jamal Djneid, responsable des affaires internationales du Conseil du gouvernorat d'Alep libre. Ces accusations n'émanent pas que d'humanitaires ou de rebelles syriens. Selon nos



informations, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a créé une base de données qui recense les frappes russes sur les hôpitaux depuis septembre. Seules celles de sources choisies et recoupées sont analysées.

D'après un diplomate qui a accès à cette base, un «modèle» se dégage : «Les données montrent qu'avant chaque offensive du régime, l'aviation russe bombarde les hôpitaux. Ce sont des frappes extrêmement précises, qui ne visent pas les bâtiments d'à côté. Ils vont jusqu'à détruire les générateurs qui les alimentent en électricité, ce qui prouve au passage que les Russes sont particulièrement bien renseignés. L'idée est de démotiver les rebelles en leur faisant comprendre qu'ils ne seront pas soignés s'ils sont blessés.» Le diplomate confirme également la volonté de pousser à l'exode les civils qui vivent dans des zones rebelles : «Les bombardements annihilent toute capacité à fournir des services de base à la population : l'éducation, l'accès aux soins, mais aussi l'approvisionnement en eau, en électricité, en essence. Ils veulent que les villes sous contrôle de l'opposition soient ingouvernables. Ils font ça de manière systématique.» Cette stratégie menace de faire s'effondrer Alep. Les civils qui vivent dans la zone rebelle manquent de tout. Les prix ont explosé. Celui du kilo de pommes de terre a été multiplié par sept, une bouteille de gaz coûte environ 50 dollars (près de 46 euros). Alors que l'hiver s'est installé et que la neige commence à tomber, les habitants ne parvi-

ennent que très rarement à trouver du fuel pour alimenter les poêles. «Nous avons mis en place un approvisionnement via l'Etat islamique, ce sont les seuls qui pouvaient nous fournir. Mais comme les Russes bombardent les camions-citernes, nous faisons venir [le fuel] avec des voitures. Forcément, cela ne suffit pas. Les habitants en sont réduits à couper les arbres qu'il reste pour se chauffer», explique Jamal Djneid. Rackets

Pour éviter les bombardements, les rares hôpitaux de fortune ont été installés dans des sous-sols, tout comme les écoles. Depuis le début des frappes russes, environ 200 000 habitants d'Alep, essentiellement du sud de la ville, ont fui. Plusieurs milliers d'autres se massent dans les environs d'Al-Bab depuis une semaine. Mais ils ne peuvent rejoindre la Turquie, où plus de 2,2 millions de Syriens les ont précédés. Depuis trois mois, la frontière est fermée, sauf dérogation. Les passages clandestins sont possibles mais très risqués - les soldats turcs n'hésitent pas à tirer à vue - et chers, entre 100 et 500 dollars. «En réalité, les civils syriens sont piégés. Ils n'ont d'autre choix que de se déplacer au gré des combats, de passer d'une zone bombardée à une autre plus sûre, jusqu'à ce qu'elle aussi soit bombardée. C'est impossible de mettre en place une véritable aide humanitaire», explique Jamal Djneid.

La nouvelle offensive du régime syrien et de l'armée russe pousse jusqu'aux habitants des quartiers

d'Alep contrôlés par le gouvernement à s'enfuir. Yasser, 28 ans, vient d'arriver à Gaziantep, en Turquie. Il vivait jusque-là à Al-Furqan, à côté de l'université d'Alep, où il travaillait comme employé administratif. Il ne s'est jamais impliqué ni dans la guerre ni dans les manifestations qui l'ont précédée. Il décrit les rues désertées après les tirs de mortier des rebelles, les patrouilles de miliciens irakiens et libanais, les rackets des moukhabarats (les «forces de sécurité du régime»), les prix qui ne cessent d'augmenter : «La vie était très dure, de plus en plus dure, même. Mais je tenais, malgré mon salaire de 50 dollars par mois. J'ai pensé un moment m'exiler, l'un de mes cousins est en Suède, avant de renoncer. Je n'ai pas envie d'attendre des papiers durant des mois sans pouvoir travailler.»

Mais en septembre, lorsque la Russie a lancé son intervention, il s'est résolu à l'exil. Il a économisé avant de rejoindre Tripoli, au Liban, puis de prendre un bateau pour la Turquie : «Il n'y a qu'à voir ce que les Russes ont fait en Afghanistan et en Tchétchénie. Ce n'est plus possible d'espérer que cette guerre s'achève.» ♦

A New Middle East?

A U.S. Blueprint for Syria

Why does Russia always seem to be a step ahead of the U.S. in Syria? The answer is simple: Moscow knows exactly what it wants, and the U.S. doesn't.



Henri J. Barkey
January 27, 2016
www.the-american-interest.com

A friend who works in the Obama Administration recently lamented that the Russians are always a step ahead of us when it comes to Syria and the Middle East. If we are wondering why this is the case, the answer is simple: Moscow knows exactly what it wants in Syria and we do not. The time has come for the U.S. government, with selected allies, to publicly offer what it thinks a comprehensive solution to the Syrian crisis should look like. As suggested below, even if the proposition put forth here does not end up as the ultimate outcome, it is important for the U.S. government to assert a leadership role to start the process going.

The Russians, along with the Iranians, want Assad to remain in power. He offers Russia a strategic window with the base in Tartus and elsewhere. Syria's mafia-like regime structure has deep links with its counterparts in Moscow whereby a small elite benefits economically. For the Russians, Syria is where they can make a stand against their dreaded nemesis: Western-inspired soft regime change.

By contrast, the U.S. position is all over the place. It first wanted Assad to leave and supported rebels, perhaps not enthusiastically. With the emergence of the Islamic State, it has shifted priorities to fight it. Washington has been contemplating an arrangement with Moscow whereby Assad would remain in power for a "transitional" period so that everyone can focus on ISIS. Russia is unlikely to deliver in the long run. Its air force is helping Assad consolidate power along the heart of Syria, the Damascus-Aleppo axis. This will be completed when Aleppo is taken from the opposition. For the Russians and Assad, the rest of Syria does not really matter.

This could produce a stable equilibrium even if the opposition refuses to accept it and continues fighting. But this opposition, squeezed between regime and ISIS forces, is weaker and therefore incapable of changing the facts on the ground. All it can do is inflict casualties on the government side,

but then this does not appear to be much of a burden.

The U.S. government has no convincing alternative vocabulary to offer. The Sunni majority does not trust Washington, especially since the failure to live up to its chemical weapons ultimatum. By not employing force after a clear and justified reason for doing so, it has forfeited all credibility. In other ways, too, the Obama Administration has been more of a spectator than an activist. Regime supporters have little reason to look to the United States since Washington has ignored their concerns by focusing solely on Assad and conflating the regime with the bulk of beleaguered Alawi and Christian population. The Syrian Kurds are the only ones cooperating, but they too are cognizant of the unreliable U.S. policy record on the Kurds and are wary of Turkey's natural influence on its long-standing American ally.

On the eve of a possible Syria meeting in Geneva, a forward-looking U.S. proposal could be as straightforward as the following: The U.S. government commits itself to the creation of a confederal democratic Syria that is divided along confessional and ethnic lines. In its most elementary form, the new Syria would be divided along three main areas, Alawi/Christian, Sunni, and Kurdish, with Damascus remaining as the capital although temporarily run by a UN administration. Each of these regions would send representatives to a governing council where they would exercise veto rights over certain types of legislation, such as defense, foreign policy, and natural resources, but certainly not on all. This would encourage cooperation across regions. Other, smaller groups such as the Druze and the Turkmen, provided their numbers add up, could get subsidiary regions.

The underlying principle behind this proposal is that after five years of war and its accompanying atrocities the lack of trust that permeates Syrian society will not abate anytime soon. Therefore, citizens will feel safer and more willing to reconstruct their societies if they are governed by their own kind.

Such an American announcement may elicit strong reactions from Turkey, which abhors the idea of any Kurdish autonomy and would rather see Sunni Arabs rule Syria, or from Russia and Iran who may rightly see that the areas that would be under the control of Alawis would be much less than what they now control. The main objection would be that this could be the beginning of the redrawing of boundaries in the region. Maybe so. But the people in the region should decide these boundaries, though not through war.

Whatever the merit of the idea, it will serve three purposes. First, it will consolidate American thinking along a concrete end-state and bring coherence to the policymaking enterprise. Second, and most importantly, it is a way to signal to Syrians everywhere that there is a definite plan out there to end the fighting. For the Sunnis, the knowledge that they will obtain the majority of Syria might also galvanize them ultimately to take on ISIS. Third, it has the added advantage of overturning the negotiating table where, to date, Washington has been discussing the issue almost entirely on the basis of Russian terms.

To be sure, trying to implement a confederal solution would be messy, and, as always, the devil is in the details. All actors would be tempted to game the proposal. Some population movements are likely to occur as a result, but it is better that this happen by design and not through ethnic cleansing, which is what is going on now in selected parts of the country.

Still, this is possibly the only constructive option out there: Not everyone will get what they want and drawing the lines separating communities will require tough give and take. But at least one can visualize an end to the fighting and, with the U.S. government taking the initiative, begin to think about how to organize the day after. □

Henri J. Barkey is the director of the Middle East program at the Woodrow Wilson Center.

Turkish town of Cizre under siege as government conflict with Kurds worsens

As many as 100,000 of the town's 120,000 people have fled under fire from Turkish government troops, with many now trapped below ground

By Zia Weise, Istanbul
29 Jan 2016
www.telegraph.co.uk

Hiding in a basement as shells exploded nearby, Mehmet Yavuzel described the scene around him.

"Five of us are heavily injured. We have not had water for two days," he said. "There is only the sound of the mortars. If they hit this building, the injured will lose their lives."

Mr Yavuzel is among 28 men, women and children who have sought refuge from the Turkish army in the basement of a bombed-out building in the town of Cizre.

Sitting on the banks of the Tigris, this largely Kurdish town has been sealed-off and bombarded by Turkish forces since Dec 14.

A siege is taking place – not over the border in war-torn Syria, but in a corner of Turkey. Images from Cizre show tanks roaming bombed-out neighbourhoods while masked youths dig trenches in rubble-strewn streets.

This area of south-eastern Turkey has been sliding back into conflict since a ceasefire with Kurdish guerrillas from the banned Kurdistan Workers' Party (PKK) collapsed last summer.

During the six weeks that Cizre

has been under siege, as many as 100,000 of the town's 120,000 people have fled, according to Faysal Sariyildiz, the local MP from the Kurdish-rooted Peoples' Democratic Party (HDP).

At first, the renewed conflict between Kurdish guerrillas and Turkish forces took the form of bomb attacks on government troops. Turkey retaliated by sending jet fighters to bomb PKK camps in northern Iraq.

By winter, this tit-for-tat violence had given way to urban warfare. The PKK's youth wing dug trenches and declared autonomy in the centre of several cities. The security forces responded by imposing curfews and, in the case of Cizre, sealing off three districts of the town.

In the basement, six of the 28 people are believed to have died of their wounds. Ambulances have been unable to reach them because of the fighting. The survivors include a 13-year-old boy and a 16-year-old girl. They dress their wounds with nappies and sleep next to decomposing bodies while shells explode outside.

Lawyers representing the people trapped in the basement have asked the European Court of Human Rights (ECHR) to order Turkey to allow ambulances and



doctors to reach them. The case is pending.

Latif Karaman, who lived in Cizre, said that his only son, Cihat, was among those who died in the basement. The father insisted that his son was not a fighter but a student who had travelled to Cizre to show solidarity with its people.

"When I spoke to my son, before he was injured, he said 'I will come but cannot get out of here. Be patient'," said Mr Karaman. "I went to Cizre but I could not retrieve my child alive, nor are they giving me his body. I just wish the others do not die. He must be the last."

Since December, the army says nearly 600 PKK guerrillas have been killed. Local human rights

groups estimate that 200 civilians have also died.

Large areas of Cizre now lie empty and abandoned. "It's only my family left in our eight-flat building. Our relatives had to leave their houses and came to us, so we're almost 20 in my flat," said a father-of-two who asked to remain anonymous.

"You can be the target of snipers at any time," the man said over the phone as an explosion was heard in the background. "My friend's uncle went to feed his dog and paid with his life. He had nothing to do with the PKK."

"We are prisoners in our homes," he added. "Education is suspended, exams are suspended; law and humanity have been suspended too." ○

REUTERS

Turkey says Russian jet violated its airspace again, warns of consequences

ANKARA | January 31, 2016 / By Ece Toksabay / Reuters

TURKEY warned of consequences on Saturday after saying a Russian SU-34 jet had violated its airspace despite warnings, once more stoking tensions between two countries involved in Syria's war, but Russia denied that there had been any incursion.

In a similar incident in November, Turkey shot down a Russian warplane flying a sortie over Syria that it said had violated its airspace, triggering a diplomatic rupture in which Russia imposed economic sanctions.

Russian Defence Ministry spokesman Major-General Igor Konashenkov denied that any Russian plane had entered Turkish airspace, and called the Turkish allegation "pure propaganda".

He said Turkish radar installations were not capable of identifying a particular aircraft or its type or nationality, and that no verbal warning had been issued in either English or Russian.

Turkey's Foreign Ministry said in its statement that the Russian ambassador had been summoned late on Friday, and that the violation was a clear sign

that Russia wanted issues between the two countries to escalate.

"We are making a clear call to the Russian Federation not to violate Turkish airspace, which is also NATO airspace," the statement said.

"We are emphasising once again that the unwanted consequences of such irresponsible behaviour will belong fully to the Russian Federation."

NATO Secretary General Jens Stoltenberg said the violation had taken place, and urged Russia to "take all necessary measures" to ensure NATO airspace was not violated again. "Previous incidents have shown how dangerous such behaviour is," his statement said.

Turkish President Tayyip Erdogan said he wanted to meet his Russian counterpart Vladimir Putin after the incident.

"I told our Foreign Ministry to convey my desire to meet Mr Putin personally. There has been no answer on this yet," Erdogan told reporters at the airport before departing for a visit to Latin America.

The downing of the Russian warplane in November left relations between the two countries in tatters. Russia responded with economic sanctions that have hit Turkish exports and tourism revenues. ●

Death and destruction in Diyarbakir

Parts of Diyarbakir, the de facto capital of Turkey's Kurdish regions, have been under a Turkish army imposed curfew for two months now. Tom Stevenson reports from a destroyed city under siege.



Tom Stevenson, Diyarbakir, Turkey
28.01.2016
<http://www.dw.com>

Thousands left Sur, the historic walled center of Diyarbakir, on Wednesday clutching suitcases and the few possessions they could carry. On their way out residents filed past groups of Turkish soldiers and the armoured vehicles they will soon use to bulldoze their way through streets and homes alike in their fight against Kurdish militants holed up in the city.

The government says the operations, which it dubbed a "winter offensive" in November, are necessary to rout out militants linked to the banned Kurdistan Workers Party (PKK), which is fighting for an autonomous Kurdish region within Turkey and has been battling state forces in multiple Turkish provinces.

But for those who haven't already fled, electricity and water services are cut off and city officials and rights groups say the bodies of those killed - civilians and fighters alike - have lain in the streets for days because families are unable to recover the corpses or send them for burial.

Earlier this week, Turkey announced the area under curfew would be expanded to both sides of Gazi street, the main thoroughfare that bisects historic Diyarbakir, taking in a further five of Sur's 16 districts.

"Sadly the government is pushing forward this conflict," said Raci Bilici, head of the Diyarbakir branch of Turkey's Human Rights Association (IHD).

"Especially in Sur, many Kurdish people want self-governance because they feel they can't

trust the state at this point, and the government and army are paying no heed to international law," Bilici told DW in the organization's office in the city.

HARROWING FIGURES

In a report IHD presented in Diyarbakir on January 27, the organization documented 198 civilians killed during the curfews, as a result of fighting and the conditions, across the south-east, including 43 women and 33 children. Of those civilians, 40 were killed in Diyarbakir's Sur district.

The central command of the Turkish army claims it has killed more than 500 "PKK terrorists" in Diyarbakir and Şırnak since December 15.

"The only solution is a ceasefire from both sides," Bilici said.

The Turkish state has been carrying out military operations across the country's predominantly Kurdish south-east since July last year, after the People's Democratic Party (HDP), a political party representing the Kurdish rights movement, won enough seats in a general election to



Diyarbakir almost resembles a ghost town as locals try to find refuge elsewhere

pass the threshold needed to enter the Turkish parliament for the first time in history.

After the elections, the security services rounded up hundreds of HDP activists and party members, particularly in the south-east where the party won huge electoral majorities. Local residents in the most active Kurdish neighborhoods organized into armed groups known as the YDG-H, and responded by digging trenches and erecting barricades, declaring the areas off-limits to Turkish security forces and going on to announce "self rule" in the neighborhoods.

A CITY UNDER FIRE

The Turkish army has been simultaneously fighting YDG-H militants in Kurdish cities and conducting airstrikes on PKK bases in the Qandil mountains on the border between Turkey and Iraq. Hundreds of lives have been claimed.

According to information collected by the Diyarbakir Municipality, more than 20,000 people had already fled Sur in Diyarbakir by January 26, and the Mayor's office fears that the expansion of the curfews could more than double that number.

Harun Ercan, an official in the Diyarbakir Municipality's head office, showed DW a file meticulously listing the details of the Sur refugees: names, numbers, phone numbers, and addresses within Sur - many of which may have now been demolished in the fighting.

"Some have sought refuge with relatives, others have grouped together to rent temporary accommodation, but the army is giving families little time to prepare before ordering them to leave their homes, so many don't have much money with them," Ercan said.

Before December, Ercan said, the army would first establish coordinates for the use of its heavy artillery, but in the last month they have been shelling "almost at random" into civilian areas.

NO RESPITE

"The government perceives the Kurdish liberation movement as a whole to be too powerful, and they want to break it," Ercan said. "It's no coincidence that the places where the army is operating, the places under curfew, are the places where HDP's vote share was highest and where most people support the Kurdish rights struggle."

"The message is simple: ask for self-rule, get your house destroyed," Ercan said.

Speaking about the fighting in an interview with Turkish television station A Haber in December, Prime Minister Ahmet Davutoglu said the target of the operations was not the Kurdish people as a whole, but "terrorism" which he said had been brought from the villages into major settlements.

In a statement on the expansion of the curfews given on January 27, the local governorate said the move was taken to "restore public order." It also added that it could not confirm any information about abuses in the areas under curfew until "the terrorists have been cleaned out and security forces can enter freely."

But few in Diyarbakir's civil society seem



Trying to cope with what little protection there is



Activists in Diyarbakir say the EU has shirked its responsibilities

⇒ to agree with the governor's assessment.

Neşet Girasun is a lawyer from the Diyarbakir Bar Association and former colleague of the late Tahir Elci, a human rights lawyer renowned for his support for Kurdish political and cultural rights who was murdered in Sur in November.

Girasun has spent the last two months preparing an application to the European Court of Human Rights (ECHR) on behalf of families under curfew to have the curfews in Sur and other south-eastern cities condemned as illegal. Having first sought to do the same in Turkish courts, and had the case dismissed within hours, he and his team filed at the ECHR in September.

WHERE IS EUROPE?

But the attempt has thus far proved fruitless. The ECHR has condemned individual abuses committed by the Turkish state during the cur-

fewes but has rejected the cases to have the curfews themselves deemed illegal.

"The curfews don't have a legal status under Turkey's constitution, so they're extra-legal technically," Girasun said in his office in Diyarbakir.

"We had hoped that in Europe there might be a chance to pursue this, but frankly it looks like a political decision - Europe is supporting Turkey's government politically and there's no interest in the rights of the people in the south-east," he told DW.

Everyone DW spoke to in Diyarbakir, regardless of their political associations, believed that the European Union has shirked its responsibilities by ignoring what is happening in south-eastern Turkey, or that it is actively supporting the Turkish government's position and overlooking

human rights abuses because of its interest in Turkey stemming migrant flows to Europe.

Reha Ruhavioğlu, a member of the religiously based human rights group Mazlumder, said that there was plenty of blame to go around between the state and the militants in Turkey, but that Europe was showing great hypocrisy in the conflict.

"We have higher expectations from the EU, because we partly learned about human rights from Europe, but in this war it looks as though the EU cares more about its trade agreements and security deals with Turkey than any talk of values," he told DW in a cafe in Diyarbakir.

"Where is the pressure from the EU on Turkey over this? People are dying in great numbers and even the civil associations are staying quiet. Unfortunately it looks like the EU only cares about the rights of Europeans."■



Amnesty: Iraqi Kurds destroy Arab villages

January 21, 2016 / By Bram Janssen, AP

IRBIL, Iraq " Iraqi Kurdish forces have destroyed thousands of Arab homes in villages under their control, according to an Amnesty International report released Wednesday, which said the actions could amount to war crimes.

After pushing the Islamic State group out of over a dozen Arab villages over the past year, Kurdish forces bulldozed, blew up and burned down thousands of homes in an attempt to prevent civilians from returning, the report said.

"The forced displacement of civilians and the deliberate destruction of homes and property without military justification may amount to war crimes," Amnesty's Donatella Rovera, who carried out fieldwork for the report, said in a statement.

Iraq's Kurdish forces, also known as the peshmerga, have been some of the most effective ground forces in Iraq in the fight against IS. The United States has closely supported them with airstrikes, intelligence sharing and training programs.

"We take these issues very, very seriously," Col. Steve Warren, spokesman for the U.S.-led coalition, said in a press briefing Wednesday. "As government forces liberate territory... whether it's in Iraq or in Syria there's got to be security for all the civilian population."

Rovera told The Associated Press the abuses documented in the report are "a form of collective punishment on families and communities who have

themselves not committed any crimes." She said the group also found that Arab civilians were barred from returning to their villages by Kurdish forces.

"We are not talking about collateral damage happening in the heat of battle, rather this is deliberate destruction," she said.

Amnesty researchers investigated 13 villages in the provinces of Ninevah, Kirkuk and Diyala, and the report included satellite imagery that Amnesty said corroborated its claims.

The report said the peshmerga carried out the attacks in retaliation for alleged support for IS within Arab communities. The villages detailed came under Kurdish control when peshmerga fighters pushed back IS last year.

The Kurdish Regional Government in northern Iraq has said civilians are being prevented from returning to their homes for their own safety, citing the explosive booby-traps that IS often leaves behind when it retreats.

A spokesman for Iraq's Kurdish region responded to the Amnesty report by saying that Kurdish forces implement the "standards" and "principals" of human rights and international law.

"There is no strategy planned by the (Kurdistan regional government) to destroy or destruct any component villages, any component set up in these newly liberated areas," Dindar Zebari said.

But he said there were a few cases in which "an entire village stood against the peshmerga" and fought with IS.

Sunni lawmaker Hamid al-Mutlaq said that despite the "good stance" of the regional Kurdish authorities in helping people who have been forced of their homes, "there are some Kurdish parties (who) do what is mentioned in the report," without elaborating.

"We denounce any act that is against humanity and human rights whether from Sunnis or Shiites or Kurds," he said. ●

Les espoirs de la diaspora iranienne en France



L'épicerie Sepide, rue des Entrepreneurs, dans le XV^e arrondissement de Paris. C'est dans ce quartier que l'on peut rencontrer des membres de la diaspora iranienne, comme Réza et Ali (ci-dessus). J.-C. MARMARA/LE FIGARO



Marie-Amélie Lombard-Latune
malombard@lefigaro.fr

Un microscopique quartier iranien se cache dans Paris. Une dizaine de restaurants et d'épicerie se font face dans une des artères qui traverse le XV^e arrondissement : la bien nommée rue des Entrepreneurs pour un peuple réputé savoir s'y prendre en affaires. C'est là le plus sûr endroit pour rencontrer quelques membres de la diaspora iranienne bavardant entre les bocaux de pistaches, les cartons de dattes et les cageots de goyaves. En cette fin de matinée de semaine, les commerces ronronnent. Un marchand le confirme : « *Autrefois, la clientèle était plus nombreuse, les mères de famille faisaient de la cuisine traditionnelle, les gens avaient plus d'argent. On s'était installé ici parce qu'il y avait de la demande.* » Dans les années 1980, nombre d'Iraniens en exil avaient, en effet, élu domicile dans les tours modernes du front de Seine, dans des appartements qu'ils avaient achetés sur plan avant la chute du chah. La révolution islamique de 1979 ayant balayé l'ancien régime, les pied-à-terre se sont transformés en résidences principales, les familles, venues se réfugier en principe quelques mois, ont fait souche.

Plus de trente-cinq ans ont passé, l'Iran a connu bien des soubresauts. Le dernier en date - l'accord sur le nucléaire, la levée des sanctions et le retour de Téhéran sur la scène internationale - est observé avec un mélange de prudence et d'espoir par une diaspora qui est tout sauf homogène en France. En 1979, la révolution avait surpris le père de Sam Tavassoli, Ali, alors qu'il étudiait aux Beaux-Arts à Paris. Il se destinait à être architecte, il a ouvert une petite boutique rue des Entrepreneurs. Aujourd'hui, son fils Sam, volubile et sympathique, passé par l'école de gastronomie

Forte d'environ 25 000 personnes, la communauté iranienne n'a jamais totalement coupé les ponts avec sa terre d'origine. Le retour de l'Iran sur la scène internationale, marqué par la visite cette semaine du président Rohani à Paris, suscite l'enthousiasme de beaucoup d'hommes d'affaires, d'avocats ou d'entrepreneurs. « Pour la population iranienne, il faut que ça marche », affirment-ils.



On est plein d'espoir. On a de la famille là-bas. Ce pays riche, avec une population tellement éduquée, a été si longtemps fermé... »

Ferrandi, dirige le restaurant-traiteur Chez Mazehet, continue à fournir la veuve du chah, l'impératrice Farah Pahlavi, pour ses réceptions parisiennes. En face, Sepide, caverne d'Ali Baba persane, où les instruments de musique traditionnelle côtoient les denrées alimentaires, a longtemps été tenue par un dignitaire de l'ancien régime. Organisateur des fêtes fastueuses célébrées à Persepolis pour le 2500^e anniversaire de la fondation de l'empire perse en 1971, il s'était reconverti en épicier. À Paris, l'homme n'avait rien perdu de sa superbe : avec ses clientes, il évoquait l'Iran, la larme à l'œil. « *À chaque fois, cela prenait des heures pour acheter un paquet de pistaches...* », soupire, amusée, Sara Yalda, qui accompagnait sa mère dans cet antre où, aujourd'hui encore, après dix minutes de conversation, on vous propose courtoisement un thé bien fort qu'un employé s'empresse d'aller chercher de l'autre côté de la rue. La quarantaine pétillante, Sara Yalda organise des conférences (1). Ces dernières semaines, elle a été particulièrement sollicitée sur l'Iran et sur les perspectives qu'ouvre cette puissance régionale redevenue fréquentable. Auparavant, elle avait mis vingt-sept ans avant de revenir dans son pays natal. Ce retour lui a inspiré un très émouvant et drôle premier roman (2).

À Lyon, Shirine Vernay gère un bel hôtel avec son mari. Lorsqu'elle quitta l'Iran en 1979 avec sa mère et

sa sœur cadette, elle ne parlait pas français. Son père, journaliste et professeur à l'université, mis à la retraite d'office, les rejoignit un peu plus tard. La famille dut revoir son train de vie. Aujourd'hui, les enfants de Shirine reprochent à leur mère de ne pas leur avoir appris le farsi...

Sam, Sara, Shirine, tous s'interrogent évidemment sur l'avenir de l'Iran. « On est plein d'espoir. On a de la famille là-bas. Ce pays riche, avec une population tellement éduquée, a été si longtemps fermé... Si les gens pouvaient désormais respirer davantage, travailler mieux ! », s'enthousiasme Sara Yalda, impressionnée, lors de ses séjours à Téhéran, par « la soif de connaissances des jeunes ». « Une amie avait ainsi un emploi du temps de ministre, jonglant entre les cours d'anglais d'informatique et de yoga ! », raconte-t-elle, tout en riant au souvenir de « ces jeunes filles qui résistent à la rigueur islamique en mettant du stick à lèvres rouges pompier », et « de la langue bien pendue des chauffeurs de taxi qui, au temps de la Savak (le service de renseignement à l'époque du chah, NDLR), auraient été exécutés en prison pour moins que cela ! ». Tout reste aléatoire cependant, parfois dérisoire. « Savez-vous pourquoi la connexion Internet d'un ami s'est soudainement bloquée ? », interroge-t-elle. Sa réponse fuse : le jeune homme était en train de remplir un dossier pour l'université du Sussex. La dernière syllabe de la région anglaise ne passait pas la censure des mollahs.

Une carte à jouer

Autour de 25 000 personnes forment la « communauté » iranienne en France, constituée de strates successives : les opposants au chah puis, après la révolution, la bourgeoisie qui a fui l'instauration de la République islamique, suivie par les hommes jeunes voulant échapper à l'armée pendant la terrible guerre avec l'Irak, entre 1980 et 1988. Le flux ne s'est jamais vraiment tari, amenant en France des étudiants, des hommes d'affaires, les partisans des moudjahidins du peuple, implantés à Auvers-sur-Oise, des militants qui ont été inquiétés après les manifestations contre le régime en 2009. Cette diaspora s'est établie en large majorité à Paris, où elle s'est rapidement diluée à la différence des Iraniens de Los Angeles ou de Hambourg.

Intégration rapide, réussite sociale fréquente n'ont pas pour autant coupé les ponts entre Paris et Téhéran. Iraniens de France ou Français d'origine iranienne

continuent d'aller voir leur famille. Sans qu'un immense décalage se fasse sentir, malgré la différence de mode de vie, le statut imposé aux femmes et l'empeinte quotidienne des prescriptions religieuses. « Il n'y a guère de différence entre mes cousines qui vivent à Téhéran et moi, estime Shirine Vernay, qui lors de son dernier passage à Téhéran est allée visiter un nouveau centre commercial. Les boutiques Montblanc ou Dupont y côtoyaient les concessionnaires Ferrari et Lamborghini ! Des biens qui ne sont évidemment pas accessibles à tous mais, via Dubaï, l'embargo est largement contourné ! »

Beaucoup d'exilés l'assurent : les fêtes à Téhéran n'ont rien à envier aux soirées parisiennes, ni en consommation d'alcool, ni en élégance. Et c'est avec la même unanimité qu'ils comparent le sort des femmes iraniennes à celui des Saoudiennes. Certes, tenue vestimentaire islamique et statut juridique inférieur à celui des hommes n'ont rien d'enviables, disent-ils en substance,

mais sont moins rigoristes que le carcan du royaume wahhabite. « Après tout, l'Iran est le pays le plus civilisé du Moyen-Orient ! », s'écrient-ils, prompts à critiquer l'ennemi héréditaire.

Si l'oppression, les années de guerre contre l'Irak, les attaques chimiques ont profondément marqué le peuple iranien, elles n'ont pas pour autant nourri de ressentiment à l'égard de ceux qui avaient quitté le pays. Tout au plus quelques remarques pour remettre à sa place celui ou celle qui oubliait un peu vite les épreuves subies par la population : « Où étais-tu pendant ces huit ans ? Cette tragédie qui a fait un million de morts ? » Lorsqu'ils se rendent en Iran, les membres de la diaspora prennent garde de ne pas se transformer en donneurs de leçons. « Je souhaite simplement qu'avec l'ouverture, mes compatriotes ne perdent pas leur âme, qu'ils ne tombent pas dans la société de consommation à outrance, explique Shirine Vernay. Mais qui suis-je, vivant tranquillement à Lyon, pour leur dire ce qui est bien ou pas ? Il est bien normal que, comme partout dans le monde, la jeunesse rêve d'un iPhone. »

En perspective de ce marché de 80 millions d'Iraniens, dont la moitié n'a connu que le régime des mol-

lahs et un tiers a moins de 25 ans, la « ruée vers l'or », comme certains l'appellent, a commencé. En quelques mois, l'activité professionnelle liée à l'Iran de M^{me} Mahasti Razavi, du cabinet August-Debouzy, a pris environ 10 % de son temps. « On sent une effervescence dans les PME comme dans les grands groupes français, peut-être influencée par les médias américains qui parlent de l'Iran comme de "the place to be", analyse l'avocate d'affaires. Nous sommes sollicités par toutes sortes de société : cosmétique, luxe, énergie, secteur bancaire et financier. Bien sûr, il faut être capable de "décoder" l'Iran pour elles. Mais ce n'est pas plus compliqué que de travailler sur des contrats en Chine ou, même, d'expliquer à des Américains le fonctionnement de la France ! » Par leur connaissance du pays, du person - même si les exilés qui ont grandi en France se font repérer à cause de leur léger accent -, les Franco-Iraniens ont une carte à jouer. Tous n'ont cependant pas l'intention de se précipiter. « J'aurais aimé ouvrir un lieu sympathique là-bas. Pourquoi pas ?, confie Sam Tavassoli, le restaurateur. Mais ce n'est quand même un monde de requins. On ne sait jamais si notre tête leur revient ! »

De l'autre côté de la rue, la fille du patron de l'épicerie Sepide, Tanine, 32 ans, a quitté Paris il y a quatre mois pour monter une société de conseils et de services aux expatriés à Téhéran. Le prospectus, orné des drapeaux français et iranien, est en bonne place sur le comptoir. La jeune femme est, paraît-il, très contente de sa nouvelle vie. Dans la boutique, l'adjoint de son père n'a, lui, aucune intention de faire le voyage retour d'un exil qui emmena sa famille laïque, mangeant du porc et buvant de l'alcool, loin de l'Iran en décembre 1979. Reza Anari avait vingt ans et a, depuis, exercé plusieurs métiers, dont ceux de marchand de tapis et de patron d'un institut de beauté. « Je serais un étranger là-bas ! », s'exclame-t-il, tout en expliquant, la mine réjouie, que, dans les années 1980, il se gardait de se présenter comme Iranien lorsqu'il abordait une fille : « Je serais passé pour un terroriste. Je disais que j'étais azéri, ça marchait aussi bien ! »

En avril prochain, Air France doit rouvrir sa ligne Paris-Téhéran. Un symbole : cette liaison directe était interrompue depuis 2008. ■

(1) Conférences Sara Yalda, dont un cycle sur l'Iran jusqu'au 22 avril.

(2) « Regard persan », Grasset, septembre 2007.

Conflit kurde: l'UE veut un "cessez-le-feu immédiat" dans le sud-est de la Turquie

25 Janv. 2016
www.leparisien.fr

La chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a appelé lundi à un cessez-le-feu immédiat dans le sud-est de la Turquie, en proie à de violents combats entre les forces de sécurité turques et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat dans le sud-est", a déclaré devant la presse Mme Mogherini à l'issue d'un entretien avec les dirigeants turcs à Ankara, précisant que l'Union européenne (UE) "condamne fermement toutes les formes de terrorisme".

Le ministre turc des Affaires européennes Volkan Bozkir lui a immédiatement répondu que son pays entendait continuer son combat contre les rebelles kurdes.

"En tant que pays souverain, la

Turquie continuera son combat contre toutes les organisations terroristes, y compris le PKK, qui menacent sa sécurité nationale", a assuré M. Bozkir lors de la même conférence de presse.

"En le faisant, nous essayons de protéger les droits de nos citoyens", a-t-il plaidé.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, le conflit kurde a repris depuis l'été dernier, faisant voler en éclats les pourparlers de paix engagés à l'automne 2012 par le gouvernement islamiste-conservateur turc pour tenter de mettre un terme à une rébellion qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Les affrontements en cours, notamment dans plusieurs villes sous couvre-feu du sud-est à majorité kurde de la Turquie, ont fait de nombreuses victimes dans les deux camps, ainsi que des dizaines de civils selon



Des manifestants pro kurdes lancent des pierres sur un véhicule de police dans le sud-est du pays.

les ONG.

Plus d'un milliers d'universitaires turcs et étrangers ont récemment signé un texte dénonçant des "massa-

cles" commis par l'armée contre des civils, suscitant la colère des autorités et des poursuites judiciaires contre les pétitionnaires. ■